

Coup d'État militaire au Burundi

LIRE PAGE 40

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,40 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,50 dir. ; Tunisie, 100 m. ; Allemagne, 1 DM ; Autriche, 10 sch. ; Belgique, 12 F. ; Canada, 5 A.C. ; Danemark, 3 kr. ; Espagne, 25 pes. ; Grande-Bretagne, 20 p. ; Grèce, 10 dr. ; Irlande, 40 p. ; Italie, 200 l. ; Japon, 170 ¥ ; Luxembourg, 12 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas, 1 fl. ; Portugal, 120 esc. ; Suède, 200 kr. ; Suisse, 1 fr. ; U.S.A., 60 cts ; Yougoslavie, 10 d. din.

Tarif des abonnements page 28

S. RUE DES ÉVALUÉS

75217 PARIS - CEDEX 19

C.C.P. 4297-23 Paris

Tél. Paris n° 630712

Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

L'Allemagne et son armée

La mise en disponibilité immédiate de deux généraux allemands coupables d'avoir pris la défense d'un ancien « as » de la Luftwaffe et d'avoir reproché à M. Herbert Wehner, éminent socialiste du S.P.D., son passé communiste est sans doute la plus grave que pouvait prendre M. Georg Leber, ministre de la Défense. Cette sévérité et cette célérité s'expliquent d'abord par la crainte que ne resurgisse une fois encore, en Allemagne et à l'étranger, le débat empoisonné concernant la période nazie et le passé du pays qui pèserait encore sur la République fédérale. Les réactions déjà enregistrées en Europe au sujet de cette affaire, la précipitation, voire les contresens de certains commentaires, montrent bien que la suspicion qui continue d'entourer l'Allemagne — et notamment son armée — et notamment son armée, — loin de s'atténuer, paraît se nourrir en secret des succès économiques de la R.F.A.

Si l'on veut bien résister aux engagements passionnels, difficiles à éviter en la matière, on doit reconnaître que cette nouvelle « affaire » pose deux catégories de questions. La première est qu'il est difficile, pour l'importer quel pays, de concevoir une armée sans traditions. En Allemagne, cependant, le culte de la « tradition » ne peut avoir ni la même signification ni la même « influence » qu'ailleurs. La création, en 1955, d'une armée nouvelle n'a pas levé cette ambiguïté. Les officiers sont encore unis par des liens personnels et affectifs avec la période d'avant 1945, et il est bien difficile de distinguer nettement dans le culte du souvenir ce qui peut avoir un contenu d'engagement politique et ce qui participe de la simple fraternité des armes.

Certes, ces liens se distendent avec le temps, et déjà deux généraux et un dixième des colonels qui exercent aujourd'hui un commandement sont nés après 1945, et n'ont donc pas servi dans la Wehrmacht. En outre, une décision remontant à la fin des années 50 autorise les rencontres entre anciens de la Wehrmacht, mais interdit les activités dirigées contre la nouvelle démocratie. L'application pratique d'un tel distinguo demeure néanmoins délicate. Rüdiger von M. Leber lui-même, « a été » pendant 1945 un bon soldat, méritant, comme des millions d'autres, d'être réhabilité à cause de son activité politique après 1945 qu'il ne peut plus être un « exemplaire » pour les soldats de la Bundeswehr. Où commence et où s'arrête la responsabilité politique d'un soldat ayant obéi aux ordres de son gouvernement ?

La seconde question concerne la formation politique des officiers allemands. Ce n'est pas la première fois qu'une affaire de ce genre se produit. En 1975, le général Hildebrandt, inspecteur général de la Bundeswehr, assistait à Madrid au défilé militaire célébrant la victoire des franquistes. Cette année, un vieux général SS a remis, trente ans après, en présence d'un officier de la Bundeswehr en uniforme, la croix de fer à un ancien adjudant de la Waffen SS.

Le « manque de tact » ou l'absence de sens politique » auxquels les responsables ont vite fait d'attribuer ces incidents douteux n'expliquent pas tout. Les relations personnelles, les traditions, une formation de base reçue avant 1945 par les officiers les plus âgés, les sympathies d'un corps qui a longtemps penché à droite, jouent aussi un rôle. Rien ne serait cependant plus faux que d'imaginer la Bundeswehr tout entière en proie à des nostalgies d'extrême droite, alors même qu'elle est devenue un élément essentiel de la défense européenne. Elle est, au contraire, en plus en plus et de mieux en mieux intégrée et acceptée dans une société « centriste » qui, justement, refuse tous les extrémismes. Il reste qu'elle fait l'objet d'une vigilance toute particulière de la part de beaucoup d'Allemands, comme de la part de ses alliés.

(Lire nos informations page 6.)

MM. Ford et Carter ont tenté jusqu'à l'ouverture du scrutin de rallier les électeurs indécis

Les citoyens américains votent ce mardi 2 novembre pour élire le prochain président des États-Unis ainsi que quatre cent trente-cinq représentants, trente-trois sénateurs, quatorze gouverneurs et près de deux millions de responsables divers.

Jusqu'au dernier moment, les partisans de MM. Gerald Ford et Jimmy Carter ont tenté de rallier les électeurs indécis. Chez les démocrates, les syndicalistes ont fait du « porte à porte » pour inciter leurs concitoyens à voter. Les républicains ont eu davantage recours au téléphone. Les candidats eux-mêmes sont apparus trois fois lundi soir sur les trois grandes chaînes de télévision au cours de programmes qui ont coûté chacun 300 000 dollars (environ 1 500 000 francs).

Un regain d'intérêt de l'électorat a semblé se manifester à l'issue d'une campagne pourtant longue — elle a commencé le 25 février avec la « primaire » du New-Hampshire — et passablement terne. On a enregistré en particulier un nombre exceptionnellement élevé de votes par correspondance.

La première commune à voter a été la petite localité de Dixville Notch (New-Hampshire) à l'extrémité nord-est des États-Unis. M. Ford a obtenu treize voix, M. Carter onze, et M. McCarthy une.

Bipartisme et pluralisme politique

par ALAIN CLÉMENT

en matière d'organisation de scrutin. Donc, sauf exceptions extrêmes, l'Américain adulte qui aura voulu voter le 2 novembre n'en aura été ni empêché ni dissuadé, comme c'était souvent le cas il n'y a pas si longtemps pour les catégories raciales ou sociales discriminées. Il a même été fortement encouragé à se faire couler sur les registres électoraux, avant qu'ils ne soient fermés, par une vigoureuse campagne menée conjointement par les autorités officielles, la presse, les grands partis, les syndicats et les ligues civiques.

Mais voter pour qui ? Là, les choses se compliquent et même s'embrouillent. Car s'il est devenu facile d'exercer son droit de vote, il est beaucoup moins simple de poser sa candidature à quelque fonction électorale que ce soit, et a fortiori s'il s'agit de briguer un mandat fédéral (présidence ou Congrès). Les conditions non pas d'éligibilité théorique, définies globalement par la Constitution, mais d'éligibilité concrète, varient capricieusement d'un État à l'autre. Que les États conservent une certaine prérogative de promotion développée depuis plus de quinze jours autour de « Démocratie française ». Peu importe que M. Giscard d'Estaing soit sincère ou non en affirmant que l'ouvrage exprime seulement des idées personnelles et qu'il ne recouvre pas une opération politique. En droit, aucun acte du chef de l'État n'est réellement personnel. En fait, un livre où le président révèle sa conception de la France, et qui lui permet d'occuper les télévisions, les radios et les journaux dans des proportions jamais atteintes encore, constitue une opération politique de première grandeur. Le plus

en matière d'organisation de scrutin. Donc, sauf exceptions extrêmes, l'Américain adulte qui aura voulu voter le 2 novembre n'en aura été ni empêché ni dissuadé, comme c'était souvent le cas il n'y a pas si longtemps pour les catégories raciales ou sociales discriminées. Il a même été fortement encouragé à se faire couler sur les registres électoraux, avant qu'ils ne soient fermés, par une vigoureuse campagne menée conjointement par les autorités officielles, la presse, les grands partis, les syndicats et les ligues civiques.

Mais voter pour qui ? Là, les choses se compliquent et même s'embrouillent. Car s'il est devenu facile d'exercer son droit de vote, il est beaucoup moins simple de poser sa candidature à quelque fonction électorale que ce soit, et a fortiori s'il s'agit de briguer un mandat fédéral (présidence ou Congrès). Les conditions non pas d'éligibilité théorique, définies globalement par la Constitution, mais d'éligibilité concrète, varient capricieusement d'un État à l'autre. Que les États conservent une certaine prérogative de promotion développée depuis plus de quinze jours autour de « Démocratie française ». Peu importe que M. Giscard d'Estaing soit sincère ou non en affirmant que l'ouvrage exprime seulement des idées personnelles et qu'il ne recouvre pas une opération politique. En droit, aucun acte du chef de l'État n'est réellement personnel. En fait, un livre où le président révèle sa conception de la France, et qui lui permet d'occuper les télévisions, les radios et les journaux dans des proportions jamais atteintes encore, constitue une opération politique de première grandeur. Le plus

(1) Harvard Law Review, numéro d'avril 1975.

L'opération « Démocratie française »

par MAURICE DUVERGER

On ne commentera pas ici le livre du président de la République. Tout est dit, et l'on vient tout tard, depuis qu'il y a des médias et qu'ils en parlent. On voudrait essayer de préciser l'importance de l'opération, et de l'importance de la promotion développée depuis plus de quinze jours autour de « Démocratie française ». Peu importe que M. Giscard d'Estaing soit sincère ou non en affirmant que l'ouvrage exprime seulement des idées personnelles et qu'il ne recouvre pas une opération politique. En droit, aucun acte du chef de l'État n'est réellement personnel. En fait, un livre où le président révèle sa conception de la France, et qui lui permet d'occuper les télévisions, les radios et les journaux dans des proportions jamais atteintes encore, constitue une opération politique de première grandeur. Le plus

importante sans doute depuis l'élection de 1974.

Les sondages montreront dans les mois qui viennent si la popularité de M. Giscard d'Estaing en a été accrue de façon durable. D'ores et déjà, un point semble acquis. Le président de la République est parvenu à imposer l'image de son livre qu'il souhaitait : celle d'une œuvre de bonne foi, de bon modeste, invitant tous les Français au dialogue, y compris l'opposition. Cela mérite d'être souligné d'autant plus que le contenu réel de « Démocratie française » est assez différent. Il s'agit aussi d'une œuvre polémique où la réalité est habilement déformée par un double camouflet. A l'image du programme commun, qui exprime les objectifs de l'opposition, on substitue

l'épouvantail du collectivisme

destiné à terrifier les électeurs. A l'image du néo-capitalisme, qui correspond aux objectifs de la majorité et de son chef, on substitue celle d'un projet centriste, aussi vague dans le fond que dans la forme, mais tout auréolé de bonnes intentions et de générosité verbale.

(Lire la suite page 12.)

LES PRIX LITTÉRAIRES

A qui pense l'académie Goncourt ?

Ils désigneront, le 15 novembre, le grand gagnant de la saison. Ils ne seront que huit votants sur les dix membres que compte l'Académie. La mort vient de leur enlever Raymond Queneau, une voix qui — fâcherie ou indifférence — ne s'exprimait plus que par correspondance. Mais Bernard Clavel ne prendra pas non plus part au vote, cette année. Une maladie des yeux l'a forcé d'interrompre ses lectures. Par honnêteté, il s'abstient.

Il se réunissent ce mardi 2 novembre pour la dernière fois avant l'attribution du prix. Depuis quelques années, pour pallier l'énorme privilège que leur choix accorde à un roman parmi tant d'autres, ils ont pris l'habitude de publier des sélections préliminaires. D'abord une liste longue (treize titres cf. « Le Monde » des 7 et 8 octobre) a été établie. Nous en sommes maintenant à la liste courte : cinq ou six appelés entre lesquels l'élu sera choisi.

La partie se resserre autour

d'une décision qui met en jeu des centaines de millions, côté auteur, côté éditeur. L'affaire n'est pas mince. Ils ne l'abandonnent pas tous dans le même esprit. Question de tempérament. Il y a les anglophiles, les hésitants, les déterminés, les bien organisés, ceux qui ont terminé leurs lectures et ceux qui sont en retard.

Qui proposent-ils pour l'épreuve finale ? Pour quelles raisons ? A ces questions, sept sur huit des grands électeurs du 15 novembre n'ont fait aucune difficulté pour répondre (voir page 25). Nous n'avons pu joindre à temps Emmanuel Robles.

Ce sondage n'a pas pour but de

fournir des éléments aux « faiseurs de pronostics » mais d'attirer l'attention sur plusieurs romans, du moment où un seul prend un fou-droyant départ. Des choix motivés, même s'ils le sont parfois succinctement, valent mieux qu'une froide liste de noms.

JACQUELINE PIATIER.

AU JOUR LE JOUR

LES FRÈRES SAM

Au jour des élections présidentielles, l'Amérique aura été placée devant un choix difficile entre deux candidats très différents.

D'un côté, Gerald Ford, qui n'a jamais été élu président des États-Unis, et qui est un père de famille exemplaire, un ancien officier de marine, un sportif et un bon citoyen.


De l'autre côté, Jimmy Carter, qui n'a jamais été élu président des États-Unis, et qui est un père de famille exemplaire, un ancien officier de marine, un sportif et un bon citoyen.

On voit déjà à quel point les deux hommes sont dissemblables. Mais ce qui les différencie encore plus, c'est que Jimmy Carter possède une dentition imbattable et qu'il distribue des cacahuètes à ses électeurs.

Il est donc normal que, pour éviter de voir le pays coupé en deux, un grand nombre de citoyens américains aient décidé de s'abstenir de voter.

BERNARD CHAPUIS.

CETTE SEMAINE EN LIBRAIRIE



TIXIER UIGNANCOUR

des Républiques,
des justices
et des hommes.

mémoires

ALBIN MICHEL

ASIE

Chine

Pékin exclut un accommodement avec les thèses soviétiques

(Suite de la première page.)

Interrogé sur les relations avec la France, l'hôte des journalistes assure que le président Otsoud d'Etsing sera le bienvenu à Pékin, mais qu'il ne faut pas attendre de la part de Pékin, un développement des échanges commerciaux et des possibilités de coopération.

En ce qui concerne la politique intérieure chinoise, il est indiqué au cours de l'entretien qu'il ne faut pas attendre dans l'immédiat des précisions sur les accusations portées contre la bande des quatre en matière d'intelligence avec des pays étrangers. « Nous ne voulons pas encore publier les documents concernant ce problème », dit le fonctionnaire des affaires étrangères, pour lequel le « crime » des quatre est de nature à nuire à la révolution chinoise. « Ce qui se passe », dit le fonctionnaire des affaires étrangères, pour lequel le « crime » des quatre est de nature à nuire à la révolution chinoise. « Ce qui se passe », dit le fonctionnaire des affaires étrangères, pour lequel le « crime » des quatre est de nature à nuire à la révolution chinoise.

MOSCOU : les critiques reprennent

De notre correspondant

Moscou. — L'URSS a repris lundi 1^{er} novembre certaines de ses critiques à l'égard de la Chine. C'est la première fois depuis la mort de Mao que Moscou évoque ses griefs à l'égard de Pékin. Les critiques sont cependant très modérées si on les compare à celles qui avaient cours avant la disparition du chef de la révolution chinoise. Elles n'en constituent pas moins un inflexionnement de la ligne qui consistait depuis plusieurs semaines à multiplier les ouvertures formelles en direction de la Chine sans pour autant modifier, quant au fond, la position soviétique.

La première critique est contenue dans une longue dépêche de Tass, qui a été lue à la télévision, et qui est reproduite mardi dans les journaux. Elle fait le point des révélations fournies par la presse chinoise du « complot des quatre ». Ces révélations, écrit Tass, confirment les conclusions (avancées précédemment) d'experts soviétiques sur la lutte intestine acharnée qui déchirait ces dernières années la direction

« A l'étranger, est-il affirmé, en conclusion, à la détermination de la presse française, certains milieux journalistiques ont tort de croire que les quatre étaient des éléments de gauche. En Chine, les éléments de gauche sont ceux du comité central ayant à sa tête M. Hua Kuo-feng, parce qu'ils représentent les intérêts du prolétariat. Les quatre travaillaient à la restauration du capitalisme en se cachant derrière des projets marxistes-léninistes. C'est le président Mao qui a déclenché la révolution culturelle et non pas les quatre. Ceux qui emploient le mot « réactionnaires » pour parler des quatre ne connaissent rien à la Chine. »

JEAN DE LA GUERIVIERE.

(1) Une délégation du C.N.P.F. conduite par M. Ceyras, commença jeudi à Pékin une visite officielle.

Contrairement à ce qu'indiquent les affiches de Changhaï

M. HUA KUO-FENG DEMEURE PREMIER MINISTRE

M. Hua Kuo-feng demeure premier ministre, et M. Li Hsien-nien vice-premier ministre, a indiqué, lundi 1^{er} novembre à Pékin, un porte-parole à la suite de l'annonce par voie d'affiches, à Changhaï de la nomination de M. Li à la tête du gouvernement. De même, le maréchal Yeh Chien-ying demeure ministre de la défense (les affiches parlent de sa nomination à la présidence de l'Assemblée), et le général Chen Hsi-lien est, jusqu'à nouvel ordre, commandant militaire de Pékin.

Certains dazibao (affiches) méritent qu'on les croie, d'autres non », a dit le porte-parole. Faut-il croire les affiches selon lesquelles M. Chiao Kuan-hua, ministre des affaires étrangères, a été promu au bureau politique ? Il était jusqu'à présent seulement membre du comité central.

Les attaques contre les « quatre » se poursuivent. Lundi, le Quotidien du peuple les a accusés d'avoir tenté de « torpiller l'économie », ils « dévalaient sans cesse l'industrie nationale », quand on même bien la révolution, la production décollait automatiquement. D'autre part, les « quatre » ont joué un rôle dans l'incendie de l'ambassade britannique à Pékin en 1967 pendant la révolution culturelle, a affirmé un officiel, cité par la presse japonaise. Le même responsable a indiqué que le président Mao lutait depuis dix ans contre les « quatre ».

Notons enfin que M. Yu Hui-jung, ministre de la culture, qui aurait été arrêté le 7 octobre, est pris à partie par voie d'affiches à l'université Peits de Pékin. Compositeur d'opéras « révolutionnaires », il devint ministre en janvier 1975. Deux de ses adjoints, M. Hsiao Liang et Lu Ching-tang, sont eux aussi critiqués. — (A.F.P.)

Malaisie

LES PARTIS VONT ÊTRE « IMMÉDIATEMENT » ÉPURÉS DE LEURS ÉLÉMENTS COMMUNISTES

Kuala-Lumpur (A.F.P.). — Le gouvernement malaisien a annoncé, lundi 1^{er} novembre, qu'il allait entreprendre « immédiatement » l'épuration des éléments communistes de tous les partis, y compris le parti gouvernemental, l'Organisation nationale des Malais unis (UMNO).

Le premier ministre, M. Hussein Onn, qui fait fonction de président de l'UMNO, a précisé que cette action avait été décidée à l'unanimité lors de la session extraordinaire du conseil suprême de ce parti, le 23 octobre. Il n'a pas donné d'indications sur l'identité des personnes suspectées, mais a souligné qu'il n'y avait pas à proprement parler d'éléments communistes dans l'UMNO, mais des éléments influencés de l'extérieur par des communistes.

Depuis les « aveux » du journaliste Samad Ismail dirigeant d'un important groupe de presse, qui avait « confessé » publiquement son communisme, après avoir été arrêté en juin, un climat d'« incompréhension » s'est développé, selon le premier ministre, dans le pays et en particulier au sein de l'UMNO.

Le parti communiste est interdit en Malaisie et le gouvernement lutte contre quelque trois mille maquisards.

ANGELOS ANGELOPOULOS

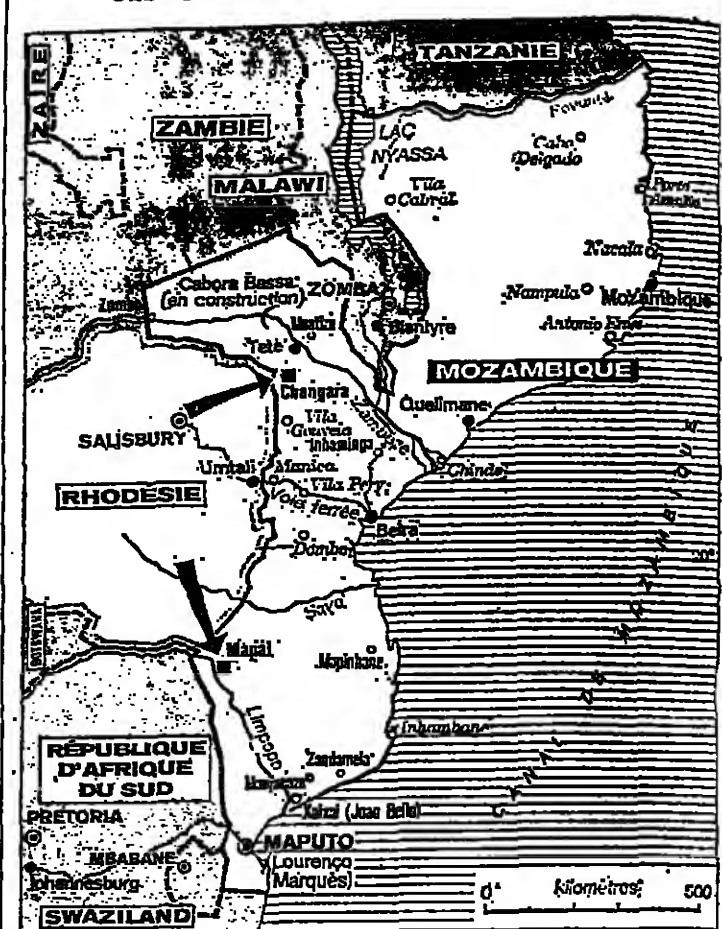
POUR
UNE NOUVELLE
POLITIQUE DU
DEVELOPPEMENT
INTERNATIONAL

puf

AFRIQUE

Rhodésie

L'armée de Salisbury a effectué de nouveaux « raids de poursuite » en territoire mozambicain



LES NATIONALISTES SOUSHAIENT QUE LE POUVOIR SOIT TRANSFÉRÉ À LA MAJORITÉ NOIRE LE 1^{er} SEPTEMBRE 1977

(De notre correspondant.)

Genève. — C'est ce mardi 2 novembre que devait être, en principe, fixée la date de l'accession du Zimbabwe à l'indépendance. Cette décision a été prise à l'issue d'un entretien qui s'est déroulé lundi entre M. Ivor Richard, président britannique de la conférence de Genève sur la Rhodesie, et M. Ian Smith, premier ministre de Salisbury. Sans aller jusqu'à parler d'échec, M. Smith a fait savoir que, à son sens, aucun progrès n'avait été enregistré sur les bords du Léman, en dépit des nombreux pourparlers qui s'y sont tenus.

Une entrevue d'une heure avec M. William Schaefele, secrétaire d'Etat adjoint américain aux affaires africaines, semble l'avoir confirmé dans cette intention, quitte à revenir dès que les pourparlers auront progressé. En l'absence du premier ministre, la délégation rhodésienne sera dotée des pouvoirs nécessaires pour poursuivre d'éventuelles négociations. Elle sera dirigée par le « leader » rhodésien des affaires étrangères.

Il ne fait pas de doute à Genève que la recrudescence des combats sur le terrain a joué un rôle déterminant dans la décision de M. Smith. M. Joshua Nkomo, président du Zapu (Union populaire africain) du Zimbabwe, a déclaré que le premier ministre rhodésien devra « faire face à une guerre sur une grande échelle s'il refuse de négocier à la conférence de Genève ». Cette mesure a été prise lundi à Nairobi à l'issue d'un vote auquel Pékin, qui n'a jamais caché son hostilité au M.P.L.A., n'a pas pris part. « La déclaration absurde du représentant chinois que le pouvoir à la majorité noire soit fixé au 1^{er} septembre 1977, date anniversaire de la fondation du conseil national africain (A.N.C.), ISABELLE VICHNIAC.

D'importantes troupes de l'armée rhodésienne, équipées de chars, de canons et appuyées de bombardiers ont lancé, dimanche 31 octobre, une attaque de grande envergure contre le Mozambique, a annoncé, lundi soir, l'agence officielle mozambicaine (A.I.M.). Il s'agit, ajoute l'agence, de la plus grande opération jamais menée par la Rhodesie contre son voisin. « S'inscrivant », précise le communiqué, a commencé dans les provinces de Gaza et de Tete. Les Rhodésiens se seraient dirigés ensuite vers Maputo, à 50 kilomètres à l'intérieur du territoire mozambicain.

Selon Maputo, les soldats de Salisbury ont coupé différentes voies de communication, dont la voie ferrée entre Mapai et Chiquinquira. En juin dernier, appelle le communiqué mozambicain, l'armée rhodésienne avait déjà attaqué Mapai, tuant et blessant un grand nombre de civils. Dans la province de Tete, les assaillants visent plus particulièrement les zones de Changuara, Nura, Chion, Guntu et Chionchilo.

Les accusations de Maputo faisaient état d'une « invasion » rhodésienne ont été qualifiées, lundi soir, de « purement fantaisistes » par un porte-parole du gouvernement de Salisbury. Toutefois, a-t-il ajouté, « le quartier général des forces de sécurité a annoncé que des opérations de poursuite à chaud ont été lancées. D'autres informations seront fournies en temps voulu. »

Les responsables gouvernementaux ont jusqu'à présent refusé de commenter ou de préciser la nature réelle des « raids de poursuite à chaud » entrepris par les forces rhodésiennes.

L'un des chefs de l'armée gouvernementale, le général Dery McIntyre, a déclaré, lundi à Umtali, que les opérations actuelles n'étaient pas liées à la conférence de Genève.

Il a ajouté que ses forces avaient les moyens de faire face aux maquisards. « Si les terroristes s'infiltrent en colonne importantes, 6-11 dit, ils seront assommés. » — (A.F.P., Reuter, A.P.)

Afrique du Sud

L'APPEL DES ÉTUDIANTS DE SOWETO A LA GRÈVE GÉNÉRALE A ÉTÉ PEU SUIVI

(De notre correspondant.) Johannesburg. — Contrairement aux mouvements des mois d'août et de septembre, le premier des cinq jours de grève organisée par le conseil représentatif des étudiants de Soweto (S.S.R.C.) a été très peu respecté, lundi 1^{er} novembre, par les travailleurs de Soweto, cité africaine de la banlieue de Johannesburg.

Le taux d'absentéisme, qui s'élevait à plus de 50 % à l'ouverture des magasins et entreprises, s'est progressivement réduit au cours de la matinée, pour se stabiliser aux alentours de 20 %. En revanche, un mot d'ordre lancé également par le S.S.R.C., demandant la fermeture des magasins dans la « township » en hommage aux jeunes tués par la police au cours des dernières manifestations, a été très largement suivi.

Inaugurant une nouvelle guerre de tranchées, les membres de la chambre des industries du Transvaal avaient, vendredi soir, glissé dans l'enveloppe contenant la paie hebdomadaire une lettre rédigée en anglais et en deux langues africaines, expliquant que toute personne absente cette semaine ne serait pas payée et pourrait même être définitivement remplacée.

Une grande partie des jeunes continuent à boycotter les examens de fin d'année, qui sont organisés sous la protection de la police. Plusieurs lycées ont été incendiés.

DIPLOMATIE

LE CONTENTIEUX SUR LA MER ÉGÉE

Une double négociation gréco-turque s'ouvre à Paris et à Berne

Une double négociation gréco-turque s'est ouverte, ce mardi 2 novembre, à Paris d'une part, à Berne d'autre part. La première porte sur le trafic aérien civil au-dessus de la mer Egée, la seconde examine le litige sur la délimitation du plateau continental dans cette mer. La négociation de Paris se tient à l'ambassade de Grèce. La délégation grecque est conduite par l'ambassadeur Carayannis ; la délégation turque, composée de six membres, par M. Selçuk Korkut, directeur général des relations extérieures au ministère des affaires étrangères. Selon le quotidien turc « Hurriyet », un accord serait sur le point d'être conclu en vue d'un règlement provisoire du trafic aérien au-dessus de la mer Egée.

De notre correspondant

Ankara. — La Turquie envisage avec un optimisme prudent les nouvelles négociations avec la Grèce relatives au contentieux égéen. Ces négociations avaient été décidées lors de la rencontre en septembre dernier à New-York des ministres des affaires étrangères des deux pays. Ankara met l'accent sur la nécessité de trouver

des solutions pratiques, même provisoires, en vue de réduire la tension dans la région. On se félicite ici de l'attitude positive d'Athènes.

Le gouvernement grec estime les Turcs, devant se montrer plus réalistes après les vaines tentatives de faire condamner les Turcs par le Conseil de sécurité et par la Cour internationale de justice, en juillet dernier.

Il est possible que les deux délégations parviennent à un « compromis provisoire » scellé par un protocole. Les vols dans certains couloirs aériens égeens, interdits par Athènes depuis août 1974, pourraient alors reprendre. Depuis vingt-sept mois, les liaisons civiles entre l'Europe et le Proche-Orient doivent passer par la Bulgarie ou la Libye. Les avions militaires des pays de l'O.T.A.N. doivent emprunter les couloirs aériens de Sofia, pays du pacte de Varsovie, pour rejoindre la Turquie, membre de l'Alliance atlantique.

Pour ce qui concerne les pourparlers sur la délimitation du plateau continental, interrompus depuis juin dernier, les Turcs s'apprêtent à proposer aux Grecs de reconsidérer la possibilité d'une exploration et d'une exploitation communes des richesses naturelles de la mer Egée, au lieu de perdre du temps sur des questions d'ordre juridique. On affirme ici qu'il faut chercher d'abord une solution pratique, car reconnaître l'appartenance au plateau continental aboutirait à faire de la mer Egée un lac grec. L'équilibre dans cette région est d'abord une affaire politique et non juridique, fait-on remarquer à Ankara.

ARTUR UNAL.

La France rejette les accusations portées par la Tanzanie sur sa politique envers Pretoria

De notre correspondant

Nations unies, New-York. — Le délégué de la France à l'ONU, M. Jacques Lecompt, a répondu, lundi 1^{er} novembre, devant l'Assemblée générale, aux accusations portées par la Tanzanie, le 26 octobre, contre « les étudiants, les ouvriers, les intellectuels français qui ont été manipulés par le régime de l'apartheid. Je veux croire qu'il a parlé par ignorance plutôt que par malveillance. »

M. Lecompt n'a pas donné de précisions sur la date et le lieu des manifestations françaises contre la vente d'armes à l'Afrique du Sud par le gouvernement français, mais il a dit : « Je ne reprocherai au gouvernement ou au peuple de tel ou tel pays de rester indifférents aux épouvantables atteintes qui se produisent en beaucoup d'endroits du monde, en Asie, en Afrique, au Liban et ailleurs. » Il a rappelé la déclaration de M. de Gaulle, le 29 septembre, du 29 septembre, concernant la politique désormais plus restrictive poursuivie par Paris en matière de vente d'armes et, plus tard, l'interdiction de tout nouveau contrat et de toute nouvelle vente à l'Afrique du Sud.

Évoquant la vente d'un « central électro-nucléaire français à l'Afrique du Sud, M. Lecompt a assuré « qu'un détournement de ce marché à des fins militaires se heurterait, outre les interdictions contractuelles et les contrôles internationaux, à une impossibilité de fait ». Il a affirmé que la France avait décidé de ne pas reconnaître le Transvaal, précisément « parce que le système de bantoustans était une forme collective déguisée de l'apartheid. »

Le conseil de sécurité s'est réuni le même lundi pour examiner la plainte de l'Egypte concernant la situation dans les territoires occupés par Israël. S'agit-il, comme certains le pensent ici, d'un simple baroud d'honneur destiné à masquer, sous une flamme de militantisme égyptien la reconduction sans encombre, la semaine dernière, du mandat des casques bleus stationnés dans le Sinaï ou d'une première manifestation de la nouvelle solidarité arabe à la suite du « sommet » de Riyad ? Il est trop tôt pour le savoir.

WASHINGTON ET MOSCOU SIGNENT DEUX ACCORDS SUR LES ARMEMENTS NUCLÉAIRES

Genève (A.F.P.). — Les États-Unis et l'URSS ont signé, à Genève, deux accords d'application de leurs traités bilatéraux sur les armements atomiques, a-t-on annoncé officiellement le lundi 1^{er} novembre.

Ces accords ont été négociés à la « commission consultative permanente », organisme distinct des négociations américano-soviétiques sur la limitation des armements stratégiques (SALT), qui paraissent toujours dans l'impasse. La commission ne s'occupe que de l'application des accords existants.

Le premier texte signé est un « protocole » d'application de l'accord de 1971 sur les « mesures destinées à réduire le risque d'éclatement d'une guerre nucléaire ». Le nouveau texte « établit une procédure pour faciliter la transmission immédiate des annonces prévues » par l'accord. Les observateurs pensent qu'il s'agit du remplacement de la ligne sous-marine du « téléphone rouge » par une liaison satellite.

Le second texte concerne les « procédures de remplacement, démantèlement ou destruction des systèmes (défensifs) antimissiles et de leurs éléments, ainsi que la notification » de ces opérations. Les deux pays avaient décidé, en 1972, de n'avoir chacun que deux installations antimissiles (A.B.M.), puis, en 1974, ils ont admis qu'il n'en aurait chacun qu'une. L'URSS ne gardant que celle de Moscou, et les États-Unis celle qui protège la base de missiles de Grand-Forks (Dakota du Nord).

صلى الله عليه وسلم

PROCHE-ORIENT

LA SITUATION AU LIBAN

JOUNIEH, OASIS DE PAIX

De notre envoyé spécial

Jounieh. — Sur le terrain de jeux de la paroisse, un groupe d'une trentaine d'adolescents, garçons et filles, défilent au pas cadencé devant un millier de phalanges. Le plus jeune n'a pas treize ans. L'instructeur, qui se donne des airs de vieux baroudier, commande inlassablement les mouvements de ses « hommes » avec des aboiements dignes d'un adjudant de carrière. Après la distribution de quelques fusils-mitrailleurs entreposés dans l'église voisine, on vient au maniement d'armes, puis la troupe s'éloigne en bon ordre, au petit trot, ponctuée de slogans vengereux et de coups de feu tirés en l'air.

Si des scènes de ce genre ne venaient le rappeler, on oublierait presque à Jounieh que le Liban est en guerre. Coincé entre la mer et la montagne, le petit port débordé d'une activité surprenante. Cependant, le front de Beyrouth est à moins de 20 kilomètres un peu plus au sud. Les distractions ont également repris : le cinéma du célèbre casino du Liban a rouvert ses portes. Tous les dimanches, le téléphérique de Notre-Dame du Liban hisse ses visiteurs jusqu'au premier paillet de la montagne. D'autre part, la bonne société continue de se retrouver à Kaslik chaque midi, au bar du très sélect Touring Club libanais, dont les installations ultra-modernes de loisirs et le port de plaisance n'ont guère perdu de leur animation.

L'une des activités principales de l'économie libanaise, l'import-export, a aussi trouvé sa place à Jounieh. Pour un Libanais digne de sa réputation de négociant, il suffit d'une table et d'une machine à écrire, sous les combles d'une vieille maison de pierre du centre de la ville. Si les libanais avec l'étranger sont difficiles (il ne reste plus que quelques lignes de télex et de téléphone en état de marche), on peut toujours envoyer chaque jour le courrier à Chypre par bateau.

Dans les établissements bancaires, qui ont fait du Liban une des places financières les plus importantes, les transactions se font presque normalement, et il n'est pas rare de voir un fondé de pouvoir, provisoirement installé devant un placard mal éclairé, se livrer à une fructueuse spéculation sur le dollar ou l'un livre sterling pour le compte d'un client dont le dynamisme ne semble pas avoir été atteint par la guerre. En consultant certains dossiers, on constate que de multiples transactions continuent d'être effectuées entre le monde occidental et l'hinterland arabe, comme si le Liban voulait prouver qu'il n'entendait abandonner à aucun autre pays sa vocation d'intermédiaire.

Si le potentiel industriel du Liban est paralysé à 85 ou 90 %, un certain nombre de petites industries n'ont jamais cessé de fonctionner dans l'arrière-pays durant les dix-huit mois de guerre. Le directeur d'une fabrique de tapis nous déclare qu'il a pu jusqu'à présent s'approvisionner presque normalement, et continuer d'exporter sa production vers la Syrie, l'Arabie Saoudite et les émirats du Golfe. L'une des rares difficultés qu'il connaît est de devoir continuer à payer le salaire de ses ouvriers engagés dans les milices, et d'être contraint de verser diverses « subventions » à ces organisations. Sans parler des multiples pillages que de nombreux commerçants ou industriels ont eu à déplorer à la suite de rétrocessions de « assurances » de protection « sûres, ou de s'acquiescer du montant de l'impôt - de circonstance ».

En quittant le port, le voyageur est interpellé par des miliciens qui lui demandent de verser 100 livres (soit quelque 200 francs) pour l'effort de guerre. —

FRANCIS CORNU.

L'ÉMISSAIRE DE LA LIGUE ARABE

LAISSE ENTENDRE QU'IL N'Y AURA PAS DE « CASQUES VERTS » DANS LE SUD

Beyrouth (A.F.P.). — M. Hassan Sabri El Khoul, émissaire de la Ligue arabe, a annoncé, lundi, que les membres de la force arabe de dissuasion arriveront au Liban dans les quarante-huit heures.

M. Khoul, qui n'a pas précisé, pour des raisons de sécurité, la nationalité et le nombre de ces éléments ni la voie par laquelle ils arriveront au Liban, a déclaré que six pays fourniront des contingents à cette force arabe : l'Arabie Saoudite, la Syrie, les deux Yémens, la Libye et le Soudan. De ces six pays seule la Libye n'envoie pas de troupes nouvelles. Elle a déjà dépêché au Liban un bataillon qui fait partie des deux mille premiers « casques verts » (1) stationnés au Liban depuis huit jours.

M. Khoul a fait observer qu'il serait « normal » qu'il y ait un contingent libanais au sein de la force arabe, dont l'importation a été fixée à trente mille hommes par l'accord de Riyad du 18 octobre. « Il n'est pas possible de réunir en quelques jours une force de trente mille hommes », a-t-il ajouté. Les contingents arriveront au fur et à mesure et prendront place dans les secteurs affectés dans tout le Liban. Il a toutefois estimé qu'il n'y aurait pas de « casques verts » dans le Sud-Liban, le long de la frontière.

« Les « casques verts » seront une force combattante. Le temps n'est plus de chercher à convaincre les uns ou les autres d'organiser des réunions. C'est fini, nous devons être très fermes », a dit encore M. Khoul. L'émissaire de la Ligue arabe n'a pu donner de date pour la réouverture des routes internationales et de l'aéroport de Beyrouth : « Nous devons être sûrs que, lorsque ces moyens de communications seront rouverts, ce ne sera pas pour être reformés après quelques jours », a-t-il dit.

Incidents à Beyrouth

entre mouvements de droite

Une vive tension a régné lundi dans les quartiers est de Beyrouth (contrôlés par la droite) à la suite d'incidents entre les deux principales formations conservatrices : le Parti des phalanges et le parti national libéral (P.N.L.). Ces incidents ont fait au moins deux morts.

Des échanges de tirs ont été entendus dans ces quartiers, notamment à Sinn-El-Fil. Les milices des partis ont été mobilisées, tandis que des barrages étaient dressés sur les routes et autour de certaines casernes. Des pneus ont été incendiés dans les rues. Aucun communiqué officiel n'a été publié du côté conservateur sur l'origine et l'étendue de ces incidents, qui ne sont pas les premiers. Des événements semblables, qui ont fait parfois plusieurs morts, se sont produits au cours des derniers mois entre phalangistes et P.N.L., sans pour autant provoquer une rupture entre ces deux formations.

(1) En fait, les casques des soldats de la force arabe sont blancs. On appelle ces militaires des « casques verts » par référence à la couleur de l'islam. (N.D.L.R.)

● Une quarantaine de Palestiniens, appartenant à divers mouvements de résistance, ont été arrêtés ces derniers jours en Cisjordanie, a annoncé un communiqué militaire israélien le lundi 1^{er} novembre. Ils sont soupçonnés d'avoir incité à l'insurrection et transporté de la main-d'œuvre arabe en Israël. Certains d'entre eux ont été trouvés en possession d'explosifs, d'armes et de munitions. (U.P.I.)

LE VOTE PRESSE-BOUTON

Dans la grande majorité des circonscriptions, les électeurs utilisent les machines à voter traditionnelles. Derrière les rideaux de l'isoloir, ils actionnent de petits leviers au nom des candidats aux nombreuses fonctions électives, et donnent par un oui ou un non leur opinion sur les questions soumises au vote populaire. Les électeurs peuvent également écrire sur un bout de papier le nom d'un non-candidat (write in). En appuyant sur le grand levier, ils enregistrent leur vote global.

Dans 12 % des circonscriptions, les électeurs ont recours au système de la carte perforée, déchiffrée et comptabilisée par ordinateur. D'autres systèmes sont encore possibles : dans deux bureaux de vote de la capitale, les électeurs servent de cobayes pour les machines les plus modernes. Dans le « video voter », ils pressent sur des boutons placés face aux noms des candidats. En appuyant sur un autre bouton, ils peuvent obtenir de la machine un crayon et un morceau de papier dans le cas où ils veulent procéder au « write in ».

Une formule encore plus perfectionnée est celle du « Shoup-tronic » : elle permet à l'électeur de taper à la machine le nom du candidat choisi. Enfin, les scrutateurs ont toujours la possibilité de changer d'avis en pressant le bouton « révision ». Toutes les machines ont pourtant leurs moments de défaillance ou leurs points faibles, et les autorités attendent de connaître les réactions du public avant de les commander en série pour les prochaines consultations. — H.P.

SAMUEL FLATTO-SHARON

INTERNATIONALE DES ÉTOILES D'ISRAËL

POUR QUE VIVE ISRAËL !

Distribution en France : N.M.P.P.

171, Rue Réaumur, 75002 Paris

TEL. 2334422

EN KIOSQUE

AMÉRIQUES

En marge de l'élection présidentielle aux États-Unis

Des référendums en tous genres

De notre correspondant

New-York. — Il n'a été question pendant toute la campagne, que de l'apathie des électeurs. Mais si M. Ford et M. Carter ont semblé se heurter à un mur d'indifférence, les citoyens ne se désintéressent pas du processus démocratique — bien au contraire. Un certain nombre de questions à propos desquelles des référendums se tiennent dans plusieurs États, le même jour que l'élection présidentielle, ont fait l'objet de débats passionnés.

En Californie, les électeurs devaient se prononcer pour ou contre l'instauration d'un parti mutuel sur les courses de lévriers. Le gouverneur de l'État, M. Jerry Brown, y est opposé et un comité dénommé « Le peuple est contre » prêche de porte à porte le rejet de la « proposition 13 ». Les partisans de la « proposition » se battent non moins vigoureusement pour la faire accepter : « Si les chevaux courent, pourquoi pas les lévriers », disent-ils. Toujours en Californie, la « proposition 14 » vise à autoriser le seul et légendaire César Chavez à organiser les cultivateurs en syndicat et à les soustraire à l'influence du puissant syndicat des camionneurs dont les liens avec la mafia sont également légendaires.

Dans le Massachusetts, un référendum porte sur le recyclage obligatoire des bouteilles de boissons alcoolisées et des boîtes de conserve : les électeurs feront

savoir s'ils veulent ou non que les fabricants de boissons alcoolisées et de conserves soient contraints de verser 5 cents en échange de toute bouteille ou de toute boîte retournée. Il s'agit pour les usds de protéger la beauté des sites de l'État et pour d'autres de maintenir le niveau de leurs bénéfices en continuant à mettre sur le marché de nouvelles bouteilles et de nouvelles boîtes de conserve.

À Atlantic-City (New-Jersey), le référendum concerne l'ouverture d'un casino, dans le Delaware, l'installation de « slot-machines » (machines à sous pour jeux de hasard). Les habitants de l'Okishama (État puritain entre tous) devaient se prononcer sur l'opportunité de la vente de boissons alcoolisées dans les lieux publics.

L'Alaska devait choisir le site de sa nouvelle capitale (Willow, Mt. Jenlow ou Larsen-Lake). Les habitants de l'Arkansas votent pour ou contre le rejet des lois antiscandales Trail-Bartley de 1947. Sur ces problèmes et d'autres du même type (concernant l'écologie, la protection du consommateur, les mœurs), l'intérêt des électeurs semble plus élevé que lorsqu'il s'agit de choisir le prochain occupant de la Maison Blanche.

LOUIS WIZNITZER.

Dans sept états les citoyens se prononcent sur les centrales nucléaires

En choisissant leur futur président, les électeurs américains participent aussi à de nombreux autres scrutins. Dans sept États — Arizona, Colorado, Missouri, Montana, Ohio, Oregon et Washington — ils ont à prendre une décision lourde de conséquences : si les propositions qui leur sont soumises sont adoptées, le développement de l'énergie nucléaire sera sévèrement restreint. Un référendum analogue eut lieu en Californie au mois de juin dernier (« Le Monde » des 9 et 11 juin 1976) sur la « proposition 13 » qui imposait aux constructeurs de centrales des conditions jugées par eux draconiennes. Elle ne recueillit qu'un petit tiers des suffrages. Il pourrait ne pas en être de même ce 2 novembre.

Dans six États sur sept — le Missouri est l'exception — les propositions sont très sensées et reprennent, sans un point important, les dispositions de la proposition californienne. Les constructeurs doivent garantir une compensation totale en cas d'accident ; en clair, ils doivent renoncer au bénéfice de l'acte fédéral « Price-Anderson », qui limite à un total de 560 millions de dollars les dommages et intérêts pouvant être versés à la suite d'un accident. D'autre part, toute construction de centrale ne sera possible qu'après un vote du congrès de l'État, certifiant la sûreté de la centrale et déclarant que le stockage des déchets est assuré de façon qu'il n'y ait « aucun risque raisonnable » de fuite de radioactivité. Sans dans l'Arizona et le Montana, ce vote doit obtenir la majorité des deux tiers.

La proposition californienne contenait déjà ces dispositions, mais elle était aussi applicable aux centrales déjà construites ou en cours de construction. Les centrales californiennes auraient dû être arrêtées jusqu'au vote législatif prévu par la proposition 13. Les adversaires de la proposition firent valoir que cet arrêt entraînerait un renchérissement immédiat de 5 % du prix de l'électricité. Sans doute, il semble avoir convaincu beaucoup d'électeurs. Les propositions actuellement soumises aux électeurs n'ont pas cet effet rétroactif, et leur adoption n'aura donc, à court

terme, aucune conséquence sur la production et le prix de l'électricité. Cela retire aux défenseurs du nucléaire leur meilleur argument.

Le cas du Missouri est à part. La proposition soumise aux électeurs ne porte que sur le financement des centrales. Elle interdit que des provisions pour travaux en cours puissent être prises en compte par les producteurs d'électricité pour établir leurs tarifs. Comme les investissements interviennent pour les deux tiers dans le prix de l'électricité nucléaire, la proposition interdirait pratiquement, d'après les compagnies d'électricité, la construction de centrales nouvelles.

M. Carter a eu l'occasion de dire que s'il habitait l'Oregon il voterait la proposition ; il a précisé que s'il n'avait pas soutenu la proposition californienne, c'était en raison de son caractère rétroactif.

Quels que soient les résultats des votes, les groupes anti-nucléaires annoncent déjà d'autres pétitions, génératrices de nouveaux scrutins. La construction de centrales nucléaires deviendra de plus en plus difficile, du moins tant que les conséquences financières n'en seront pas sensibles à l'Amérique moyen. Car celui-ci est un gros consommateur d'énergie, et s'il refuse l'énergie nucléaire, actuellement le moins cher, il devra payer un prix plus élevé.

MAURICE ARVONNY.

A TRAVERS LE MONDE

Grande-Bretagne

● SELON LE « TIMES », le gouvernement britannique envisagerait d'organiser en Ecosse et au Pays de Galles un référendum sur une dévolution partielle de pouvoirs à des assemblées provinciales. Deux questions seraient posées aux électeurs : « Approuvez-vous le projet gouvernemental de dévolution de pouvoirs à des assemblées provinciales et écossaises ? » et « Voulez-vous rester dans le Royaume-Uni ? ». Un sondage d'opinion publié le 28 octobre, à Edimbourg, par le journal The Scotsman révélait que les deux tiers de la population écossaise voterait contre l'indépendance. — (A.F.P.)

Hongrie

● M. ARPAD PULLAI, ancien secrétaire du comité central du parti hongrois, a été nommé, le 29 octobre, ministre des transports et des postes en remplacement de M. Rodonvi qui prend sa retraite. D'autre part, M. Vilcs Soghy devient ministre du commerce intérieur à la place de M. Istvan Szurdi qui présidera le Conseil national du tourisme. — (A.F.P.)

Irlande du Nord

● DEUX MILLE PERSONNES ont assisté, à Belfast, lundi 1^{er} novembre, aux obsèques de Mme Máire Drum, ancienne vice-présidente du Sinn Féin, provisoire, assassinée, le 28 octobre. Selon la tradition « républicaine », le cercueil était recouvert du drapeau de la République d'Irlande, et une trentaine de « provos », hommes et femmes, portant lunettes, hérets et veste noire, précédaient le cortège.

Roumanie

● M. LIONEL STOLERU, secrétaire d'État français auprès du ministre du travail, s'est entretenu lundi 1^{er} novembre à Bucarest avec le président Ceausescu. — (Reuters.)

● UN CONTREBASSISTE ROUMAIN, M. Budul Lulovic, membre de l'orchestre de chambre Tigris Mures, en tournée dans le nord de l'Italie, a disparu depuis dimanche 31 octobre. L'orchestre Tigris Mures, qui a regagné la Roumanie lundi, était arrivé en Italie le 17 octobre dernier. — (A.F.P.)

Israël

L'envoyée spéciale du « Nouvel Observateur » est retenue par les autorités

De notre correspondant

Jérusalem. — Sur requête du général de réserve Schimon Gonen, un juge du tribunal de Haïfa, a notifié à Mme Josette Alla, journaliste au Nouvel Observateur, qu'elle devait comparaître devant le tribunal de cette ville le 7 novembre. En attendant, la police des frontières a reçu l'ordre de l'empêcher de quitter le territoire israélien.

En avril 1976, Mme Josette Alla et son journal avaient été condamnés à verser au général Gonen, qui s'était jugé diffamé par un reportage publié en décembre 1973, la somme de 250 000 livres israéliennes, soit près de 150 000 francs. Dans son article, Mme Josette Alla avait attribué au général Gonen, alors commandant du front du Sinaï, les premiers revers subis par Israël lors de la guerre d'octobre. Elle avait fait état de la non-utilisation du canal de Suez d'une barrière de flammes

et cité ce propos du général Dayan, alors ministre de la défense, s'adressant au général Gonen : « Vous méritez une balle dans la tête. »

Lorsque la plainte a été examinée par la cour de Haïfa, aucun représentant du Nouvel Observateur n'a comparu, et le journal s'est contenté de proposer au général Gonen de publier sa propre version des événements. Ce dernier avait refusé et le tribunal avait condamné conjointement le journal et Mme Josette Alla à verser à titre de dommages et intérêts la somme de 250 000 livres au demandeur et à payer les frais du procès. Le Nouvel Observateur n'a pas donné suite à la décision du tribunal. Le général Gonen a profité du passage en Israël de Mme Josette Alla, où elle a accompagné la délégation du parti socialiste français, pour alerter la justice. — A. Sc.

ÉDITIONS SOCIALES

SURVIVRE A NEW YORK

Maurice Goldring
1 volume 224 pages 20 F.

LA DÉMOCRATIE A SACRAMENTO (U.S.A.)

Jacques Arnault
1 volume 240 pages 20 F.

« Accessible à tous, ce livre constitue une remarquable introduction, claire et concise, à la connaissance de la vie politique américaine. »
« NOUVELLES LITTÉRAIRES ».

« Les journaux de ce journal de voyage en apprennent souvent plus sur la démocratie américaine au niveau de l'État ou de la ville, que de gros volumes. »
« LE MONDE DIPLOMATIQUE ».

« Une approche vivante de la réalité américaine. »
« TÉMOIGNAGE CHRÉTIEN ».

« M. Jacques Arnault... ne s'est pas préoccupé de grands mythes, il a observé à la loupe, jour après jour, la vie politique et sociale de cette ville typique. »
« L'ÉPIQUE ».

EN VENTE TOUTES LIBRAIRIES

AMÉRIQUES

Libres opinions

LE VENT DU SUD

par FRANÇOIS LONCLE (*)

L'ELECTION du trente-neuvième président des Etats-Unis semble laisser l'opinion française, y compris la classe politique, complètement indifférente. Ressent-on avec résignation, en Europe, la volonté de repliement qui saisi l'Amérique ? Ou n'assiste-t-on pas plutôt dans l'ensemble des nations occidentales au phénomène contagieux du « chacun pour soi », réponse égoïste à la crise économique et aux interrogations fondamentales qui agitent la société industrielle dans ce dernier quart du vingtième siècle ?

Politique par la guerre du Vietnam, l'odieuse intervention au Chili et le scandale du Watergate, le « vent d'Amérique » à sans doute cessé depuis longtemps de souffler dans le bon sens. Pourtant, le seul fait que les Américains choisissent ce mardi le leader du premier pays du monde est un événement qui devrait entraîner la réflexion, en particulier parmi les responsables de la gauche française.

La redéfinition loyale, sincère et réaliste de nos rapports avec les Etats-Unis ne devra en aucun cas, pour un futur gouvernement de gauche, signifier une quelconque absence de ces rapports. Au contraire. Trop souvent, depuis quelques années, l'incapacité de la France à s'affirmer comme une nation indépendante a servi d'alibi à une politique d'agressivité, d'ignorance, et finalement au retour à un étatisme non avoué.

« Une France plus présente », tel était le dessein de la politique étrangère proposée par François Mitterrand lors de la dernière campagne présidentielle. Ce sera l'objectif et la gauche l'emporte en 1978. Et cela, y compris dans nos relations avec les Etats-Unis. La construction de l'Europe à laquelle nous aspirons ne se fera ni sous l'aile protectrice des Etats-Unis, ni bien entendu contre les Etats-Unis.

Si le peuple américain est porteur de jugements de valeur, de philosophies différentes des nôtres, c'est une raison supplémentaire pour essayer de le comprendre, de l'estimer et de nouer avec lui des rapports d'amitié et de coopération. De plus, quels que soient les erreurs des derniers dirigeants ou les accidents de l'histoire, la capacité des pays d'Amérique du Nord à œuvrer pour la démocratie reste intacte.

De nombreux observateurs estiment que la « star system », la personnalisation qui régit désormais la vie politique mondiale offrent cette fois un choix peu excitant pour l'électeur et l'électrice d'outre-Atlantique. Cela mériterait que l'on y regarde de plus près. Que l'on n'en vienne pas à regretter un duel Humphrey-Reagan. Que l'on mesure surtout la réalité de l'effondrement du mythe Kennedy. Ou encore que l'on ne préjuge pas un peu vite des capacités du candidat démocrate.

Il reste que l'enjeu du 2 novembre est considérable. L'élection de Jimmy Carter à la Maison Blanche, ce serait d'abord un événement historique de premier plan pour les Etats-Unis. L'élection de l'ancien gouverneur de la Georgie, de l'homme de l'Amérique profonde, mettrait fin à un siècle de complexe et d'amertume dans le cœur des citoyens des ex-Etats confédérés. La politique de reconstruction qui a suivi la guerre de Sécession n'a pas eu, chacun le sait, que des effets heureux, notamment pour l'unité de la République américaine.

Pur produit des forces terribles, Carter déculpabilise le Sud, par son action passée et son programme, marqués incontestablement du sceau du progrès et des idéaux démocratiques. En outre, aux yeux de la plupart des observateurs impartiaux, le candidat démocrate apparaît comme un homme sincère, intègre (l'anti-Nixon en quelque sorte), doté d'une forte personnalité (ce qui le différencie sans conteste de Gerald Ford).

Comment, enfin, ne pas être attentif à certains aspects de son programme : la lutte contre la dissémination des armes nucléaires, le désir d'une coopération plus étroite avec les pays du Marché commun, la non-ingérence dans les choix démocratiques que pourraient faire prochainement les peuples de France ou d'Italie. Et sur le plan intérieur, une politique de plein emploi, de mesures budgétaires, fiscales et sociales de stimulation économique, sorte de plan Barre à l'envers. Sans parler des choix de reconversion énergétique qui devraient faire réfléchir un certain nombre de dirigeants français, pas seulement dans le camp gouvernemental.

Tournons donc nos regards vers l'Amérique, avec l'espoir que le vent du Sud y souffle.

(*) Secrétaire national du Mouvement des radicaux de gauche.

L'ELECTION PRÉSIDENTIELLE

Le temps « du pain et du beurre »

Avec ses onze prix Nobel, Berkeley est le plus célèbre des neuf campus (Davis, Irvine, Los Angeles, Riverside, San Diego, San Francisco, Santa-Barbara, Santa-Cruz) qui forment l'Université de Californie. Vingt-neuf mille étudiants y tra-

vailent, dans un climat de compétition accentué par le chômage qui guette chacun à la sortie.

Dans cette institution d'élite, qui fut il y a quelques années le symbole de la contestation étudiante, il est parfaitement

incongru de s'intéresser à MM. Ford et Carter, sauf, bien sûr, sous la forme d'un diplôme de sociologie politique. Malgré les efforts de la municipalité de Berkeley pour les faire inscrire sur les listes électorales, les étudiants devraient être peu nombreux à voter.

A Berkeley, dix ans après...

De notre envoyé spécial

Berkeley (Californie). — Il a peut-être vingt-cinq ans, un long bandeau enserrant ses cheveux, mais son sourire est plus celui d'un vendeur professionnel que d'un mystique déshéant des choses de ce monde. Sur « Telegraph Avenue », qui joue un peu à Berkeley le rôle d'un « boulevard Saint-Michel », en miniature, il a installé dès 9 heures du matin, à même le trottoir, son petit étalage de bijoux et d'objets de culte. Il connaît bien le campus, volant d'une centaine de mètres seulement : voilà quelques années, il y a obtenu sa licence de mathématiques... La moitié des vendeurs, ici, sont « bachelors of arts » (licenciés), explique-t-il. Nous avons même un titulaire d'un « Ph D (doctorat d'Etat) de physique, mais depuis deux ans il a son propre magasin à San Francisco... Notre interlocuteur gagne environ 400 dollars (2.000 F) par semaine pendant la belle saison, quand la loterie, tirée chaque matin entre vendeurs, lui assigne une bonne place. Il paye 80 dollars de taxes par an à la ville. Il vit en plein air et semble heureux...

« Les « radicaux » (activistes de gauche) ont ouvert des restaurants ou sont devenus des entrepreneurs petite-bourgeois en cuir et bijoux », confirme M. Aaron Wildavsky, professeur de sciences politiques à Berkeley. « Certains d'entre eux ont même découvert les délices de la spéculation capitaliste et jouent sur le marché des dérivés de San Francisco... Le grand ennemi n'est plus le Pentagone ou le complexe militaro-industriel, mais le chômage face auquel deux attitudes sont possibles : une intégration forcée au système par des études aussi « compétitives » que possible, ou le recours à la désobéissance individuelle et aux petits métiers marginaux... »

La plupart des étudiants ont adopté la première solution. Pour qui a connu Berkeley à la fin des années 60, le « changement » est manifeste : on n'y voit jamais autant d'étudiés et si peu contestés sur le campus depuis dix ans. « Mes étudiants actuels sont les plus travailleurs et les plus intelligents que j'ai jamais eus », explique M. John Searle, professeur au département de philosophie. « Ils ne sont pas du tout apathiques, comme on le prétend, mais ils n'ont plus le goût un peu adolescent de l'agitation qu'évalent leurs aînés... Ils savent en tout cas qu'aucun diplôme ne leur garantit désormais un emploi dans l'enseignement supérieur, et ils sont amenés, contre leur gré, à adopter cette maxime du jeune et mystique gouverneur de Californie, M. Jerry Brown (adepte du bouddhisme zen) : « Lower your expectations » (« Diminuez vos prétentions »).

Les émeutes qui s'ensuivirent, lar-

« Les seuls motifs d'agitation récents ont porté sur des « bread and butter issues » (des revendications matérielles), affirme non sans satisfaction M. Bowker, chancelier du campus. « L'augmentation envisagée des frais de scolarité (ils sont de 212 dollars par trimestre pour l'année 1976-1977) les a mobilisés un moment, mais aucune question politique n'est susceptible de rassembler plus de quelques centaines d'entre eux pour un meeting... »

Curieusement, ce sont les problèmes de sécurité qui semblent surtout préoccuper le massif des étudiants. A la suite d'un viol et d'un meurtre, en 1975, ils ont demandé la suppression des épreuves d'examen qui avaient lieu le soir. Des autobus spéciaux leur évitent à certaines heures la traversée des zones peu fréquentées (le campus, planté d'eucalyptus et couvert de gazon, est très vaste) et une police privée forte de quatre-vingts hommes assure la surveillance. Il y a sept ans, l'intervention de la garde nationale sur le campus déclenchait plusieurs semaines d'émeutes...

Tout avait commencé en 1964 avec le « Free Speech Movement » (« le mouvement pour la liberté de parole »), qui réclamait le droit de tenir des réunions politiques à l'intérieur de l'enceinte universitaire. Dirigé par M. Mario Savio, étudiant d'origine sicilienne et très bon orateur, le mouvement avait rapidement acquis une célébrité nationale. Berkeley était devenu le symbole de la révolte non seulement des étudiants, mais de toute une jeunesse hostile au « système ». Avec le développement de l'engagement américain au Vietnam, le campus devint en outre le centre de ralliement des réfractaires et des opposants à la guerre, ainsi que des « hippies » ayant fui le faubourg d'Alhambra à San Francisco...

Ces diverses composantes — étudiants et non-étudiants — se mêlèrent dans l'étonnante aventure du « People's Park » (« le parc du peuple ») en 1968. L'université avait acquis en 1968 un espace situé près du campus avec l'intention d'en faire un terrain de football. Des squatters farfelus, parmi lesquels non nombre de « street people » (« gens de la rue ») et de mystiques en tout genre, y installèrent leurs sans de couchage et leurs marmittes, décidés à faire de ce lieu « libéré » un « parc de détente pour la communauté de Berkeley ». Le 15 mai 1969, à l'aube, la garde nationale, en tenue de combat, investissait le « parc ».

Les émeutes qui s'ensuivirent, lar-

gement retransmises par les chaînes de télévision, firent croire à l'Amérique moyenne qu'une « guérilla urbaine » s'était installée à Berkeley (un couvre-feu fut imposé et un manifestant tué par balle). En fait, il s'agissait de tout autre chose. Les étudiants qui soutenaient les squatters du « People's Park » n'étaient pas, pour la plupart, des « dangereux communistes », spécialistes de la lutte armée, que M. Ronald Reagan, le gouverneur ultra-conservateur de Californie, ancien présentateur de marques de lessive à la télévision américaine (!), s'acharnait à éliminer. Ils agissaient surtout au nom de la solidarité et de quelques valeurs humanitaires partagées par toute une génération. Pendant les manifestations, certains perçaient le macadam pour planter des arbres...

Il ne reste de cette époque qu'une fresque longue de 20 mètres, au réalisme naïf, qui commémore sur un mur d'entrée la « saga » de Berkeley, depuis le « Free Speech Movement » de 1964 jusqu'aux péripéties du « People's Park ». Le chancelier a demandé par référendum aux étudiants, en 1975, s'ils souhaitaient ou non la construction d'un gymnase à l'emplacement du « People's Park ». Les réponses se sont partagées à égalité. En revanche, beaucoup ont insisté sur la nécessité de construire de nouveaux parkings. Les « regents », qui sont les véritables « patrons » de l'université de Californie, ont estimé qu'il était urgent... d'attendre.

Le « lobby » étudiant

« Le « People's Park » est maintenant pour tout le monde une sorte de vœu exaucé. On préfère ne pas y toucher... » Géant débordant à l'usage, le visage couvert d'acné, M. Neil Taxy, qui prépare une licence d'économie, et qui a été élu ce printemps président du syndicat étudiant (ASUC), a d'autres soucis en tête. Il est de plus en plus difficile de se loger à Berkeley et le syndicat propose un contrôle des loyers. Pour l'obtenir, il se bat activement à Sacramento (capitale de la Californie, où siège le gouvernement). Par le poids qu'il représente, le « lobby » étudiant est en effet le cinquième ou le sixième de l'Etat, loin devant celui des enseignants...

Le syndicat est un organisme très officiel, qui perçoit 7 dollars par trimestre sur les droits de scolarité versés par chaque étudiant, et qui dispose d'un immeuble entier à l'entrée du campus. Malgré les apparences, il a tiré les leçons de l'activisme des années 60. Il s'occupe un peu moins de l'organisation des soirées dansantes, de l'achat d'uniformes pour les équipes sportives et de la confection de l'annuaire des anciens élèves (ses activités principales dans les années 50) et un peu plus de l'aide aux minorités noires, chicanos (Américains d'origine mexicaine) et asiatiques. « Nous avons enfin cette année une bonne équipe de football. Cela veut-il dire que les étudiants de Berkeley soient devenus plus conservateurs ? », s'interroge M. Taxy. « En fait, le mouvement n'est pas mort, mais il est éparpillé. Depuis la fin de la conscription pour le Vietnam, il n'y a plus de grande question capable d'intéresser tous les étudiants... »

LES PIEDS SENSIBLES c'est l'affaire de SULLY

85 rue de Sèvres
5 rue du Louvre
81 rue St-Lazare
53 bd de Strasbourg

Boîtes, bottines, modèles sport de grande confort, toutes les pointures et six largeurs, du 35 au 48.

Catalogue gratuit
SULLY, 85 rue de Sèvres, Paris 6^e

ALBANIE PHARE DU SOCIALISME EN EUROPE

rapport d'ENVER HOXHA
AU VIE CONGRES
du Parti
du Travail d'Albanie

« L'ALBANIE AUJOURD'HUI »
Revue politique et d'information
1 an (six numéros) 15,60 F
« L'ALBANIE NOUVELLE »
Revue illustrée
1 an (six numéros) 15,60 F

ENVER HOXHA
Œuvres choisies Tome 1 25 F
Œuvres choisies Tome 2 25 F
La Grande divergence 37 F
(textes de 1960)
Histoire du Parti du Travail d'Albanie 13 F

LIBRAIRIE NORMAN BETHUNE
76 boulevard Saint-Michel 75006 PARIS
Livres et revues d'Albanie, de Chine, de Corée, du Vietnam...
C.C.P. La Source 32.800.88
Tél. 326.53.53

Les pays nordiques.
En direct. Tous les jours.

• En exclusivité : les 4 capitales en direct.

Air France est la seule compagnie à offrir des liaisons directes et quotidiennes avec Stockholm, Helsinki, Oslo et Copenhague, les quatre capitales des pays nordiques.

• Stockholm, Helsinki : les premiers chaque matin.

Air France met au service des hommes actifs le premier vol de la journée à destination de la Suède et de la Finlande. Sept jours sur sept, départ de Roissy à 10 h, arrivée à Stockholm à 12 h 50, à Helsinki à 15 h 20.

• Oslo quotidien.

Chaque matin, Air France prend la route de la Norvège en passant par Copenhague. Départ Paris 10 h, arrivée Oslo 13 h 35.

• Copenhague : 20 fois par semaine.

Air France dessert la capitale danoise chaque matin (départ 10 h, arrivée 12 h), chaque après-midi sauf le samedi (départ 15 h 35, arrivée 17 h 35) et chaque soir (départ 19 h 20, arrivée 21 h 20).

• A bord, la France.

A bord d'Air France, le personnel parle français. Le service est à la française. Et les journaux, français ou étrangers, sont ceux que l'on trouve chaque jour sur son bureau.

Pour être les premiers dans les pays nordiques, adressez-vous à votre Agent de voyages ou à Air France, tél. 535.61.61.

EN COMPAGNIE D'AIR FRANCE

سكيا من الاحل

AMÉRIQUES

LE AUX ÉTATS-UNIS

Bipartisme et pluralisme politique

(Suite de la première page.)

Les supporters de l'ancien sénateur Eugene McCarthy n'avaient-ils pas respecté la lettre de cette exigence et mêlé à des noms d'authentiques New-Yorkais ceux d'habitants du Connecticut (dont beaucoup ont leurs occupations à New-York) ? Ou est-ce que cela signifie au juste dans un pays qui considère encore la carte d'identité comme un viol de la personnalité ? Il est vain d'insister et de creuser le problème : d'instance en instance, M. McCarthy a perdu. Il n'était pas sur le ballot new-yorkais.

Du coup, il était devancé au palmarès de cette course d'obstacles par un candidat presque inconnu, qui a réussi à se « placer » dans trente-deux États, M. Roger McBride, candidat d'un « parti libéral » qui concilie sans effort les réveries de la gauche et de la droite anarchisantes. Après M. McCarthy, présent au scrutin dans vingt-neuf États, arrivait M. Peter Camejo, dirigeant du parti ouvrier socialiste, de tendances marxistes, validé dans vingt-six États : il devait à sa naissance sur le sol américain, quelque de parents vénézuéliens, d'avoir qualifié, à l'inverse de M. Kissinger, pour entrer éventuellement à la Maison Blanche. Comme d'habitude, le parti communiste (25 000 voix en 1972) était représenté, dans vingt États seulement, par M. Gus Hall. N'oublions pas le prédécesseur de M. Jimmy Carter à Atlanta, l'ancien gouverneur de Géorgie, M. Lester Maddox, qui a fait campagne dans dix-neuf États à l'enseigne d'un « parti indépendant » qui rassemble le dernier carré de ségrégationnistes impénitents.

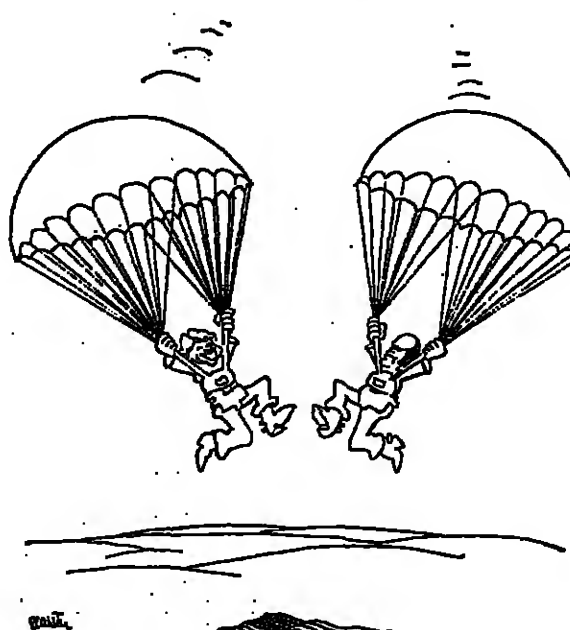
À la date du 15 octobre, deux cent sept Américains avaient posé la candidature présidentielle, dont vingt-sept seulement sous la bannière d'un parti. Même soustraction faite de l'inévitable contingent de fantasistes, il n'en reste pas lourd. Une infime proportion d'États sur les cinquante de la fédération ont présenté plus de cinq candidats, le record étant détenu par le New-Jersey et l'État de Washington, qui en proposèrent une dizaine.

La longévité des élus

Quelle leçon tirer de cet « écrasement » draconien ? Il va de soi, tout d'abord, qu'il faut, la « bouillotte » du système en vigueur et des élus installés, dont la longévité électorale est le dénominateur commun (2). Ledit système tend à se renforcer par le jeu de ses ressorts internes, mais également par l'ironie dépréciant tout ce qui pourrait le contrarier du dehors. Il est donc entendu qu'un candidat cherchant à s'introduire dans le match où s'affrontent les deux géants de l'actualité

électorale ne peut être qu'un « gâcheur » (« spoiler ») ou un hurluberlu. Passe encore s'il a derrière lui une mini-formation politique : il faut bien que la « frustration » des « marginaux » trouve un exutoire ! Mais l'hypothèse implicite de la plupart des politologues des États-Unis est que le peuple américain, constitué d'une très épaisse « strate moyenne », n'a pas de revendication majeure qui ne puisse être prise en charge, d'une façon ou d'une autre, par les deux seuls partis siégeant au Congrès. Il y aurait bien assez de démocrates et de républicains, et suffisamment de tendances dans leurs rangs, pour légitimer un bipartisme de fait (le terme lui-même est rarement employé), qui a donné sa stabilité au régime depuis un siècle. Dissidents et mécontents sont toujours libres de s'agiter sur les « franges » (« fringes ») de ce bloc de respectabilité électorale.

Cette vision éminemment centrée appelle au moins deux objections de taille. D'abord, ce bipartisme est largement illusoire. Non seulement parce qu'à la domination républicaine de longue durée a simplement succédé une domination démocrate de longue durée, qui n'a rien accompli que sous l'intense pression des circonstances (New Deal, plan Marshall, révolte noire, sans compter les guerres). Mais encore parce que les partis n'ont de parti que le nom, qu'ils sont des conglomerats d'individualités, et que, tant qu'ils n'auront



(Dessin de PLANTU.)

pas de structure sur le plan national, l'« alternance » à l'anglaise, à l'allemande, demain peut-être à la française, ne jouera pas. Certes, rien ne dit qu'il en sera toujours ainsi : qu'un jour la grâce ne visitera pas cette possesseur, encore que le Sénat, conseil des ambassadeurs des États (les sénateurs ne sont élus au suffrage universel que depuis 1913), se prête difficilement à une évolution.

Seconde objection : il n'est pas vrai que ce bipartisme absorbe et arbitre les divisions et les tensions d'une nation de la dimension des

États-Unis. C'est de moins en moins le cas. La « désaffection » non pour les institutions, curieusement, mais pour les hommes qui les ont en main, gagne d'année en année, comme le démontre la proportion croissante des abstentionnistes. En 1974, pour le renouvellement du Congrès, malgré l'excitation causée par le scandale du Watergate, moins de 40 % de l'électorat se rendit aux urnes.

Un clivage dépassé

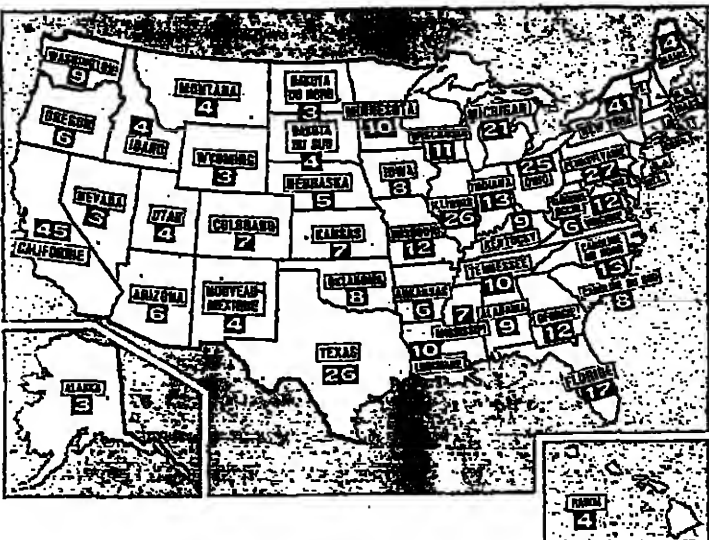
Tout se passe comme si un très large secteur de la population le plus défavorisé économiquement, comme l'atteste toute une série d'études récentes — ressentait le caractère facile ou dépassé du clivage démocrate-républicain et renouait à participer à une « consultation » où « ce sont toujours les mêmes qui reviennent », quand ce n'est pas tout qui revient au même.

Il n'est pas étonnant alors que la composition du Congrès reflète une sur-représentation frappante des classes aisées et des professions libérales. C'est pourquoi, s'il est de bon ton de sourire de ces « tiers partis », excentriques par définition, comme s'ils appartenaient au folklore électoral, il serait peut-être temps de se demander plutôt si l'un d'eux, dans l'avenir, ne saura pas donner voix et vocation à ce « tiers état » épars et silencieux qui se compte par dizaines de millions d'Américains, réfractaires passifs ou actifs à un régime dont ils ne se sentent plus solidaires.

ALAIN CLÉMENT.

(2) Cf. La communication de Marie-France Toinet à la « table ronde » de la Fondation nationale des sciences politiques, les 17 et 18 mai 1976, sur les élections non-concurrentielles.

LA RÉPARTITION DES GRANDS ÉLECTEURS PAR ÉTATS



Les grands électeurs sont choisis dans les cinquante États de l'Union et dans le district de Columbia (Washington). Chaque État désigne autant de grands électeurs qu'il compte de sièges aux deux Chambres du Congrès américain : en outre, depuis le vingt-troisième amendement, le district de Columbia, dont l'unique représentant ne vote pas au Congrès, en a trois. Ce qui est le minimum prévu par la Constitution, qui prescrit que chaque État aura deux sénateurs et au moins un représentant. Les grands électeurs sont donc au nombre de cinq cent trente-huit. Pour accéder à la présidence, il faudra au candidat la majorité des voix « électorales », soit deux cent soixante-dix suffrages.

CONN. : Connecticut (3) ; DEL. : Delaware (3) ; D.C. : District de Columbia (3) ; MD : Maryland (10) ; MASS. : Massachusetts (14) ; N.-H. : New-Hampshire (4) ; N.-J. : New-Jersey (17) ; R.I. : Rhode-Island (4) ; VT. : Vermont (3).

Le Monde réalise chaque semaine
UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE
Réserve aux lecteurs résidant à l'étranger

Numéro spécimen sur demande
5, rue des Italiens, 75007 PARIS cedex 05

ROBERT LAFFONT

"Guy Bechtel est l'historien minutieux de ces grandes flambées qui illuminent le midi, de la Gironde aux Alpes."

GASTON BONHEUR (Le Point)

Guy Bechtel 1907 LA GRANDE REVOLTE DU MIDI

ODOUL
Garde-meubles
208 10-30

Pasolini, les correspondants de guerre, La Fontaine, les multinationales, François 1^{er}, la fête en Provence.

Enrichissez-vous.

Flammarion.

UNE BIOGRAPHIE À LIRE COMME UN ROMAN.

La vie de Jean de La Fontaine est du grand théâtre, avec les décors, les figurants, les coulisses et les chuchotements d'alcôve. Jean de La Fontaine ressuscité par Jean Orieux, c'est la biographie du plus secret des poètes à lire comme un roman.

Jean Orieux - La Fontaine. 85 F.

UNE VIE DE ROI.

À travers la vie d'un roi, la vie de la France au XVI^{ème} siècle et le tableau politique, culturel et économique, de l'Europe de ce temps-là, voici François 1^{er}. Un livre qui dépasse la personnalité de celui qui a réhabilité la femme et restauré les arts. François 1^{er} est plus qu'une biographie, c'est aussi l'étude de la société d'un pays et d'une époque.

René Guerdan - François 1^{er}. 75 F.

CE QU'EST DEVENUE LA FÊTE EN PROVENCE.

La Révolution française de 1789 a-t-elle marqué le déclin de la fête traditionnelle en Provence ? Quel a été son impact sur les manifestations populaires et les cérémonies de la fête en Provence ? C'est ce que tente d'analyser Michel Vovelle dans une enquête sur un millier de scénarios de fêtes. La fête traditionnelle s'efface devant la fête officielle. Quelles en sont les conséquences ? Michel Vovelle - Les métamorphoses de la fête en Provence 1750-1820. 78 F.

CEUX QUI VONT À LA GUERRE POUR LA RACONTER.

An cœur des combats, spectateurs au péril de leur vie, les correspondants de guerre ont pour mission de raconter. Et quand on va à la guerre et que l'on doit constamment lutter contre la censure, la politique, l'armée, peut-on vraiment dire toute la vérité ?

Phillip Knightley - Le correspondant de guerre. 65 F.

PASOLINI

EXPLIQUE PASOLINI

On connaissait Pasolini cinéaste. On découvre Pasolini écrivain et polémiste. Passionné, passionnant, tour à tour emporté, lyrique, désespéré, prophète. Les écrits corsaires de Pier Paolo Pasolini éclaircissent la personnalité de l'auteur de Théorème. Ils montrent un homme profondément engagé dans le monde moderne. Pier Paolo Pasolini. Écrits corsaires. 36 F.

LES MULTINATIONALES

ENTREPRISES PLANÉTAIRES. Qu'est-ce qu'une société multinationale ? Quelles menaces font peser ces sociétés sur l'économie d'un pays ? Et quelle attitude le Parti socialiste français adopte-t-il face à elles ? Le colloque de la Fédération de Paris du Parti socialiste a fait le point sur ce sujet. Ce livre en est la conclusion documentée et claire. Voici un ouvrage de réflexion sur l'économie de l'avenir. Socialisme et multinationales. 18 F.

FLAMMARION

Synopsis, 12 F.

EUROPE

République fédérale d'Allemagne

Pour avoir pris la défense de l'ancien colonel Rudel

Le commandant en chef des forces aériennes et son adjoint sont mis en disponibilité

De notre correspondant

Bonn. — M. Georg Leber, ministre ouest-allemand de la défense, a décidé, le lundi 1^{er} novembre, de mettre immédiatement en disponibilité le général Krupinski commandant en chef des forces aériennes de combat, et son adjoint, le général Franke. Les deux généraux sanctionnés avaient pris la défense de l'ancien colonel Hans-Ulrich Rudel, l'officier allemand le plus décoré de la seconde guerre mondiale, qui, il y a dix jours, avait été invité à participer à une réunion entre les anciens de l'escadron Immelman et les soldats de cette même escadron aujourd'hui sous les drapeaux. Ils avaient mis en parallèle le cas de Rudel, qui a milité après la guerre dans des organisations d'extrême droite, et qui l'année dernière encore, proposait le prix Nobel de la paix soit attribué à Rudolf Hess, et celui de M. Wehner, président du groupe parlementaire social-démocrate, ancien membre du parti communiste allemand, qui passa une partie de la guerre à Moscou.

« AS » DE GUERRE ET MILITANT NÉO-NAZI

Hans-Ulrich Rudel, âgé aujourd'hui de soixante ans, est un ancien colonel de la Wehrmacht. Officier allemand le plus décoré de la seconde guerre mondiale, il a participé aux commandes de son avion de chasse à plus de deux mille cinq cents sorties, au cours desquelles il aurait détruit plus de cinq cents chars soviétiques et coûté un cuirassé. Amputé d'une jambe en février 1945 à la suite d'un accident, grâce à l'opération, il avait reconstruit à l'aide de sa main et se rendit finalement aux Américains en venant poser son appareil sur un aéroport de Bâle, déjà libéré.

Après un bref séjour en Argentine après 1945, où il appartenait au « Cercle des amis d'Adolf Hitler », il a participé au parti socialiste du Reich (S.R.P.) interdit en 1949, trois semaines après sa fondation, puis au parti allemand du Reich (D.R.P.), rassemblement d'extrêmes de droite et de nostalgiques du III^e Reich, avant d'adhérer au parti national allemand (N.F.D.).

La réunion de Bremgarten avec les soldats de l'escadron Immelman semble avoir été organisée en son honneur. A cette occasion, il a remis un fanion au commandant de l'escadron, signé son dernier titre et distribué des autographes.

LES DEUX SANCTIONNÉS

LE GÉNÉRAL WALTER KRUPINSKI : un pilote de chasse

Le général Walter Krupinski (cinquante-six ans), commandant en chef des forces aériennes de combat de l'armée de l'air ouest-allemande, était entré en 1938 comme aspirant dans l'armée de l'air hitlérienne.

Pilote de chasse, il fut affecté vers la fin de la guerre à la première unité équipée d'avions à réaction. Sur le front russe, il fut affecté fréquemment à escorter le colonel Rudel, qui était alors pilote de Stuka.

Le général Krupinski entra en 1956 dans la nouvelle armée allemande et fut, de 1957 à 1962, chef de la 33^e escadre de chasseurs-bombardiers avant d'être appelé au ministère de la défense en 1963. En 1974, il fut nommé en 1974 commandant en chef des forces aériennes de combat dans l'armée de l'air ouest-allemande, remplaçant les avions de combat et les fusées sol-air, à l'exception des escadrons de transport et des unités d'hélicoptères.

LE GÉNÉRAL KARLHEINZ FRANKE : spécialiste des fusées.

Le général Karlheinz Franke (cinquante-trois ans) était entré dans la Bundeswehr en 1956, appartenait aux unités de fusées de la Luftwaffe. De 1965 à 1967, il fut affecté au ministère de la défense. Il fut nommé en 1974 commandant d'un régiment de fusées anti-aériennes et fut, de 1973 à 1974, commandant de l'école d'officiers de l'armée de l'air. Il fut nommé en 1974 commandant de la 4^e division aérienne avant de devenir l'adjoint du général Krupinski à partir du 1^{er} octobre 1976.

• EN ALLEMAGNE FÉDÉRALE, les cinq principaux instituteurs de conjoncture estiment que le produit national brut augmentera de 5,5 % en 1977, que la hausse des prix s'établira entre 4 et 4,5 % et que le chômage diminuera de 150 000 personnes environ pour se situer à 850 000 environ. — (A.F.P.)

République démocratique allemande

Changement de politique économique à Berlin-Est?

Le nouveau gouvernement de M. Stoph s'est engagé à améliorer le ravitaillement

De notre correspondant en Europe orientale

Vienne. — Les préoccupations économiques doivent avoir joué un rôle important dans la décision, annoncée vendredi 29 octobre, à Berlin-Est, de remplacer M. Sintermann par M. Willi Stoph au poste de premier ministre. On a appris, le lundi 1^{er} novembre, lors de la présentation de la nouvelle équipe ministérielle dans le Bundestag, que M. Stoph, qui a été nommé vice-premier ministre, devient secrétaire du comité central à la place de M. Werner Krollowski, lequel se voit confier au gouvernement les responsabilités précédemment détenues par M. Mittag.

Cette permutation est significative. Du temps de Walter Ulbricht (l'ancien chef du parti, mort en 1973), M. Mittag avait fini par devenir le chef de file d'une équipe d'économistes et de technocrates davantage soucieux de créer un modèle de développement économique correspondant aux conditions de la R.D.A. que de suivre des schémas imposés de l'extérieur. L'alignement sur les Soviétiques, qui avait accompagné l'entrée de M. Ulbricht au pouvoir, avait contribué à affaiblir l'influence de ces hommes, et, en octobre 1973, M. Mittag perdit son poste au secrétariat du S.E.D. au profit de M. Krollowski, qui l'a détruite aujourd'hui.

A titre de consolation, il avait obtenu, au sein du nouveau gouvernement formé par M. Sintermann, la fonction de premier vice-premier ministre, ce qui limitait considérablement son champ d'action, la réalité du pouvoir dans les pays communistes appartenant aux organismes dirigeants du parti. Le retour de M. Mittag au secrétariat, après trois ans de

purgatoire, témoigne de l'échec de la tentative entreprise sous M. Honecker de « restructurer » la gestion économique.

En dépit de quelques indices, la déclaration gouvernementale présentée, lundi, au Bundestag par M. Stoph — curieusement le chef du gouvernement a lui-même précisé leur affectation — ne révèle pas encore un changement d'orientation, mais il est sans doute trop tôt pour en juger. M. Stoph, toutefois, a déclaré que l'augmentation importante du revenu national prévue par le plan quinquennal 1976-1980, exige de « considérer toutes les questions relevant de l'efficacité économique sous une lumière nouvelle ». Le premier ministre a lancé les traditionnels et pressants appels à l'augmentation de la production, à la réduction des dépenses, à l'amélioration de l'approvisionnement de la population. A ce propos, il a souligné que « toutes les possibilités » devront être utilisées afin de développer la capacité de ravitaillement de la R.D.A. et de ses petites et moyennes entreprises de l'industrie dirigées au niveau des districts, et de favoriser l'investissement. D'importants moyens seront mis en œuvre pour élargir la production des biens de consommation.

Dans l'agriculture, il faudra également « favoriser et soutenir » la production dans les propriétés individuelles des coopérateurs ainsi que celle des maraîchers et des petits éleveurs, tant pour couvrir leurs besoins propres que pour améliorer les ventes aux organismes de commerce d'Etat. Le souci de mettre l'accent sur la bonne activité des petites entreprises industrielles et agricoles est révélateur des préoccupations que crée au gouvernement le ravitaillement de la population.

MANUEL LUCBERT.

Union soviétique

M. Brejnev consacrera le mois de novembre au renforcement des liens avec les pays socialistes

De notre correspondant

Moscou. — Un communiqué publié lundi soir 1^{er} novembre à Moscou a confirmé le prochain voyage de M. Brejnev en Yougoslavie. Le secrétaire général se rendra à Belgrade à la fin du mois de novembre pour une visite d'amitié. Il réalisera ainsi un vieux projet qui a souvent été reporté. La dernière rencontre entre M. Brejnev et le maréchal Tito remonte à la fin du mois de juin dernier lorsque les deux hommes ont eu à Berlin-Est une entrevue en marge de la conférence des partis communistes européens. La dernière visite du maréchal Tito en U.R.S.S. (à Kiev) eut lieu en novembre 1973. M. Brejnev se rendit dans la capitale yougoslave pour le rencontrer. Le voyage de M. Brejnev en Yougoslavie devrait consacrer la normalisation des relations entre Moscou et Belgrade. Les rapports entre les deux capitales n'ont pas cessé de s'améliorer depuis la crise provoquée par l'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968. Depuis quelques mois cependant, la presse yougoslave s'insurgeait de l'insistance que met Moscou à relancer la notion d'« internationalisme prolétarien » dont Belgrade ne veut pas entendre parler.

Tout le mois de novembre sera pratiquement consacré par M. Brejnev au renforcement des liens avec les pays socialistes. Le 9 novembre, M. Gierak doit commencer une visite officielle en U.R.S.S. qui sera dominée, pense-t-on, par l'examen des problèmes politiques et économiques de la Pologne. Après son voyage en Yougoslavie, M. Brejnev se rendra d'autre part en Roumanie, sans doute aux environs du 25 novembre.

La visite de M. Brejnev à Bucarest — encore un vieux projet qui aura eu du mal à se réaliser — fera pendant à la visite faite au mois d'août dernier en U.R.S.S. par M. Ceausescu. Le séjour du président roumain avait été considéré par les Soviétiques comme un geste de « bon voisinage » particulièrement significatif.

catif de sa part. M. Ceausescu avait en effet accepté de se rendre en Moldavie, l'ancienne Bessarabie roumaine. Sans retourner à Moscou, M. Brejnev prolongerait son séjour à Bucarest pour participer à la réunion du comité politique du pacte de Varsovie. Ce comité, qui ne s'est pas réuni depuis plus de deux ans et demi, commencerait ses travaux dans la capitale roumaine le 29 novembre. Tous les chefs de parti des pays membres du pacte devraient y participer.

JACQUES AMALRIC.

• M. B. - K. Pougo, premier secrétaire du parti communiste de la ville de Riga, capitale de la Lettonie, a été libéré de ses fonctions et remplacé par M. G. K. Ziemeles, annonce le journal *Sovetskaya Latvija* du 30 octobre. Ce limogeage a eu lieu au cours d'un plénum extraordinaire du comité du parti de Riga, dont l'ordre du jour ne comportait qu'une question relative à l'organisation.

Tchécoslovaquie

L'HISTORIEN MILAN HUEBL FAIT LA GRÈVE DE LA FAIM EN PRISON

Prague (A.F.P.). — L'historien tchécoslovaque Milan Huebl, ancien recteur de l'école supérieure du parti communiste en 1968 et condamné en 1972 à six ans et demi de prison pour « subversion », a commencé lundi 1^{er} novembre une grève de la faim à la prison d'Ostrava (Moravie du Nord), où il est incarcéré. Il entend protester ainsi contre l'attitude des autorités à l'égard de ses deux enfants, empêchés de poursuivre leurs études. Son fils Dusan, âgé de vingt et un ans, travaille comme ouvrier non qualifié dans une usine. Or, il a refusé l'entrée d'un collègue technique bien qu'il ait réussi l'examen à cinq reprises. Sa fille Magda, qui a dix-sept ans, ne peut obtenir depuis trois ans le droit de poursuivre ses études dans le deuxième cycle du secondaire.

De surcroît, les 600 couronnes par mois (soit le cinquième du salaire mensuel moyen national) que M. Huebl gagne en prison en rempaillant des chaises sont presque entièrement retenues par l'administration : elle lui fait payer 6 000 couronnes pour les frais du procès où il fut condamné pour avoir transmis aux dirigeants du P.C. tchèque des documents sur la situation en Tchécoslovaquie.

Il y a plusieurs mois, M. Huebl avait fait appel devant le président de la République, M. Gustav Husak, dont il avait défendu avec ardeur la réhabilitation en 1962 mais sa lettre est restée sans réponse. En juillet dernier, Mme Huebl, ainsi que les parents des autres prisonniers politiques, avaient adressé une lettre ouverte à MM. Marchais et Mitterrand, leur demandant de créer une commission d'enquête sur les procès de 1972, qui avaient abouti à la condamnation d'une quarantaine de personnes. L'historien Jan Tesar, qui appartenait à ce groupe de condamnés, a été libéré il y a une quinzaine de jours. Malade, il serait hospitalisé actuellement en Moravie, croit-on savoir.

Danemark

LA MAJORITÉ CIVILE EST ABAISSÉE À DIX-HUIT ANS

(De notre correspondant.)

Copenhague. — Le 1^{er} novembre, la majorité civile est passée de vingt à dix-huit ans au Danemark. En vertu d'une loi adoptée quelques mois plus tôt, cent quarante-cinq mille jeunes nés entre l'automne 1956 et l'automne 1968 ont désormais le droit de signer des contrats, d'acheter meubles et immeubles comptant ou à tempérament, de se marier et d'adopter un enfant sans avoir besoin de l'autorisation de leurs parents ou de leurs tuteurs.

Mais ces nouveaux « responsables », contrairement à leurs homologues d'un certain nombre d'autres pays européens (la France et la Suède par exemple) n'ont pas acquis la majorité politique ni le droit de vote. Le conseil national de la jeunesse, qui groupe une centaine d'organisations a décidé de faire immédiatement campagne pour obtenir que ce consensus disparaisse. En 1971, un référendum national avait repoussé l'abaissement de la majorité politique de vingt et un à dix-huit ans proposé par une très forte majorité parlementaire composée de socialistes et de non-socialistes. Moins de deux ans plus tard, un nouveau référendum national approuvait, en revanche, l'abaissement de la majorité politique de vingt et un à vingt ans. — G. O.

Parce que la lecture de diagnostics est vitale, un hôpital a besoin d'un matériel de photocopie sans faille.

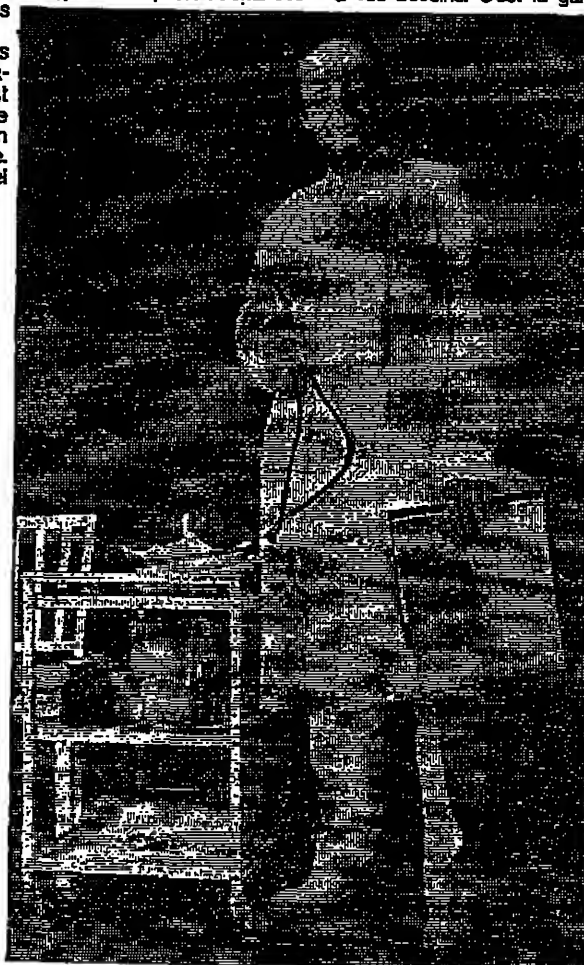
Plus un hôpital en sait sur les nouveaux malades, plus vite sont connus les derniers résultats d'examen, plus rapide est la communication entre les divers services, plus cet hôpital a de chances de soigner efficacement ses malades.

Avec l'augmentation des coûts de fonctionnement, organiser la vie d'un hôpital, c'est s'assurer que son système de communication fonctionne bien et que surtout, il est économique. Il faut donc pour cela un matériel de photocopie sévère.

Dans la gamme des copieurs Océ, vous trouverez la réponse à vos besoins. C'est la gamme la plus complète de copieurs.

Pour vous aider, Océ analyse vos besoins, et en fonction de votre problème de copies, vous propose... Ensuite, c'est à vous de décider.

Avant de vous décider pour tel ou tel copieur, faisons ensemble un diagnostic. Celui de vos besoins.



Océ : un choix raisonnable.

Tous procédés de reprographie
Océ-Photosia S.A. 27, rue Cuvier - 93107 Montreuil Cedex - Tél. 374.11.35
Bordeaux - Grenoble - Lille - Lyon - Marseille - Nancy
Nantes - Rouen - Strasbourg - Toulouse



EUROPE

DANS LA PRESSE HEBDOMADAIRE

L'Espagne exorcisée par l'Europe ?

Moins d'un an après la mort du général Franco, la visite officielle en France de Juan Carlos I^{er} est considérée par les hebdomadaires à la fois comme un pas de l'Espagne vers l'Europe démocratique et comme un geste de l'Europe — en la personne de M. Giscard d'Estaing — en direction d'une Espagne en voie de démocratisation. Les commentateurs n'en soulignent pas moins les limites et les difficultés de la démarche du roi Juan Carlos.

Dans LE NOUVEL OBSERVATEUR, Hervé Chabalier souligne : « C'est vrai, depuis quelques mois, la libéralisation de la presse est réelle, la censure moins latente, l'opposition « convenable » tolérée. Mais de là à parler de démocratie ! Le régime espagnol continue à présenter, au contraire, les principales caractéristiques d'une dictature : aucune loi ne garantit le droit et les libertés civiques, toutes les institutions judiciaires mises en place par Franco demeurent. Et les bonnes intentions du roi n'y changent rien. »

En ce qui concerne le rôle de l'opposition, Daniel Tiber estime dans L'UNITÉ, hebdomadaire du parti socialiste : « Juan Carlos ne pourra sans doute pas longtemps feindre d'ignorer la présence d'un puissant parti socialiste sans mettre en jeu son propre trône. Il lui faudra choisir définitivement, entre les représentants de la majorité des travailleurs espagnols et les réducteurs du « Bien-être » peut-être compte-t-il sur son ami Giscard d'Estaing pour lui donner des leçons en matière de politique de l'au-truche ? »

Pour Arlette Lagulier, qui signe l'éditorial de LUTTE OUVRIÈRE, trotskiste, « Juan Carlos est venu à Paris pour y trouver une caution et un label démocratique. Que les Giscard et les Pompidou puissent en être les dispensateurs, cela peut prêter à sourire. Mais c'est ainsi. La France est, à sa manière, un modèle en la matière. Le modèle d'un pays où la bourgeoisie maintient sa domination sur la so-

ciété par l'intermédiaire d'institutions parlementaires. Le modèle d'un système politique où l'on donne aux citoyens l'illusion d'être libres en assurant un parlement à bavarder librement de l'égalité des chances de tous, pendant qu'un seul capitaliste peut mettre dans sa poche, par simple combine fiscale, le salaire annuel de cinquante mille ouvriers. »

L'OUTIL DES TRAVAILLEURS - REVOLUTION, hebdomadaire communiste révolutionnaire, semble partager cette opinion quand il note : « Il y a trente-cinq ans que les chefs d'Etat français et espagnols ne s'étaient pas rencontrés. La dernière fois, c'était à Hendaye, en 1940 : du côté espagnol, c'était Franco ; pour la France, Pétain. C'est ce triste précédent que Giscard d'Estaing semble avoir voulu rééditer en invitant le successeur désigné de Franco, Juan Carlos. On sait, ce n'est un secret pour personne, que le gouvernement français a tout fait pour favoriser l'installation au pouvoir de l'actuel roi. Parait-il que la France voulait favoriser l'installation libérale et démocratique de l'Espagne, et lui permettre de trouver sa place dans le Marché commun. En fait de libéralisme, le bien d'un an de règne montre que Juan Carlos est bien l'héritier de Franco. »

Pourtant, comme le rappelle LE NOUVEL ECONOMISTE dans sa rubrique « Politique », les hommes et les événements : « L'Espagne a fait un jour partie de la Communauté européenne », avait déclaré plus d'une fois le général de Gaulle. La visite officielle à Paris du roi Juan Carlos prouve que l'Espagne post-franquiste se rapproche chaque jour un peu plus du Marché commun. Comme ses prédécesseurs à l'Ély-

sée, M. Valéry Giscard d'Estaing estime que l'adhésion de l'Espagne à la C.E.E. rééquilibrerait une Communauté trop peu méditerranéenne à ses yeux. »

Toutefois, dans sa page « Projecteur sur sept jours », VALEURS ACTUELLES relève : « Mais l'Europe, c'est aussi la démocratie : pour Juan Carlos, l'intégration européenne et libéralisation sont indissolublement liées. Là encore, le rôle de la France est primordial. A Madrid, comme à Lisbonne ou à Athènes, le jeu de Paris est analogue : récompenser la démocratisation par un soutien affirmé des trois pays auprès des institutions européennes. D'où peut-être les réserves suscitées par ce voyage à Madrid même. Les milieux français n'ont peut-être pas caché leur mécontentement. »

Albert-Paul Lentin se demande également dans POLITIQUE HEBDO si le souverain espagnol ne risque pas d'être freiné dans son tentative européenne par la droite espagnole. Il écrit : « Juan Carlos se laissera-t-il paralyser par cette extrême droite qui lui reproche déjà ses « contacts suspects » avec des autorités françaises considérées — tout est relatif — comme « trop » faibles vis-à-vis de la subversion « marxiste » ? Poussera-t-il jusqu'à son terme, au contraire, comme le lui conseillent les politiciens espagnols « modernistes », Giscard d'Estaing et les autres leaders de la C.E.E., la « réforme politique », même s'il en résulte la dissolution des Cortes par décret ? Toutes les chancelleries savent que ce souverain fait loi n'a guère d'autonomie de décision. »

En tout cas, la visite en France de Juan Carlos prouve que, si l'Espagne n'est pas un modèle de démocratie, elle est bien sortie de son isolement. — A. CH.

Portugal
AU CONGRÈS DU PARTI SOCIALISTE

- La gauche obtient le quart des suffrages
- M. Lopes Cardoso est écarté de la direction

Lisbonne. — Après trois jours de débats, le secrétaire général du parti socialiste a été plébiscité, et M. Mario Soares s'impose comme un leader incontestable. Mais la clarification politique d'un parti qui représente plus d'un tiers de l'électorat portugais et assure seul le pouvoir ne semble pas avoir eu lieu.

M. Lopes Cardoso, considéré comme le principal animateur de l'aile gauche du P.S., n'a plus aucune responsabilité à la direction du parti. Mais la nouvelle commission nationale, qui doit désigner le futur secrétariat, est plus hétérogène que jamais. Deux listes ont été présentées, l'une, la liste « officielle », comportant les noms de presque toutes les personnalités. L'autre était constituée par des syndicalistes qui militent dans les commissions de travail du parti. La première liste a recueilli 610 voix, contre 210 à la seconde. L'élection se faisant à la proportionnelle, un quart des 151 membres de la commission nationale appartiennent à la tendance contestataire.

« Maintenant, c'est clair. Nous avons une minorité et une majorité. Et la règle de la démocratie veut que la minorité se soumette à la majorité. » Cette conclusion de M. Soares semble un peu hâtive. La liste « officielle », réhabilitant certaines personnalités comme M. Cunha Rego et M. Alfredo Barroso, qui au congrès de 1974, étaient tombés en disgrâce après avoir signé un document préconisant une orientation sociale démocrate.

De notre correspondant

Mais sur la même liste figurent aussi des députés considérés comme « progressistes » par exemple M. Antonio Reis. « Cette liste est le reflet des sensibilités politiques ayant une réelle expression au sein de notre parti », estime M. Soares.

Tous les orateurs qui ont soutenu la liste non officielle ont affirmé que leur initiative ne tendait pas à créer une opposition au secrétaire général. Ils souhaitent, en étant présent dans la commission nationale, défendre le maintien des commissions de travail menacées, semble-t-il.

Les deux objectifs essentiels de la politique de M. Soares

Prenant publiquement position contre la politique du ministre de l'éducation, M. Sottomayor Cardia, les commissions de travail sont à l'origine de la crise qui a secoué le parti. Cette attitude a provoqué les foudres de certains dirigeants « modérés ». « Nous ne pouvons pas tolérer l'existence de plusieurs partis à l'intérieur du P. S. », s'est exclamé M. Alegre, secrétaire d'Etat à l'information en s'adressant aux congressistes. Le relatif succès des « contestataires » a donc été un peu inespéré. La « gauche socialiste » n'a pas été écrasée comme on pouvait le supposer.

Reste à savoir quelles leçons M. Soares tirera de ce congrès. Avant de clore le débat, le secrétaire général du P. S. a défini les

deux objectifs essentiels de la politique qu'il se propose d'appliquer : ne pas réduire « la base sociale d'appui à la révolution » et renforcer la position du P.S. comme « premier parti portugais ». Le soutien total qu'il avait réclamé pour son gouvernement risquait pourtant de se heurter au « coup de militants socialistes » de critique « revendiqué par beaucoup d'organes de direction du P.S. ». M. Lopes Cardoso, ministre de l'agriculture, sera maintenant une cible beaucoup plus facile pour tous les agriculteurs qui veulent empêcher l'application de la réforme agraire. Les attaques de la C.A.P. (Confédération des agriculteurs du Portugal) vont sans doute redoubler d'intensité.

JOSÉ REBELO.

M. MITTERRAND : j'espère que vous n'avez pas l'intention de reculer...

Lisbonne (Reuter). — M. François Mitterrand, premier secrétaire du parti socialiste français, a invité, lundi 1^{er} novembre, le parti socialiste portugais au pouvoir à appliquer ses idées, et a exprimé l'espoir que ce gouvernement ne reviendrait pas sur les réformes passées.

Prenant la parole devant le congrès du parti, M. Mitterrand a déclaré que les réformes accomplies au Portugal depuis le renversement de la dictature en 1974 vont plus loin que celles qui figurent dans le programme commun de la gauche en France.

« J'espère que vous n'avez pas l'intention de reculer, a-t-il souligné. Vous devez faire la preuve que vos idées puissent commander votre action. »

Ces remarques de M. Mitterrand incitent les observateurs à penser que le premier secrétaire du parti socialiste français a exprimé son appui tacite à l'aile gauche du parti portugais, qui n'a pas dissimulé son opposition au « tournant à droite » qu'aurait pris M. Soares.

Italie

Dans une lettre au P.C.I.

M. ANDREOTTI PROPOSE DES RENCONTRES BILATÉRALES ENTRE LE GOUVERNEMENT ET LES PARTIS

(De notre correspondant.)

Rome. — Les communistes n'ont pas obtenu satisfaction. Leur proposition de réunir les partis de l'« arc constitutionnel » pour faire le point sur la politique économique (Le Monde du 30 octobre) a été rejetée par la démocratie chrétienne. Celle-ci estime, en effet, que c'est au Parlement et non ailleurs que pourra intervenir une telle confrontation. Le parti gouvernemental craint surtout qu'une « table ronde » ne soit interprétée comme la naissance d'une nouvelle majorité, et qu'elle permette à M. Berlinguer et à ses amis de sortir de la passe difficile dans laquelle ils se trouvent.

Les dirigeants du P.C.I. sont néanmoins assez satisfaits de la réponse que leur a envoyée le président (démocrate-chrétien) du Conseil, M. Giulio Andreotti. Elle témoigne une fois de plus de l'habileté politique de son auteur qui écrit en substance ceci : le débat que vous proposez est essentiel, et je constate qu'il ne met pas en cause le cadre politique. Mais, puisqu'une rencontre a lieu (démocrates-chrétiens, communistes, socialistes, républicains, sociaux-démocrates et libéraux), s'avère impossible, je vais organiser moi-même des rencontres bilatérales entre le gouvernement et les partis.

Le P.C.I. n'a pu qu'approuver la proposition du chef du gouvernement, qui, au fond, l'arrange bien. Il a répondu à M. Andreotti avec une grande courtoisie, qui fait écrire à La Stampa ce mardi 2 novembre : « Jamais les rapports entre un président du Conseil et les communistes n'ont été aussi bons. » Cela n'empêche pas le P.C.I. de s'en prendre vivement à la démocratie chrétienne.

Les autres formations politiques ne volent pas d'un très bon œil l'initiative de M. Andreotti. Dans une « table ronde », elles auraient pu se faire entendre, alors que des rencontres bilatérales donneront au gouvernement le rôle d'intermédiaire entre la démocratie chrétienne et le parti communiste. Les décisions risquent d'être prises à l'avance par les deux grands partis, le Parlement ne jouant plus ensuite qu'un rôle d'enregistrement.

ROBERT SOLA.

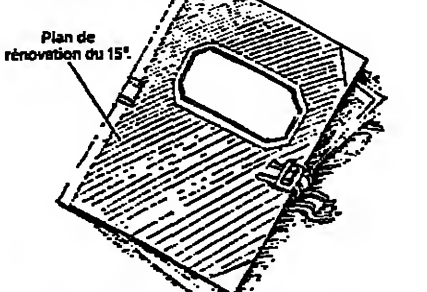
500F DE PLUS LE M²?

15^e Avenue : un programme qui n'est pas plus cher par hasard.

QUAND on parle de « bonnes affaires » en immobilier, la plupart des gens restent perplexes.

Pourtant, elles existent encore, car en dehors du rendement locatif immédiat, le capital constitué peut augmenter de façon très importante dans certains quartiers.

C'était le cas de Neuilly vers les années cinquante, du Marais plus récemment, du XV^e aujourd'hui. Il suffit d'aller consulter les plans d'aménagement de l'Hôtel-de-Ville pour constater que cet arrondissement, privilégié entre tous, sera considérablement renoué dans les années à venir.



Dès lors, le meilleur placement consiste à investir dans une construction de très haute qualité, à l'abri du temps, afin de ne pas perdre en entretien et réparations ce que l'on gagne en plus-value.

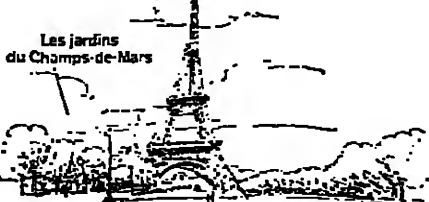
Ce genre de programme, dont les appartements par définition coûtent cher, est assez rare dans le XV^e arr. Il en existe toutefois un au 46/62 de la rue Cambronne dont le prix de vente un peu supérieur à celui de ses voisins est, tous comptes faits, son meilleur argument de vente.

Le raisonnement financier tout autant que l'originalité de la construction méritent qu'on s'y attarde.

ORIGINAL MAIS PAS AGRESSIF

POUR qui arrive à pied, venant des jardins du Champ de Mars ou de l'Ecole Militaire, il est difficile au premier coup d'œil de se faire une idée précise de ces quatre immeubles qui composeront le programme.

Côté rue, c'est moderne et même assez original, mais sans agressivité.



Avec des façades habillées de cette fameuse pierre de l'Yonne aux teintes feutrées, à laquelle se mêle le vert profond de la quartzite de Norvège, c'est plutôt du genre cosy. Rien de surprenant en cela, il faut l'admettre, quand on songe à la proximité immédiate du VII^e.

Le choc, le coup de foudre si vous préférez, se produit à l'intérieur, au fur et à mesure que l'on découvre ce luxe et cette qualité qui dominent partout... jusqu'à cette vue qui s'ouvre devant les terrasses de l'autre façade sur un espace dégagé de plus de cent mètres de profondeur — sans la moindre rue.

Ce n'est pas tous les jours que l'on découvre dans un immeuble un tel souci de perfection : aussi présent dans la conception même des appartements que dans chaque détail de construction.

UN BON INVESTISSEMENT

La partie réception, entrée, séjour et salle à manger, avec un équipement sanitaire indépendant et un vestiaire pour les invités, est bien séparée de la partie privée des chambres. Dans ces immeubles, personne ne dérange personne... silence.

L'isolation phonique est particulièrement soignée. Entre votre plafond et la moquette de l'appartement supérieur, 18 cm de béton, une chape flottante en ciment épaisse de 4 cm posée sur 2 cm d'un isolant laineux.

La voisine du dessus peut faire tomber ses casseroles sur les tomettes de sa cuisine, le choc sera absorbé. Pas plus que vous ne serez dérangés par les robinetteries ou les ascenseurs. Des doubles vitrages, du molleton sous les tissus, des portes paliers fermant sur des joints de caoutchouc... la paix règne en ces murs.

Conséquence et complément de cette isolation phonique :

15^e AVENUE.

Renseignements et ventes GEFIC ALM 98.98 ou 567.68.73

Réalisation Lamarre-Ufc

l'équilibre thermique. Chaque appartement, isolé aussi bien de l'extérieur que des voisins, est équipé d'un chauffage électrique individuel modulable d'une pièce à l'autre.

C'est là encore un exemple parmi d'autres illustrant l'esprit dans lequel a été conçu ce programme : des installations onéreuses au niveau de la construction, mais économiques à l'usage et à l'entretien, et qui restent à l'abri des dégradations courantes.

UN BON INVESTISSEMENT

QU'EST-ce que la partie décoration, du choix des moquettes, des tentures, des carrelages qui remplacent sur les vastes terrasses privées le traditionnel béton ; que penser de ces mille détails qui flattent le regard ? Ils sont sans doute mieux étudiés qu'ailleurs. Mais ne vaut-il pas mieux les juger sur place.

Investir dans les immeubles de ce programme un peu plus chers que ceux qui se rangent parmi leurs concurrents, c'est finalement investir dans l'avenir.

Les années pourront passer, ici rien ne s'altère, rien ne changera. Rien si ce n'est le prix du mètre carré dans le quartier en raison de tous les aménagements projetés par la ville de Paris.

A commencer par l'élargissement de la rue Cambronne qui, avec ses rangées d'arbres pourrait s'appeler, pourquoi pas, l'Avenue Cambronne.

Parfois, il est bon d'avoir du flair.

Bureau de vente et appartement modèle ouverts tous les jours de 14 à 19 h. Samedi et dimanche de 10 à 19 h. 46, 62 rue Cambronne

De studio au 5 pièces et duplex.



MISERE!

Ils sont, en France, quelques milliers, ses semblables, ses frères.
Minés par les souds, mangés par leur fortune,
fatigués de frauder, ils aient misère, ils demandent grâce.
60% de Français répondent : taxons le capital.
Misère la France ! Misère, ces gens qui n'ont
que le prix de leur travail à offrir au fisc.

Pour faire pièce à ceux qui pleurent,
à ceux qui trompent, à ceux qui mentent,
le Nouvel Observateur,
dans son 3^e numéro spécial, interroge
les partis politiques et les experts.

Deux sondages exclusifs
complètent le tableau.
Ils permettent - enfin - de voir
quel est le capital impossible.
Pourquoi il doit l'être.
Comment il le sera.



LE NOUVEL observateur

La Fortune des Français/III. En vente dès aujourd'hui.

HISTOIRE

CORRESPONDANCE

Les documents soviétiques sur 1939

L'agence Novosti nous adresse une lettre d'un lecteur soviétique. M. V. Larine, dont nous extrayons les passages suivants :

Le Monde a publié, le 25 août, un article de M. Barlet, directeur de l'Institut d'histoire contemporaine de l'université de Strasbourg, à l'occasion de la parution de la traduction française du recueil de documents L'U.R.S.S. dans la lutte pour la paix à la veille de la seconde guerre mondiale, septembre 1938-octobre 1939, documents et matériaux, préparé par le ministère des affaires étrangères de l'U.R.S.S.

Le 25 août 1939, écrit-il, on apprend avec stupéfaction que l'U.R.S.S., engagée depuis des mois dans une négociation pour une alliance militaire avec la France et la Grande-Bretagne, venait de conclure un pacte de non-agression avec l'Allemagne nazie. Quelques jours plus tard, était l'invasion de la Pologne. La deuxième guerre mondiale commençait.

Tous ses raisonnements ont pour but de démontrer que l'Union soviétique n'aurait pas saisi le sens réel des positions de la France et de la Grande-Bretagne, n'aurait pas tenu compte de l'évolution de la politique franco-britannique dans la seconde moitié d'août 1939, que l'Union soviétique ne se serait jamais départie de la conviction que les milieux dirigeants de la Grande-Bretagne et de France étaient « germanophiles ». L'auteur affirme (il est vrai qu'il ajoute ici ces mots « le plus probable est ») que l'Union soviétique aurait mené parallèlement les deux négociations et regrette que la documentation soit insuffisante pour comprendre vraiment les événements de cette époque.

Est-il vrai de dire qu'on sait si peu de choses sur ces événements qu'il est impossible de s'en faire une idée objective ? Je ne crois pas. Dans toute une série de pays, y compris en Union soviétique, de nombreux documents et d'autres matériaux ont été publiés, et ils sont connus des historiens. Ils retracent avec une grande précision l'histoire des relations internationales à la veille de la seconde guerre mondiale. Ces matériaux confirment entièrement le bien-fondé de la position de l'Union soviétique, qui prenait toutes les mesures possibles pour prévenir la seconde guerre mondiale, pour préserver la paix.

À la lumière des documents publiés, il est très difficile de nier que l'Union soviétique a tout fait pour parvenir à un accord avec l'Allemagne nazie et la France. Cependant, au printemps, en été et en automne 1939, ces efforts se sont heurtés inévitablement au refus manifeste des milieux dirigeants de ces pays de prendre des mesures quelconques pour s'opposer aux desseins agressifs de l'Allemagne hitlérienne. Les documents qu'il est impossible de nier sont suffisants et il serait évidemment trop long de les citer ici. Rappelons seulement que, devant la menace de plus en plus précise d'un conflit mondial, le gouvernement soviétique proposa plus d'une fois à ceux de Grande-Bretagne et de France des mesures concrètes en vue de préserver la paix par des efforts collectifs. Au sein de la Société des Nations, l'Union soviétique lutta avec persévérance pour la création d'un système efficace de sécurité collective. Dans ce but, elle avait conclu dès 1935 des traités d'assistance mutuelle avec la France et la Tchécoslovaquie.

Cependant, les accords de Munich démontrèrent l'hostilité à l'égard de l'U.R.S.S. des gouvernements de Grande-Bretagne, de France et de Tchécoslovaquie, qui avaient renoncé à l'aide militaire proposée par le gouvernement soviétique en vertu des engagements pris par ce dernier.

En mars 1939, commencèrent les négociations entre la Grande-Bretagne et la France, d'une part, et l'U.R.S.S. de l'autre, en vue de conclure un traité d'action commune contre l'Allemagne.

Alors que l'Union soviétique y formulait des propositions concrètes concernant les mesures à prendre par chaque pays, les milieux dirigeants anglo-français firent traîner les conversations en longueur, tentèrent d'imposer à l'Union soviétique des engagements unilatéraux.

Le refus des puissances occidentales de conclure un tel traité avec l'U.R.S.S. est confirmé par leur attitude à propos de la proposition soviétique du 23 juillet 1939 d'ouvrir des négociations militaires entre les représentants des forces armées de l'U.R.S.S., de Grande-Bretagne et de France. Les puissances occidentales avaient longtemps refusé de conclure une convention militaire en même temps que le traité d'entraide. Elles n'ont commencé que le 13 juillet, c'est-à-dire trois mois après le début des négociations sur l'élaboration d'un projet de convention militaire. Mais après les avoir ouvertes, on ne se montrait pas pressé, à Londres et à Paris, de les achever.

M. J. Barlet mentionne une phrase que Daladier aurait adressée au général Doumenc, chef de la mission française : « Rapprochez-moi une alliance militaire à

tout prix ». C'était bien dit, avec beaucoup d'émotion. Mais qu'était la réalité ?

À Moscou, étaient arrivées des personnes d'importance secondaire (l'amiral Drax, le général Doumenc) qui, n'ayant pas les pouvoirs nécessaires, ne pouvaient répondre ni par l'affirmative ni par la négative aux propositions tout à fait concrètes de la délégation soviétique.

Celle-ci proposa trois variantes possibles d'action commune des forces armées des trois pays en cas d'agression de la part de l'Allemagne nazie. Mais des parlementaires occidentaux avaient pour instruction de mener les pourparlers avec lenteur, de refuser catégoriquement la discussion ou la révélation des plans franco-soviétiques.

Dans ces conditions, il ne restait plus d'autre possibilité à l'Union soviétique que d'arrêter ces conversations inutiles qui ne pouvaient qu'induire l'opinion mondiale en erreur.

Le gouvernement soviétique aurait préféré la sécurité collective possible d'action commune des forces armées des trois pays en cas d'agression de la part de l'Allemagne nazie. Une telle coopération, même si elle n'avait pas prévenu la guerre, aurait permis de la mener dans une situation stratégique plus favorable, obligeant l'Allemagne à mener la

guerre sur deux fronts à la fois, à l'Ouest et à l'Est. La coopération militaire anglo-franco-soviétique aurait pu contribuer à éviter la défaite de la Pologne et de la France, dont l'occupation a renforcé l'Allemagne.

Les événements ont pu, malheureusement, en être autrement. Et en rendre aujourd'hui coupable l'Union soviétique n'est pas très objectif.

M. Barlet, à qui nous avons communiqué ce texte, nous écrit :

1) Je n'ai jamais écrit que l'Union soviétique fut « coupable » de la seconde guerre mondiale.

2) Comme historien, j'ai regretté que ce recueil n'apportât pas un seul document sur la négociation germano-soviétique ayant abouti au pacte de non-agression du 23 août 1939.

3) J'ai écrit que l'Union soviétique avait pris au sérieux la négociation militaire avec la France et la Grande-Bretagne et que « le plus probable » est que Staline a fait monnaie parallèlement les deux négociations, se réservant de prendre sa décision en fonction de l'évolution de la situation, mais que les documents manquent pour éclaircir cette décision.

La lettre de M. Larine ne me paraît pas apporter d'éléments susceptibles de modifier ce que j'ai écrit.

Quelle révolution permanente ?

M. Francis Ley, docteur en lettres, nous écrit :

La mort de Mao Tse-toung, grand timonier de la Chine, la reprise de son poste d'animateur de l'U.D.R. par M. Chirac, le plein sort de sa charge de premier ministre, la parution de Démocratie française, de M. Valéry Giscard d'Estaing, président de la République, ont été ces dernières semaines autant d'occasions d'évoquer la nécessité, ou le bien-fondé, de la révolution culturelle et de la révolution permanente.

Se douterait-on que, avant même la parution du Manifeste du parti communiste, de Karl Marx, un diplomate russe, issu de la plus haute aristocratie de son pays, mais propre neveu du fameux décambriste Serge Volkonsky, s'était laissé entraîner dans l'intimité de sa famille à l'écriture d'une théorie de la révolution permanente ? Voici en effet ce que le prince Grégoire Volkonsky, futur grand maître de la cour de Russie, écrivait à sa mère, la princesse Sophie Volkonsky :

Rome, 15 novembre 1847.
«... La suite, sans doute, en est presque toujours aux gouvernements, mais à eux-mêmes plus, mille fois plus, qu'à la forme sous laquelle ils se présentent. Car de même que nous avons vu et voyons des pays malheureux sous des formes toutes diverses de gouvernement, de même nous en avons vu d'heureux également sous des formes toutes diverses de gouvernement. Sans doute qu'au premier coup d'œil, purement théorique, on croit trouver une foule d'éléments de bonheur, de sécurité dans le régime constitutionnel, dans le régime républicain, dans le régime monarchique, dans le régime de la liberté de la presse, comme autant de garanties pour la liberté individuelle, qu'on craint de ne pouvoir trouver dans le régime soi-disant républicain, soi-disant démocratique. Mais quand on en vient à voir comment les choses se passent en pratique dans les gouvernements constitutionnels, on voit que ces garanties pour la liberté individuelle deviennent très présentes en réalité, dès que les besoins successifs de la révolution permanente d'une société, c'est-à-dire de sa vie de chaque instant, ne sont pas bien étudiés par les gouvernements, et par conséquent pas bien satisfaits.

Je répète ce que je disais plus haut, à savoir que l'état de révolution, c'est-à-dire de vie, avec ses besoins divers à diverses époques dans toute nation, est l'état naturel, donc normal, régulier, de toute nation, et que, quelle que soit la forme de son gouvernement, l'office constant de ce der-

nier est d'étudier, de connaître bien les phases successives de cette révolution permanente dans toutes ses parties vitales. Il y a toujours continuellement, continuellement, sous peine de voir naître le désordre, l'anarchie, le bouleversement de tous les principes sans lesquels aucun État ne peut longtemps exister régulièrement. C'est aussi en étudiant de près les besoins successifs de la révolution permanente de la nation qu'il réagit que tout sage gouvernement devra sentir « il n'est pas temps de changer sa forme pour mieux satisfaire aux besoins du moment. Si le voit que c'est nécessaire, qu'il le fasse à temps, afin que cela n'ait jamais l'air d'une concession, mais que ce soit l'effet spontané de sa volonté, amené par une sage et juste appréciation des besoins de l'État : en d'autres termes, que tout gouvernement, quelle que soit d'ailleurs sa forme, soit toujours à la tête de sa révolution, sache toujours la régulariser, puisqu'elle est permanente, comme condition nécessaire de toute vie sociale, et jamais à la queue ou à la remorque ! Malheureusement peu de gouvernements, quelle qu'en soit d'ailleurs la forme, ont su les choses sous ce point de vue... »

J'avais commenté cette analyse, assez surprenante, il est vrai, compte tenu de l'époque et du milieu où elle vit le jour, dans mon livre la Russie, Paul de Kérédennet et les soulèvements nationaux : 1814-1858 (pp. 238-267), et j'ai eu la bonne surprise de voir qu'un journal helvétique connu, la Suisse daté du 5 avril 1971, reproduisait partiellement ce texte dans son éditorial de politique intérieure et y apportait la conclusion suivante : « Mais allez faire comprendre cela à Berne ! »

Il semble bien que l'analyse de Volkonsky ne s'applique pas seulement au gouvernement helvétique, mais qu'elle pourrait être tout autant utile à maints gouvernements de notre planète ! Et je ne suis pas sûr que, comme Berne, bien d'autres capitales resteraient imperméables à l'invitation à l'évolution intelligente et constante que leur adresse Volkonsky depuis près de cent cinquante ans ! Les bonnes idées sont parfois les plus difficiles à appliquer. Qu'attendra-t-elle aujourd'hui de celles de Mao et de bien d'autres ?

TRECA
VENEZ ESSAYER LE "CAD"
Sommeur articulé automatique
toutes positions, relaxe et détend,
télécommande électrique

EXPOSITION ET CENTRE D'ESSAI
CAPELOU Distributeur

Seuls adresses de vente
37, AV. DE LA RÉPUBLIQUE
PARIS XI^e • TEL. 357.46.55
Métro : PASTEUR

**Nous avons résolu
le problème de la CALVITIE**

Hairskii, il était chauve. Nous lui avons fabriqué une prothèse capillaire Hairskii en pris l'acrylique de P. 600. Il a rejoint 15 ans. Venez nous voir pour une consultation gratuite. Pour recevoir une documentation renvoyez ce coupon au distributeur le plus proche de votre domicile.

Hairskii

Nom :
Adresse :

AUTREUIL-LES-BAINS Châtaignier Coiffures
15, rue du Président Doumer 93210 La Courneuve
AULNAY-SOUS-MONT M. Gars
29, av. de Ch. Baudouin 93100 St. Maurice
PARIS 19^e Coiffures Jeanne Coiffures
25 rue L. Sengier 75011 Paris
PARIS 16^e M. Maréchal
8, rue de Cassini 75011 Paris
En vente également chez les coiffeurs.

مكتبة الامم

Membre FDIC.



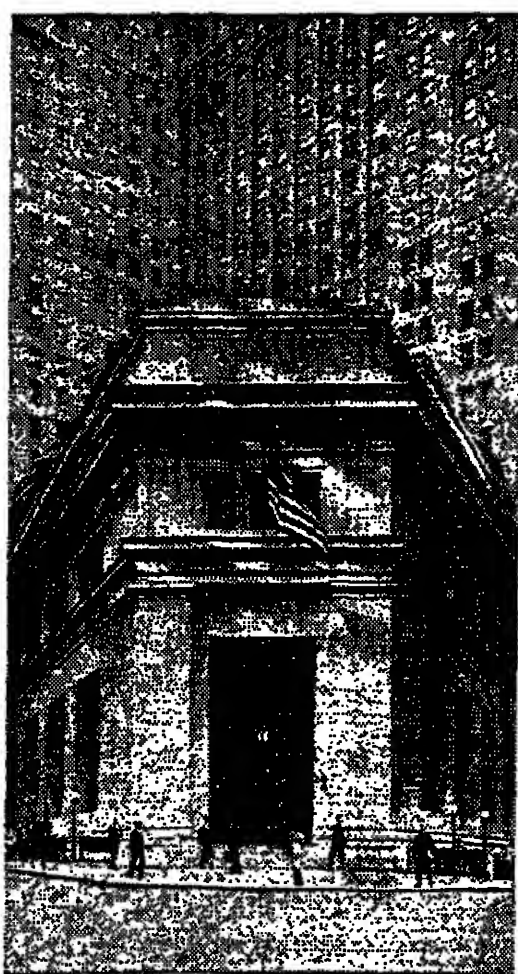
Le réseau "Etudes Financières" Morgan comprend une équipe européenne installée à Paris. Ci-dessus en compagnie d'un chercheur d'une usine chimique en Allemagne, de gauche à droite Walter Gubert, Anthony Bird, Werner Pfaffenberger, Georges Van Erck, Philippe Fessart.

Pour recevoir des réponses novatrices aux questions financières que pose votre société, songez à Morgan Guaranty

La planification financière pose quelques-unes des questions les plus difficiles auxquelles est confronté un directeur financier. Quelles sont les perspectives économiques de mon industrie? Quelle est la limite raisonnable d'endettement de ma société? La politique de dividendes de ma société est-elle adéquate? Combien devrais-je payer réellement pour une acquisition? Le département "Etudes Financières" de Morgan Guaranty est parfaitement outillé pour apporter les réponses appropriées à des questions de ce genre, et cela à l'échelle internationale.

Constitué de soixante experts financiers répartis dans le monde entier, une dizaine d'entre eux se trouvant à Paris pour servir le marché européen, ce département a les fonctions principales suivantes : analyser et évaluer les prévisions financières de votre société, puis suggérer les meilleurs moyens de financer vos futurs besoins. Etudier les possibilités de diversification dans un grand nombre d'industries, et vous conseiller en matière de stratégie de croissance. En fait, nous sommes à même de répondre virtuellement à toutes les questions d'ordre financier que les sociétés peuvent se poser.

Quelques exemples : nous avons évalué la capacité d'endettement d'une société industrielle en tenant compte de la classification qu'elle désirait obtenir sur le marché des obligations et des besoins de sa filiale de financement de ventes à crédit. Nous avons calculé la rentabilité de projets d'exploitation de ressources naturelles en Australie, aux Philippines et en Alaska. Et pour des sociétés cherchant à se diversifier nous avons analysé divers secteurs, tels que celui des semi-conducteurs aux Etats-Unis, du



caoutchouc et de l'huile de palme en Asie du Sud-Est, et des textiles au Brésil.

Pour bénéficier des services offerts par le département "Etudes Financières", il n'est pas nécessaire d'être client de notre banque. Notre rémunération est établie sur la base d'honoraires; et nous sommes au service aussi bien de particuliers, que de petites sociétés et de grandes entreprises. Nos études et recommandations sont effectuées avec la plus totale discrétion et visent à apporter des réponses précises à vos besoins spécifiques. Nous croyons qu'aucune autre institution financière n'est en mesure d'offrir, comme nous, cette combinaison unique d'expérience internationale, d'imagination, de compétence et d'objectivité.

Pour de plus amples informations, n'hésitez pas à contacter l'un des bureaux de Morgan Guaranty, ou écrivez directement à Anthony Bird, Vice President, à Paris : 14, place Vendôme.

MORGAN GUARANTY TRUST COMPANY, 23 Wall Street, New York, N.Y. 10015. En France : 14, place Vendôme, Paris (téléphone: 260.35.60) • AUTRES SUCCURSALES: Londres, Bruxelles, Anvers, Amsterdam (Bank Morgan Labouchere), Francfort, Dusseldorf, Munich, Zurich, Milan et Rome (ouverture début 1977), Tokyo, Singapour, Nassau • BUREAUX DE REPRÉSENTATION: Madrid, Beyrouth, Sydney, Hong Kong, Manille, Sao Paulo, Caracas • ASSOCIÉS dans 35 pays • FILIALES BANCAIRES INTERNATIONALES AUX ETATS-UNIS: San Francisco, Houston.

Morgan Guaranty Trust Company

POLITIQUE

LE IV^e CONGRÈS DU FRONT NATIONAL

M. Jean-Marie Le Pen lance un nouvel appel au rassemblement de la « droite populaire »

Le quatrième congrès du Front national s'est réuni du samedi 30 octobre au lundi 1^{er} novembre à Bagnot (Seine-Saint-Denis). Quelque trois cents délégués y ont pris part. Le comité central de la formation d'extrême droite a été complété par l'élection de treize nouveaux membres : le mandat de son président, M. Jean-Marie Le Pen, n'était pas soumis à renouvellement cette année.

L'ancien député de la Seine a réitéré l'appel au rassemblement de « la droite sociale, nationale et populaire » qu'il avait déjà lancé l'an dernier lors du troisième congrès du Front national, à Montpellier (Le Monde du 6 mai 1975), mais il a pris trois précautions.

La première est de préciser que cet appel s'adresse non aux « états-majors et aux organisations », dont l'extrême droite ne manque pas, mais « aux Français directement », et d'abord aux électeurs que la gauche inquiète et que M. Giscard d'Estaing déçoit. Au cours des échanges de vues qui ont eu lieu à propos des problèmes de sécurité publique durant le congrès, « les méfaits de la « société libérale avancée » ont été vigoureusement dénoncés, s'agissant en particulier de l'augmentation de la criminalité. Son- dages à l'appui, on s'est efforcé de montrer que les positions attribuées à l'extrême droite sur ce sujet sont celles de la grande majorité des Français.

La seconde précaution prise par M. Le Pen est de situer sa

tentative personnelle tout à fait en dehors de celle de M. Jacques Chirac, dont l'attitude a été stigmatisée en termes très vifs par l'ancien candidat à la présidence de la République dans son discours de clôture. Ce discours a consacré une véritable mise en garde à l'adresse des militants ou sympathisants de l'extrême droite qu'auraient pu séduire le style « muselé » de l'ancien premier ministre et sa position actuelle vis-à-vis de M. Giscard d'Estaing comme de la gauche. Le Parti des forces nouvelles, principal rival du Front national, fait actuellement, lui, une analyse beaucoup plus favorable à M. Chirac.

Enfin, M. Jean-Marie Le Pen a invité ses amis à résister à deux tentations : celle du « groupusculisme » et celle de l'activisme. Il s'est efforcé de démontrer que son mouvement et les organisations qui en sont proches appartiennent à une droite qui n'est pas extrémiste, et il a dénoncé comme abusive les rapprochements établis à l'occasion de certains faits divers entre sa famille politique et des milieux ou des procédés douteux.

Le congrès a adopté une motion sur « la sécurité des Français » qui précise notamment :

« Le droit des Français à la sécurité est un élément du droit imprescriptible à la liberté, et il ne peut être préservé que par le maintien de l'ordre et l'application stricte des lois de la République. Le maintien de cet ordre doit être obtenu autant par la prévention que par la répression ferme des délits et des crimes. Seule la formation civique dans la famille, l'école, la cité, permet la meilleure prévention. (...) L'école, actuellement, est anormale. Elle prétend former les intelligences en dehors de toute référence morale et nationale. L'abandon de l'autorité et de la discipline en fait un foyer non de civisme mais d'anarchie. »

Le congrès a, d'autre part, décidé d'adresser un message de soutien à Mgr Lefebvre, à l'initiative de M. François Duprat, membre du comité central, « non sur le fond du problème religieux, qui ne concerne pas une organisation politique, mais sur celui de la liberté d'expression, qui doit être défendue dans l'Eglise comme ailleurs ».

● Le Comité de liaison pour l'action régionale et locale organise, les samedi 6 et dimanche 7 novembre, un forum consacré aux cinq thèmes suivants : contenu et moyens du pouvoir régional ; droit à la différence ; réforme de l'Etat ; décentralisation, démocratie et participation réelles ; moyens de la lutte régionale.

● CLAR, 3, rue Chauveau-Lagarde, 75006 Paris.

● L'Association française de prospectives sociales organise, du 12 au 14 novembre, à Arc-et-Senans (Doubs), un colloque consacré à l'actualité de la réflexion politique.

● A.F.P.S., 7, rue de l'Arbalète, 75005 Paris.

M. Raymond Barre va faire ses « classes politiques »

M. Raymond Barre effectuera, samedi 6 novembre, à Troyes, son premier voyage officiel en province. Du 12 au 15 novembre, il fera en Egypte son premier voyage officiel à l'étranger.

Le premier ministre compte, en 1977, se rendre en province chaque mois en moyenne, mais n'aller à l'étranger qu'exceptionnellement.

Alors que depuis son installation à l'hôtel Matignon, le 28 août dernier, il s'est essentiellement consacré à la lutte contre l'inflation, M. Raymond Barre va maintenant s'efforcer de démontrer qu'il entend exercer la plénitude de ses fonctions de premier ministre. Celles-ci, à ses yeux, comportent deux rôles, celui de chef de gouvernement et celui de chef de la majorité.

M. Giscard d'Estaing avait bien précisé que M. Barre, tout en ayant la responsabilité du ministère de l'économie et des finances, devait être un premier ministre à part entière. Il n'a pas suffi que ce premier ministre déclare à la télévision, au cours de l'émission « l'événement » du 28 octobre, qu'il suivait les questions relatives à la défense, à l'éducation ou à la diplomatie pour que sa qualité de chef du pouvoir exécutif apparaisse comme bien établie.

M. MARCIHACY : M. Giscard d'Estaing quitte la dignité présidentielle.

M. Pierre Marchiacq, sénateur (non inscrit) de la Charente, écrit dans la Charente libre du 2 novembre que si l'éventualité d'un mandat présidentiel abrégé peut être envisagée, « c'est la faute au président et à lui seul ». Il poursuit : « Le président n'a eu de cesse de condamner ou de brocarder les doctrines de ceux dont tout le monde pense qu'ils seront au pouvoir dans dix-huit mois. (...) Comment dans ces conditions, ceux pour qui Valéry Giscard d'Estaing est « le président » pourraient-ils conserver cette opinion, dès lors que « le président » quitte la dignité présidentielle pour la tâche de chef d'une majorité aujourd'hui dissoute, tâche pour laquelle Jacques Chirac est infiniment plus qualifié que le chef de l'Etat ? »

Peu de comités interministériels se sont tenus à l'hôtel Matignon depuis deux mois, les affaires étant souvent conduites directement par l'Elysée. Le président de la République — comme il le faisait dans les derniers mois du gouvernement Chirac — a évoqué et traité soit publiquement soit au cours de conseils restreints plusieurs problèmes qui auraient pu demeurer de la stricte compétence gouvernementale. On se félicite toutefois à l'hôtel Matignon que les ministres ne passent plus au-dessus de la tête du premier ministre sans le prévenir. M. Barre, désireux d'améliorer les rapports au sein du gouvernement, multiplie les contacts avec les ministres. Ceux-ci estiment que l'équipe est plus cohérente que par le passé, mais ils observent que s'il n'y a presque plus de ministres « chiraquiens », il n'y a pas encore de vrais « barristes ». Dans les prochains mois, M. Barre va donc s'efforcer d'être un peu moins ministre de l'économie et des finances et un peu plus premier ministre.

Une affirmation théorique

« Je suis le chef de la majorité par la nature des choses » : cette affirmation proférée par M. Barre, le 28 octobre, est apparue un peu ambiguë et encore théorique.

La « nature des choses » qui ferait du premier ministre le chef de la majorité n'a guère été évoquée dans le passé et M. Chirac s'est rendu compte à ses dépens de la difficulté d'exercer une mission qui, dans un régime présidentiel, est confiée au président de la République. Les élus qui connaissent bien mal le nouveau premier ministre ont découvert derrière son visage lisse et sans angles, sous son sourire presque constant, au-delà de sa courtoisie affable, un homme volontaire et autoritaire. Professeur en pleine possession de sa science, M. Barre a surpris les parlementaires — notamment les socialistes et les U.D.R. — par son refus de la nuance du compromis, de la finesse, et par la netteté, voire parfois la brutalité de ses affirmations.

Accuser les partisans de l'impôt sur la fortune de « snobisme intellectuel », faire remarquer à M. Edgar Faure qu'une des propositions de loi imaginée par le « nouveau contrat social » était mal rédigée, n'étaient pas les meilleurs moyens pour se concilier la sympathie de ses interlocuteurs. Ceux-ci pouvaient

présenter. S'il a rappelé à l'ordre de façon comminatoire M. Paul Dijoud, secrétaire d'Etat à propos de son intervention dans la préparation des élections municipales de Toulouse, c'est qu'il a voulu éviter que le groupe Guichard ne soit discrédité (Le Monde du 2 octobre). Il est cependant résolu à rendre les arbitrages nécessaires. A la différence de ce qui s'était passé en juin dernier, lorsque M. Chirac et les leaders de la majorité avaient publié une première liste d'investitures municipales, les prochaines décisions du premier ministre ne seront pas rendues publiques. Les candidats choisis par la majorité pour conduire une liste recevront une lettre de M. Barre ou de son secrétaire libère de publier ou de conserver secrète.

Ni M. Barre ni M. Guichard n'ont donc jusqu'à présent exercé un véritable rôle de coordination dans la majorité. Le ministre de la justice s'emploie surtout, à l'occasion de rencontres hebdomadaires avec les autres ministres d'Etat (M. Fontanet et M. Lemaire) et avec M. Durafour, à éviter que des déclarations intempestives et contradictoires ne soient faites par les membres du gouvernement qui s'expriment en tant que leaders politiques. M. Chaban-Delmas qualifie le rôle de M. Guichard comme celui d'un « ministre chargé de l'apaisement ».

Cet apaisement, M. Barre s'est efforcé aussi de l'obtenir de la part des députés de tous les groupes parlementaires de la majorité devant lesquels il s'est rendu à plusieurs reprises pour la préparation des débats budgétaires. Les élus qui connaissent bien mal le nouveau premier ministre ont découvert derrière son visage lisse et sans angles, sous son sourire presque constant, au-delà de sa courtoisie affable, un homme volontaire et autoritaire. Professeur en pleine possession de sa science, M. Barre a surpris les parlementaires — notamment les socialistes et les U.D.R. — par son refus de la nuance du compromis, de la finesse, et par la netteté, voire parfois la brutalité de ses affirmations.

Accuser les partisans de l'impôt sur la fortune de « snobisme intellectuel », faire remarquer à M. Edgar Faure qu'une des propositions de loi imaginée par le « nouveau contrat social » était mal rédigée, n'étaient pas les meilleurs moyens pour se concilier la sympathie de ses interlocuteurs. Ceux-ci pouvaient

constater qu'ils n'avaient pas la face d'un « littérateur » mais d'un « économiste » issu de la technocratie et des élites depuis longtemps par les élus.

Parlant toujours de lui à la première personne, disant souvent « moi, premier ministre », ou « mon pays », M. Barre s'est montré aux parlementaires comme un homme ayant de l'aversion pour « le tumulte » et « l'agitation » comme il le dit lui-même, mais aussi peut-être comme un chef de gouvernement peu sensible aux reproches, aux objections, aux conseils.

Si les parlementaires reçoivent hommage aux qualités intellectuelles et techniques de M. Barre, bien peu se disent vraiment séduits par lui. Plus rares encore sont ceux qui reconnaissent en lui le « chef de la majorité » tant il est vrai que les intentions de M. Chirac constituent toujours une hypothèque sur la compétence à venir de la majorité. Pour les élus, M. Raymond Barre est un premier ministre qui n'a pas encore fini de « faire ses classes ».

ANDRÉ PASSERON.

● Lutte ouvrière (trotskiste) a publié, samedi 30 octobre, une déclaration sur les élections législatives partielles de novembre, à l'occasion desquelles elle présente des candidats dans chacune des sept circonscriptions. Cette déclaration précise notamment : « Ces élections partielles ne peuvent pas changer la vie ni la société, mais les candidatures Lutte ouvrière permettront aux travailleurs, ouvriers et employés, mais aussi paysans, petits commerçants et artisans, de signifier clairement qu'ils en ont assez des pourcentages de droite qui distribuent des milliards aux capitalistes et font payer la crise aux classes laborieuses, mais qu'ils se méfient des politiciens de gauche qui multiplient les annonces aux patrons et aux capitalistes. »

RECTIFICATIF — Contrairement à ce que le Monde du 25 septembre indiquait dans sa rubrique consacrée à la préparation des élections municipales, il n'y a pas eu d'accord entre les fédérations socialistes et communistes du Doubs sur la composition des listes communales dans les principales villes — dont Besançon — du département. Les négociations n'ont pas abouti à l'échelon départemental se poursuivront désormais au niveau local.

Affaire Sartre : la parole aux témoins



Il y a décidément, dans la vie intellectuelle et politique de notre temps, une affaire Sartre. Ouverte depuis plus de trente ans puisque, en cette fin d'année 1976, l'intellectuel le plus à la mode et le plus à contre-courant, à coup sûr le plus dérangeant pour beaucoup, c'est encore et toujours Sartre. Politique Hebdo a constitué un dossier et recueilli le récit de trois témoins : François Châtelet, André Gorz, Pierre Victor. Lisez leurs interviewes, pour juger sur pièces l'affaire Sartre.

Dans ce numéro de Politique Hebdo, une enquête dans un commissariat de quartier. Un flic, c'est un flic. Mais s'il y avait flic et flic ?

nouvelle formule
politique hebdo

En vente dès aujourd'hui.

سكس في الامم

En Lorraine

M. Messmer affrontera M. Servan-Schreiber lors de l'élection du président du conseil régional

De notre correspondant

Metz. — M. Pierre Messmer, député U.D.R. de la Moselle, sera candidat à la présidence du conseil régional de Lorraine au début du mois de janvier 1977. Il sera opposé au président sortant, M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, député réformateur de Meurthe-et-Moselle. L'ancien premier ministre devrait annoncer officiellement sa décision à l'issue des prochaines assises départementales de l'U.D.R., qui doivent se tenir à Forbach le 14 novembre.

Le 6 janvier dernier, M. Jean-Jacques Servan-Schreiber avait été élu, au deuxième tour, président du conseil régional de Lorraine, par 33 voix contre 26 à M. Jean Vilmain, président sortant, modéré soutenu par l'U.D.R., et 6 à M. Jean Bernard (P.S.). Son succès, qui avait provoqué l'inquiétude et l'irritation des gaullistes (le Monde du 8 janvier), avait constitué une sévère défaite pour l'U.D.R. et avait été interprété comme l'amorce d'une tentative de regroupement centriste régional. Pour certains, cette élection avait pris valeur de test et d'exemple : M. Servan-Schreiber avait réussi à surmonter les clivages départementaux, traditionnellement forts dans la région, et à regrouper sur son nom les voix d'une coalition comprenant des réformateurs, des centristes et des républicains indépendants de Moselle, de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse.

Depuis le début de l'année, les relations entre M. Messmer et M. Servan-Schreiber n'ont cessé de se dégrader. Récemment, l'hostilité déclarée du député réformateur à M. Jacques Chirac y a particulièrement contribué.

Pour les gaullistes lorrains « les temps ont changé »

M. Pierre Messmer n'a pas encore précisé les raisons qui le poussent à affronter M. Servan-Schreiber, mais, à entendre les gaullistes lorrains, « les temps ont changé » : ils estiment qu'aujourd'hui leur mouvement « a le vent en poupe en Lorraine » et constitue la seule force politique véritablement organisée face à la gauche. La perspective des prochaines échéances électorales conforte les gaullistes lorrains dans leur sentiment, car ils considèrent que bon nombre d'élus centristes et républicains indépendants ne pourront négliger l'électorat gaulliste. C'est le cas notamment à Metz et à Thionville, et dans une moindre mesure, à Nancy.

Pour être élu, M. Messmer devra recueillir au conseil régional,

des voix centristes mosellanes, et l'ensemble de celles de l'U.D.R. des quatre départements. Face à cette offensive, M. Servan-Schreiber s'intéresse de très près au département des Vosges, où il a tenu, le 17 octobre, une « session décentralisée » du bureau du conseil régional. Il semble chercher à rattrapper au sud de la région, les voix qui pourraient lui échapper au nord, en janvier dernier, il avait été élu grâce à ces voix centristes mosellanes, tandis que les Vosgiens votaient massivement contre lui.

JEAN-CHARLES BOURDIER.

POINT DE VUE

La responsabilité nationale des classes moyennes

M. Jean-Pierre Prouteau, ancien grand maître du Grand-Orient de France (1973-1975), a entrepris, depuis le début de l'année 1976, de participer (à titre personnel et non comme représentant de son obédience maçonnique) à l'œuvre d'unification des « classes moyennes », à

laquelle des personnalités comme MM. Léon Gingembre (F.M.E.) et Guy Henninot (syndicat des classes moyennes) se sont déjà attachées. Il a créé, à cette fin, le Centre national de coopération interprofessionnelle. Cette entreprise, qui se proclame « apolitique », ne se

situe pas moins dans une perspective « centriste », conforme, au demeurant, aux orientations politiques de son animateur, membre des Amitiés radicales. M. Jean-Pierre Prouteau définit ici pour notre journal le sens de son « combat ».

par JEAN-PIERRE PROUTEAU (*)

UNE nouvelle prise de conscience des classes moyennes surgit dans notre pays. Face à la division de la France en deux camps opposés, elles ressentent le besoin de se déterminer et, sans aucun doute, maintenant de s'engager. Un mouvement d'opinion se dessine et son action doit se développer dans plusieurs directions.

En premier lieu, une concertation nationale des grandes organisations professionnelles regroupant les petites et moyennes entreprises, les artisans, les commerçants, les professions libérales, les agriculteurs et les cadres apparaît indispensable.

Cet ensemble socio-économique

totalise trois millions deux cent mille entrepreneurs privés, il assure plus de la moitié de la production nationale et il emploie 50 % de la population active. A côté des grandes entreprises son expression globale est aujourd'hui insuffisante. Pour y remédier, nous estimons que les organisations professionnelles doivent prendre l'initiative de créer un conseil national commun, s'insérant entre le C.N.P.F. et les syndicats de salariés.

Il est bien évident que ce nouveau pôle social ne devrait pas modifier l'autonomie d'action des organisations ou leurs relations privilégiées propres, mais traduire leur volonté d'assurer en complément une représentation collective des catégories intermédiaires.

On voit bien le rôle qu'un tel conseil aurait pu remplir dans la conjoncture récente (sécheresse, plan Barre, etc.). Sa création serait un événement majeur dans notre société actuelle, car elle consacrerait la fin de la bipolarisation sociale de la nation.

Sur un autre plan, nous constatons que les chambres de commerce et d'industrie, des métiers et d'agriculture, ne recouvrent pas l'ensemble du secteur des classes moyennes. Elles pourraient être complétées par des chambres de professions libérales et l'on peut s'interroger sur l'idée de créer des chambres de cadres.

Face au pouvoir politique et à l'Etat, l'autonomie des catégories intermédiaires ne pourra être assurée qu'à partir d'une organisation concertée de leur solidarité sociale et économique. En ce domaine, il s'agit notamment de promouvoir des institutions communes dans les secteurs de l'épargne et du crédit, de l'assurance, des retraites, de l'emploi, de la formation et de l'assistance au développement et à la création d'entreprises privées. A moyen et à long terme, un « remembrement » progressif des solutions actuelles s'imposera pour permettre aux classes moyennes de maîtriser leur environnement sans recourir à l'aide de l'Etat. Il s'agit là

encore d'un autre combat pour organiser sur de nouvelles bases la solidarité collective de ces catégories.

Un combat politique

La France est aujourd'hui au bord d'une situation révolutionnaire, puis-que l'on veut transformer ses structures et son régime.

Face aux parts politiques des deux camps, les classes moyennes ont le devoir de rappeler les choix de société auxquels elles sont attachées. Une déclaration solennelle en ce sens s'impose maintenant dans notre pays.

Globalement, les classes intermédiaires refusent le collectivisme, la bureaucratie, la technocratie, l'exploitation de l'homme par l'homme, mais aussi celle de l'homme par la collectivité. Elles demandent que l'Etat ne dépasse pas le cadre de ses responsabilités et que le fait social et le fait économique privé soient reconnus simultanément et à égalité. Elles demandent que la politique contractuelle devienne la règle générale des rapports économiques et sociaux.

Une nouvelle organisation nationale des classes moyennes doit être envisagée. Cela suppose une négociation entre les organismes existants pour définir les conditions de leur regroupement. Mais, dans le même temps, et pour répondre aux aspirations actuelles des masses intermédiaires, des conseils locaux de classes moyennes doivent être créés dans les villes et les départements. Dès l'an prochain, le congrès constitutif d'une nouvelle organisation devra être convoqué.

Un nouveau tiers-état

Nous devons nous demander enfin si le moment n'est pas venu d'aller plus loin dans l'analyse. L'enjeu de la prise de conscience que nous évoquons dépasse par son ampleur et ses conséquences la notion traditionnelle de classes sociales, et donc de classes moyennes. Dans nos so-

ciétés occidentales, le concept de la lutte des classes est devenu un anti-humanisme.

En fait, nous posons le problème de la redistribution des rapports de force dans la société française, quelle que soit la coalition politique dirigeante. Il existe aujourd'hui dans notre pays trois blocs sociaux compacts : l'Etat et le secteur nationalisé, les travailleurs, les entrepreneurs privés. Aucune de ces trois entités n'a le droit d'asservir les autres.

Face à la pression révolutionnaire et au conservatisme, un nouveau tiers état se cherche, et il s'établira sur les convergences suivantes :

— Le rassemblement de ceux qui souhaitent un Etat davantage arbitre et incitateur qu'un Etat systématiquement directeur ;

— Le rassemblement des entrepreneurs privés ;

— Le rassemblement des salariés qui refusent l'aventure révolutionnaire au bénéfice d'une véritable politique contractuelle de justice sociale.

Face aux propositions présentes des deux camps opposés, les classes moyennes ont le devoir de se mobiliser pour agir ensemble et dégager leur propre voie de société. Elles sont, dans une France minée par la bipolarisation idéologique, un facteur décisif de rééquilibrage politique.

(*) Président du Centre national de coopération interprofessionnelle.

LE PREMIER MINISTRE A REÇU LES PRÉFETS

M. Raymond Barre a présidé mardi 2 novembre, au ministère de l'Intérieur, une réunion de travail et d'information à laquelle avaient été conviés tous les préfets de départements et de régions. Ils ont entendu des communications du premier ministre, du ministre de l'Intérieur, du ministre délégué à l'Economie et aux finances, du ministre du travail, du ministre de l'Agriculture, du ministre de l'Équipement et du ministre de l'Industrie. Le premier ministre a déjeuné avec les préfets.



TOUR OLIVIER-DE-SERRES
78, RUE OLIVIER-DE-SERRES
75015 PARIS, METRO CONVENTION

Un lieu et de de rencontre confrontation

Sous le parrainage permanent des personnalités suivantes : Jacques Attali, Jean Barest, Pierre Biquard, Jacques Bonaccossa, Paul Boccard, Alain Bombard, Maître Bouchet, Etienne Caray-Peyret, Raymond Castaing, Paul-Henri Chombart de Lauwne, Claude Estier, Max-Pol Fouchet, Michel Gerodolle, Christian Goux, Philippe Herzog, Professeur Huguenard, Marcel Josefowicz, Pierre Joxe, Jean-Pierre Kahane, Vincent Labeyrie, Edgar Lederer, Jean-Marie Legay, Roland Leroy, François Luchaire, Jean Marrané, René Mouriaux, René Nozeran, Gaston Olive, Guy Palmade, Maurice Parodi, Paul-Emile Victor, Jean Perrin, Edouard Pignon, Paul Puaux, A. Rosier, Alain Roux, Jean Roux, Michel Rouzé, R. Saint-Paul, Albert Soboul, Benjamin Stora, Evelynne Sullerot, Haroun Tazief, Jacques Vandier, V. Vasarely, Jean Yanowski

« Pour une coopération Université-industrie en faveur du progrès social »

<p>vendredi 5 novembre</p> <p>17 h - Premier débat :</p> <p>« Recherche scientifique : des industries de pointe ou la désindustrialisation », animé par Philippe Baughard, journaliste à l'Expansion, avec la participation de :</p> <p>M. Casadevall, professeur à l'Ecole supérieure de chimie de Paris,</p> <p>M. Ducastel, ingénieur des télécommunications,</p> <p>M. Egorov, ministre adjoint de l'enseignement supérieur et secondaire spécialisé d'Urss,</p> <p>M. Labeyrie, docteur ès sciences, professeur à l'université François-Rabelais de Tours,</p> <p>M. Netter, docteur ès sciences,</p> <p>20 h - Fin du débat.</p> <p>21 h 30 - Soirée cinéma, avec projection, suivie d'un débat, du film la Prime de S. Mikaelian, animé par Serge Zeyons, journaliste.</p>	<p>samedi 6 novembre</p> <p>10 h - Deuxième débat :</p> <p>« Quelle formation pour les Ict ? », animé par François Gault, journaliste à TF1, avec la participation de :</p> <p>M. Delors, professeur d'économie à l'université Paris IX Dauphine,</p> <p>M. Guillebeau, directeur du Celsa,</p> <p>M. Jaegle, polytechnicien,</p> <p>M. Josefowicz, président de l'université Paris XIII,</p> <p>M. Probst, recteur de l'université technique de Magdebourg,</p> <p>M. Schwartz, professeur à l'université d'Alx-Marseille.</p> <p>15 h - Troisième débat :</p> <p>« Université, industrie et rentabilité économique et sociale », animé par J.-B. Eggens, vice-président de l'Association des journalistes de la presse économique et financière, avec la participation de :</p> <p>M. Bize, chargé de mission au ministère de</p>	<p>l'Economie et des Finances,</p> <p>M. Burhop, président de la Fédération mondiale des travailleurs scientifiques,</p> <p>M. Charles, docteur ingénieur,</p> <p>M. Kahane, président de l'université Paris-Sud,</p> <p>M. Merlin, président de l'université Paris VIII,</p> <p>M. Ouahes, professeur à l'université d'Alger,</p> <p>M. Salais, économiste,</p> <p>M. Wyart, directeur honoraire d'Edf.</p> <p>18 h 30 - « Les ingénieurs, cadres, techniciens face à l'actualité », René Le Guen, secrétaire général de l'Ugict et Henri Krasucki, secrétaire de la Cgt, s'adressent aux Ict.</p> <p>21 h 30 - Soirée spectacle</p> <p>« Avant leur passage sur la scène parisienne, et avec l'autorisation du Théâtre de la Ville, un grand moment de la culture chilienne : « Les Quilapayun »</p>	<p>dimanche 7 novembre</p> <p>10 h 30 - En direct avec les travailleurs du « Parisien libéré » qui présentent leur film : « Libérez le Parisien » (réalisation de Jean-Louis Muller et Olivier Oudiette).</p> <p>Un débat animé par les cadres et ouvriers en lutte du « Parisien libéré », suivra la projection.</p>
--	--	--	--

Pendant toute la durée des 36 heures : la ché du livre scientifique et technique, deux bars et le restaurant gastronomique Options

OPTIONS LA REVUE DES INGENIEURS CADRES ET TECHNICIENS EDITIONNEE PAR L'UGICT-CGT
57, AVENUE D'ITALIE, 75013 PARIS, 337.80.40

POLITIQUE

Libres opinions

Un parti social-démocrate en France, est-ce une utopie ?

par ÉTIENNE HIRSCH (*)

Le président de la République souhaite pour la France l'avènement d'un parti social-démocrate. Alors seulement, selon lui, l'alternance deviendrait concevable. Je ne mets pas en question ici cette conception. Mais ne s'agit-il pas, une fois encore, d'une simple incantation ? Si c'est là la conviction du président, ne devrait-il pas analyser les raisons de l'absence en France d'un tel parti et mettre en œuvre les mesures propres à y porter remède ?

Sommes-nous si radicalement différents des Allemands, des Suédois, des Belges ou des Néerlandais pour que ce qui prospère chez eux soit incapable de s'implanter chez nous ? Il faut chercher ailleurs.

Pour un parti politique, faire abstraction du problème électoral est suicidaire. La vocation de tout parti est d'accéder au pouvoir pour mettre en œuvre sa philosophie, du moins ses options. En régime démocratique, le préalable est d'obtenir un nombre aussi élevé que possible de représentants dans les organes parlementaires. Quelle est la situation en France ? L'arithmétique électorale et les faits démontrent que, tant pour les socialistes que pour les radicaux de gauche, leur maintien dans la grande majorité des circonscriptions acquises, et la conquête de nouvelles, exigent un pacte électoral avec le parti communiste. Ignorer cette réalité et croire que, les conditions restant ce qu'elles sont, il pourrait surgir un parti social-démocrate défilé de toutes alliances avec le parti communiste est pur aveuglement. Par contre, il en fait pas de doute que pour un très grand nombre de socialistes et pour tous les radicaux de gauche l'alliance avec le parti communiste et un programme commun sont d'amères pilules qu'ils seraient heureux de pouvoir recracher. C'est pourquoi les porte-parole du parti communiste, qui en sont bien conscients, manifestent de temps à autre leur inquiétude et leur nervosité.

Si cette analyse est exacte, le remède est évident : il faut changer la loi électorale de manière à délivrer de leurs chaînes les candidats socialistes et radicaux de gauche, et leurs électeurs, qui, aujourd'hui, n'en peuvent mais. Il faut le faire sans trinquage en adoptant des modalités qui aboutissent à une représentation équitable des choix des Français.

Le système électoral en vigueur dans la République fédérale d'Allemagne répond très largement à cette double préoccupation, ainsi qu'à celle d'éviter un morcellement excessif de la représentation nationale. Il a été décrit lors des élections allemandes d'octobre, mais il n'est pas inutile d'en rappeler les principales modalités, d'autant plus qu'il ne s'agit pas d'une construction de l'esprit, mais d'un système bien éprouvé.

La Chambre comprend pour moitié des élus directs et pour moitié des élus de listes. Le nombre des circonscriptions est égal à la moitié du nombre des députés. L'élection directe se fait au scrutin uninominal à un tour et à la majorité simple. Mais l'électeur a été appelé à déposer dans l'urne simultanément deux bulletins : un pour l'élection directe, l'autre pour la liste d'un des partis qui se présentent, liste établie à l'échelon du Land (région). Chaque parti, sous réserve qu'il ait obtenu au moins 5 % des suffrages, a droit à un nombre total de sièges proportionnel au nombre de voix obtenues par sa liste. On complète donc par des membres de la liste les sièges obtenus directement. Il est à noter que le plus petit des partis représentés à Bonn, le parti libéral, n'a obtenu aucun siège direct mais que ses sièges de liste lui assurent comme aux autres la représentation proportionnelle.

On peut remarquer qu'un tel système, en plus d'assurer l'indépendance des partis et une représentation correcte des forces en présence, possède un avantage additionnel non négligeable : grâce aux listes, il permet aux partis de s'assurer de l'élection d'hommes de grande valeur même s'ils n'ont pas la féconde démagogie des « bons » candidats. Rappelons que, chez nous, il avait fallu trouver à Léon Blum une circonscription socialiste sûre dans l'Aude pour lui permettre de siéger au Parlement.

Quelle pourrait être alors la physionomie de notre Chambre des députés ? Avec le jeu de la barre à 5 %, le nombre des partis représentés serait au maximum de six, dans l'ordre probable : socialiste, U.D.R., communiste, républicains indépendants, radical (enfin regroupé), Centre démocrate. On aurait surmonté la bipolarisation, l'affrontement à 51 % contre 49 %, qui nous menacent, et il serait possible de gouverner avec le consensus d'une large majorité de la représentation nationale qui s'identifierait avec le pays réel.

Une telle réforme n'est nullement du domaine de l'utopie. Pour l'opposition, nous avons montré quel bénéfice en retireraient les socialistes et les radicaux de gauche. Les communistes, partisans depuis toujours de la représentation proportionnelle, ne pourraient la refuser qu'en se reniant. Pour la majorité, elle éliminerait les causes d'affrontement qui la divisent. Plus besoin d'avoir recours à des « élections primaires » ou à des arbitrages pour départager les partis dans le choix des candidats.

Après avoir écrit et parlé, il appartient, maintenant qu'il en est temps encore, au président de la République de jouer.

(*) Ancien président de la commission de l'État.

L'opération « Démocratie française »

(Suite de la première page.)

Le côté sympathique de l'homme Giscard et de son livre a-t-il réussi à faire passer l'essentiel du message qui est de remplacer la vision dualiste de la France, exprimée dans les votes des citoyens, par une vision unitariste ? Nos compatriotes seront-ils convaincus qu'ils sont englobés presque tous dans un vaste congrégat d'éléments homogènes, dans une immense classe moyenne allant du lampiste au P.-D.G. flanquée seulement de quelques « brigands » d'un côté, de quelques agités de l'autre ?

Cela paraît douteux. Dans la plupart des sociétés industrielles, la tendance au dualisme des partis ou des coalitions se développe en même temps que la tendance au rapprochement des genres de vie. Nul ne parvient à expliquer réellement cette évolution contradictoire. Elle ne paraît pas sur le point de s'arrêter. Entrée plus tard dans ce mouvement général, la France en sortira-t-elle plus tôt ? Rien ne permet de le croire. Sur ce point, René Remond a justement noté que la pensée du président garde un parfum d'archaïsme.

Le livre renforce-t-il le prestige de son auteur à l'intérieur de la majorité ? Rend-il plus difficile l'entreprise de M. Chirac ? Aucun élément ne permet encore de répondre à ces questions. Beaucoup pensent que la clientèle conservatrice et modérée reste plus sensible aux actes qu'aux paroles. On aurait tort cependant de sous-estimer l'importance du verbe en politique, et du projet. Le général de Gaulle en tira une grande partie de son influence. Il n'est pas négligeable que M. Giscard d'Estaing s'engage à son tour dans cette voie. Toutefois, le côté raisonnable et rationnel de ses propos, leur absence de passion et de vigueur risquent d'en affaiblir la portée. Pour l'instant, l'influence de *Démocratie française* paraît plus forte sur l'opposition que sur la majorité. Mais cela est très important, même si la promotion du livre n'avait que ce résultat, il aurait de grandes conséquences. Des quatre mille neuf cent quatre-vingt-quatre mots différents employés par l'auteur, un seul paraît avoir eu, jusqu'ici, un impact considérable : le mot « collectivisme », quoi qu'il ne soit répété que huit fois. L'opposition a senti le danger qu'il présentait pour elle et a commencé à réagir en conséquence. Et d'une façon très intéressante.

Le mot caricature les objectifs de la gauche tels qu'ils sont définis dans le programme commun, termes que le président de la République ne semble pas connaître. Il implique d'abord que les socialistes finissent par être dominés par les communistes dans un gouvernement d'alliance, ce qui devient de moins en moins probable. Il implique aussi que le P.C.F. continue à défendre le communisme de type soviétique, dont il s'éloigne de plus en plus. Si le mot porte malgré tout, c'est que les deux hypothèses précédentes continuent toujours à être redoutées par les Français, soit qu'ils ignorent l'évolution en

court, soit qu'ils restent sceptiques sur sa réalité profonde. C'est ainsi que le programme commun se présente lui-même comme une étape transitoire vers le socialisme et que celui-ci garde une connotation collectiviste dans la définition qu'en donnent les deux grands partis de gauche.

Les statuts du P.C.F. lui assignent pour objectif « la collectivisation des principaux (1) moyens de production et d'échange » (preamble). Il suffirait de préciser la notion de « principaux » pour écarter l'accusation de collectivisme. Les statuts du parti socialiste auraient besoin d'une modification plus profonde qui parait de plus en plus nécessaire des moyens d'investissement, de production et d'échange ». Il est vrai que la S.F.I.O. proclamait expressément son espoir d'établir une société collectiviste et que cela n'inquiétait personne sous Félix Gouin, Ramadier ou Guy Mollet. Mais notre époque

supporte moins l'écart entre les mots et les faits. Si la gauche unie veut rassurer sur ses intentions réelles, elle doit d'abord cesser d'en camoufler le réformisme derrière l'hyperbole de formules révolutionnaires qui ne trompent pas les initiés mais qui risquent d'inquiéter les électeurs.

Touchée par l'accusation de collectivisme, elle a commencé à le faire. Les déclarations de François Mitterrand et Michel Rocard lors du forum de l'*Expansion* auraient-elles été si nettes quant à la régulation par le marché si leurs auteurs n'avaient pas lu leurs auteurs n'avaient pas lu *Démocratie française* ? On peut en douter. Sait-on que le communiste Jean Silemstein a repris des propos analogues le 22 octobre au déjeuner de l'*Opinion* ? Seront-ils confirmés par les dirigeants du P.C.F., malgré leur projet d'étendre les nationalisations ? Certes, l'économie de marché n'est pas contraire au programme commun, loin de là. Mais on n'insis-

tail guère sur cet éclairage jusqu'ici. Il faudrait encore préciser si le marché ne sera conservé qu'à titre provisoire ou s'il demeure l'un des piliers d'une économie socialiste, et sous quelle forme.

Malgré les espoirs de M. Giscard d'Estaing, son livre risque de ne pas faire progresser beaucoup la pensée de droite. Le projet politique qu'on y trouve exposé ne ne démarque guère du néo-libéralisme, lequel n'est pas déshonorant d'ailleurs. Il serait piquant que l'ouvrage fasse surtout progresser la pensée de gauche, en obligeant l'opposition à montrer son véritable visage, ce qui est le seul moyen de réduire l'accusation de collectivisme. Pour l'instant, en tout cas, c'est dans ce domaine que l'entreprise de promotion de *Démocratie française* a obtenu les résultats politiques les plus nets.

MAURICE DUVERGER.

(1) C'est nous qui soulignons.



Pour les "Nouveaux Conducteurs" l'important c'est qu'elle démarre.

Enquête Shell-Hop Mars 1976 : 55 % des Français sont devenus des "Nouveaux Conducteurs". Pour eux, la voiture est un simple moyen de transport qui doit avant tout être économique et en parfait état de marche.

La BATTERIE SHELL, surpuissante, légère et durable : — assure un démarrage sans difficultés par les plus grands froids, — supprime le gaspillage d'essence en éliminant les démarrages laborieux. La batterie Shell répond parfaitement aux préoccupations des "Nouveaux Conducteurs".

Pour les "Nouveaux Conducteurs" priorité à l'entretien.


Le Monde
dossiers
et documents

NUMERO DE NOVEMBRE

- LA SÉCHERESSE EN FRANCE
- LA TÉLÉVISION EN QUESTION

Le numéro : 2,50 F
Abonnement 1 an
(10 numéros) : 23 Fon en
parle..... AU DELÀ
DU SALON DE L'AUTO
2 ETUDES DU MINISTÈRE
DE L'INDUSTRIE :

- Tables rondes sur l'avenir de l'automobile 28/29 juin 1976 110 pages 35 F
- L'avenir de l'automobile 164 pages 35 F

UN ESSAI SUR LE FUTUR :

- Transports urbains 1990 Revue 2000 n° 31 12 F

maisons de presse, librairies et
LA DOCUMENTATION
FRANÇAISE

31 quai Voltaire 75340 Paris-Cedex 07.

La Suisse —
pas plus loin,
pas plus cher

- La Suisse: pour vos vacances d'hiver
- La Suisse: où vous êtes chez vous, où tout le monde vous comprend
- La Suisse: avec de la neige, de la glace, du soleil à gogo
- La Suisse: 130 stations d'hiver offrant l'équipement le plus moderne
- La Suisse: plus de 200 arrangements forfaitaires à prix avantageux
- La Suisse: hôtels aux prix stabilisés depuis 1974
- La Suisse: 9000 km de libre parcours en chemins de fer, bateaux et cars postaux avec la Carte suisse de vacances
- La Suisse: à votre porte, à votre portée



Renseignements auprès de votre agent de voyages ou
Office National Suisse du Tourisme, 11bis, rue Scribe,
75009 Paris, Tél. 073 59 92.

Je désire passer mes prochaines vacances d'hiver
en Suisse et souhaite des informations sur la région de:

Adresse: _____

cap sur la Suisse cap sur la détente

سويسرا من أجل

BONNES FEUILLES

« NAISSANCE DE LA FRANCE MODERNE », D'ADRIEN DANSETTE

Le coup d'État commercial de Napoléon III

Brutalement disparu en juin dernier, Adrien Dansette venait de corriger les épreuves du troisième des huit tomes qu'il voulait consacrer au Second Empire (Hachette). Ce tome, « Naissance de la France moderne », étudie la révolution industrielle du milieu du dix-neuvième siècle. Nous en publions, en bonnes feuilles, une page consacrée au fameux traité de commerce avec la Grande-Bretagne.

Les vérités simplifiées reposent l'esprit : Napoléon III, après avoir conquis le pouvoir absolu par un coup d'État politique et conquis l'économie française par un coup d'État industriel, a imposé le libre-échange par un coup d'État commercial. Un coup d'État commercial ? Oui, si l'on veut seulement par là faire allusion au secret dans lequel fut préparé le traité franco-anglais du 23 janvier 1860 et à la surprise qu'accueillit son annonce inattendue. Non, si l'on prétend affirmer par là qu'en signant ce traité Napoléon III outrepassa les pouvoirs qu'il tenait de la Constitution ou procéda à une mutation du régime douanier comparable à la révolution des transports ou à la révolution de l'urbanisme.

Le traité n'est pas sorti du cerveau de l'empereur comme l'éclair de celui de Jupiter ; il est l'aboutissement d'une évolution aux origines lointaines et complexes. Depuis plusieurs décennies, un vaste et profond mouvement en faveur du libre-échange, c'est-à-dire de la suppression des entraves apportées au commerce international par les barrières douanières, était né des grandes transformations de l'économie. Dès que la quantité des produits et la rapidité des transports s'accroissaient comme jamais auparavant, il était normal que l'on songeât à intensifier les échanges en supprimant les prohibitions et en abaissant les droits qui freinaient leur développement. Chateaubriand n'annonçait-il pas en 1841 que les barrières fiscales ou commerciales « seraient abolies entre les divers États comme elles le sont déjà entre les provinces d'un même État » ? Il n'était pas moins prévisible que cet essor sans exemple dans l'histoire inspiré aux esprits optimistes de la vision d'un avenir idyllique, « Un jour viendra, écrit Victor Hugo en 1849, où il n'y aura plus d'autres champs de bataille que les marchés s'ouvrant au commerce et les esprits s'ouvrant aux idées ». Le libre-échange, c'est la paix. Ainsi le pacifisme confortait-il l'économie.

Le libre-échange nous vint d'outre-Manche. Son avènement économique faisait de l'Angleterre au XIX^e siècle la première nation commerciale du monde. Cependant, elle importait des matières premières, des produits alimentaires et les grands propriétaires s'opposaient à l'abandon des droits sur les céréales. Il fallut pour qu'ils s'y résignent l'action de Richard Cobden, un agitateur de génie et la sagesse de Robert Peel, un grand homme d'État. Le libre-échange remporta à Londres en 1846 une victoire définitive par l'adoption des principes de la libre importation des produits alimentaires. Le thé, le tabac, le vin, l'eau-de-vie, restaient seuls protégés. On peut dire que la liberté du commerce devint dès lors une constante de la politique britannique.

Comment aurait-il pu en être autrement ? L'abandon des droits agricoles n'était pas consenti en pure perte. L'Angleterre vendait des produits finis ; ses navires les transportaient et revenaient avec des produits alimentaires : grâce aux « services » de sa marine marchande et aux revenus de ses capitaux placés à l'étranger, sa balance des comptes était bénéficiaire. L'aristocratie foncière avait été sacrifiée à la nation, qui se plaisait à justifier ses intérêts commerciaux par une sentimentalité humanitaire et moralisante. La France, elle, était demeurée fidèle à Colbert. Pour y créer une industrie nationale, il en avait fait une forteresse protectionniste que, malgré les efforts de l'aristocratie libérale du XVIII^e siècle, n'avaient point parvenus à ébranler sérieusement, lorsque la grande révolution interdit l'importation des produits anglais, prohibition que Napoléon étendit à toute l'Europe par le Blocus continental.

Lorsque le retour à la paix permit la reprise des relations commerciales, elles ne purent s'établir sur un pied d'égalité. L'Angleterre poursuivait sa révolution industrielle. La France commençait la sienne. C'est été condamner son industrie à l'infamie que de ne pas la protéger contre la concurrence étrangère. Les prohibitions et les droits d'entrée furent maintenus ou établis avec une rigueur implacable. Ainsi, les produits agricoles étaient-ils défendus par des droits qui s'élevaient d'autant plus que les cours baissaient, selon le système dit de l'échelle mobile ; les produits manufacturés étrangers étaient prohibés ou frappés de taxes qui s'élevaient de 30 à 100 % et même davantage.

C'est seulement au cours de l'été de 1850 qu'une initiative singulière donna naissance entre la France et l'Angleterre à des négociations qui aboutirent au célèbre traité de commerce de 1860. Elle est due à Michel Chevalier, sans doute, lorsqu'il s'est affirmé libre-échangiste en 1846, n'a-t-il pas oublié l'enseignement de son voyage aux États-Unis. On comprendra qu'il ne s'agit pas seulement pour lui de préférer une formule de rapports commerciaux à une autre, si l'on se souvient qu'il symbolise sa conviction en abattant les clôtures de sa propriété et que sa fille refuse de serrer la main d'un protectionniste.

Au moment où, en 1856, l'empereur se proposait d'abolir certains droits, Michel Chevalier avait déjà demandé à lord Clarendon de suggérer au premier ministre Palmerston une réduction des droits sur le vin, afin d'inciter le gouvernement français à abaisser ses propres tarifs douaniers ; mais Palmerston s'y était refusé en arguant de la perte qui en résulterait pour le fisc anglais.

A la suite de la campagne d'Italie, Michel Chevalier estime les circonstances favorables à une tentative d'une tout autre ampleur. Il rédige un projet d'accord avec l'Angleterre qui préfigure le traité de 1860, et il le communique à Cobden, dont il a fait un banquet libre-échangiste. L'Anglais s'y rallie. Sous prétexte d'aller présider un congrès international des ports et mesures, Michel Chevalier part pour Londres, où il est reçu le 15 octobre par Gladstone (non

pas le banquier, mais l'homme d'État). Les pourparlers se nouent entre Rouher et Michel Chevalier du côté français, Cobden et l'ambassadeur Cowley du côté britannique, chacune des deux paires de négociateurs comprenant un doctrinaire passionné et un praticien empirique.

Le souvenir de la résistance opposée par certains milieux industriels à l'élargissement de la politique douanière est resté trop vivant pour que les conversations ne se déroulent pas dans une atmosphère de complot. Rouher, un foudroyé sur le nez, s'en va en voiture de place conspirer avec Cobden dans un appartement discret, et c'est Mme Rouher qui copie les documents. Voilà une image révélatrice de la diplomatie secrète et mystérieuse, grosse de coups de théâtre, chère à Napoléon III. En l'occurrence, coup de théâtre et non pas coup d'État commercial : la procédure étant constitutionnelle.

Malgré ce souci de discrétion, il se produisit une fuite du côté anglais. Le 12 janvier, le *Morning Post* annonce la signature imminente d'un traité de commerce avec la France. L'information est reproduite le 15 dans le *Moniteur industriel*, mais surtout le même jour et peut-être à la suite de l'article du *Morning Post*, le *Moniteur universel*, bien que les pourparlers ne soient pas terminés, publie une lettre de l'empereur adressée, dès le 8 à Fould à titre de ministre d'État. Sous couvert d'une réduction des droits sur les matières premières et les denrées de grande consommation, de la multiplication des moyens de transport et d'un ensemble de projets d'ordre économique, il annonce l'abaissement des tarifs douaniers et la substitution de droits aux prohibitions, grâce à des traités de commerce.

La lettre à Fould produit chez les industriels de la métallurgie, des houillères et surtout du textile, l'effet d'un coup de pied dans la fourmilière, notamment chez ceux que leur passé et leur appartenance à l'Association pour la défense du travail national désignent comme les chefs de l'opposition protectionniste. Mais certains d'entre eux sont liés au régime qui les a couverts d'honneurs (Mimrel est sénateur, Schneider, vice-président du corps législatif). Si l'agitation est vive, elle demeure limitée et respectueuse, au demeurant inefficace. Les chambres de commerce, et d'autres institutions, d'ordre économique, approuvent en majorité le traité. Les cultivateurs, les sœurs de Lyon, les armateurs, et généralement la haute banque et le haut commerce sont libre-échangistes. Les industriels du textile manifestent seuls un malcontentement unanime ; mais ils sont très nombreux. Le 19, cent vingt d'entre eux arrivent à Paris de Lille, Roubaix et Tourcoing ; leur force de Roubaix est un train spécial. En tout, on compte quatre cents. L'empereur refuse de leur accorder une audience collective, mais Rouher reçoit Schneider et le grand industriel normand Pouyer-Quertier. (..)

Le traité est signé le 23 janvier. Il supprime les prohibitions et les remplace par un droit maximum de 30 % de la valeur qui sera ramené après cinq ans à 25 %. Nombre de produits font l'objet d'un règlement particulier. « Pour déterminer le degré de protection nécessaire à chacune des branches

de notre industrie », Rouher prescrit une enquête au cours de laquelle mille deux cents personnes seront consultées. Le ministre du commerce, compétent et minutieux, discutera les tarifs, pied à pied avec ses interlocuteurs britanniques. Une commission mixte convertira en droits spécifiques les droits proportionnels à la valeur qui frappent les tissus et les métaux, à l'exception de certains fers et des rails ; en cas de désaccord, les droits fixés par le traité subsisteront. (Les conventions ainsi conclues établiront des droits modérés sur les textiles. Le droit sur le charbon sera réduit de moitié et ceux qui intéressent la métallurgie généralement des deux tiers.) Les produits français, notamment les articles de mode, de luxe, et les soieries entrent en franchise en Angleterre, à l'exception des vins et des alcools, dont les droits seront fortement réduits.

Il est clair que nous ne sommes pas en présence d'un bouleversement de notre politique économique, d'une expérience de libre-échange. Si la procédure utilisée, bien que constitutionnelle, est impérieuse, les changements apportés consistent seulement en une atténuation, sensible, il est vrai, du protectionnisme traditionnel.

Le traité est conclu pour dix ans. La clause de la nation la plus favorisée est adoptée au profit des deux pays, c'est-à-dire que chacun bénéficiera des concessions que l'autre pourrait faire à un troisième pays.

Cette clause charge le traité d'un potentiel de contagion. Les autres pays sont contraints de négocier s'ils ne veulent pas rester soumis à une réglementation aussi sévère que celle qui frappe les produits anglais. Et en traitant à leur tour avec la France, ils bénéficient des concessions faites aux autres. Ainsi se concluent quatorze traités entre 1861 et 1867, notamment avec la Belgique et la Turquie en 1861, la Prusse et le Zollverein en 1862, l'Italie en 1863, la Suisse en 1864, la Suède, la Norvège, les villes hansatiques de Hambourg, les Pays-Bas et l'Espagne en 1865, l'Autriche en 1866, le Saint-Siège en 1867.

Le traité de 1860 entraîne le vote d'un soutien financier aux industriels mal équipés et la suppression du système de protection propre aux produits agricoles. Un crédit de 40 millions de francs est prévu par la loi du 1^{er} août 1860, en vue d'accorder des prêts à 5 % remboursables en vingt ans, aux industriels désireux de renouveler leur matériel afin d'être en état de concurrencer la concurrence étrangère. (..)

Les contemporains ne sont pas arrivés à établir un bilan objectif du traité de 1860. En raison de la complexité des problèmes, des passions partiales qui les ont obscurcis et de l'absence d'une étude exhaustive, la tâche demeure difficile malgré les travaux partiels des historiens et les recherches statistiques des économistes. (..)

Dans l'ensemble, le traité de 1860 n'a pas été suivi de conséquences aussi spectaculaires que l'annonçaient ses partisans et ses adversaires : la libéralisation des échanges a gêné les entreprises françaises et réduit leurs marges bénéficiaires sans stimuler beaucoup leur agressivité commerciale, mais les a cependant contraintes à un effort de modernisation qui leur a permis de prendre une place honorable dans la compétition internationale.

du 3 au 13 novembre
EXPOSITION VENTE
d'armes de chasse de 15 000 à 50 000 F (neuf et occasions)
Gastinne Renette
39, avenue Franklin Roosevelt 75008 PARIS - Tél. : 359.7774



Pour les
"Nouveaux Conducteurs"
l'important
c'est qu'elle dure.

Enquête Shell-Hop Mars 1976 : 55 % des Français sont devenus des "Nouveaux Conducteurs". Pour eux, la voiture est un simple moyen de transport qui doit avant tout être économique et en parfait état de marche.

L'HUILE SHELL SUPER 200, par sa haute fluidité à basse température, permet des démarrages immédiats. De plus, sa résistance au cisaillement et sa grande stabilité contribuent à la longévité de votre moteur. SHELL SUPER 200 répond parfaitement aux préoccupations des "Nouveaux Conducteurs".

Pour les "Nouveaux Conducteurs" priorité à l'entretien.

MERCI MONSIEUR SEGALOT ça c'est du meuble

PARIS XIV - 52, Av. du Général-Leclerc
Nocturnes mercredi et vendredi jusqu'à 22h



Pour les
"Nouveaux Conducteurs"
l'important
c'est qu'elle soit sobre.

Enquête Shell-Hop Mars 1976 : 55 % des Français sont devenus des "Nouveaux Conducteurs". Pour eux, la voiture est un simple moyen de transport qui doit avant tout être économique et en parfait état de marche.

Pour faciliter les démarrages à froid, augmenter le rendement de votre moteur et lutter contre le gaspillage d'essence, les stations Shell vérifient les BOUGIES, le FILTRE A AIR et les VIS PLATINEES. Ce service répond parfaitement aux préoccupations des "Nouveaux Conducteurs".

Pour les "Nouveaux Conducteurs" priorité à l'entretien.

Montréal et Toronto. En français.

Un vol direct quotidien de Paris à Montréal en 747, en collaboration avec Air France.

Et, dans les mêmes conditions. Toronto 5 jours par semaine.

C'est ce que vous propose Air Canada, la seule compagnie à desservir autant de villes au Canada et aux Etats-Unis : 41 exactement.


Et en exclusivité, le service Western Arrow vers l'Ouest du Canada (Winnipeg, Edmonton, Calgary, Vancouver) via Londres avec correspondance entre Paris et Londres.

Tous les vols Air Canada assurent le transport de votre fret.

Nous serions tellement contents de vous accueillir.




AIR CANADA
Paris-9^e : 24, bd des Capucines - Tél. 273.84.00
Lyon-2^e : 63, rue du Pt-E-Herriot - Tél. 42.43.17




Mexico: 2990F
(8 jours, chambre et petit déjeuner)

Jet tours
AIR FRANCE



Acapulco: 4100F
(8 jours, chambre et petit déjeuner)

Jet tours
AIR FRANCE



Mexico/Merida: 4300F
(séjour combiné de 8 jours, chambre et petit déjeuner)

Jet tours
AIR FRANCE

PRESSE

L'avenir du grand hebdomadaire britannique « The Observer » est de nouveau remis en question

De notre correspondant

Londres. — Fleet Street connaît de nouveau une atmosphère de crise. L'enjeu de la bataille est cette fois le sort de *The Observer*, le plus ancien des journaux du dimanche, fondé en 1791. En dépit de certaines apparences, ce prestigieux organe de la presse britannique n'est pas encore l'objet d'une vaine aux enchères. Ses propriétaires et la rédaction s'élèvent contre toute mainmise qui modifierait de façon fondamentale le caractère de cet hebdomadaire qui est, depuis bien des années, un champion du libéralisme.

L'avenir de *The Observer* est cependant en question. La crise a pris une tournure nouvelle lorsque M. Rupert Murdoch, propriétaire d'un empire de presse en Australie, aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, a fait savoir soudainement, il y a quelques jours, qu'il n'était plus intéressé au sauvetage de l'hebdomadaire londonien. Personne ne sait encore si cette rupture des négociations, menées depuis plusieurs semaines, doit être prise à la lettre, ou s'il s'agit d'une simple manœuvre du magnat australien. Il n'empêche

que, depuis lors, d'autres candidats sont entrés en lice, proposant à leur tour de redresser la situation de *The Observer*. Certains d'entre eux, au moins, ont sans doute, pour seule idée de mettre la main sur un instrument qui jouit d'un grand prestige et qui est capable, peut-être, d'influencer l'évolution politique du pays.

Au cours de sa longue histoire, *The Observer* a passé par bien des phases depuis qu'il avait été dénommé, par Karl Marx, comme un dangereux avocat de la bourgeoisie. Son essor date du début du siècle, lorsque son rédacteur en chef, J.-L. Garvin, journaliste d'un grand talent, en fit un organe influent de la droite, par la même de l'extrême droite. Après la seconde guerre mondiale, l'hebdomadaire prit un virage assez serré sous la direction de lord Astor. Depuis lors, *The Observer* a constamment défendu les causes libérales. Parmi ses collaborateurs il a compté des écrivains aussi connus que George Orwell, Arthur Koestler ou Isaac Deutscher.

Aujourd'hui, cependant, *The Observer* est en proie à une crise indéniable. L'an dernier, il a été contraint de réduire ses coûts de production de 30 %. Cet effort d'austérité n'a pas suffi. La chute de la livre sterling, notamment, cause de sérieux soucis financiers. Les responsables de *The Observer* assurent qu'ils n'ont pas de problèmes à court terme, mais qu'une nouvelle injection de capital serait indispensable, le fait est que pour payer les indemnités du personnel qui a été mis à pied, ils attendent le tirage du journal continué de déclin. Avec quelque six cent soixante-dix mille exemplaires, *The Observer* est à l'heure actuelle le plus faible de tous les organes hebdomadaires classés comme « sérieux ».

Des pressions financières contraignantes

Il peut néanmoins paraître assez surprenant que, dans de telles circonstances, les responsables de *The Observer* se soient tournés vers M. Rupert Murdoch pour négocier un sauvetage de leur entreprise. Ce magnat australien, âgé seulement de quarante-cinq ans, a connu une carrière météorique. Arrivé à Londres il y a sept ans, il a ressuscité le *Sun*, dont personne ne voulait plus, pour en faire l'un des journaux les plus vendus. Depuis, sa formule fondée sur le sexe et la sensation — accusation que M. Murdoch repousse d'ailleurs de la manière la plus énergique — lui a permis également d'acquiescer le *News of the World*, journal du dimanche, qui grâce à ses comptes rendus détaillés de tous les procès les plus sauteux pénétrant dans la plupart des foyers britanniques : en Grande-Bretagne, l'« intellectuel typique » achète tous les dimanches *The Observer* pour soulager son esprit, et le *News of the World* pour des préoccupations plus terre à terre.

Quant à M. Murdoch, son sens va semble-t-il dans une direction inverse. De même que d'autres « empereurs » de la presse qui ont fait fortune dans le genre populaire, il éprouve le besoin d'acquiescer une couronne — lui conférant la respectabilité sociale et politique.

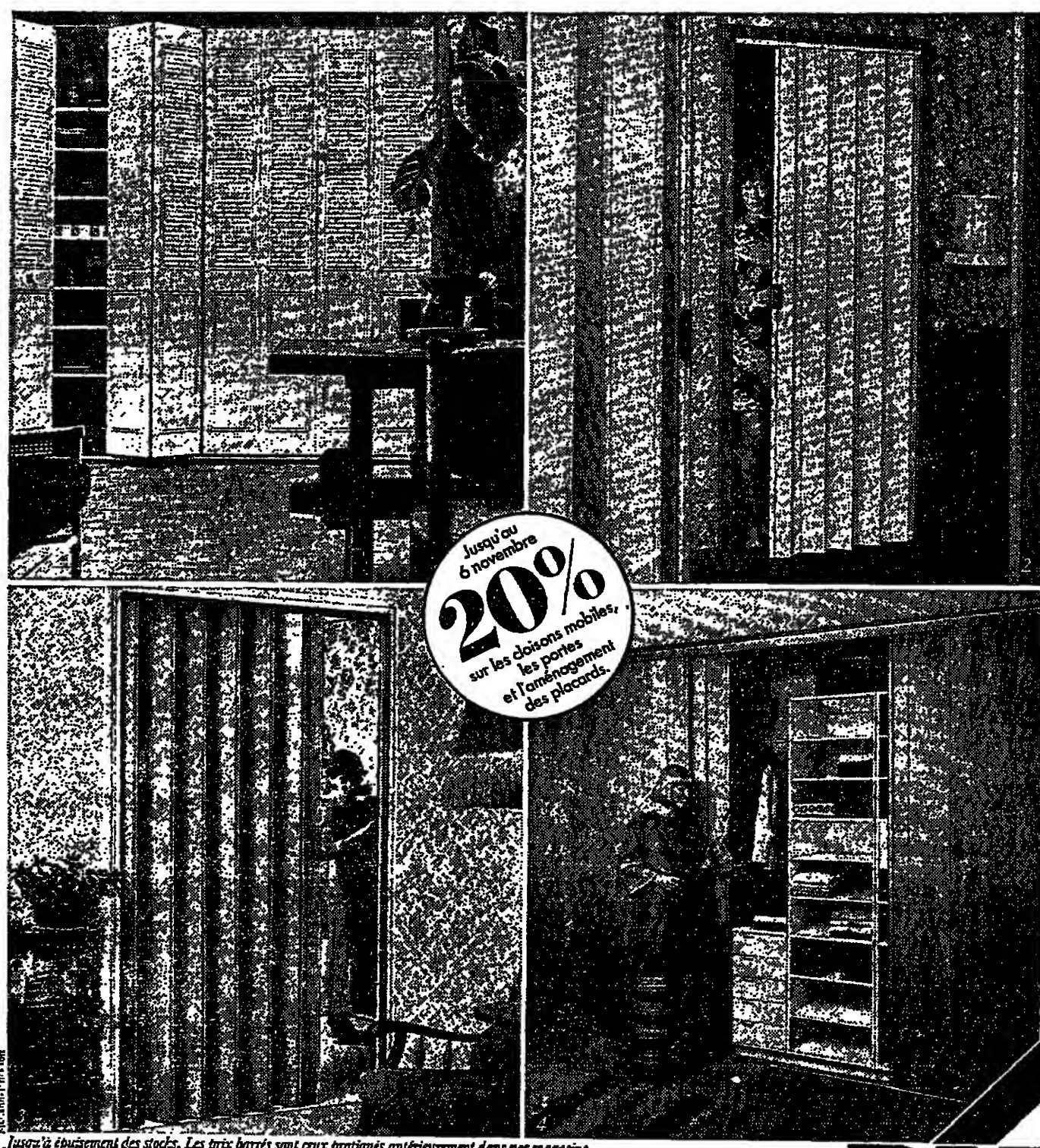
Les dirigeants de *The Observer* avaient, l'année dernière, engagé avec *The Financial Times* des pourparlers qui ne paraissent pas cependant avoir abouti à des résultats concrets. De son côté, *The Times* a fait savoir qu'il n'était pas intéressé à prendre *The Observer* en main. Les dirigeants du *Daily Mirror* ne disent rien. Bien d'autres rumeurs, à propos d'éventuels acquiescements, circulent dans la City de Londres. Une fois de plus, on parle du financier Sir James Goldsmith ainsi que de l'ancien député travailliste Robert Maxwell et de son groupe d'éditions Pergamon. On dit même que certains groupes de presse étrangers s'intéressent à *The Observer*. Tel serait notamment le cas des journaux de Philadelphie, contrôlés par l'ancien ambassadeur américain à Londres, M. Walter Annenberg.

Le problème le plus difficile toutefois sera d'harmoniser une prise en charge du vieil hebdomadaire avec sa structure financière, administrative et rédactionnelle extrêmement complexe. Le journal est, en effet, aux mains de deux « fondations ». La première est responsable de la gestion et la seconde de l'indépendance de la rédaction. Reste à savoir si les garanties juridiques qui ont été prises durant une période de prospérité seront assez solides aujourd'hui pour maintenir le caractère du journal, alors qu'il est soumis à des pressions économiques et financières de plus en plus contraignantes.

JEAN WEITZ

Dans les 8 BHV.

Découvrez comment tirer parti de votre espace,
comment multiplier vos rangements et les intégrer à votre décor.
BHV, le grand spécialiste de votre maison, met son expérience
à votre service et vous offre 20% sur les cloisons mobiles,
les portes et l'aménagement de vos placards.



Jusqu'à
6 novembre
20%
sur les cloisons mobiles,
les portes
et l'aménagement
des placards.

Jusqu'à épuisement des stocks. Les prix barrés sont ceux pratiqués antérieurement dans nos magasins.

Pour être sûr de bien choisir.

LES 8 BHV : RIVOLI • PARLY 2 • MONTLHERY • GARGES • FLANDRE • BELLE EPINE • ROSNY 2 • CRETEIL

BHV

BAZAR DE L'HOTEL DE VILLE

(Publicité)
BARRÉS OU PAS BARRÉS
votre avenir est assuré si vous
préparez chez vous, vite, à peu de
coût, les
EXAMENS COMPTABLES
OFFICIELS
Demandez guide gratuit n° 888
ECOLE PREPARATOIRE
D'ADMINISTRATION
Ecole privée fondée en 1873,
soumise au contrôle
pédagogique de l'Etat.
4, rue des Petits-Champs,
75009 PARIS - CEDEX 02.

ROBERT & RENÉ
13, Rue du Fbg du Temple
PARIS (104) 14 REPUBLIQUE
Une boucherie
«Grande Surface»
au service des consommateurs
PRIX DISCOUNT

سكنا من الامل

UNESCO

A LA CONFÉRENCE GÉNÉRALE DE NAIROBI

Le projet de déclaration sur l'information a peu de chances d'être adopté

La conférence générale de l'UNESCO, réunie à Nairobi, a décidé, le lundi 1^{er} novembre, par 104 voix pour et 3 abstentions, d'admettre la République populaire d'Angola au sein de l'Organisation, qui regroupe désormais cent quarante et un États. La délégation chinoise a refusé de participer au vote. La conférence

générale a d'autre part désigné M. Boissier-Palun (Bénin) comme président du groupe de rédaction et de négociation, prévu pour préparer un « consensus » sur les questions controversées et approuvé par 98 voix pour et 9 abstentions les méthodes de travail proposées pour ce groupe.

De notre correspondant en Afrique orientale

La conférence générale de l'UNESCO, réunie à Nairobi, a décidé, le lundi 1^{er} novembre, par 104 voix pour et 3 abstentions, d'admettre la République populaire d'Angola au sein de l'Organisation, qui regroupe désormais cent quarante et un États. La délégation chinoise a refusé de participer au vote. La conférence générale a d'autre part désigné M. Boissier-Palun (Bénin) comme président du groupe de rédaction et de négociation, prévu pour préparer un « consensus » sur les questions controversées et approuvé par 98 voix pour et 9 abstentions les méthodes de travail proposées pour ce groupe.

non-admission, en 1974, de l'Etat d'Israël au sein du groupe régional européen de l'Organisation internationale.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

LA PRUDENCE FRANÇAISE

(De notre correspondant en Afrique orientale)

Nairobi. — Prudence, tel semble être le mot d'ordre français à la dix-neuvième session de l'UNESCO. Dans le discours qu'il a prononcé lundi 1^{er} novembre, M. René Haby a déclaré que, dans le domaine controversé de l'information, « un certain équilibre des moyens dont disposent nos différentes nations apparaît souhaitable » et que la France « estime que l'UNESCO a un rôle essentiel à jouer à cet égard ».

Mais le ministre français de l'éducation a aussitôt poursuivi : « Bien entendu, nous ne saurions accepter l'idée que ce rééquilibrage puisse favoriser la création de systèmes d'information autoritaires limitant la libre circulation des messages à travers le monde ». Le gouvernement français, a-t-il ajouté, appuie « tous les efforts » pour étendre cette liberté fondamentale.

Il a cependant précisé : « Encore faut-il qu'en aucun cas le pouvoir collectif d'information puisse faire obstacle au droit individuel de s'informer ».

M. Haby faisait ainsi allusion au projet de déclaration préparé par des experts des pays socialistes et du tiers-monde que la délégation française, croit-on savoir, aurait refusé de soutenir même en commission. Sans jamais mentionner le projet, le ministre français a mis en garde contre le recours à « des solutions caractérisées par la rétention, le cloisonnement, l'absence volontaire d'objectivité de l'information à l'intérieur d'un pays ou d'un ensemble de pays ».

M. Haby a relancé l'idée que la contribution de l'UNESCO devrait viser avant tout à faciliter la constitution de centres de recherches scientifiques et techniques indépendants permettant des développements selon des voies qui leur sont propres. Cette idée, a-t-il dit, correspond au « désir croissant » d'un grand nombre de pays de « mieux équilibrer les échanges scientifiques et technologiques » tout en s'opposant « à la notion de transferts à sens unique et surtout de transferts globaux opérés en quelque sorte mécaniquement ». — J.-C. P.

DÉFENSE

M. BOURGES
EN VISITE OFFICIELLE
EN ARABIE SAOUDITE

Le ministre de la défense, M. Yvon Bourges, est en visite officielle jusqu'au samedi 6 novembre, en Arabie Saoudite, sur l'invitation de son homologue saoudien, le prince sultan Ben Abdul Aziz. Le ministre saoudien de la défense avait été reçu officiellement en France en novembre 1975.

A l'époque, cette visite avait permis la conclusion d'accords entre les deux pays sur la formation du personnel militaire et le service après-vente des matériels français vendus à l'Arabie Saoudite. Parmi ces matériels, on compte des hélicoptères Alouette III, une quarantaine de Mirage III, et un système complet de missiles de défense aérienne à basse altitude.

A la veille de la visite du ministre français de la défense à Riyad, on continue d'évoquer dans les milieux spécialisés le projet d'un accord de coopération industrielle arabe d'armements, la France fournissant principalement l'équipement et le personnel d'entraînement, tandis que l'Arabie Saoudite en assurerait une grande partie du financement. Les industriels français concernés, notamment ceux de l'aéronautique, hésitent à participer au financement de l'opération et souhaitent obtenir de l'Etat des garanties ou un appui. La visite de M. Bourges à Riyad a donc un intérêt tout particulier, d'autant qu'elle précède de quelques semaines un voyage officiel que le ministre français de la défense devrait faire en Egypte après le séjour à la mi-octobre au Caire de M. Jean-Louis Laroque, délégué ministériel pour l'armement.

LES PAYS DE L'U.E.O. VONT ÉTUDIER LA SITUATION DES INDUSTRIES D'ARMEMENTS

Le conseil des ministres de l'Union de l'Europe occidentale (U.E.O.) a décidé de charger le comité permanent des armements d'étudier la situation de l'industrie d'armements dans les sept États membres (les six pays fondateurs du Marché commun, plus la Grande-Bretagne). Le comité permanent des armements se préoccupera aussi de rassembler des données économiques et des statistiques nationales, s'y rapportant. Ultérieurement le comité devra procéder à un inventaire des capacités de l'industrie européenne d'armement par secteurs, ainsi qu'à un inventaire des relations inter-industrielles existant entre pays européens.

Ce travail préliminaire est un premier pas, estime-t-on dans les milieux de l'U.E.O., vers une approche européenne globale du problème de la standardisation et de la production en commun des armements en Europe. Le comité permanent des armements, dont le secrétariat international est installé à Paris, est dirigé par M. Alain Plantey (France).



le dessin pour la gestion
le dessin pour la recherche
le dessin pour les études
le dessin pour l'ingénierie
le dessin pour les prévisions
le dessin pour les statistiques
le dessin pour le contrôle
le dessin pour la synthèse
le dessin pour la production
le dessin pour la modélisation

A partir de 900 F/mois, nous faisons dessiner n'importe quel ordinateur, grand ou petit.

Dans l'entreprise, rien n'échappe au dessin, au schéma. Et rien n'est plus parlant que le bon croquis. 200 fois plus rapide que la main humaine, le dessin automatique Benson multiplie les potentialités de votre ordinateur, si petit soit-il. Et puis nous sommes forcément à côté de chez vous puisque nous sommes français.

benson
CRÉATEUR DE L'INFOGRAPHIE

Benson : 21 les petites Haies - 1, rue J.-Lemoine - 94015 Créteil
Tél. : 899.10.90

M. _____
Société _____
Adresse _____
☐ désire recevoir une documentation sur les machines à dessiner Benson
☐ désire rencontrer un Ingénieur Commercial Benson
M 2/11

RELIGION

PAUL VI
REFUSE LA DÉMISSION
DU CARDINAL WYSZYŃSKI

Rome (Reuters). — Paul VI a refusé la démission que lui avait présentée, en raison de son âge, le cardinal Stefan Wyszyński, primate polonais et archevêque de Gniezno et Varsovie.

Le cardinal avait offert sa démission dans une lettre au souverain pontife le 3 août, après avoir célébré son soixante-quatrième anniversaire.

En revanche, la conférence générale semble s'orienter vers une condamnation du refus américain de verser sa contribution au dernier budget biennal de l'UNESCO. Une résolution dans ce sens circule en ce moment et semble assurée d'obtenir le nombre de signatures nécessaires pour être adoptée en séance plénière. Ses partisans soulignent que c'est la première fois qu'un pays refuse de verser sa contribution pour des raisons politiques. C'est le Congrès américain qui en avait pris l'initiative pour protester contre la

S'ILS NE PEUVENT RIEN POUR VOS CHEVEUX ILS VOUS LE DIRONT AUSSI

L'EXPERIENCE

Les spécialistes EUROCAP du traitement capillaire ont combiné et traité des milliers de cas de cheveux au cours de leur carrière. Ils savent ce qu'il faut pour un cheveu sain et un cheveu heureux.

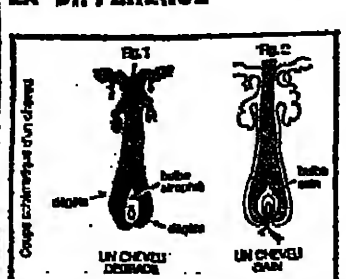
DES SYMPTOMES

Si vous avez des pellicules, des démangeaisons, un cuir cheveu hyper sensible ou tendu, des cheveux secs ou très gras, ce sont là des manifestations d'auto-défense du système capillaire. Mais ce sont toujours des signes certains d'une carence en minéraux.

DES SOLUTIONS

Pour avoir une belle chevelure, les cheveux doivent être en bonne santé. La cosmétologie moderne se préoccupe de cette notion capitale. Elle a mis au point des produits hygiéniques traitant le cuir cheveu et favorisant ainsi la croissance naturelle du cheveu.

LA DIFFERENCE



L'AVIS D'UN SPECIALISTE

Rien ne peut expliquer le succès des méthodes de l'INSTITUT CAPILLAIRE EUROCAP, sinon leur sérieux et leur efficacité. Pour un bon résultat, il faut prendre rendez-vous par téléphone ou écrire. Un spécialiste vous conseillera et vous informera sur l'état de vos cheveux, sur les pos-



sibilités d'amélioration, ainsi que sur la durée et le coût du traitement. Ensuite, des traitements sont préparés pour les clients habitant en banlieue ou en province. L'INSTITUT CAPILLAIRE EUROCAP est ouvert sans interruption du lundi au vendredi, de 11 h. à 20 h., et le samedi, de 10 h. à 17 h.

EUROCAP
INSTITUTS CAPILLAIRES
4, rue de Castiglione
Paris (1^{er}) - Tél. 260-38-84
LILLE : 18, rue Faidherbe, Tél. : 31-24-19
BORDEAUX : 34, place Gambetta, Tél. : 48-09-04
TOULOUSE : 47, rue de la Pomme, Tél. : 23-28-84.

Oubliez l'inflation, la déflation et la stagflation.

Canaries : 8 jours demi-pension, 1380 F.
Maroc : 8 jours demi-pension, 1440 F.
Sénégal : 8 jours chambre et petit déjeuner, à partir de 1990 F.
Mexique : 8 jours chambre et petit déjeuner, 2990 F.
Antilles : 8 jours chambre et petit déjeuner, à partir de 3000 F.
Bangkok : 9 jours chambre et petit déjeuner, 3100 F.
Bali : 10 jours chambre et petit déjeuner, 4380 F.

Jet tours
AIR FRANCE

Demandez les catalogues Jet Tours à votre Agent de voyages ou dans les agences Air France.

D.E.C.S.

Formation accélérée
au Diplôme d'Études
Comptables Supérieures.

Etudiants ou contrats
de formation permanente.

ITAC - 8, rue Saint-Augustin,
75002 PARIS - T. 742-66-24
(enseignement privé).

PARLER ANGLAIS

LABORATOIRE DES GRANDS BOULEVARDS

Horaires individualisés
Cours audiovisuels en groupe
C.E.P.P. - 9, boul. Bonne-Nouvelle
75002 PARIS - T. 233-67-69

ESPAGNOL - ALLEMAND

ÉDUCATION

L'Association des étudiants en médecine se prononce contre la « présélection »

De notre correspondant

Toulouse. — Les délégués de l'Association nationale des étudiants en médecine de France (A.N.E.M.F.) ont tenu leur congrès à Toulouse du 30 octobre au 1^{er} novembre.

Après avoir rappelé son attachement à la revalorisation de la médecine générale, l'A.N.E.M.F. (qui groupe 60 % des étudiants en médecine) a demandé, dès l'ouverture de son congrès, « une formation médicale de qualité tant à la faculté qu'à l'hôpital, où l'étudiant doit pouvoir prendre de réelles responsabilités ».

Les délégués se sont prononcés contre « toute présélection ». Pour l'A.N.E.M.F., il serait souhaitable que soient créés des « collèges » d'enseignement supérieur qui grouperaient l'ensemble des étudiants des lycées et la première année d'université. Un seul redoublement serait autorisé. A la fin de la deuxième année, « les étudiants auraient le choix entre diverses orientations » et, si les résultats obtenus dans telle ou telle matière n'étaient pas satisfaisants, ils auraient la possibilité de s'orienter vers une autre filière médicale.

Ce système présenterait l'avantage, selon l'A.N.E.M.F., d'éviter les échecs qui, au terme de la première année de médecine, découragent de nombreux étudiants.

Toutes les « corps » présentes au congrès de Toulouse ont demandé la revalorisation des examens cliniques par l'exercice du diagnostic, du pronostic, et même de la thérapeutique, afin de développer la responsabilité de l'étudiant.

L'A.N.E.M.F. a, de plus, protesté, dans la motion finale du congrès, contre l'organisation des certificats d'études spécialisées, « caractérisée de plus en plus par des sélections imprévisibles, localisées, par le favoritisme et par l'argent ».

Les « corps » ont, en revanche, manifesté leur satisfaction, après les démarches faites par les doyens auprès de Mme Veil, ministre de la Santé, pour soutenir les revendications des étudiants de deuxième cycle concernant leur statut et se prononçant pour la médecine libérale. Elles ont apporté leur soutien aux médecins que « des crises de Sécurité sociale menacent de déconventionner ».

G. C.

JEUNESSE

LE CONGRÈS DE LA FÉDÉRATION UNIE DES AUBERGES DE JEUNESSE

Un retour au militantisme ?

De notre correspondant régional

Lyon. — Les deux cents congressistes venus à Lyon d'une cinquantaine de départements pour l'assemblée générale de la Fédération unie des auberges de jeunesse (F.U.A.J.), du 30 octobre au 1^{er} novembre, ne se sont pas séparés avec le sentiment d'avoir définitivement mis leur organisation à l'abri des difficultés. S'ils peuvent s'estimer satisfaits d'avoir sorti celle-ci de l'ornière, les délégués des associations départementales des Auberges de jeunesse (A.D.A.J.), ne peuvent oublier que le chemin sur lequel ils souhaitent conduire désormais leur association reste semé d'embûches.

Sans doute, pour la majorité, l'essentiel est que la F.U.A.J. ait préservé son unité. Au sommet de la fédération on en veut pour preuve l'adoption à l'unanimité d'un manifeste fixant notamment des orientations pour une meilleure adaptation des auberges.

Le consensus réalisé autour des objectifs ne doit pas masquer cependant les réserves de certains délégués. Le rapport moral présenté par l'équipe sortante n'a été adopté que par 772 voix contre 715, et le rapport financier qui fait apparaître un déficit de 800 000 francs — sur un chiffre d'affaires de 90 millions de francs — a suscité de nombreux votes hostiles et des abstentions.

En fait, la crise est plus morale que financière. Le manifeste pose à ces propos des questions essentielles : « Quelle place les auberges de jeunesse peuvent-elles tenir dans la jeunesse ? La fédération a-t-elle été capable de traduire ses principes et ses moyens d'action en termes accessibles aux jeunes d'aujourd'hui ? »

« Ce serait une erreur de se présenter comme une institution, comme un service public, comme

un club de voyage ordinaire, indique le manifeste adopté. L'analyse qui y est faite des causes de la crise n'est pas exempte de critiques. Le développement technique et administratif de la F.U.A.J., lié à l'augmentation du nombre des auberges (cent quatre-vingt-cinq aujourd'hui en France) a entraîné, il est dit, « un accroissement du nombre des permanents, ce qui provoque un déséquilibre entre le potentiel affaibli des militants bénévoles et celui des permanents ».

Comment changer alors l'image de marque de la F.U.A.J. ? En réclamant « des conditions propres au développement d'un mouvement de militants » et en redonnant « de la vitalité aux structures locales et départementales afin qu'elles jouent pleinement leur rôle d'animation ». Pour l'assemblée générale a décidé, en particulier, d'abaisser de 50 % le prix de la carte d'adhérent (de 40 francs elle passe à 20 francs, et même à 10 francs pour les moins de dix-huit ans). En décidant de relancer par une campagne active les adhésions, dont le nombre avait tendance à diminuer depuis deux ans, la F.U.A.J. espère accroître peu à peu son volant de militants bénévoles. Elle songe aussi, sans remettre en cause la politique des équipements à grande capacité, à développer davantage les auberges dites du « réseau vert » et « promouvoir une politique d'installations techniques, certes, mais plus simplement aménagées ». Enfin, sans revenir sur son « non-engagement politique », et tout en respectant toutes les convictions, la F.U.A.J. entend plus « se réouvrir au silence », en particulier sur ce qui entoure la fédération et sur ce qui concerne la jeunesse. — B. R.

AÉRONAUTIQUE

CONCORDE EFFECTUE UNE TOURNÉE EN EXTRÊME-ORIENT

Concorde effectue une tournée de démonstration de 50 000 kilomètres en Extrême-Orient du mardi 2 au jeudi 11 novembre. Elle sera pilotée par le capitaine Jean-Pierre Lallemand. Ce 2 novembre, l'appareil relie Paris à Manille en faisant escale à Bahrein et à Singapour. Il se rendra ensuite à Hongkong et à Séoul, où il sera présenté aux compagnies aériennes Cathay Pacific, Garuda et Korean Airlines. Le vol de retour s'effectuera de Séoul vers Londres, via Singapour et Bahrein.

SOCIÉTÉ

LES FÉMINISTES ITALIENNES LANCENT UNE CAMPAGNE CONTRE « LA VIOLENCE SEXUELLE »

(De notre correspondant.)

Rome. — Une jeune Italienne de seize ans, Cristina Simeoni, a réuni plusieurs jours l'attention des journaux, des radios et des deux chaînes de télévision. Le viol dont elle avait été victime l'été dernier à Vérone ne présentait pourtant aucun caractère particulier : les violences ont été commises dans la péninsule depuis quelque temps — du moins en parle-t-on davantage sous la pression des mouvements féministes qui ont déclaré la guerre aux stuprateurs, comme d'ailleurs aux « maris violents ». Mais la jeune Véronaise a fait sensation en réclamant un procès public.

« Physiquement agressée par deux hommes, expliquait-elle, j'ai été ensuite moralement violée par les enquêteurs. » Les enquêteurs semblent bien s'être acharnés à voir en la victime une partenaire consentante comme en témoigne l'interrogatoire qu'elle a subi. La jeune fille était-elle vraiment vierge avant cette partie de plaisir ? Comment se tenait-elle exactement ? Et quelles furent ses sensations ? Avec une sérénité remarquable, Cristina Simeoni s'était expliquée devant des millions de téléspectateurs après avoir obtenu que la presse soit présente au procès.

Une peine exemplaire de quatre années et demi de prison a été infligée aux deux accusés, et Cristina Simeoni obtiendra sans doute la « lire » (0,6 centime) de dommages qu'elle réclamait. Mais le procès de Vérone aura surtout été celui d'une justice terriblement masculine.

Cette campagne a commencé, en fait, il y a quelques jours avec la création à Rome d'un Centre contre la violence sur la femme, qui tient une permanence une fois par semaine.

ROBERT SOLÉ.

Le MLAC deux ans après

Près de deux ans après le vote de la « loi Veil » libéralisant l'avortement, le MLAC (1) est-il « mortibond » ? C'est en tout cas le sentiment exprimé par un de ses anciens secrétaires généraux, Mme Geneviève Prost, au cours d'une assemblée générale qui a réuni à Paris, dimanche 31 octobre et lundi 1^{er} novembre, quelque quatre-vingts militantes des « groupes femmes », tendance « lutte de classes » (2), qui ont tenté d'examiner les raisons de cette débandade.

Lancé en avril 1972 au moment où commencent à se multiplier les actions de guérilla contre la législation sur l'avortement, le MLAC réunissait bientôt, dans près de quatre cents comités, plusieurs milliers de militantes et de militantes venues d'horizons divers : Mouvement français pour le planning familial, Groupe information santé, Mouvement de libération de la femme, syndicats, organisations révolutionnaires, partis politiques, etc.

La fragile cohésion à laquelle on était parvenu ne dura que l'espace de quelques mois, très exactement jusqu'au 17 janvier 1975, date de l'approbation par le Parlement de la loi libéralisant l'avortement. Ce fut ensuite le reflux, beaucoup estimant avoir obtenu, à peu de choses près, gain de cause.

Ne restent guère aujourd'hui, dans un MLAC amputé de la plupart de ses composantes, que des « révolutionnaires » d'accord au moins sur un point : la « loi Veil » est une loi « bourgeoise », une fausse fenêtre qui dissimule des scandales quotidiens. Celui du coût des interruptions de grossesse : 600 F minimum, affirmant ces militantes, non remboursées par la Sécurité sociale, souvenant même d'avantage lorsque l'intervention, faite de place dans les hôpitaux, est pratiquée dans une clinique privée.

Au sous-équipement hospitalier, à la rareté des centres d'orthogénie, s'ajoute la mauvaise volonté évidente de certains médecins retranchés derrière la clause de conscience — ce qui est leur droit — et celle de patrons tout-puissants qui cherchent à imposer leurs vues à leurs collaborateurs — ce qui est un détournement de la loi. Lorsque le 22 mai dernier, certains membres du MLAC,

proposent, au cours d'une assemblée, la dissolution du mouvement, les « groupes femmes », tendance « lutte de classes », s'y opposent fermement. Ce sont ces militantes qui constituent, le 6 juin, un « collectif provisoire parisien » qui assure depuis lors, deux fois par semaine, une permanence au siège du mouvement. Trois cent cinquante femmes désignent interrompt leur grossesse et sont déjà venues demander conseil. La preuve, souligne le MLAC, de notre utilité.

Le débat qui a opposé, au cours de ce week-end de Toulouse, les représentantes de quelque trente-six groupes parisiens et provinciaux était le suivant : faut-il « geler » provisoirement le MLAC, en prenant contact, pour le faire « repartir », avec les organisations syndicales et politiques au sommet ? Faut-il, au contraire, maintenir en vie le mouvement et s'efforcer d'élargir sa base sociale en faisant appel à la base aux militantes de ces organisations ?

Ce sont les tenants de la seconde thèse qui l'ont emporté. Un « collectif » a été désigné, remplaçant les trois anciens secrétaires généraux démissionnaires. Une plate-forme a été votée qui réclame une réelle liberté de l'avortement et le droit de contrôle des femmes sur leur santé.

BERTRAND LE GENDRE.

(1) Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception. 34, rue Vieille-du-Temple, 75004 Paris, tél. 276-10-38.

(2) Cette tendance réunit en particulier les militantes de la Ligue communiste révolutionnaire (lucriste) et de l'association communiste Révolution.

● Le mouvement Aide à toute détresse-Science et service organise les trois premiers mardis de chaque mois (à 20 h. 30), 7, rue des Grands-Degrés, Paris (5^e), des « dialogues avec le quart-monde. Le programme pour le mois de novembre est le suivant :

— 9 novembre : la famille et le juge des enfants, avec M. Molino.

— 18 novembre : discussion et mise au point d'un manifeste des familles du quart-monde.

* A.T.D. Renforcements : 33, rue Bergère, 75008 Paris. Tél. 248-61-55.

le dictionnaire
toutes
disciplines
à partir de la 6^e

pluri dictionnaire

Le PLURIDICIONNAIRE, un ouvrage vraiment marquant : l'univers scolaire s'élargissant de plus en plus vers les réalités du monde adulte, c'est le premier dictionnaire qui recouvre non seulement les programmes officiels d'enseignement mais aussi tous les autres domaines auxquels les élèves s'intéressent hors de la classe.



un dictionnaire
Larousse

● un dictionnaire de langue : il donne la prononciation, l'étymologie, les sens de chaque mot, les synonymes et les contraires, des exemples tirés de la langue écrite ou parlée, ainsi que les conjugaisons et les règles grammaticales.

● un dictionnaire des connaissances : dans le prolongement des disciplines enseignées en classe, il englobe l'ensemble des données auxquelles les jeunes d'aujourd'hui sont confrontés : vie économique, politique et sociale, sciences humaines, philosophie, psychanalyse, beaux-arts...

● un dictionnaire pédagogique : il est fondé sur les orientations des programmes pédagogiques actuels pour chaque discipline (histoire, géographie, littérature, mathématiques modernes, sciences naturelles, information, sexologie, technologie...). Il est facile à utiliser : définitions aussi simples que possible, système de renvois qui aident à élargir le champ des connaissances, tant dans le domaine du vocabulaire que dans celui de l'information ; il est conçu pour l'animation de la classe (exposés, enquêtes individuelles ou par petits groupes, travail indépendant...), l'illustration apporte un complément de documentation : schémas, cartes, reproductions d'art...

1 volume (17,5 x 25 cm), plus de 1500 pages dont 64 hors texte en couleurs, 121 dessins, 191 cartes. CHEZ TOUS LES LIBRAIRES

SUD EXPANSION

EN BANLIEUE SUD,

4900 m² de bureaux disponibles immédiatement.

Si deux sociétés de renommée nationale viennent de choisir SUD-EXPANSION, ce n'est pas par hasard !

SUD-EXPANSION, des bureaux conçus pour permettre une exploitation économique.

RENSEIGNEMENTS : SOVIC
173, RUE DE LA CROIX NIVERT 75015 PARIS
TÉL. 533.80.90



سوكا قات الامال

SPORTS

CYCLISME

Les Six Jours de Grenoble à guichets fermés

Grenoble. — Il y a deux publics pour les Six Jours de Grenoble. Celui du snack-bar et celui du restaurant gastronomique. Celui qui hurle dans les gradins pendant les séries de sprint et celui qui déguste le foie gras à la pelouse. En ajoutant le menu à l'affiche, en associant aux grands noms du cyclisme les grandes spécialités culinaires — ce qui est relativement nouveau dans le domaine du sport-spectacle, — les organisateurs dauphinois ont assuré le succès d'une manifestation unique en France. On a joué à guichets fermés durant la fin de semaine, ce qui veut dire qu'on a enregistré chaque soir près de dix mille entrées et qu'on a battu les records de recettes.

Certes, nous n'avons pas retrouvé à Grenoble l'ambiance familiale du vieux Vel d'Hiv de Paris, et d'ailleurs les Six Jours cyclistes ne sont plus ce qu'ils étaient. Ils ont fait place à six jours de cyclisme — nuance, — avec des chasses à heures fixes, de longues neutralisations, des classements quotidiens et des intermédiaires qui vont de l'élimination à la course de primes. Les spectateurs du samedi soir ont même été gratifiés hors programme d'une revanche du championnat du monde de poursuite entre Moser et Schuiten, qui s'est terminée cette fois par la victoire du champion néerlandais.

Les nostalgiques de la formule classique regrettent l'époque, désormais révolue, où les Six Jours consistaient de fantastiques épreuves d'endurance, mais les promoteurs grenoblois font remarquer non sans raison que tout évolue et qu'il faut vivre avec son temps. Il est impossible aujourd'hui de présenter de grandes équipes d'américaine en faisant appel

De notre envoyé spécial

à des coureurs français : le cyclisme sur piste en France a sombré en 1959 lorsqu'on a détruit le Palais des sports du boulevard de Grenelle.

De même qu'il existe deux publics, il y a sur piste deux catégories de coureurs : les spécialistes tels que Sercu, Pijnen ou Haritz, auxquels on associe pour la circonstance des routiers chevronnés comme Gimondi, Moser ou Thévenet, et les néophytes, de jeunes professionnels pour la plupart, qui fréquentent l'école du vélodrome afin d'améliorer leur bagage technique. La pratique du cyclisme en vase clos permet de développer des qualités essentielles : la souplesse, l'adresse, la vélocité notamment. A cet effet, la démolition des pistes couvertes à Paris et à Saint-Etienne a constitué des erreurs sans doute irréparables. Les dernières générations de coureurs français ont été privées de cet outil indispensable. Il faut noter qu'elles n'ont produit aucun sprinter et que les Français n'ont pas gagné une seule classique depuis dix ans. On

peut penser que, si Poulidor avait disposé d'un vélodrome d'hiver pour cultiver la pointe de vitesse qui lui a tellement fait défaut, il totaliserait moins de places de deuxième et davantage de victoires.

Hinaut et Vallet, les benjamins de la corporation, ont la chance de pouvoir utiliser ce précieux instrument de travail. Ils se sont imposés le difficile apprentissage de la piste et des Six Jours, un exercice d'autant plus délicat qu'ils ne possèdent ni le style ni la position adéquats, et que la hantise de la chute paralyse leur effort. Mais ils préparent méthodiquement leur avenir de routiers.

La piste est pour eux un moyen, et non un but. Ils n'y feront pas carrière... à l'image d'un Cluzaud ou d'un Aubey, qui forment actuellement la meilleure équipe française, la seule capable de donner la réplique aux meilleurs étrangers — on l'a constaté à Grenoble — et qui seront pourtant chômeurs dans quelques semaines, après avoir participé à trois autres courses de Six Jours en Allemagne.

JACQUES AUGENDRE.

LA BOURSE AUX ARMES DE NEUCHÂTEL

On est prié de déposer son Luger à la frontière

Besançon. — «D'où venez-vous ?» — «De Neuchâtel.» — «Ouvrez votre coffre.»

Depuis la dernière semaine d'octobre, les douaniers français sont sur le qui-vive entre Chambéry et Mulhouse. La traditionnelle bourse aux armes vient de se tenir à Neuchâtel (Suisse). Carrefour des collectionneurs, des marchands d'armes anciennes ou modernes, cette bourse attire aussi un public de néophytes qui voient là l'occasion de se procurer le P-38 ou le Python qui, semble-t-il, remplace de plus en plus la boîte de pastilles contre la toux dans le tiroir de la table de nuit des citoyens réputés paisibles.

Sociologues, psychologues, psychanalystes et psychiatres débattent sans doute des raisons qui poussent tant d'hommes, apparemment tranquilles, à se harder de pétoires plus ou moins historiques et d'armes de la dernière guerre, portant le plus souvent la marque

De notre correspondant

du III^e Reich. Le fait est que les collectionneurs sont plus nombreux chaque année et qu'ils sont de plus en plus jeunes. Il n'est pas rare de rencontrer dans le grand escalier de pierre du Musée d'art et technique de Neuchâtel, transformé pour un temps en arsenal international (Suisse, Anglais, Espagnols, Allemands, Italiens et Français exposent à la vente à la Bourse aux armes), un gamin de nuit ou dix ans emportant le fusil qui vient de lui acheter son père.

En Suisse, il est vrai, seul l'achat d'une arme de poing, pour laquelle des munitions existent sur le marché, est soumis à une formalité fort simplifiée et qui se résume à l'acquisition d'une taxe de 5 francs suisses, en contrepartie de laquelle le citoyen helvétique se fait délivrer, s'il n'est ni allié, ni buveur reconnu, ni repris de justice, un permis en bonne et due forme. Pour les armes d'épaule ou les armes de poing dites de collection, il n'est pas exigé de permis.

En Suisse, les étrangers vivant hors des frontières de la Confédération peuvent tout aussi libre-

ment acheter de telles armes. En revanche, les fonctionnaires de la police cantonale sont là pour leur rappeler que l'exportation des armes de poing utilisables n'est pas aussi libre qu'on le croit, et qu'il n'est pas toléré de glisser un colt dans une valise ou sous un siège de voiture.

Le Français est ainsi tenu de déposer son Luger aux frontières. On le lui expédiera par la poste, ce qui facilitera évidemment le travail des autorités, de part et d'autre de la frontière. Cette complaisance à l'égard de l'administration française n'est pas courante de la part d'un pays qui défend en général plus farouchement le principe de sa neutralité commerciale. Mais il est de fait que l'an passé les amateurs français, soucieux de s'épargner des formalités longues et hasardeuses, ont eu la surprise de recevoir à leur domicile la visite de policiers ou de gendarmes qui avaient l'air d'en savoir long sur la nature des achats discrets effectués à Neuchâtel.

L'importation d'armes en France est plus sévèrement réglementée que la détention d'armes similaires achetées dans les limites de l'Hexagone. Classées en huit catégories par la réglementation, les armes sont toutes considérées au regard de l'importation comme armes de guerre, du char de combat au banal fusil de chasse, en passant par le pistolet de salon et la canne plombée. Préalablement, pour toute importation, une demande en dix exemplaires doit être adressée au ministère de la défense, qui, après avis du ministère de l'intérieur et du ministère des affaires étrangères, donne ou refuse l'autorisation d'importer.

Sourire pour un pistolet

Les fusils et pistolets de guerre postérieurs à 1870 doivent être dématérialisés, c'est-à-dire rendus inutilisables par quelque soudure *ad hoc*, pour être considérés comme armes de collection et bénéficier d'un traitement plus favorable. A supposer que l'importateur ait passé avec succès son examen, il lui faut encore se soumettre aux formalités intérieures pour obtenir une autorisation de détention (différente, on le sait, du permis de port d'armes), qui n'est accordée que sous certaines conditions et pour certaines catégories d'armes.

Beaucoup d'amateurs sont enclins à se dispenser de telles entraves et préfèrent se présenter au poste frontière avec un sourire angélique après avoir glissé leur Smith et Wesson dans un tas de chiffons gras. Les douaniers en sont blasés. «Un automobiliste sur deux revient de Neuchâtel avec des armes.»

Quand le fraudeur est démasqué, l'arme est bien entendu confiscuée et la machine douanière se met en branle : saisie du véhicule et à la recherche d'armes égales, pour certaines, au prix d'un wagon ou de l'avion emprunté par le contrebandier, sans oublier la suspicion qui s'applique à un éventuel traficant. Il ne semble pas pourtant que cette année la Bourse aux armes de Neuchâtel ait été l'occasion de grosses prises : les vrais trafiquants ne se font pas enlever aux fonctionnaires des douanes ou de la police des frontières. Mais il est vrai que, sans être des trafiquants aux intentions coupables, les amateurs qui reviennent de Neuchâtel ou de Munich où une vente aux enchères d'armes de toutes époques et de souvenirs du III^e Reich vient de se tenir, pourraient se trouver en possession d'objets fort rares et pourtant fort coûteux : la plus belle pièce exposée à Neuchâtel, un pistolet à rouet (la première arme de poing à silex), à deux coups, millésimée 1604, était affichée à 90 000 francs suisses, alors que le bâton de l'avant-dernier maréchal nommé par Hitler était estimé à 50 000 deutschemarks.

Les petites bourses n'ont cependant pas été publiées puisque la balayette contemporaine helvétique était cotée 20 francs suisses et que l'amoureux des westerns pouvait se procurer une reproduction, en parfait état de marche, du Remington à barillet pour 195 francs suisses. Ce jouet, limité d'un modèle fabriqué en 1850, échappe d'ailleurs de ce fait à la réglementation française sur les armes prohibées. Avec de la chance, il n'en est pas moins, à 50 mètres, plus dangereux qu'un 6,35.

CLAUDE FABER.

FOOTBALL

VIOLENTS INCIDENTS ENTRE LE CONGO ET LE CAMEROUN LORS D'UNE RENCONTRE DE COUPE DU MONDE

Brazzaville (Reuter). — Un peloton de l'armée camerounaise a fait irruption dimanche soir 31 octobre sur la pelouse du stade Amadou-Ahidjo, à Yaoundé, et roué de coups plusieurs joueurs et officiels congolais.

L'incident s'est produit au cours du match « retour » opposant les équipes nationales du Cameroun et du Congo pour les éliminatoires de la Coupe du monde de football. Alors que les deux équipes étaient à égalité (2 à 2), à six minutes de la fin du match, l'arbitre sabinien accorda un penalty au Cameroun pour une double faute de la défense congolaise. Le gardien de but de l'équipe du Congo, qui contestait la sanction, projeta l'arbitre à terre puis, aidé par plusieurs joueurs de son équipe, lui porta plusieurs coups de pied à la tête. C'est à ce moment-là que les militaires camerounais sont intervenus avec violence.

Selon Radio-Brazzaville, la bagarre aurait provoqué la mort d'un adjudant-chef de la gendarmerie camerounaise. De plus, quatre blessés seraient dans un état grave. Un semblant de calme revenu, les joueurs du Congo ont quitté le terrain et l'arbitre a donné la victoire au Cameroun.

HIPPISME. — Le prix Maurice Guiois, disputé lundi 1^{er} novembre à Auteuil, et qui servait de support au pari tiercé, a été remporté, après réclamation, par Nivellino (10), entraîné par Penanvern (7) et Gringollet (3). La combinaison gagnante est donc 10, 7 et 3.

BIBLIOGRAPHIE

«LE GUIDE DE LA MONTAGNE ET DE SES A-COTÉS» de Paul Zilberstein

L'histoire vieille de quatre mille ans du ski de tourisme et celle, née avec le siècle, du ski de compétition, le rappel des techniques de l'alpinisme et la liste des petites et grandes randonnées, le problème des secours en montagne, les conseils pour le choix d'une station ou des meilleures tables avec leur gastronomie locale, la conduite automobile sur glace, le caravanning : le Guide de la montagne et de ses a-cotés, l'album illustré de notre confrère Paul Zilberstein traite toutes ces activités en promeneur solitaire, c'est-à-dire du point de vue du «vacancier lambda».

Celui-ci y trouvera une description de la flore s'il a le goût d'aller remplir son herbier et de la faune s'il entreprend de découvrir aux jumelles les aires inaccessibles «où la main de l'homme n'a jamais mis le pied». — O. M.

* Editions de la Courtille, 256 p., 25 F.

décembre 1976 : le dernier volume paraît

la Grande Encyclopédie Larousse

l'encyclopédie des générations montantes

Un nouveau type d'encyclopédie : ce qui fait son originalité absolue, c'est qu'elle est capable, non seulement de rassembler et d'expliquer, mais aussi de coordonner la multitude de faits et d'éléments qui font de notre époque un monde si singulier, et parfois si déconcertant.

Une encyclopédie cohérente : elle couvre tous les horizons (tous les domaines de connaissance, scientifiques ou culturels ; toutes les époques, dans leur relation avec le présent ; tous les pays, et en particulier ce qui concerne la France), avec un remarquable souci d'équilibre et de réponse aux problèmes actuels.

... et mieux qu'à jour : venant de s'achever, elle rend compte des derniers développements intervenus dans tous les domaines significatifs, éclairant ainsi les étapes à venir.

VOUS POUVEZ ENCORE SOUSCRIRE

Les conditions spéciales de souscription restent valables pour un temps limité (le prix actuel est de 3 905 F). En souscrivant très rapidement,

- vous disposez tout de suite de la totalité de l'ouvrage,
- vous bénéficiez encore des facilités de règlement exceptionnelles,
- vous recevez gratuitement l'index dès sa parution.

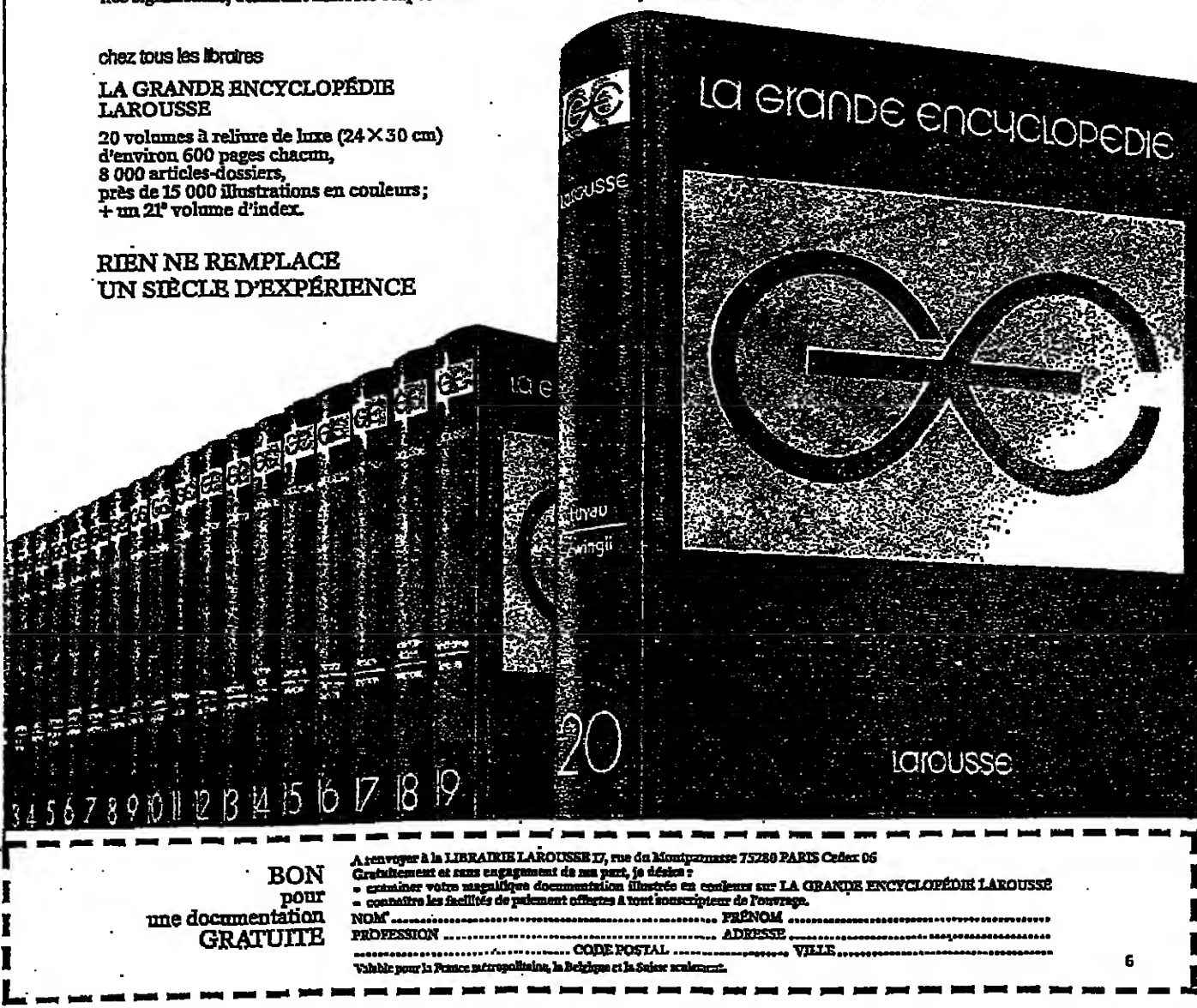
Ce 21^e volume d'index (facturé pour les non-souscripteurs) contient plus de 400 000 références qui permettent de retrouver immédiatement dans l'ouvrage tous les noms et sujets traités dans les articles-dossiers.

chez tous les libraires

LA GRANDE ENCYCLOPÉDIE LAROUSSE

20 volumes à reliure de luxe (24 X 30 cm) d'environ 600 pages chacun, 8 000 articles-dossiers, près de 15 000 illustrations en couleurs ; + un 21^e volume d'index.

RIEN NE REMPLACE UN SIÈCLE D'EXPÉRIENCE



BON pour une documentation GRATUITE

A envoyer à la LAROUSSE 17, rue du Montparnasse 75260 PARIS Cedex 06
Gratuitement et sans engagement de ma part, je désire :
• connaître vos services et documentation disponibles sur la GRANDE ENCYCLOPÉDIE LAROUSSE
• connaître les facilités de paiement offertes à tout souscripteur de l'ouvrage.
NOM PRÉNOM
PROFESSION ADRESSE
VILLAGE
Veuillez pour la France métropolitaine, la Belgique et la Suisse seulement.

Opel Rekord
Essence ou Diesel

BRUNY GARAGES S.A.R.L.
13, rue de la République
BRUNY-ESSONNE
Tél. 022.80.95.

POLICE

LE BUDGET POUR 1977

Consolidation mais austérité

Pour la première fois depuis 1969, les effectifs de la police nationale vont demeurer pratiquement stationnaires au cours de l'année 1977. Après s'être accrues de près de vingt et un mille éléments en sept ans, ils resteront l'an prochain voisins de cent huit mille fonctionnaires. Cette stabilisation donne le ton général du budget de la police nationale qui, pour la première fois depuis plusieurs années, n'augmentera que modérément (+ 7 %) pour atteindre 6,386 milliards de francs. L'amorce de réforme indiciaire — qui doit coûter 280 millions de francs en une année — réduit encore sa progression réelle.

Avec environ 4 milliards et demi, les rémunérations du personnel croîtront de 13,5 %. L'augmentation prévue des traitements et certains rajustements indiciaires, consentis au début d'application à la police, des mesures accordées au personnel militaire, absorberont une bonne part de cet excédent. Les crédits prévus pour la formation des personnels suscitent quelques inquiétudes : ils vont être réduits des deux tiers pour revenir à 1441 000 F. Une telle disposition paraît surprenante alors que le ministère de l'Intérieur affirme rechercher une amélioration de la scolarité du personnel. La durée de formation des inspecteurs — passée cette année de six à huit mois (six mois d'école et deux mois de stage) — doit être portée à onze mois (huit mois d'école et trois mois de stage) ; celle des gardiens de la paix, précédemment de quatre mois et aujourd'hui de six mois (cinq mois d'école et un mois de stage), doit être également revue. La forte réduction des effectifs scolaires permet-elle de réaliser ces objectifs avec des crédits très réduits ?

Pour la mobilité et la rapidité

Le régime des indemnités des personnels sera, selon l'administration, amélioré — mais pour le personnel, la véritable amélioration consisterait précisément à supprimer ces multiples indemnités dont s'entoure le revenu des policiers, en les intégrant dans le traitement de base. Les indemnités de sujétion spéciale de police des gradés et gardiens de la paix de province seront augmentées, ainsi que l'indemnité particulière à la préfecture de police et l'indemnité journalière d'absence temporaire des C.R.S. Si les indemnités aux personnels actifs s'accroissent globalement de plus de 25 % (passant à 948 millions de francs), celles qui sont attribuées aux personnels administratifs — déjà défavorisés sur le plan des traitements par rapport aux autres corps — sont en régression de plus de moitié, notamment pour les fonctionnaires en poste dans des services actifs.

Le budget de matériel et de fonctionnement est qualifié, place

Beauvau, de « budget de consolidation ». Il augmente de 35 millions de francs, soit 6 %. On prétend qu'il permettra de continuer l'effort de modernisation des matériels entrepris au cours des dernières années, l'accent devant être mis en toute priorité sur les équipements susceptibles d'améliorer la mobilité et la rapidité d'intervention des forces de police (véhicules, moyens de transmission). Or, le poste « achat et entretien du matériel de transport » est en diminution, légère certes (-0,7 %), mais qui laisse mal augurer des possibilités d'investissement pour l'année à venir. Le service des transmissions voit lui aussi ses moyens réduits (-1,5 %), tandis que le poste consacré à l'« informatique en temps réel » marque une stagnation (13,7 millions). Les crédits du matériel dans leur ensemble ne progressent que de 4 % (de 184 à 191 millions), soit à un rythme moindre que l'évolution prévue du coût de la vie.

Dans le domaine immobilier, les crédits accordés en 1976 en autorisations de programmes (61 millions de francs) seront simplement reconduits. Ils permettront le lancement de deux opérations importantes : la reconstruction de l'hôtel de police de Lyon et l'installation à Bédoules du centre d'application des polices urbaines de la région parisienne actuellement implanté à Vincennes. Les travaux d'entretien et d'aménagement (25,5 millions) verront leur budget diminuer de 3,5 %. L'effort de modernisation des commissariats et locaux de police va donc s'en trouver sensiblement ralenti.

Au total, le budget de la police apparaît comme un budget d'austérité au regard des « années fastes » qui ont suivi les événements de mai 1968. La conjoncture économique justifie certes, là comme ailleurs, quelques sacrifices. Il serait toutefois inquiétant que ces restrictions marquent un retour à la politique de désintérêt pour la police, qui prévalait dans les années 60 et qui devrait entraîner la dégradation du service public qu'on déplore aujourd'hui.

JAMES SARAZIN.

JUSTICE

Le cambriolage de la Société générale de Nice

L'un des auteurs présumés du vol se présente à la police

De notre correspondant

Nice. — Dominique Foggi, cinquante ans, soupçonné d'avoir participé en juillet dernier au cambriolage de la Société générale de Nice, et que la police recherchait depuis la semaine dernière, s'est présenté spontanément, dans l'après-midi du lundi 1^{er} novembre, au commissariat d'Antibes (Alpes-Maritimes). Les enquêteurs voient en lui le chef de l'équipe des « égoïstes » qui se sont introduits dans la salle des coffres de la banque après avoir creusé une galerie souterraine de 8 mètres de long. « Je ne suis pour rien dans cette

affaire, et je viens me justifier », a simplement déclaré Dominique Foggi, avant d'être transféré à Nice et placé en garde à vue.

Connu dans le milieu méditerranéen — il fut un ami de la famille Guérin — M. Foggi possède une bibliothèque à Antibes. Il avait été identifié, le 9 juillet dernier, par les gendarmes de Plan-du-Var (Alpes-Maritimes) avec quatre autres personnes dans une villa de Castagniers, qui se révéla par la suite être le quartier général des cambrioleurs (« le Monde » du 29 octobre).

LES CERVEAUX SONT FATIGUÉS

(De notre correspondant.)

Nice. — Midi, lundi de Toussaint à Nice, la ville est paisible, presque morte. Soudain, au carrefour de l'avenue Jean-Médacini et du boulevard Dubouché, où une demi-douzaine de banques ont leur siège, s'élève un concert de trompes d'alarme tandis que des cohortes de voitures noires et rouges défilent sur la façade de la Société marseillaise de crédit. Des gardiens de la paix, mitrailleuse au côté, bouclent le quartier. Des inspecteurs investissent la banque. Des pompiers soulèvent les plaques d'égoût. L'air inquiet, le directeur de la banque disparaît derrière la lourde porte de bronze.

M. Richard Bouaziz, lui-même, le magistrat chargé du dossier

ouvert après le cambriolage de la Société générale, arrive en pantoufles de son appartement

voisin. M. Jacques Peyrat, l'avocat d'Albert Spaggiari, passe par

hasard.

Une heure s'écoule. « Fausse

alarme », Policiers et pompiers

s'en vont plus discrètement qu'ils

ne sont arrivés. Il n'y avait, dans

la salle des coffres ni « cer-

veau », ni « égoïste », simple-

ment un petit gadget électro-

nique dérangé qui, par un my-

stère de la technique, avait fait

entendre des sons comparables

à des bruits de pas et de moteur

électrique », ainsi que l'expli-

que, plus tard, le commissaire

Yves Dumas, chef de la sûreté

urbaine de Nice.

RÉINSERTIONS

Albert Spaggiari, photographe spécialisé dans les noces et banquets, militant d'extrême droite à ses heures, ancien de l'O.A.S., était donc le « cerveau » du « gang des égoïstes » qui s'était emparé de 50 millions de francs dans les coffres de la Société générale à Nice. Aventureur de la guerre d'Algérie, militant des « paumés » du camp retranché des « soldats perdus », Albert Spaggiari s'est reconverti dans le ravalement des volailles, et les poulaillers servaient aussi à planquer des armes et des explosifs. Du moins semblait-il « réinséré ».

Jacques Lesage de la Haye, ancien « loulou » des années 60, ayant purgé une douzaine d'années de prison pour « complicité de meurtre et vols qualifiés », devenu psychologue à l'hôpital psychiatrique de Ville-Evraz et chargé de cours à l'université de Vincennes, est un professeur apprécié pour sa compétence. Militant d'extrême gauche, J. Lesage ne commet aucun froc-trac à l'ambassade l'U.R.S.S. mais s'y fait sotte-

ment « piquer » en occupant indûment un local des services diplomatiques soviétiques au cours d'une manifestation en faveur de la « libération de Filomena ». Condamné à huit mois de prison avec sursis, il tombe sous le coup d'une loi qui l'exclut du corps des collaborateurs de l'éducation nationale.

Tous les « paumés » n'ont pas

forcément une vocation de pho-

tographe.

CLAUDE DURIEUX.

CORRESPONDANCE

La situation de M. Lesage de La Haye

Une lettre du professeur Eisenmann

Nous avons reçu de M. Charles Eisenmann, professeur honoraire de droit public à Paris-I, la lettre suivante, à propos de M. Jacques Lesage de La Haye, cat enseignant dont le secrétariat d'Etat aux universités demande l'exclusion de ses fonctions de chargé de cours à Paris-VIII (le Monde des 28 octobre et 31 octobre-1^{er} novembre) :

On licencie ce jeune spécialiste, qui avait été condamné il y a un certain nombre d'années pour un délit assez grave et engagé malgré cela (par suite de quel hasard ?) par l'université de Paris-VIII sans que l'autorité ministérielle y mette son veto. On le licencie des années après qu'il a été condamné — à une peine d'ailleurs légère. Mais pour quel délit ?

Un vrai délit de droit commun, qui aurait justifié — moralement — cette sanction universitaire ? Nullement : il avait seulement participé à l'occupation très temporaire et symbolique (semble-t-il résulter de ce qui a été dit) d'un local plus ou moins diplomatique dépendant d'un Etat gouverné (le groupe en est tellement

nombreux que cela ne spécifie pas tel Etat plutôt que tel autre).

Personnellement, je n'approuve pas ce genre d'actes, peu réguliers et complètement inefficaces. Mais je pense qu'à condition qu'il n'y ait eu ni violence contre des personnes ni même destruction de dossiers ou autres objets, la condamnation ne méritait pas cette manière de révoquer.

Mais quel donc, lui demanderai-je, a signalé cette seconde condamnation, non déshonorante, au secrétariat d'Etat aux universités : quelque autorité de gouvernement ou de police politique, vraisemblablement, ou le ministère public, soumis au pouvoir hiérarchique du gouvernement ? Si c'était ce « maître de l'action publique », qui ne sait combien souvent, notamment sur instruction, ferme les yeux sur des faits beaucoup plus graves et plus « douteux » ? Le respect aveugle d'un arrêt du Conseil d'Etat (des avis n'ont pas « force juridique ») ? Je renverrais volontiers mon ancien collègue à un article (étranger à sa spécialité universitaire) d'un éminent conseiller d'Etat, dans les *Etudes et Documents du Conseil*, sur la fréquente inaction qu'il déploie, bien entendu — des arrêts du Conseil par l'administration.

Vieil enseignant maintenant en retraite, je n'ai jamais appartenu qu'à un de ces syndicats anonymes, c'est-à-dire modérés jusque dans leurs revendications (dont vous vous défiez tant, il n'y a encore pas longtemps) et ne suis membre d'aucune formation politique.

En tout cas, avant de risquer de créer de façon injustifiée un « rejeté-déclassé » antérieurement « réintégré » (peut-être à son insu !), le secrétariat d'Etat aux universités aurait dû, s'il n'avait que des motifs insondables, saisir son homologe de l'action sociale — je ne sais pas s'il faut ajouter le ministère de la Justice.

Les arguments de l'égalité de « Droits » avec une majuscule ! auraient un poids décisif, si la « loi » était toujours utilisée d'une façon à peu près conforme au superbe mythe rousseauiste et révolutionnaire. (...)

FAITS DIVERS

● L'ambassadeur des Etats-Unis au Venezuela se fut en voiture. L'ambassadeur des Etats-Unis au Venezuela, M. Robert Mac Clintock, soixante-sept ans, a été mortellement blessé dans un accident de la circulation, le lundi 1^{er} novembre à Beaura (Côte-d'Or). Alors qu'il se trouvait devant un hôtel, il a été heurté par une voiture. Atteint de fractures au crâne et à la jambe gauche, il est décédé dans la soirée à l'hôpital de Beaura.

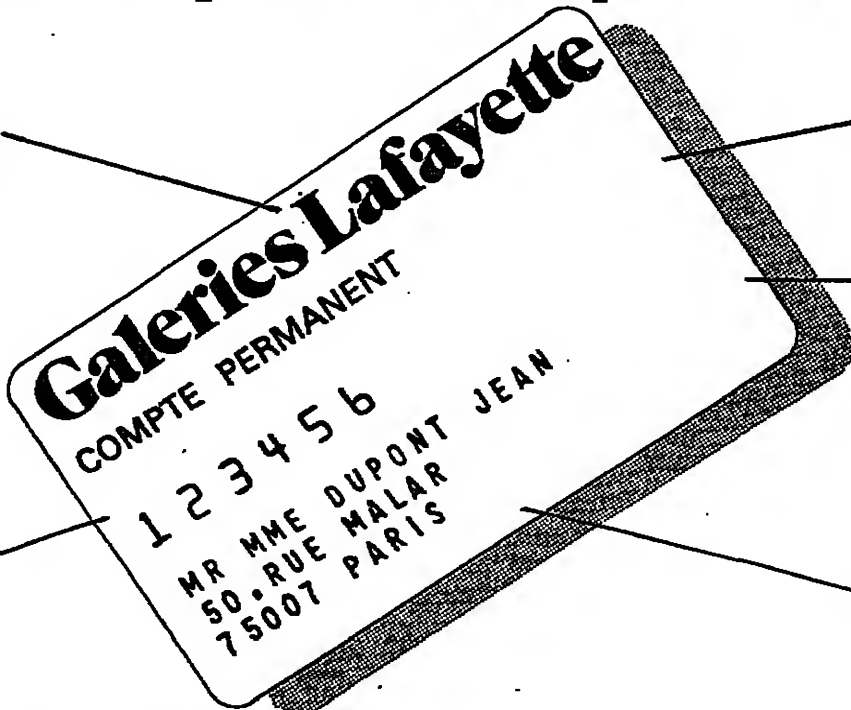
● Un jeune homme, âgé de dix-huit ans, Philippe Chapelle, qui s'était fait une injection de Brown sugar, au cours d'une drogue-party organisée dans un appartement de Clamart (Hauts-de-Seine), est mort dimanche 31 octobre à Paris, à l'hôpital Saint-Joseph. Deux autres jeunes gens, Alain Meyer, dix-huit ans, et son frère Jean-Luc, victimes eux aussi de malaises, sont hors de danger.

10% D'ESCOMPTE

jusqu'au 4 décembre.

Des avantages exceptionnels pendant toute l'année.

Cette carte est gratuite.
Elle est délivrée dès
acceptation de votre dossier.



Bulletin d'information
mensuel.

Livraison gratuite.

Payez en une seule fois
à la fin du mois, ou par mensualités,
après versement comptant légal.

Parking gratuit le matin,
du lundi au vendredi.

Demandez notre carte avant le 21 novembre : nous vous offrons jusqu'au 4 décembre un escompte de 10% sur tous vos achats, si le total de ceux-ci atteint au moins 500 f. Exemple : un bureau en pin naturel : 580 f. Escompte 10% : 58 f. Net à payer : 522 f.

Galeries Lafayette

Hausmann - Montparnasse - Belle Epine

صلى الله عليه وسلم

Le Monde

DE LA MÉDECINE

L'hôpital... et le reste

PLURALISME OU CENTRALISME

Le budget présenté par le ministère de la santé et adopté vendredi 29 octobre par les députés représente moins du dixième des dépenses totales de santé incombant à la communauté par le truchement des caisses d'assurance-maladie. L'augmentation de ces dépenses préoccupe tous les pays occidentaux, et la commission des affaires sociales va se saisir du dossier dans les semaines à venir.

Les frais hospitaliers représentent à eux seuls près de la moitié des dépenses de santé, soit une proportion moins élevée qu'en Suède (où plus de 80 % des dépenses incombent à l'hôpital), en Angleterre, au Canada ou aux États-Unis. Leur examen ou leur justification jouent donc un rôle important dans les réflexions engagées sur la diminution des gaspillages et sur le bon usage des fonds considérables consacrés par la nation à la santé.

Les systèmes sanitaires européens ont tous été fondés sur la répartition des maladies et des accidents. Or les progrès sociaux, ceux de l'épidémiologie et ceux de la biologie incitent à prévoir un développement rapide du dépistage et de la prévention.

Un tel développement implique, d'une part, une prise en charge complète de ces activités par les systèmes de financement, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui, et, d'autre part, une réflexion sur la place exacte de l'hôpital dans le système de soins.

Pour les uns, et c'est l'opinion que traduit ici M. J.-M. Simon, directeur du plan à l'Assistance publique de Paris, le rôle de l'hôpital pourrait s'accroître

encore par l'extension aux consultations externes et à la prévention des missions hospitalières ; une telle conception entraîne certaines critiques d'« hospitalo-centrisme ».

D'autres rappellent qu'il ne saurait y avoir un hôpital dans chaque village, et que nul n'est heureux loin des « centres ». Ils préconisent donc un développement vigoureux (et complémentaire) de structures extra-hospitalières plus légères où pourraient être traités tous ceux qui peuvent se déplacer, qui peuvent vivre chez eux, et dont l'état n'exige pas la mise en œuvre du lourd et coûteux plateau technique hospitalier.

Nous avons demandé au docteur Junod, président du syndicat national des médecins de groupe, de décrire ce que pourraient être ces « centres de santé » ou ces « missions médicales » presque inexistantes, encore, en France.

Enfin, le docteur Weil évoque la nécessité d'économies dans un domaine où les études n'en sont encore qu'à leurs balbutiements, où le mode même de fixation (par les préfets) des prix de journée hospitaliers paraît inconcevable, où le principe des tarifications, mêlant hôtellerie et médecine, interdit toute réflexion cohérente.

A la suite de l'effort considérable mené depuis 1950, la France compte suffisamment de lits d'hôpitaux. Elle en compte même trop dans certains secteurs (en psychiatrie et en pédiatrie par exemple) mais la répartition géographique d'ensemble est assez inégale, en raison d'une certaine démagogie politique facilitée par le fait que les pouvoirs de décisions relèvent en la matière des autorités régionales.

Les progrès techniques incitent à penser que les dépenses hospitalières devront augmenter dans les années à venir. Il semblerait regrettable, dans le cadre des développements nécessaires ainsi envisagés, que l'incomparable et coûteux outil de soins qu'est l'hôpital puisse souffrir d'erreurs de conception ou de gestion.

Un certain nombre d'hospitalisations sont, à l'heure actuelle, inutiles, prématurées ou trop longues. Nul ne pourrait nier que pour des motifs humanitaires plus encore qu'économiques, l'hôpital se doit de recevoir le moins possible de malades alités et que leur séjour doit être le plus bref possible.

Une révision de la place qu'il occupe dans le système de soins paraît nécessaire, et il semble que la plus grande

attention doive être portée, pour les années à venir, au développement des structures extra-hospitalières destinées aux patients ambulatoires.

La planification des dépenses de santé qui s'imposent à tous les pays d'Europe devra dorénavant revêtir un caractère global ; il paraît souhaitable que des autorités régionales uniques (où les personnels médicaux, paramédicaux et sociaux seraient largement représentés) se chargent de l'indispensable (et à l'heure actuelle inexistante) coordination entre les structures très diverses qui pourraient concourir à la distribution des soins, non seulement à l'hôpital mais à tous les échelons et selon tous les modes, du praticien isolé au centre de santé multidisciplinaire.

Les témoignages que nous publions à propos des consultations externes d'un certain nombre de services hospitaliers montrent qu'elles appellent encore un important effort d'organisation et d'humanisation, et qu'elles ne sauraient se substituer complètement à des organisations plus légères, plus souples et moins centralisées.

La planification du patrimoine hospitalier, public et privé, entreprise trop tardivement en France, a fait à présent les preuves de son utilité. C'est vers une conception plus globale du système de soins qu'il faut à présent orienter l'effort de coordination, laissant à l'hôpital le rôle incomparable et précis qui est le sien, et qu'il doit tant à la perfection de ses installations techniques qu'à l'exceptionnel qualité de son personnel.

D'ESCOFFIER-LAMBIOTTE.

UNE ACCUSATION INJUSTIFIÉE

Ceux qui mettent en accusation le coût des hôpitaux s'appuient généralement sur deux faits : l'hospitalisation représente le poste le plus important des dépenses de santé, et ce poste est celui qui croît le plus vite.

Il est vrai que la part prise par l'hospitalisation dans les dépenses de santé va croissant : avec environ 43 milliards de francs en 1975, dont 37 milliards pour les hôpitaux publics, elle atteint près de la moitié des dépenses du régime général de l'assurance-maladie.

Les dépenses d'hospitalisation n'ont toutefois pas atteint un seuil intolérable. Elles représentent en moyenne un peu moins de 5 % des dépenses de consommation. Cette charge, qui couvre les maternités, les urgences, le traitement de 8 millions de malades chaque année, est-elle excessive ? Elle est en tout cas proportionnellement moins élevée que dans d'autres pays industriels qui servent souvent d'exemple comme l'Allemagne fédérale, la Suède, les États-Unis.

D'autre part, les hôpitaux jouent un rôle économique qui est loin d'être négligeable, même si son évaluation échappe aux mécanismes actuels de la comptabilité nationale. La réinsertion d'une partie de la population dans la vie sociale, active ou non, est une des valeurs admises par notre société. Comme toute valeur, elle a son prix. En outre, le chiffre d'affaires des hôpitaux est consacré, à concurrence d'environ 70 %, à payer des salaires y compris les rémunérations des médecins, tandis que trois au-

par
JEAN-MARC SIMON (*)

tres parts, grossièrement de 10 % chacune, vont aux travaux et aux achats de matériels lourds, aux achats de médicaments et de produits médicaux divers, enfin aux achats nécessaires à l'hôtellerie et à l'administration des établissements. Enfin, si l'augmentation des dépenses d'hospitalisation atteint, depuis deux ans, des taux qui semblent spectaculaires — environ 50 % entre

1973 et 1975, — ces taux sont largement conditionnés par l'augmentation des coûts de production : salaires et prix des produits achetés. La hausse de ces coûts peut être estimée à environ 15 % en 1974 et 20 % en 1975. En revanche, le volume des biens et des services consommés par les hôpitaux n'a cru que modérément : entre 8 et 9 % par an. Ce sont ces derniers qui doivent être retenus pour apprécier, indépendamment des effets de l'inflation, l'évolution réelle des dépenses d'hospitalisation.

La croissance des soins

En premier lieu, la population française va continuer à vieillir et à s'urbaniser. Or ce sont précisément les personnes âgées, et les habitants des villes, qui sont les plus forts consommateurs de soins hospitaliers.

En second lieu, les hôpitaux devront encore s'adapter et se moderniser, même si, globalement, le nombre de lits est aujourd'hui suffisant. Trois facteurs joueront : d'abord, l'équilibre global cache des inégalités géographiques assez fortes, qu'il faut réduire ; l'équipement hospitalier est deux fois plus dense dans la région Provence-Côte d'Azur que dans la région Nord, par exemple. Ensuite, le tiers des lits sont encore vétustes, en salles communes, et leur modernisation est estimée à 30 milliards de francs. Enfin, il est admis

(*) Auditeur au Conseil d'État, directeur du Plan à l'Assistance publique de Paris.

que le personnel hospitalier est actuellement insuffisant, et la suppression des dernières salles communes ne fera qu'accroître les besoins en personnel.

En dernier lieu, il faut savoir que lorsque l'hôpital coûte très cher ce n'est pas parce qu'il a hébergé pour une affection simple un malade qui, dans des circonstances différentes, aurait pu être aussi bien traité à son domicile. Ces hospitalisations, qu'un meilleur environnement social permettrait d'éviter, sont, en fait, peu coûteuses. En revanche, quatre ou cinq malades sur cent occasionnent des dépenses hors du commun. Un malade placé en réanimation avec circulation sanguine extracorporelle coûte 10 000 F par jour ; un enfant traité durant un mois par une thérapie médicamenteuse extrêmement active coûte 120 000 F. Avant d'arrêter cette médecine technicienne, il faudra réfléchir aux conséquences d'une telle décision : la sûreté et l'efficacité des soins les plus simples ne se maintiennent pas dans une médecine qui ne recherche pas le progrès.

Ces trois facteurs justifient la poursuite de la croissance pour des soins hospitaliers. Toutefois, une meilleure maîtrise des dépenses qui en résultent est nécessaire. On ne peut, en effet, demander aux Français de consacrer une part croissante de leurs revenus à la santé, et en particulier aux hôpitaux, sans, en contrepartie, leur rendre compte du bon emploi de ces fonds.

(Lire la suite page 20.)

DES MAISONS MÉDICALES A L'ÉCHELLE HUMAINE

par le docteur
WILLIAM JUNOD (*)

L'augmentation considérable du « budget santé » a pour conséquence le déséquilibre financier de la Sécurité sociale. N'envisager ce problème que sous l'angle d'un assainissement des finances de la Sécurité sociale (aspect important mais non essentiel) n'apporterait que de fausses solutions. Charges indues ou pas, la collectivité nationale doit faire face, soit par l'intermédiaire de la Sécurité sociale, soit par le budget de l'État, à des dépenses sanitaires et sociales qui atteignent un niveau considérable. Ce problème est commun à tous les pays dits développés.

Libre choix et bons résultats

La clé de voûte du système est le libre choix du médecin par le malade, ce qui suppose une liberté de choix entre différentes structures de soins. En effet, toute une pathologie, notamment psychosomatique, ne s'exprime bien que dans une relation confidentielle, avec un médecin.

Le médicament, le diagnostic et le traitement, les vrais problèmes, ne peuvent être résolus que par une connaissance approfondie de l'homme malade, de son passé, de sa famille, de ses conditions de logement, de sa vie dans le travail et dans la cité. C'est indispensable pour l'aider à garder ou acquérir une bonne santé.

Une nouvelle exigence se manifeste, celle des bons résultats. Le malade entend, et il a raison, bénéficier de toutes les ressources modernes de la science médicale. Cette exigence a des conséquences importantes sur le plan économique : investissements lourds dans des équipements de plus en plus sophistiqués, prescriptions rapidement croissantes d'examen complémentaires : biologiques, radiologiques.

L'originalité du système de

soins français réside dans le fait qu'il se partage en un secteur public et en un secteur privé, souvent complémentaires, parfois concurrentiels. Complémentarité ou concurrence ? Les pouvoirs publics devront rapidement faire un choix. L'hospitalo-centrisme tend à se développer par la main mise sur l'hospitalisation à domicile, l'organisation de consultations externes, la prévention sectorisée, les urgences (mis à part quelques expériences intéressantes unissant secteur public et secteur privé). Le malade n'a plus la liberté de choisir ni son médecin ni même son hôpital. Certes, l'hôpital bien équipé rend des services techniques d'un haut niveau, mais coûte trop cher pour qu'on ne sélectionne pas son accès. On peut imaginer un secteur hospitalier public, parfaitement équipé, bien géré, entouré d'une armée de médecins « aux mains nues », servant de rabatteurs. Il est probable qu'on verrait alors s'instaurer, comme en Angleterre, un double secteur, un secteur dit « conventionné », officiel, et un secteur dit « libre », s'adressant à la tranche de population qui aura les moyens de se l'offrir.

Un autre facteur va jouer un rôle essentiel dans les dix prochaines années : avec des projections de neuf mille à dix mille médecins, leur nombre va doubler en moins de dix ans. Cet afflux démographique peut être soit une grande chance pour le patient, s'il est bien utilisé, soit un élément aggravaant l'anarchie des implantations, générateur incontrôlé de consommation médicale galopante, si la politique de laisser faire l'emportait.

En contrepartie, ces équipes garantiront des services : urgences, gardes, niveau technique compatible avec des soins de qualité, participation active à la prévention. De telles équipes, assez nombreuses pour permettre le libre choix par les malades, de dimensions modestes pour sauvegarder la relation personnelle entre malade et médecin, suffisantes pour justifier un plateau technique de qualité, pourraient prendre en charge des responsabilités accrues : non seulement les soins, fonction essentielle, mais également, au-delà de la prévention individuelle, elles pourraient participer à une politique de prévention basée sur l'éducation sanitaire et sociale. Elles représenteraient un lien privilégié pour participer à la formation pratique des futurs médecins et contribuer à la recherche scientifique. Par le travail concerté de professionnels complémentaires, elles permettraient d'éviter les hospitalisations non indispensables et donneraient ainsi à l'hospitalisation sa vraie place de recours technique. A côté d'une tendance centralisatrice ordonnant tout le système de santé autour de l'hôpital public, nous pensons qu'il serait préférable de centrer le système autour d'une multitude de petites unités de soins, proches du malade, bien équipées, et respectant la règle du libre choix.

(*) Président du syndicat national des médecins de groupe.

Vers une décentralisation

Il nous semble qu'une autre orientation est possible et répondrait bien mieux aux exigences légitimes des individus et de la société.

Entre l'hôpital et le médecin isolé, indispensable dans certaines régions, mais le plus souvent mal équipé, insuffisamment organisé, il convient de développer des structures sanitaires de moyenne importance que nous appelons unités de soins de base. Ces petites unités devraient comporter quatre à six généralistes, deux à trois kinésithérapeutes, trois ou quatre infirmiers et quatre ou cinq secrétaires. Des spécialistes pourraient y exercer à temps plein ou partiel. Il me paraît souhaitable qu'ils soient incorporés également un ou deux chirurgiens-dentistes et un pharmacien

(comme au Canada où son statut est libéral et non commercial).

Des professionnels de la réhabilitation ou de la prévention devraient être intégrés : orthophonistes, diététiciens, psychologues. Enfin, une telle équipe sanitaire travaillerait en très étroite collaboration avec les travailleurs sociaux du secteur. Elle comporterait de quinze à vingt-cinq personnes, travaillant dans une maison médicale conçue spécialement, comme il en existe déjà plusieurs centaines. Il conviendrait d'en construire sept mille à dix mille, en dix ou quinze ans. Le coût d'une telle infrastructure se situe actuellement aux environs

Le secteur public en chiffres

Il y a cent quatre-vingt-trois hôpitaux généraux publics, dont 28 centres hospitaliers régionaux, 99 centres hospitaliers, 401 hôpitaux, 365 hôpitaux locaux, étaient recensés au 31 décembre 1974, dernière statistique connue, l'indice liti-population étant, à l'époque, de 4,9 pour 1 000 habitants.

La durée moyenne de séjour à l'hôpital général, qui était en 1961 de 23,4 jours, a subi, de 1961 à 1972, une diminution de 29 %. Cette diminution a été ensuite de 0,8 jour en 1973, de 0,7 jour en 1974, situant donc la durée moyenne à 14 jours environ (le ministère de la santé estime qu'une diminution d'un jour correspond à la libération de 20 000 lits).

En 1975, dans les hôpitaux généraux, le personnel médical (y compris internes, pharmaciens, sages-femmes) comprenait environ 60 000 personnes, et l'ensemble des personnels non médicaux s'élevait à près de 350 000 personnes.

Pour fixer les idées, nous avons demandé à l'Assistance publique de Paris de nous fournir, pour 1976, quelques exemples de prix de journée, de prix de revient de traitements coûteux :

Sachant que certains postes et certaines catégories de malades sont plus coûteux que d'autres (chirurgie de pointe, réanimation des personnes âgées) et que certains secteurs (psychiatrie, pédi-

atrie, urologie) souffrent d'une occupation réduite des lits :

PRIX DE JOURNÉE (remboursé par la Sécurité sociale) :
Pose d'un stimulateur cardiaque : 2 210 F ;
— Chirurgie de la hanche : 562 F ;
— Réanimation : 1 225 F.

PRIX DE SEJOUR (remboursé par la Sécurité sociale) d'un double pontage coronarien : 19 642,38 F (durée de séjour, 14 jours).
Le prix de revient étant de 10 à 15 % plus élevé que le prix de remboursement.

PRIX DE REVIENT ET TAUX D'OCCUPATION, en pédiatrie, en 1973 (ces prix varient considérablement d'un service à l'autre, indépendamment de l'occupation, comme le montrent les quatre exemples choisis) :

Occupation	Prix de revient
75 %	367 F
76 %	441 F
85 %	537 F
87 %	533 F

En radiologie, le prix de revient diminue avec l'occupation, comme le montrent ces quatre exemples :

Occupation	Prix de revient
41 %	470 F
59 %	405 F
76 %	353 F
104 %	371 F

SCIENCE & VIE
L'AVENIR
du
PETROLE
de
SYNTHESE

L'HOPITAL... ET LE RESTE

PEUT-ON FAIRE DES ÉCONOMIES ?

PARMI les mesures retenues pour remédier au déficit de la Sécurité sociale, les pouvoirs publics envisagent la limitation des dépenses d'hospitalisation. N'est-ce pas là un vrai piège ? Le danger de vouloir faire des économies à tout prix en matière d'hospitalisation est d'entraîner une diminution de la qualité des soins.

Certains facteurs cependant sont à l'origine de dépenses injustifiées. Le mode de tarification hospitalière, basé sur la notion de prix de journée forfaitaire, constitue une incitation à prolonger la durée de séjour des malades. Paradoxalement, plus la rotation des malades est grande, plus le budget de l'hôpital est déficitaire. Inversement, toute hospitalisation prolongée accroît les dépenses de la Sécurité sociale, puisque c'est elle qui rembourse le montant du prix de journée et les honoraires médicaux. Mais le prix de journée forfaitaire ne comprend pas uniquement les dépenses de soins. Y sont incluses les charges des aménagements et d'hébergement social. Il n'y a pas, dès lors, de rapport entre le prix de journée et la qualité des soins, de l'accueil et de l'hébergement.

Il existe par ailleurs un certain nombre d'hospitalisations abusives, dues à des goulots d'étranglement. Ce sont en particulier l'insuffisance des équipements radiologiques, le manque de radiologues et de manipulateurs, sources d'attentes injustifiées ; c'est encore l'insuffisance des secrétariats médicaux, d'où retard dans la transmission des examens. Enfin, le samedi, depuis l'introduction des quarante heures en 1960, certains services n'assurent plus les examens complémentaires qu'en urgence.

Enfin, les convalescents, les cas sociaux et les grabataires ne devraient pas séjourner dans les services actifs.

Faute d'une politique volontariste, l'hôpital public fonctionnera de plus en plus difficilement et coûtera de plus en plus cher.

Toutefois, un certain nombre de solutions, préconisées depuis longtemps, mériteraient d'être prises en considération le plus rapidement possible.

La tutelle devrait devenir moins contraignante et être associée par une modification du statut juridique de l'hôpital public.

Les goulots d'étranglement ne peuvent être supprimés qu'au prix d'investissements importants et d'une augmentation des personnels médicaux et paramédicaux.

Les services d'hospitalisation devraient fonctionner à temps plein pour utiliser au mieux les équipements.

Dans les cas non aigus, les malades devraient être orientés différemment. L'institution d'hôpitaux de jour permettrait de faire des bilans dans la journée sans contraindre le malade à rester à l'hôpital. La construction d'hôpitaux de moyen ou de long séjour ou la transformation d'hôpitaux insuffisamment actifs rendrait possible le placement des convalescents, des cas sociaux et des grabataires. Enfin, le développement de l'hospitalisation à domicile n'aurait que des avantages pour le malade, qui pourrait rester chez lui et être traité par son médecin habituel.

par le docteur
ETIENNE WEILL (*)

En dernier ressort, il est souhaitable que le médecin hospitalier soit associé à la gestion, comme d'ailleurs le prévoit la loi hospitalière. Il importe pour cela qu'il soit formé et informé. L'enseignement de l'économie médicale mériterait d'être inclus dans le programme des études. A notre connaissance, seul un petit nombre d'universités d'enseignement et de recherche médicales assurent un tel enseignement. Bien entendu, ce serait à l'administration et aux pharmaciens d'informer le médecin hospitalier des dépenses médicales de son service. Il resterait seul juge de

(*) Chirurgien du Centre hospitalier intercommunal de Montreuil-Sous-Bois. Secrétaire général du syndicat national des médecins, chirurgiens, spécialistes, biologistes des hôpitaux publics.

Une accusation injustifiée

(Suite de la page 19.)

Les mesures qui peuvent produire des résultats significatifs au niveau national sont de deux sortes : les unes portent sur le volume et l'organisation des équipements hospitaliers, les autres concernent la gestion.

Introduire la prévention

Aujourd'hui, 9 % des malades admis dans les hôpitaux le sont pour alcoolisme ; le cancer du poumon, oblige à développer les services de pneumologie et de chirurgie thoracique. Les conducteurs d'automobiles et les motocyclistes n'ont accordé qu'un bref répit aux chirurgiens et aux radiologues : les unités de grands traumatismes sont à nouveau saturées.

Si l'alcoolisme, le tabagisme, le taux des accidents de la circulation, étaient ramenés aux niveaux constatés dans d'autres pays, plus vertueux, plus disciplinés, ou plus pauvres, les charges des hôpitaux seraient considérablement allégées.

C'est donc avec raison que les pouvoirs publics orientent leurs efforts vers la prévention et le développement de formes de soins plus légères que l'hospitalisation traditionnelle. Mais il faudra prendre garde à ne pas simplement superposer ces nouvelles formes de soins aux anciennes. Il faudra au contraire inciter les hôpitaux à créer eux-mêmes ces nouvelles formes de soins, en y affectant une partie des moyens, en hommes et en équipements, qu'ils consacrent actuellement à l'hospitalisation classique.

Pour améliorer la gestion des hôpitaux, il faut d'abord mieux connaître le coût véritable des soins et des mécanismes de formation. Cela suppose l'amélioration des informations médicales — en particulier de l'épidémiologie — comme celle des informations économiques — trop influencées par les règles de tarification, — afin de rapprocher les éléments

leur maîtrise. Mais maîtrise n'est pas toujours synonyme d'économies !

Au total, une politique hardie devrait parvenir à moyen terme à éviter les hospitalisations prolongées ou inutiles. Cependant il ne faut pas se faire trop d'illusions. Une meilleure connaissance des coûts par une réforme de la tarification, une meilleure maîtrise des prescriptions, ne seront, certes, sources que de faibles économies. Comme dans tous les pays industrialisés, la hausse des coûts est liée avant tout au progrès technique, au souci de plus en plus grand des Français de se faire soigner. Les seules vraies économies possibles sont celles liées à la prévention. Quel pouvoir politique aura le courage de s'attaquer aux fœtus qui constituent l'alcool et le tabac ? On sait pourtant que les dépenses hospitalières liées, par exemple, aux cirrhoses alcooliques sont plus importantes que les sommes rapportées à l'Etat par les taxes sur l'alcool !

comptables des procédures de soins. Il serait alors possible de confier à des comités composés de médecins et d'administrateurs la responsabilité de contrôler la qualité et le coût des soins dispensés par l'hôpital, et de proposer les mesures thérapeutiques les plus efficaces, et de conseiller les principaux choix économiques. L'absence d'isolement entre les médecins et les administrateurs disparaîtrait naturellement.

Ensuite, il faut concentrer l'essentiel des efforts d'organisation et de gestion sur le poste de dépenses le plus important : c'est donc autour des équipes de soins, et non des lits, que doivent être organisés les hôpitaux. C'est en recherchant la meilleure utilisation de ces équipes, en imaginant les organisations humaines les plus performantes et en conditionnant toute décision d'investissement à la définition préalable des besoins en personnel et des méthodes de travail que les économies les plus substantielles pourront être trouvées.

Enfin, une réflexion sur l'hôpital ne peut faire abstraction des autres composantes du système de santé : dispensaires, centres de santé, cabinets individuels ou de groupe ont un rôle important à jouer, et le reproche d'« hospitalocentrisme » ne manque pas toujours de fondement. Le goût pour le monument, la machine et l'organisation pyramidale sévit dans le domaine de la santé comme ailleurs. Il faut savoir résister à cette inclination. Mais, à l'inverse, il serait regrettable d'opposer entre elles des formes de soins et des organisations de santé qui sont, en fait, étroitement complémentaires.

C'est sur de tels choix que le débat public aurait intérêt à porter.

JEAN-MARC SIMON.

DES TICKETS HOTELIERS

Il apparaît de plus en plus nécessaire de ne pas confondre hôtel et hôpital, c'est-à-dire les fonctions d'hébergement et de soins. Actuellement, bien des hospitalisations sont motivées par le fait qu'il est impossible aux malades et à leurs familles de dormir ailleurs.

C'est pour faire sur plusieurs jours un bilan assorti d'explorations fonctionnelles et de passer des jours et des nuits à l'hôpital. Bien des examens ou des soins pourraient être dispensés à l'hôpital, sans hébergement dans des lits coûteux. Mais cela suppose d'abord que d'autres structures d'hébergement soient trouvées. Baptisées « hôpitaux », ces établissements sont réclamés par beaucoup : soit pour mettre au des lieux médicaux moins chers des personnes qui ne sont plus vraiment soignées à des soins constants (accouchées, bien portantes, etc.), soit pour héberger des patients avec leurs familles lorsqu'ils n'habitent pas dans la ville.

Pour toutes ces personnes, des hôtels légèrement médicalisés, et peu coûteux, situés non loin des hôpitaux, apparaissent une solution. Mais l'on peut aussi envisager, dans certains cas, pour les fonctions d'hébergement soit la construction d'hôtels sans soins réservés aux malades et à leurs familles, soit simplement l'attribution de tickets hôteliers (comme existent des tickets restaurants).

Aucune de ces formules n'est la panacée, mais toutes sont à méditer, compte tenu du prix d'un lit hospitalier, qui dépasse, bien souvent, celui des hôtels quatre étoiles.

Consultations externes : avec ou sans humanité

À l'heure du problème hospitalier se trouve celui des consultations externes, et l'on comprend pourquoi : ces consultations, par définition, s'adressent à des malades « debout », non hospitalisés, à propos desquels on peut, à l'évidence, se poser plusieurs questions : sont-elles rentables pour l'hôpital ? Faut-il les développer dans l'espoir d'éviter des hospitalisations ? L'hôpital est-il le lieu privilégié de ces consultations ? Et celles-ci sont-elles organisées de façon à répondre au souci d'humanisation montré par Mme Simone Veil pour un plus grand confort des malades ?

Dans la série de brefs reportages faits cette semaine sur le thème de l'« hospitalité », c'est à ce dernier aspect que nous nous sommes avant tout attachés. On trouvera ci-dessous les réac-

tions des consultants et du personnel dans une situation donnée, avec toutes les particularités liées à la spécialité médicale, à l'âge des consultants, l'ancienneté de l'établissement, etc.

On peut cependant retenir globalement que l'attente en consultation est souvent démesurée et qu'à notre grande surprise elle est encore parfois d'une heure quand des rendez-vous ont été aménagés ; que ces consultations n'ont généralement lieu que le matin (travaillant l'après-midi, mais s'il du lundi au vendredi, ce qui oblige les consultants qui travaillent à prendre au minimum une demi-journée d'arrêt). Enfin, nous avons été fort surpris de l'heure d'arrivée tardive de certains médecins par rapport à celle exigée pour l'inscription des consultants. — M.A.R.

PARIS (maternité de Port-Royal) : attente organisée et aides-soignantes polyvalentes.

« Madame, il n'y a pas de rendez-vous, vous devez attendre. » C'est la première chose que j'ai entendue en entrant à la maternité de Port-Royal. « Vous devez attendre, je vous conseille d'attendre à 9 h. 30 à l'ouverture des inscriptions qui auront lieu à 10 heures, et surtout d'attendre à l'heure, car il faut attendre. » Voilà ce que j'ai entendu, et ce que j'ai fait. Quand on demande un rendez-vous à la consultation des nourrissons de Port-Royal.

Ce mercredi 27 octobre, dès 9 h. 30, une mère attend déjà avec son enfant, puis d'autres arrivent à partir de 10 heures. Certaines sont accompagnées du père, voire du grand-père. « Beaucoup de papas, surtout de jeunes papas, viennent seuls et se débattent fort bien », signale la dame qui répond au téléphone. On s'adresse d'abord à elle pour s'inscrire, puis on se dirige vers la salle d'attente où se feront, entre autres, les consultations du bébé avant la consultation avec le pédiatre. L'accueil est très chaleureux, les deux « dames » qui sont chargées de l'accueil sont très sympathiques et compétentes. Non seulement elles remplissent les dossiers, mais elles mesurent les enfants, font les analyses de sang, de urine, de lait, etc. — tâches qu'elles partagent avec la puéricultrice — mais elles expliquent aux mères le régime ou le traitement prescrit par le médecin. « Vous devez attendre, mais quand vous venez, prenez le rendez-vous lorsqu'il faut pratiquer un examen complémentaire et des analyses de sang, de urine, de lait, etc. », dit la dame qui répond au téléphone. Les mères et les enfants sont très rassurés. Ces tâches sont parfois très lourdes : « Il manque du personnel, et un bâtiment moderne, inauguré officiellement en novembre 1975 par Mme Simone Veil, ministre de la Santé.

La, toutes les consultations sont sur rendez-vous, sauf cas d'urgence. L'hôpital du Haut-Lévêque est, en effet, une « unité de soins normalisés » où l'on s'efforce de faire attendre le malade le moins possible. Au service de gastro-entérologie du professeur Claude Béraud, les rendez-vous sont pris

de telle sorte que la première consultation dure de trois quarts d'heure à une heure, et les suivantes d'une demi-heure. Jamais moins de 30 minutes. Les mères : « Je préfère que les étudiants s'occupent des malades hospitalisés, explique le professeur Béraud. Une consultation de médecine doit rester un dialogue privé, où le malade puisse se raconter sans retenue aucune. »

Cependant, ces consultations « privées » se font selon les tarifs publics : 33,20 F pour tout le monde, payables à la caisse après la consultation. « Je tiens beaucoup à respecter cette règle, ajoute le professeur Béraud, même si 33,20 F n'est pas cher pour une heure d'entretien avec un spécialiste. »

PESSAC : consultations privées à tarif public

Le nouvel hôpital du Haut-Lévêque, à Pessac, près de Bordeaux, offre d'emblée deux avantages : un cadre verdoyant baigné de l'ancien et du nouveau, aujourd'hui transformé en pavillon de pédiatrie, et des équipements flambant neufs dans un bâtiment moderne, inauguré officiellement en novembre 1975 par Mme Simone Veil, ministre de la Santé.

La, toutes les consultations sont sur rendez-vous, sauf cas d'urgence. L'hôpital du Haut-Lévêque est, en effet, une « unité de soins normalisés » où l'on s'efforce de faire attendre le malade le moins possible. Au service de gastro-entérologie du professeur Claude Béraud, les rendez-vous sont pris

STRASBOURG : chasses gardées

À l'hôpital civil de Strasbourg, les pavillons se suivent et ne se ressemblent pas. Ainsi le pavillon « Médecine A », situé près de l'entrée principale, reçoit beaucoup plus de consultations que le « Médecine B », relégué derrière le corps de bâtiment central. Ce samedi matin, vers 8 heures, au « Médecine B », on ne trouve que neuf personnes dans la salle d'attente. Encore faut-il compter parmi ces neuf personnes « accompagnants », qui se contentent d'observer un malade. Ainsi, près de la porte, deux couples de Yougoslaves emportés dans une conversation particulièrement animée : ils sont venus aider une compatriote qui ne sait pas un mot de français.

Assise à l'écart, une femme enceinte attend son tour, la main crispée sur une enveloppe remplie de papiers. Immense déception pour elle : la personne chargée de son cas « n'est pas la courtoisie », explique l'infirmière de service. « Revenez lundi. » La femme montre son enveloppe et proteste : « On m'a convoquée pour aujourd'hui. Lundi, je ne peux pas venir. » L'infirmière, à son grand regret, constate qu'on a convoqué la femme un jour où le personnel susceptible de la prendre en charge n'est pas de service. Il faudra donc que la femme revienne.

Encore ne doit-elle pas se plaindre, car l'attente n'aura pas

excédé trois quarts d'heure. Dès 9 heures, les malades ont été répartis dans les différents services et laboratoires, de sorte que la salle d'attente reste vide. « Nous ne sommes pas surchargés », explique l'un des trois médecins de service, vacataires de nationalité espagnole. Nous avons une moyenne une quinzaine de malades chaque jour, ce qui fait pour chacun quatre ou cinq consultations dans la journée. En fait, nous avons surtout des problèmes de langue, car plus de la moitié de nos « clients » sont des travailleurs immigrés : Algériens, Marocains, Portugais et Turcs. Moi, je me débrouille parce que je parle espagnol et arabe, mais je dois quand même recourir aux interprètes avec les Turcs. »

Au pavillon voisin, le professeur Grélier, à d'autres soucis. Pour lui, chirurgien gastro-entérologue, il s'agit surtout de décider si oui ou non, le malade doit être opéré. Deux après-midi par semaine il reçoit donc sur rendez-vous à raison de quinze personnes laborieuses de quatre d'heure au quart d'heure, sans compter à peu près autant d'opérés venus faire examiner leurs points de suture. Il téléphone aux médecins généralistes en présence de son malade afin de décider avec eux si une intervention chirurgicale est justifiée. Et l'on passe au suivant. « Je n'ai guère le temps de chiner, explique le professeur Grélier. Mes trente lits sont toujours pleins et je dois même en faire installer en supplément — alors que d'autres services disposent de lits vides. Mon assistant, agréé depuis six ans, habite ici à l'hôpital et n'a pratiquement jamais pris de vacances depuis qu'il est avec moi. Aussi, l'urgence quand je suis absent, c'est dans un hôpital voisin, l'hôpital de la ville ou au quart de leur capacité. Il reste beaucoup à faire pour supprimer les anciens cloisonnements entre services, trois souvent considérés encore comme des chasses gardées. »

Le Monde de l'éducation

numéro de novembre

LES ÉTUDIANTS SONT-ILS DE FUTURS CHOMEURS ?

Des études scientifiques réalisées par différentes universités permettent, pour la première fois, d'apporter des réponses précises à cette question. On constate qu'il est très excessif de dire que « l'Université fabrique des chômeurs ». Le taux de chômage est nettement plus faible pour les anciens étudiants que pour l'ensemble des jeunes, et le fait d'avoir suivi des études supérieures constitue un atout important sur le plan professionnel. Cette plus grande sécurité se paie, il est vrai, par une relative « déqualification » : les premiers emplois occupés par les étudiants sont plutôt de cadres moyens que de cadres supérieurs.

Entretiens avec Bruno Bettelheim et le docteur Spock

Dans le même numéro

Le réveil des langues régionales : les lecteurs ont la parole. Algérie : l'école au service de l'industrialisation. Reportage dans une école maternelle de Moscou. La rentrée dans une école catholique. La réforme de l'école des arts et métiers. Le nouveau droit du congé-formation, par Jean-Jacques DUPEYRoux. Les métiers de la mécanique.

Le numéro : 5 F - Abonnements (11 numéros par an) France : 50 F - Étranger : 68 F

« Le Monde de l'éducation », 5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09.

PALAIS DE LA DÉCOUVERTE

Avenue Franklin-Roosevelt - 75008 PARIS

Conférences en NOVEMBRE les :

- Samedi 6, à 15 h : Que serait le monde sans la chimie ? par Jean MOUNDLIC.
- Samedi 13, à 15 h : La thermodynamique et la crise de l'énergie, par Gérard LESTRADE.
- Samedi 20, à 15 h : L'alimentation du nourrisson, le lait maternel et les autres, par le Dr Claude RICOUL.
- Samedi 27, à 15 h : Mathématique et réalité, par le Pr Boris RYBAK.

ACTUALITÉ SCIENTIFIQUE

A LA FONDATION EUROPÉENNE

Les manipulations génétiques devront obéir à des règles communes

De notre correspondant

Strasbourg. — Créée il y a deux ans (« le Monde » du 21 novembre 1974), la Fondation européenne de la science (F.E.S.) regroupe des organismes de recherche scientifique médicale et technique de seize pays européens. Elle vient de tenir à Strasbourg une assemblée générale au cours de laquelle elle a adopté plusieurs recommandations et porté à quarante-cinq le nombre de ses membres en y admettant l'Institut national de la recherche du Portugal et le Conseil de la recherche de Yougoslavie. Avec un budget de 3 millions de francs, elle s'est fixée comme but le développement de la coopération scientifique et la coordination des recherches en Europe.

Une recommandation sur les manipulations génétiques, le financement d'un programme spécial d'information pour la recherche sur le cerveau et le comportement et la création d'une Fédération européenne des sociétés de mathématiques ont été au centre des travaux. C'est l'élaboration d'une règle commune, applicable à tous les pays européens, sur les manipulations génétiques, qui a donné lieu aux débats les plus importants. Soucieux de préserver les hommes et les plantes des dangers de l'expérimentation, les membres de la Fondation se sont finalement alignés sur les règles de sécurité en usage au Royaume-Uni. Celles-ci reposent sur le confinement physique du matériel expérimental. La F.E.S. a recommandé cette méthode, sans exclure le confinement biologique, c'est-à-dire l'utilisation d'organismes n'ayant que des possibilités réduites de survie, en dehors des conditions expérimentales *in vitro*, qui est préféré par les Américains.

La F.E.S. a aussi créé un groupe de travail sur l'astronomie et élaboré un certain nombre de recommandations qui visent à la création d'un institut d'astrophysique dans l'hémisphère nord, à La Palma, aux îles Canaries. Cet institut regroupera le matériel disséminé dans différents observatoires européens, ce qui rationaliserait le financement d'installations souvent très onéreuses. De plus, il placerait les chercheurs dans des conditions climatiques plus favorables.

Enfin, la F.E.S. a recommandé que des subventions soient allouées à l'Institut des hautes études scientifiques de Bures-sur-Yvette, dont elle a reconnu la vocation européenne. Cet institut privé, dont M. Raymond Barre présidait encore récemment le conseil d'administration, accueille un certain nombre de chercheurs qui peuvent travailler le sujet de leur choix sans être soumis à aucune obligation. — J.-C. Ph.

LE PRIX PHILIPS POUR LES JEUNES

« Peut faire mieux »

Des jeunes qui, comme le souligne le titre d'un court métrage réalisé par François Relchenbach, ont travaillé « avec beaucoup de passion », récompensés par un jury prestigieux, où les membres de l'institut sont en majorité : tel est le spectacle peu banal offert, chaque année, à l'occasion de la remise du Prix scientifique Philips pour les jeunes, et dont les lauréats pour 1976 viennent d'être récompensés, au Palais de la découverte.

Et c'est à coup sûr beaucoup de passion qu'il avait fallu à ces jeunes de quatorze à vingt ans pour présenter des travaux très honorables sur des sujets aussi variés et aussi ardu que « Les lépidoptères et l'altitude en Europe », « Les effets d'un champ électrique sur la conformation de l'eau », « Une méthode pratique pour la résolution des équations polynômes du même degré », « L'archéologie gallo-romaine dans les jonctions du canal d'Agon », ou « L'électrolyse ». Et les chèques de 2 000 à 5 000 F remis aux neuf chercheurs en herbe qui avaient réalisé ces études pouvaient paraître largement mérités.

D'où vient alors ce malaise indéfinissable qui gagnait le spectateur à l'écoute des commentaires d'un jury prestigieux à l'égard des lauréats plus malheureux ? « Vous avez élaboré une théorie unitaire de l'univers : vous auriez dû vous renseigner sur ce que la science peut aujourd'hui nous dire à ce sujet. Vous adorez violenter les volcans, mais vous avez des bases scientifiques insuffisantes. » Les candidats, un peu déçus, ont reçu une collection de livres d'astronomie, qui ont voyagé vers les volcans d'Auvergne et d'Italie, qui ont été « sœurs » dans un endroit où l'on fait de la statistique.

Est-il permis de chercher à comprendre pourquoi tel concurrent, qui a voulu aller trop loin, n'a à peu près droit, comme encouragement, qu'à de belles paroles, alors que telle concurrente, qui s'est contentée d'une ambition plus modeste, est récompensée par un chèque de 2 000 F ? Il est vrai qu'en science, seuls la rigueur, l'exactitude et le résultat comptent. Mais n'est-ce pas aussi exact que c'est la passion, le « bonheur de chercher », qui semble le plus nécessaire ? A cette aune-là, on voit mal ce qui permettrait de faire des différences entre des candidats manifestement égaux dans l'enthousiasme.

L'impression qui restera est proche de celles qu'on pu nous laisser ces années « distributions des prix ». A ceux qui ont réussi, les récompenses et les encouragements : « Je vous conseille d'avoir votre bac avec mention très bien », devait dire M. Lions, membre de l'Académie des sciences et professeur au Collège de France, aux deux jeunes mathématiciens qui venaient de recevoir 4 000 francs. Aux autres, de bonnes paroles et des prix de consolation. A tous, un « Peut faire mieux » général, et ce discours fleurant bon le préau d'école de M. Louis Leprieux.

Ringet, membre de l'institut et président du jury : « Il faut développer votre personnalité. C'est cela qui vous rendra heureux et qui rendra heureux les gens qui vivent autour de vous. » — X. W.

★ Les travaux des lauréats sont exposés jusqu'au 7 novembre dans la salle 54 du Palais de la découverte. Pour tous renseignements sur le Prix scientifique Philips pour les jeunes, qui est décerné chaque année, s'adresser au 50, avenue Montaigne, 75008 Paris Cedex 08. Tél. 225-94-50.

Une constante bien constante

LES constantes physiques sont-elles véritablement constantes ? Variées-elles au cours du temps ? On ne peut jamais donner une réponse absolue à une telle question. Une constante physique est une quantité pour laquelle on obtient toujours la même valeur — aux erreurs près — chaque fois qu'on la mesure. Souvent, de plus, une théorie existe, qui suppose que cette quantité est une constante, et déduit de cette hypothèse des conséquences que l'expérience confirme. Cela peut constituer, sinon une preuve absolue, du moins une très forte présomption.

Ainsi, serait-il très désagréable aux physiciens de l'atome d'apprendre que la « constante de structure fine » est variable (1). Car la constance de cette « constante » est un ingrédient nécessaire de la théorie qu'ils utilisent à chaque instant. Ce serait désagréable, mais non pas catastrophique. On arriverait sans doute à construire une théorie dans laquelle cette constante soit variable, et qui soit compatible avec les faits expérimentaux. Mais elle serait probablement beaucoup plus complexe que la théorie qu'elle remplacerait.

Une telle restructuration ne sera sans doute pas nécessaire avant longtemps. Car des mesures viennent d'être faites, qui montrent qu'au cours des sept derniers milliards d'années la constante de la structure fine n'a pas varié de plus de 0,3 %.

C'est l'observation d'un quasar qui a permis cette déduction. A l'observatoire de Kitt Peak (Arizona), des astronomes ont mesuré la longueur d'onde de deux raies lumineuses émises par ce quasar, et les ont attribuées à l'ion magnésium. On avait pu, d'autre part, mesurer la longueur d'onde d'une émission radioélectrique due à l'hydrogène de ce même quasar.

Les raies lumineuses ou radioélectriques émises par un quasar ne sont pas identiques à celles qu'on observe sur Terre. Elles sont décalées « vers le rouge », ce qui signifie que leur longueur d'onde est multipliée par un certain coefficient, dépendant uniquement de la vitesse à laquelle le quasar s'éloigne de nous. Dans le cas présent, la comparaison a montré que le coefficient était le même pour les émissions lumineuses et les émissions radioélectriques. Résultat satisfaisant : il signifie que la vitesse du quasar est la même, quelle que soit la façon dont on la mesure.

La recherche industrielle : une activité à haut risque

SELON des experts américains, la recherche est une des activités les plus rentables de l'industrie : un investissement de 100 \$ se traduit par une restitution de 130. On devrait s'y précipiter. Or la recherche industrielle a régressé ces dernières années au même rythme que la recherche financée par l'Etat.

Ce paradoxe s'explique aisément. Si la recherche est effectivement rentable globalement pour l'industrie, il n'est pas certain qu'elle le soit pour chaque industriel. Certaines recherches échouent. Elles coûtent cher et ne rapportent rien. D'autres rapportent moins qu'elles n'ont coûté : d'autres, enfin, pour une mise faible fournissent de véritables pactoles. La recherche est une activité à haut risque.

En période d'expansion économique, l'industriel peut se permettre de jouer à ce jeu. Si la recherche échoue, il aura perdu un peu d'argent ; si elle réussit, elle lui rapportera beaucoup. Aujourd'hui, les bilans sont serrés. L'industriel ne peut pas se permettre de perdre. Il ne fera donc que peu de recherche.

Bienfait pour la collectivité, la recherche ne l'est pas obligatoirement pour ceux qui s'y consacrent. Une recherche doit normalement déboucher sur une innovation. Mais sa qualité n'est pas le seul facteur qui entre en jeu. Il faut trouver des capitaux prêts à s'investir ; il faut que les circonstances économiques permettent au marché de s'ouvrir ; il faut que la législation, pour une raison ou pour une autre, (pollution, par exemple), ne s'y oppose pas. Il faut... Les conditions sont multiples et rarement toutes réunies. Fréquemment, la société qui parvient à éliminer les obstacles n'est pas celle qui a investi dans la recherche de départ.

Il n'est pas aisé de mettre en place des mécanismes qui moraliseront cette activité : les études scientifiques ou techniques sont autant de cas particuliers. Avant d'agir par la voie réglementaire, il faut connaître ce qu'est la réalité d'aujourd'hui. Les études sur ce sujet se multiplient dans le monde entier. Le C.N.R.S. a organisé récemment une « table ronde » sur les transferts de technologie et de développement : une pierre de plus pour un édifice qui sera certainement long à bâtir. — J.-L. L.

DIRE LA VÉRITÉ

L'archaïque Comptabilité « à partie double », en période d'inflation, affiche des bénéfices FICTIFS, et les Entreprises paient des impôts sur ces prétendus bénéfices. Voici déjà 11 ans qu'elle a été abolie en Chine. Et la Commission du Marché Commun, Bruxelles, tolère sa perpétuation. Et c'est ce qui explique la multiplication du nombre de faillites, de fermetures d'Entreprises et le développement irréversible du chômage.

Un Groupement de Patrons Français et Allemands est en cours de formation, dont le rôle sera de vulgariser l'enseignement de la Comptabilité indexée qui traduit la réalité en toutes circonstances.

Grâce à cet Enseignement, les Entreprises calculeront le montant réel de leurs bénéfices ou de leurs déficits. Et c'est sur ces bases qu'elles établiront les déclarations annuelles de leurs résultats, à adopter comme assiettes de leurs impôts sur les bénéfices.

Cet enseignement est donné par mon Ouvrage (160 grammes environ, Annexes comprises) que j'envoie par poste tous pays, versement à l'avance de 100 francs français. Les Annexes contiennent des épreuves de calculs destinées à faciliter aux Professeurs la maîtrise de cet Enseignement. Un Corrigé est donné pour l'une des épreuves susceptibles d'être jugées difficiles. Les Etudiants doivent exiger que cet Enseignement leur soit dispensé, sinon il leur appartient de le dispenser eux-mêmes à leurs camarades. C'est pourquoi je rembourse leurs 100 francs aux 200 premiers qui m'envoient leurs épreuves, corrigées et correctement présentées. No Copyright. Reproductions, imitations, traductions autorisées.

Parmi les quelque 20 leçons collectives que j'ai données en France, Belgique, Suisse, la moitié m'ont été demandées soit par des Professeurs, ou des Etudiants, ou des Comptables, ou des

PATRONS

fermement décidés à payer aux Fisco ce qui leur est dû, et pas sur les parties FICTIVES de leurs bénéfices, et encore moins sur leurs déficits. Ces leçons, je les donne que si elles réunissent au moins trois personnes. Dorénavant, je demande qu'une de ces personnes ait préalablement satisfait aux épreuves. Je ne demande ni honoraire ni remboursement de quel que ce soit.

Cet Ouvrage est intitulé :

SORTIR DE L'INFLATION

En langue allemande, la rédaction est en cours de préparation. Son vocabulaire sera emprunté aux « Gemeinschafts-Richtlinien für das Rechnungswesen » et à l'Aktiengesetz de 1965.

Emile KRIEG, 7, rue d'Anjou, 75008 PARIS

Tél. (1) 265-58-76 C.C.P. Paris 1030-11

Voyage d'affaires au Moyen-Orient? Ne partez pas sans notre livre jaune.



Notre horaire vous présente une bonne nouvelle : à partir du 1^{er} novembre, vous gagnez deux heures sur tous vos vols

pour le Moyen-Orient. Départ 13 h 15 d'Orly-Ouest pour Munich avec 10 correspondances directes par semaine vers Téhéran ou Bagdad. Consultez notre livre jaune.



Lufthansa

Lufthansa. Pour mieux voyager.

ARTS ET SPECTACLES

En bref

Cinéma

« Bluff »

Un petit truand (Adriano Celentano) et un escroc célèbre (Anthony Quinn) font connaissance au cours de deux évènements et s'associent pour monter des escroqueries de plus en plus énormes. Cette comédie italienne est bizarrement située dans le midi de la France, pendant les années 1925 (costumes et accessoires rétro). On y relève un anachronisme de taille, mais qu'il faut prendre pour un gag : afin de rendre crédible un de leurs impostures, les deux compères font imprimer et vendre une fausse édition d'un journal qui est... le Monde !

Sergio Corbucci semble avoir tourné cela à toute allure. Ce ne sont que scènes d'action qui défient la logique et la vraisemblance. Il y a même des moments qui tournent carrément à la farce, sur un air de charleston. A vrai dire, ce film est bécoté, mais d'une façon si réjouissante qu'on n'a pas tout à fait l'impression d'avoir perdu son temps. — J. S.

★ Capri, Nectambules, Lord Byron, Caméo, Paranoïa, Giallie, Bienvenue - Montparnasse (v.f.).

« Corner of the circle »

Trois jours dans la vie d'un jeune homme, Arthur, qui travaille dans une agence de publicité de Lexington Avenue, à New York. Un long week-end de dérive, de solitude, d'ennui, d'angoisse, que rien ne vient plus conforter parce que les attaches ont été rompues.

Employé apprécié de ses collègues, de son patron, Arthur se sent mal dans sa peau. Il a pris en horreur le sexe féminin. Le soir, il erre dans Central Park West, où se retrouvent les homosexuels, il fait la connaissance de Bob, un fana de cinéma, qui connaît Hitchcock par cœur. Pudeur, émoi, début d'idylle. Mais Arthur se refuse.

Samedi : Arthur se rend chez ses parents, dans la banlieue populaire, à Brooklyn, retrouve un père avarié, une mère obsédée par le mariage. Dimanche après-midi, Arthur et Bob se rejoignent dans Central Park, envahi par la foule en liesse. Arthur fait comprendre à Bob que leur aventure est terminée. Il regagne sa chambre, en proie au cauchemar, coupable, culpabilité.

Thèse de fin d'études à la New-York University, *Corner of the circle* révèle déjà chez son jeune auteur, Bill Daughton, la complète maîtrise du récit, même si la mise en scène redouble un peu trop la paranoïa du personnage central : la caméra ne quitte jamais Arthur, renforçant la sensation d'étouffement. Bob, à un moment donné, elle le suit, du coup de la fond, de Tony Richardson, et pour cause : l'influence du Free Cinema britannique, dans sa veine la plus populiste, semble déterminante. Cela nous vaut un New-York en noir et blanc, ferme, glauque, *middle class*, qu'on peut opposer à l'humanisme de King Vidor, aux mondes parallèles d'Andy Warhol, ou à l'anonymat écrasant du dernier film de Chantal Akerman, *News from home*. — L. M.

★ Le Marais (v.o.).

Rock

Aerosmith

Aerosmith est venu, lundi soir, au Pavillon de Paris précédé d'une certaine réputation. Il est vrai qu'en moins de trois ans, le groupe, formé de cinq musiciens originaires de Boston, s'est forgé une place dans le monde du rock, vendant un million d'exemplaires de leur second album (*Get your wings*).

A la voir, à l'entendre, la d'écouleur est totale. Certes, Aerosmith a de l'énergie, une bonne force de frappe, mais il paraît dénué de toute originalité, de toute personnalité, il reste anonyme — simplement, parfois, il fait penser à tel ou tel groupe qui jouait ainsi il y a quelques années, aux Who pour un morceau, à un autre ensemble pour d'autres thèmes. On a tristement l'impression de remonter le temps, de se retrouver au milieu des années 60. C. F.

Musique

L'Orchestre de Paris aux États-Unis

L'Orchestre de Paris vient d'achever, d'ailleurs à Carnegie Hall, sa deuxième tournée aux États-Unis : vingt concerts en vingt-quatre jours, dont quatre à New-York, deux à Washington, un à Boston, Richmond, Minneapolis, Philadelphie, etc. Une tournée bien organisée, pas trop jalonnée de l'importance de la première, qui avait duré six semaines, et dont les musiciens rapportent d'excellents souvenirs, d'autant qu'ils ont joué partout devant des salles pleines et avec un grand succès.

La satisfaction est également visible du côté des responsables culturels de l'Amérique de France : à l'occasion du bicentenaire des États-Unis, le gouvernement a pris les moyens financiers nécessaires pour montrer aux Américains que nous disposons maintenant d'institutions musicales de valeur internationale, avec l'Opéra et l'Orchestre de Paris. Il fallait pour cela les amener sur place, d'autant que depuis dix ans, pour des raisons économiques et politiques, les mélomanes américains ont un peu abandonné le chemin de Paris. La démonstration est faite.

Toutefois, la deuxième tournée de notre orchestre ne pouvait avoir la même tonalité hautement sentimentale que la première, celle de 1988 : c'était alors le retour de Charles Munch, l'un des enfants chers du public américain, à Boston et à New-York, avec un orchestre français tout neuf qu'il avait lui-même composé et entraîné, et que tout le monde, à commencer par Herbert von Karajan, a nommé l'« Orchestre de Paris ». Munch, d'ailleurs, a déclaré « fabuleux » (le Monde des 28 et 29 octobre 1988). Munch avait donné à ces concerts une couleur et un enthousiasme irrésistibles, et un enthousiasme irrésistible, et le chemin de Paris. La démonstration est faite.

L'accent s'est déplacé cette année. D'abord parce que l'Orchestre de Paris n'est qu'un des champions de ce tournoi international du bicentenaire, où il rivalise, et fait bonne figure, avec les orchestres de Berlin, de Londres, de Prague, de Zurich et de tous les États-Unis ; et une telle olympiade n'aurait guère de sens, en même temps qu'elle amène quelques critiques. Les critiques de Boston sont moins enthousiastes qu'il y a huit ans, tandis que Harold Schonberg, le célèbre critique du New York Times, autorité suprême en la matière, n'a pas assisté aux premiers concerts de l'Orchestre de Paris.

D'autre part, la curiosité s'est portée en grande partie sur Daniel Barenboim, célèbre comme pianiste aux États-Unis, mais qui, cette fois, se présentait comme chef d'orchestre « à part entière » ; et dans des programmes sans surprise, qui contenaient certes deux lires de musique française (littérature à Berlioz, Saint-Saëns, Franck, Debussy et Ravel), on attendait surtout ses interprétations de la Première et de la Troisième symphonie de Brahms et de la Septième de Beethoven, ce qui, en tout état de cause, excluait de grandes surprises.

Pour l'observateur étranger, l'intérêt était aussi de découvrir le public américain. Ainsi, aux fins fonds de Brooklyn, à une heure de route de Manhattan, cette salle de deux mille cinq cents places, grande comme Feyel, qu'est le Walt Whitman Hall de l'université, inconnu des chanteurs de jazz et des journaux de spectacle, et que l'on trouve pleine à ras bord d'une foule de gens de tous âges, plus remuante et bruyante qu'un public parisien, d'autant que l'acoustique assez crue ne nous laisse rien ignorer des toux et des froissements de papier.

Mais cela n'a rien à une participation à la musique que l'on

devine très vivante et spontanée : tandis que l'Orchestre de Paris joue la Troisième Symphonie de Brahms avec une furia toute française, électrisée par les gestes nerveux et tranchants de Barenboim, celui-ci impose une dynamique tendue et un peu raide qui a grande allure, mais manque quelque peu de l'élégance majestueuse de la magnificence rayonnante d'un Furtwängler ou d'un Walter, qui savent à merveille allier le familier, le légendaire et le pastoral dans cette œuvre heureuse. Barenboim cherche trop à convaincre dans ces pages qui demandent plus de détente et de mystère.

En revanche, son interprétation de la Septième Symphonie de Beethoven a beaucoup gagné, avec des progressions saisissantes et d'autres qui menagent un espace pour le chant pur, une vibration profonde de ces grandes houles massives, qui ne peuvent laisser insulter les détails. On sent tout d'un coup un rythme plus subtil, des nuances et des transitions plus finement étudiées, mais le ton atteint véritablement à sa grandeur épique.

L'Orchestre de Paris, un peu épuisé par la dureté du Walt

Whitman Hall, s'épanouissait dans le temple des considérations new-yorkaises, dont l'acoustique est célèbre, même si l'on doit faire abstraction des rumeurs périodiques du maître qui passe sous la scène. Foule énorme là aussi, où les amis de la France voisinaient avec ceux d'Israël venus pour fêter Barenboim et le grand violoniste Itzhak Perlman dans le Concerto de Brahms. Un peu étouffé tout d'abord par la direction rigoureuse et combative de Barenboim, Perlman déployait ensuite un lyrisme d'une admirable qualité, avec une sonorité dense et profonde, une phrase d'une ligne portante, dans l'Adagio notamment.

La tournée de l'Orchestre de Paris prenait fin sur l'apothéose un peu crasse de la Symphonie avec orgue, de Saint-Saëns, jouée avec une incontestable virtuosité mettant en valeur tous les pupitres de l'orchestre. Et l'on se quittait avec accents imprévus de l'émotion et de l'admiration de Sir Edward Elgar, un air retentissant d'une saveur toute anglo-saxonne qui enchantait le public américain.

JACQUES LONCHAMPT.

Lilamand vingt ans après

L'histoire de Charles Lilamand telle qu'on peut la lire sur le programme a quelque chose de pathétique : premier prix au Conservatoire à seize ans, dans la classe de Karajan à Carnegie Hall, l'accroche à déclarer « fabuleux » (le Monde des 28 et 29 octobre 1988). Munch avait donné à ces concerts une couleur et un enthousiasme irrésistibles, et un enthousiasme irrésistible, et le chemin de Paris. La démonstration est faite.

Que Charles Lilamand ne joue pas comme tout le monde, cela se devine après ce qu'on vient de lire. On se rend compte qu'il rivalise directement avec les plus grands, mais peut-être vaut-il mieux attendre pour en décider qu'il se soit familiarisé une nouvelle fois avec le rôle du violon. Mais cet aspect même est surtout gênant pour ceux qui aiment seulement les choses bien lées, les interprétations sans histoire tirées au cordeau.

Cet art de dire simplement les choses complexes n'est pas seulement un don du ciel : c'est le fruit d'un travail d'analyse et de contrôle de la sonorité, une discipline de tous les instants. En fin de programme, le Carnaval de Schumann, est peut-être la partie la moins directement contraincante du programme, du moins au début : on est mal à l'aise, cela semble fantaisique, bizarre. Et puis, peu à peu, on rend compte que c'est « ça » : on y était et on ne le savait pas.

GERARD CONDÉ.

★ 10, rue Fontaine. Prochaines rééditions les 18 novembre et 2 décembre.

Théo Adam à Nanterre

Actuellement invité par l'Opéra de Paris où l'on répète l'Or du Rhin, Théo Adam, l'élève venu de l'Est, occupe utilement ses loisirs : c'est ainsi qu'on a pu l'entendre, vendredi soir, à Nanterre dans le Voyage de l'Opéra, un cycle de vingt-quatre chansons, pour reprendre les termes de la présentation du directeur du Théâtre des Amandiers, Pierre Debauche, trop naïvement pour être vraiment innocent.

Reste à savoir au nom de quels principes sacrés, on n'aurait pas le droit de traduire l'œuvre par chansons puisqu'on fond ce n'est que des journaux de spectacle, et que l'on trouve pleine à ras bord d'une foule de gens de tous âges, plus remuante et bruyante qu'un public parisien, d'autant que l'acoustique assez crue ne nous laisse rien ignorer des toux et des froissements de papier.

Mais cela n'a rien à une participation à la musique que l'on

Schubert ne viennent pas le tirer par les pieds pour autant, elles le confirment peut-être même, car son parti pris de dire tout droit les choses comme elles sont : le poteau indicateur, la girouette, le filon, le poète, le joueur de vielle, le chanteur, le voyage sans répit, tout qui n'est pas pour autant un chemin de croix. Pour chaque chanson, une seule tenue — parfois l'esquisse d'un geste — Théo Adam reste un comédien discret) — tempo affirmé dès le départ et la ligne conduite jusqu'au bout : vingt-quatre variations sur le thème de la vie, d'une acoustique qui laisse bien augurer des deux spectacles que va y donner l'Opéra de Leipzig : Kierke, de Hindemith (les 23 et 24 novembre), le Barbier de Séville (les 26 et 27 novembre). — G. C.

★ La Ligue française de l'enseignement et de l'éducation permanente a publié un communiqué où elle proteste à contre les coupes sombres pratiquées solidairement au nom d'économies dans le budget 1977 du secrétariat à la culture, coupes sombres dont les victimes seront encore une fois les collectivités locales. La Ligue annonce une mobilisation de ses trente-huit mille associations.

★ « Réna ou la résurrection ? », d'Ibsen, adapté pour le Théâtre Carré, à Paris, par Maurice Clavel, sera présenté en oratorio pendant quelques jours : Silvia Monfort a fait une chute qui l'empêche de se mouvoir normalement sur scène.

★ Les Ateliers de Lyon, dirigés par Gilles Chavaudon, proposent des abonnements pour une série de spectacles : « Portrait de Doré ».

d'Hélie Clous (du 10 au 20 novembre) ; « Le Surmali », d'Alphonse Allais (du 15 décembre au 16 janvier) ; « Histoire de l'oncle Jakob », par le Théâtre populaire de Lorraine (du 19 au 29 janvier) ; « La Double Inconnue » (du 23 février au 13 mars) ; « Paroles de femmes » (du 16 au 26 mars). Hors abonnement, la saison commence avec « Gros Cille », d'après Emile Ajar, par Pierre Leenhardt (du 21 au 31 octobre). Renseignements : (78) 37-46-30.

★ La première livraison annuelle de « Répertoire permanent de la production théâtrale en France », rédigé par le Centre de recherches documentaires sur les arts du spectacle du C.N.R.S., vient de paraître. Pour les commandes et renseignements, s'adresser au directeur de la bibliothèque de l'université Paris-VII, route de la Touraille, 75571 Paris Cedex 12.

CENTRE CULTUREL DU MARAIS

Musique-Danse : 27 octobre - 25 novembre à 21 heures

LES POST-MODERN AMÉRICAINS

13 programmes différents

2 novembre : CONSTANCE DE JONG - Lecture dramatique

3-4 novembre : NANCY TOPP et JON GIBSON - Musique, danse, vidéo

5-8 novembre : LUCINDA CHILDS - Danse, solo

26-28, rue des Francs-Bourgeois (3^e), 278-66-65

Jazz

Newport à France-Musique

Newport à France-Musique : un signe. Pour la première fois depuis treize années qu'il passe à Paris, Newport entre, avenue Kennedy, dans la « maison rouge », et une chaine ne se contente plus de présenter et de transmettre la manifestation, elle la reçoit et la prend en charge, après avoir non seulement acquis des droits de diffusion, mais encore acheté le plateau dans son ensemble.

Ainsi se trouve consacrée la bonne alliance du jazz et d'une antenne qui, certes, lui a toujours offert l'hospitalité, mais qui, jusqu'à la réforme récente, veillait à ne pas engager ses gros sous pour cet invité du bout de la calebasse. Les largesses allaient au service des pensionnaires incrimés, lesquels paraissaient tirés aux places d'honneur, celles des parvenus et des bien nés.

Newport à France-Musique réalise un vœu de Paul Gilson, au début de la décennie soixante, alors qu'il présidait aux destinées de la radio, celui de gérer, d'un bout à l'autre, une opération jayz de grande ampleur. C'était bien sûr, à cette époque, si l'on songe que, quelque temps après, certains durent l'usage de nouveau, avec l'appui de Roland Dordain, pour conjurer le péril d'une interdiction du jazz sur les chaînes distinguées.

Cette menace d'exclusion fut, à la vérité, la dernière, mais le jazz, un banquier culturel, ne quitta pas pour autant son siège éloigné de cousin pauvre. En 1974, pour ainsi dire hier, on amoncelait encore à sa part de rogatoires. Quant aux tracasseries dont il était l'objet lorsqu'il s'habillait de façon un peu neuve, n'en parlons plus, sauf pour rappeler qu'il perd de cette sudore, un moment, son droit d'apparition quotidienne sur rendez-vous des fins d'après-midi.

Ces moros sont révolues, à ce qu'il semble, et ce n'est pas un hasard si la plus ancienne, la plus fameuse tournée, le joyeux renard du plus célèbre festival de jazz atteint enfin, ce mois-ci, la grande scène de l'« Auditorium », après avoir fréquenté la Monnaie, l'Olympia, le Palais des Sports, trois fois Chaillot, six fois Feyel, mais jamais, jusqu'alors, la salle « 104 », où il sera très à l'aise. Shopp, Roach, Mingus, à la Courneuve, en septembre, c'était l'une des meilleures

res affiches concevables, pour une nuit. Mc Coy Tyner, Sonny Rollins, Gil Evans, Bill Evans, Maddy Waters, c'est l'une des meilleures troupes imaginables pour cinq jours. De tels événements rassurent. La saison ne commence pas mal.

LUCIEN MALSON.

★ 3 NOVEMBRE, 20 h. 30. Théâtre des Champs-Élysées : McCoy Tyner (piano), avec James Ford, Ronald Bridgewater (sax), James Sambrough (basse), Eric Gravatt (drums), Antonio De Souza Franco (percussions).

★ 4 NOVEMBRE, 18 h. 30 et 21 h. 30. Salle « 104 » : Gil Evans Big Band, avec John Faddis et Lou Soloff (trompettes), George Adams (saxophone ténor).

★ 5 NOVEMBRE, 20 h. 30. Salle « 104 » : Bill Evans Trio, avec Eddie Gomez (basse) et Elliott Zigmund (drums). Betty Carter, accompagnée par John Hicks (piano), Denis Irvin (basse), Clifford Barboro (drums).

★ 6 NOVEMBRE, 20 h. 30. Théâtre des Champs-Élysées : Sonny Rollins Quintet, avec Michael Wolf (piano électrique et piano), Ray Auril (guitare électrique), Donald Fute (basse électrique), Edward Moore (drums).

★ 7 NOVEMBRE, 18 h. 30 et 20 h. 30. Salle « 104 » : Muddy Waters Septet, avec Luther Johnson Jr, Bob Marshall (guitares électriques), Jerry Portnoy (harmonica), Pinetop Perkins (piano), Calvin Jones (basse), Willy Smith (drums).

■ On apprend la mort de Jacqueline Casadieu, comédienne et chanteuse. À Batz-sur-Mer. Elle était âgée de soixante-seize ans. Avec son mari, Xavier de Courville, elle animait au musée Grévin les représentations du Microgips, qui devaient être à Batz-sur-Mer, près de La Baule, le Microgips du manoir de Kerlan.

■ Un concours international de violoncelle pour la musique contemporaine sera organisé, du 28 juin au 3 juillet 1977, au cours des cinquièmes Rencontres internationales d'art contemporain de la Rochelle, sous l'égide de la Fondation de France. Le jury, présidé par Mstislav Rostropovitch, décidera d'un premier prix de 15.000 francs. Son titulaire signera divers engagements, notamment avec Radio-France. Ce concours est ouvert aux violoncellistes du monde entier.

PREMIERE MERCREDI 3 NOVEMBRE

le genre humain

de JEAN-EDERN HALLIER

mise en scène Henri RONSE

avec José-Maria FLOTATS et Michel VITOLD

ESPACE PIERRE CARDIN
266.17.30

Dans le cadre des échanges culturels Franco-Soviétiques			
L.U.R.S.S. présente			
du Mardi 2 au Lundi 8 Novembre			
LA SEMAINE DU CINEMA SOVIETIQUE			
La salle des Galeries Nationales d'Expositions			
au GRAND PALAIS			
Av. du Général Eisenhower, angle Champs-Élysées			
M ^e Champs-Élysées - Clemenceau			
Renseignements : tél. 231.81.24 et 553.92.01 poste 761			
MARDI 2	21h	L'UNIQUE	de L.HERTZ
MERCREDI 3	18h30	LA PREMIERE HIRONDELLE	de Nana DZHERIDZE
	21h	LA CONFRANCE	de W. TREGOUBOVITCH URSS et L. LAINE Finlande
JEUDI 4	18h30	QUAND VIENT SEPTEMBRE	de E. KEROSSAIAN
	21h	LES ENCEPES	de L. GOSTEV
VENREDI 5	18h30	LA CONFRANCE	de G. PANFLOV
	21h	JE DEMANDE LA PAROLE	de G. PANFLOV
SAMEDI 6	18h30	QUAND VIENT SEPTEMBRE	de E. KEROSSAIAN
	21h	LES ENCEPES	de L. GOSTEV
DIMANCHE 7	18h30	LA PREMIERE HIRONDELLE	de Nana DZHERIDZE
	21h	L'ETOILE DU MERVEILLEUX BONHEUR	de V. MOTYL
LUNDI 8	18h30	L'UNIQUE	de L.HERTZ
	21h	JE DEMANDE LA PAROLE	de G. PANFLOV

CALENDRIER DES CONCERTS

Palais des Congrès
Lundi 8 novembre à 21 heures (P.A.)
GIFFRA
CHOPIN, LISZT, RAVEL

Salle Pleyel
Lundi 8 novembre à 20 h 30 (P.A.)
LONDON CHAMBER ORCHESTRA
dir. Olek KAGAN
Mozart - Vivaldi - Haydn

ERLÉ
Lundi 8 novembre à 21 heures
Les Dames de la F.M.C.
MAURICE ANDRÉ
Mitterhofer

INSTITUT DES CHAMPS-ÉLYSÉES
Lundi 8 novembre à 20 h 30 (P.A.)
TRIO PHÉMIOS
H. KUBER, violon, H. KUBER, violoncelle, J. KUBER, piano

Salle Pleyel
Mardi 9 novembre à 20 h 30 (P.A.)
SCHUBERT
pour le duo
GOTKOVSKY

LE PALAIS
Lundi 8 novembre à 20 h 30 (P.A.)
CONCERTS DU MARDI LUNDIS DU PALAIS
QUATOUR BERNESE
QUATOUR PARISIEN
Mendelssohn - Brahms

THEATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
Mardi 9 novembre à 20 heures (Ondelot.)
KOGAN
Au piano : N. KOGAN
Bach, Beethoven, Grieg, Ravel

Salle Pleyel
Mardi 9 novembre à 20 h 30 (Ondelot.)
Catherine COLLARD
Beethoven - Brahms - Schumann

THEATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
Vendredi 12 novembre à 20 h 30 (Valmalle.)
CICCOLINI
Schubert, Liszt, Moussorgski

Salle Pleyel
Lundi 22 nov. à 20 h 30
Loc. : Salle, Bureau, 3 F.M.C. et Agences (Valmalle.)
INBAL
RICCI
BEETHOVEN, PASTORIS, STRAUSS

PIANO * 77 - RÉCITAL BEETHOVEN**
VLADIMIR ASHKENAZY
Vend. 12 nov. 20 h 30 - THEATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES

THEATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES - Les 25 et 26 nov., 20 h 30
ACADEMY OF St-MARTIN
IN THE FIELDS
2 programmes différents : BACH, HANDEL, MOZART, VIVALDI
Location : Théâtre, Durand, Copier et Fene

FRANCE ÉLYSÉES-GAUMONT MADELINE-GAUMONT THEATRE
MONTMARTRE 83-CLICHY-PATHÉ FAUVETTE
PANTHEON-CALYPSO-DIDÉROT
PARLY 2-STUDIO-ROSNY-ARTEL-ARGENTEUIL-AULNAY-PARINOR
VIRY-CHATILLON-CALYPSO-STE-GENEVIEVE-DES-BOIS-LE-FERRAY

"les jeunes générations y 'flippent..."
Robert Benayoun
LE POINT
WALT DISNEY
FANTASIA
TECHNICOLOR

CONCERTS

NOUV. ORCH. PHILHARMONIQUE
Dir. E. KRIVINE
Sol. E. KRIVINE - C. CHENON
HAYDN - MOZART

MUSIQUE DE CHAMBRE
RADIO-FRANCE
Auditorium
105
Lundi 8 nov. à 20 h 30
J. RIVIER - L. COUPERIN
PANDUREN - BALASTRE
M. CHANA - P. COUPERIN
A. ELIN
avec le quatuor Parthena,
H. Vignat-Lecroix,
M. Takahashi, J.-M. Crocq

ORCH. NATIONAL DE FRANCE
Direction : L. Bernstein
Solo : M. Rostropovitch
MILHAUD - SCHUMANN
BLOCH

SAISON LYRIQUE
Radio-France
Grand Auditorium
Mardi 9 novembre à 20 h 30
Darius MILHAUD
L'ORESTIE
avec C. Berge, H. Carvill,
L. Dourson, D. Barreau,
NOUV. ORCH. PHILHARMONIQUE
Dir. M. ABRAVANEL

THEATRE NATIONAL DE L'OPÉRA
AVIS DE CONCOURS
Des concours de recrutement sont ouverts au Théâtre National de l'Opéra pour les postes ci-dessous :

— un poste de ténor jouant du contre-ténor : épreuves le 3 décembre 1976 à 9 h 30.
— un poste de violoncelle : épreuves le 7 décembre à 9 heures. A l'issue du concours aura lieu un concours intérieur pour deux postes de 3^e solistes.
— des postes de violon : épreuve le 15 décembre à 9 heures.
— deux postes de pianistes pour accompagner les classes de danse, épreuves le 2 décembre 1976 à 14 h.

Renseignements sur les programmes et inscriptions : Secrétariat de l'Opéra (pour les pianistes des concours de danse : Bâle de la Danse) - Théâtre de l'Opéra - 8, rue Scribe à PARIS (9^e). Téléphone : 742-24-25.

ODEON

PIGGIOLLO TEATRO
après son grand succès en 1973
IL CAMPIELLO
(La Petite Place)
de GOLDONI
mise en scène de STREHLER

recient pour une série limitée de représentations
m. 2, mar. 3, j. 4, v. 5, s. 6, m. 7, mar. 8, j. 9, v. 10, s. 11, mar. 12, j. 13, v. 14, s. 15, mar. 16, j. 17, v. 18, s. 19, mar. 20, j. 21, v. 22, s. 23, mar. 24, j. 25, v. 26, s. 27, mar. 28, j. 29, v. 30, s. 31, mar. 32, j. 33, v. 34, s. 35, mar. 36, j. 37, v. 38, s. 39, mar. 40, j. 41, v. 42, s. 43, mar. 44, j. 45, v. 46, s. 47, mar. 48, j. 49, v. 50, s. 51, mar. 52, j. 53, v. 54, s. 55, mar. 56, j. 57, v. 58, s. 59, mar. 60, j. 61, v. 62, s. 63, mar. 64, j. 65, v. 66, s. 67, mar. 68, j. 69, v. 70, s. 71, mar. 72, j. 73, v. 74, s. 75, mar. 76, j. 77, v. 78, s. 79, mar. 80, j. 81, v. 82, s. 83, mar. 84, j. 85, v. 86, s. 87, mar. 88, j. 89, v. 90, s. 91, mar. 92, j. 93, v. 94, s. 95, mar. 96, j. 97, v. 98, s. 99, mar. 100, j. 101, v. 102, s. 103, mar. 104, j. 105, v. 106, s. 107, mar. 108, j. 109, v. 110, s. 111, mar. 112, j. 113, v. 114, s. 115, mar. 116, j. 117, v. 118, s. 119, mar. 120, j. 121, v. 122, s. 123, mar. 124, j. 125, v. 126, s. 127, mar. 128, j. 129, v. 130, s. 131, mar. 132, j. 133, v. 134, s. 135, mar. 136, j. 137, v. 138, s. 139, mar. 140, j. 141, v. 142, s. 143, mar. 144, j. 145, v. 146, s. 147, mar. 148, j. 149, v. 150, s. 151, mar. 152, j. 153, v. 154, s. 155, mar. 156, j. 157, v. 158, s. 159, mar. 160, j. 161, v. 162, s. 163, mar. 164, j. 165, v. 166, s. 167, mar. 168, j. 169, v. 170, s. 171, mar. 172, j. 173, v. 174, s. 175, mar. 176, j. 177, v. 178, s. 179, mar. 180, j. 181, v. 182, s. 183, mar. 184, j. 185, v. 186, s. 187, mar. 188, j. 189, v. 190, s. 191, mar. 192, j. 193, v. 194, s. 195, mar. 196, j. 197, v. 198, s. 199, mar. 200, j. 201, v. 202, s. 203, mar. 204, j. 205, v. 206, s. 207, mar. 208, j. 209, v. 210, s. 211, mar. 212, j. 213, v. 214, s. 215, mar. 216, j. 217, v. 218, s. 219, mar. 220, j. 221, v. 222, s. 223, mar. 224, j. 225, v. 226, s. 227, mar. 228, j. 229, v. 230, s. 231, mar. 232, j. 233, v. 234, s. 235, mar. 236, j. 237, v. 238, s. 239, mar. 240, j. 241, v. 242, s. 243, mar. 244, j. 245, v. 246, s. 247, mar. 248, j. 249, v. 250, s. 251, mar. 252, j. 253, v. 254, s. 255, mar. 256, j. 257, v. 258, s. 259, mar. 260, j. 261, v. 262, s. 263, mar. 264, j. 265, v. 266, s. 267, mar. 268, j. 269, v. 270, s. 271, mar. 272, j. 273, v. 274, s. 275, mar. 276, j. 277, v. 278, s. 279, mar. 280, j. 281, v. 282, s. 283, mar. 284, j. 285, v. 286, s. 287, mar. 288, j. 289, v. 290, s. 291, mar. 292, j. 293, v. 294, s. 295, mar. 296, j. 297, v. 298, s. 299, mar. 300, j. 301, v. 302, s. 303, mar. 304, j. 305, v. 306, s. 307, mar. 308, j. 309, v. 310, s. 311, mar. 312, j. 313, v. 314, s. 315, mar. 316, j. 317, v. 318, s. 319, mar. 320, j. 321, v. 322, s. 323, mar. 324, j. 325, v. 326, s. 327, mar. 328, j. 329, v. 330, s. 331, mar. 332, j. 333, v. 334, s. 335, mar. 336, j. 337, v. 338, s. 339, mar. 340, j. 341, v. 342, s. 343, mar. 344, j. 345, v. 346, s. 347, mar. 348, j. 349, v. 350, s. 351, mar. 352, j. 353, v. 354, s. 355, mar. 356, j. 357, v. 358, s. 359, mar. 360, j. 361, v. 362, s. 363, mar. 364, j. 365, v. 366, s. 367, mar. 368, j. 369, v. 370, s. 371, mar. 372, j. 373, v. 374, s. 375, mar. 376, j. 377, v. 378, s. 379, mar. 380, j. 381, v. 382, s. 383, mar. 384, j. 385, v. 386, s. 387, mar. 388, j. 389, v. 390, s. 391, mar. 392, j. 393, v. 394, s. 395, mar. 396, j. 397, v. 398, s. 399, mar. 400, j. 401, v. 402, s. 403, mar. 404, j. 405, v. 406, s. 407, mar. 408, j. 409, v. 410, s. 411, mar. 412, j. 413, v. 414, s. 415, mar. 416, j. 417, v. 418, s. 419, mar. 420, j. 421, v. 422, s. 423, mar. 424, j. 425, v. 426, s. 427, mar. 428, j. 429, v. 430, s. 431, mar. 432, j. 433, v. 434, s. 435, mar. 436, j. 437, v. 438, s. 439, mar. 440, j. 441, v. 442, s. 443, mar. 444, j. 445, v. 446, s. 447, mar. 448, j. 449, v. 450, s. 451, mar. 452, j. 453, v. 454, s. 455, mar. 456, j. 457, v. 458, s. 459, mar. 460, j. 461, v. 462, s. 463, mar. 464, j. 465, v. 466, s. 467, mar. 468, j. 469, v. 470, s. 471, mar. 472, j. 473, v. 474, s. 475, mar. 476, j. 477, v. 478, s. 479, mar. 480, j. 481, v. 482, s. 483, mar. 484, j. 485, v. 486, s. 487, mar. 488, j. 489, v. 490, s. 491, mar. 492, j. 493, v. 494, s. 495, mar. 496, j. 497, v. 498, s. 499, mar. 500, j. 501, v. 502, s. 503, mar. 504, j. 505, v. 506, s. 507, mar. 508, j. 509, v. 510, s. 511, mar. 512, j. 513, v. 514, s. 515, mar. 516, j. 517, v. 518, s. 519, mar. 520, j. 521, v. 522, s. 523, mar. 524, j. 525, v. 526, s. 527, mar. 528, j. 529, v. 530, s. 531, mar. 532, j. 533, v. 534, s. 535, mar. 536, j. 537, v. 538, s. 539, mar. 540, j. 541, v. 542, s. 543, mar. 544, j. 545, v. 546, s. 547, mar. 548, j. 549, v. 550, s. 551, mar. 552, j. 553, v. 554, s. 555, mar. 556, j. 557, v. 558, s. 559, mar. 560, j. 561, v. 562, s. 563, mar. 564, j. 565, v. 566, s. 567, mar. 568, j. 569, v. 570, s. 571, mar. 572, j. 573, v. 574, s. 575, mar. 576, j. 577, v. 578, s. 579, mar. 580, j. 581, v. 582, s. 583, mar. 584, j. 585, v. 586, s. 587, mar. 588, j. 589, v. 590, s. 591, mar. 592, j. 593, v. 594, s. 595, mar. 596, j. 597, v. 598, s. 599, mar. 600, j. 601, v. 602, s. 603, mar. 604, j. 605, v. 606, s. 607, mar. 608, j. 609, v. 610, s. 611, mar. 612, j. 613, v. 614, s. 615, mar. 616, j. 617, v. 618, s. 619, mar. 620, j. 621, v. 622, s. 623, mar. 624, j. 625, v. 626, s. 627, mar. 628, j. 629, v. 630, s. 631, mar. 632, j. 633, v. 634, s. 635, mar. 636, j. 637, v. 638, s. 639, mar. 640, j. 641, v. 642, s. 643, mar. 644, j. 645, v. 646, s. 647, mar. 648, j. 649, v. 650, s. 651, mar. 652, j. 653, v. 654, s. 655, mar. 656, j. 657, v. 658, s. 659, mar. 660, j. 661, v. 662, s. 663, mar. 664, j. 665, v. 666, s. 667, mar. 668, j. 669, v. 670, s. 671, mar. 672, j. 673, v. 674, s. 675, mar. 676, j. 677, v. 678, s. 679, mar. 680, j. 681, v. 682, s. 683, mar. 684, j. 685, v. 686, s. 687, mar. 688, j. 689, v. 690, s. 691, mar. 692, j. 693, v. 694, s. 695, mar. 696, j. 697, v. 698, s. 699, mar. 700, j. 701, v. 702, s. 703, mar. 704, j. 705, v. 706, s. 707, mar. 708, j. 709, v. 710, s. 711, mar. 712, j. 713, v. 714, s. 715, mar. 716, j. 717, v. 718, s. 719, mar. 720, j. 721, v. 722, s. 723, mar. 724, j. 725, v. 726, s. 727, mar. 728, j. 729, v. 730, s. 731, mar. 732, j. 733, v. 734, s. 735, mar. 736, j. 737, v. 738, s. 739, mar. 740, j. 741, v. 742, s. 743, mar. 744, j. 745, v. 746, s. 747, mar. 748, j. 749, v. 750, s. 751, mar. 752, j. 753, v. 754, s. 755, mar. 756, j. 757, v. 758, s. 759, mar. 760, j. 761, v. 762, s. 763, mar. 764, j. 765, v. 766, s. 767, mar. 768, j. 769, v. 770, s. 771, mar. 772, j. 773, v. 774, s. 775, mar. 776, j. 777, v. 778, s. 779, mar. 780, j. 781, v. 782, s. 783, mar. 784, j. 785, v. 786, s. 787, mar. 788, j. 789, v. 790, s. 791, mar. 792, j. 793, v. 794, s. 795, mar. 796, j. 797, v. 798, s. 799, mar. 800, j. 801, v. 802, s. 803, mar. 804, j. 805, v. 806, s. 807, mar. 808, j. 809, v. 810, s. 811, mar. 812, j. 813, v. 814, s. 815, mar. 816, j. 817, v. 818, s. 819, mar. 820, j. 821, v. 822, s. 823, mar. 824, j. 825, v. 826, s. 827, mar. 828, j. 829, v. 830, s. 831, mar. 832, j. 833, v. 834, s. 835, mar. 836, j. 837, v. 838, s. 839, mar. 840, j. 841, v. 842, s. 843, mar. 844, j. 845, v. 846, s. 847, mar. 848, j. 849, v. 850, s. 851, mar. 852, j. 853, v. 854, s. 855, mar. 856, j. 857, v. 858, s. 859, mar. 860, j. 861, v. 862, s. 863, mar. 864, j. 865, v. 866, s. 867, mar. 868, j. 869, v. 870, s. 871, mar. 872, j. 873, v. 874, s. 875, mar. 876, j. 877, v. 878, s. 879, mar. 880, j. 881, v. 882, s. 883, mar. 884, j. 885, v. 886, s. 887, mar. 888, j. 889, v. 890, s. 891, mar. 892, j. 893, v. 894, s. 895, mar. 896, j. 897, v. 898, s. 899, mar. 900, j. 901, v. 902, s. 903, mar. 904, j. 905, v. 906, s. 907, mar. 908, j. 909, v. 910, s. 911, mar. 912, j. 913, v. 914, s. 915, mar. 916, j. 917, v. 918, s. 919, mar. 920, j. 921, v. 922, s. 923, mar. 924, j. 925, v. 926, s. 927, mar. 928, j. 929, v. 930, s. 931, mar. 932, j. 933, v. 934, s. 935, mar. 936, j. 937, v. 938, s. 939, mar. 940, j. 941, v. 942, s. 943, mar. 944, j. 945, v. 946, s. 947, mar. 948, j. 949, v. 950, s. 951, mar. 952, j. 953, v. 954, s. 955, mar. 956, j. 957, v. 958, s. 959, mar. 960, j. 961, v. 962, s. 963, mar. 964, j. 965, v. 966, s. 967, mar. 968, j. 969, v. 970, s. 971, mar. 972, j. 973, v. 974, s. 975, mar. 976, j. 977, v. 978, s. 979, mar. 980, j. 981, v. 982, s. 983, mar. 984, j. 985, v. 986, s. 987, mar. 988, j. 989, v. 990, s. 991, mar. 992, j. 993, v. 994, s. 995, mar. 996, j. 997, v. 998, s. 999, mar. 1000, j. 1001, v. 1002, s. 1003, mar. 1004, j. 1005, v. 1006, s. 1007, mar. 1008, j. 1009, v. 1010, s. 1011, mar. 1012, j. 1013, v. 1014, s. 1015, mar. 1016, j. 1017, v. 1018, s. 1019, mar. 1020, j. 1021, v. 1022, s. 1023, mar. 1024, j. 1025, v. 1026, s. 1027, mar. 1028, j. 1029, v. 1030, s. 1031, mar. 1032, j. 1033, v. 1034, s. 1035, mar. 1036, j. 1037, v. 1038, s. 1039, mar. 1040, j. 1041, v. 1042, s. 1043, mar. 1044, j. 1045, v. 1046, s. 1047, mar. 1048, j. 1049, v. 1050, s. 1051, mar. 1052, j. 1053, v. 1054, s. 1055, mar. 1056, j. 1057, v. 1058, s. 1059, mar. 1060, j. 1061, v. 1062, s. 1063, mar. 1064, j. 1065, v. 1066, s. 1067, mar. 1068, j. 1069, v. 1070, s. 1071, mar. 1072, j. 1073, v. 1074, s. 1075, mar. 1076, j. 1077, v. 1078, s. 1079, mar. 1080, j. 1081, v. 1082, s. 1083, mar. 1084, j. 1085, v. 1086, s. 1087, mar. 1088, j. 1089, v. 1090, s. 1091, mar. 1092, j. 1093, v. 1094, s. 1095, mar. 1096, j. 1097, v. 1098, s. 1099, mar. 1100, j. 1101, v. 1102, s. 1103, mar. 1104, j. 1105, v. 1106, s. 1107, mar. 1108, j. 1109, v. 1110, s. 1111, mar. 1112, j. 1113, v. 1114, s. 1115, mar. 1116, j. 1117, v. 1118, s. 1119, mar. 1120, j. 1121, v. 1122, s. 1123, mar. 1124, j. 1125, v. 1126, s. 1127, mar. 1128, j. 1129, v. 1130, s. 1131, mar. 1132, j. 1133, v. 1134, s. 1135, mar. 1136, j. 1137, v. 1138, s. 1139, mar. 1140, j. 1141, v. 1142, s. 1143, mar. 1144, j. 1145, v. 1146, s. 1147, mar. 1148, j. 1149, v. 1150, s. 1151, mar. 1152, j. 1153, v. 1154, s. 1155, mar. 1156, j. 1157, v. 1158, s. 1159, mar. 1160, j. 1161, v. 1162, s. 1163, mar. 1164, j. 1165, v. 1166, s. 1167, mar. 1168, j. 1169, v. 1170, s. 1171, mar. 1172, j. 1173, v. 1174, s. 1175, mar. 1176, j. 1177, v. 1178, s. 1179, mar. 1180, j. 1181, v. 1182, s. 1183, mar. 1184, j. 1185, v. 1186, s. 1187, mar. 1188, j. 1189, v. 1190, s. 1191, mar. 1192, j. 1193, v. 1194, s. 1195, mar. 1196, j. 1197, v. 1198, s. 1199, mar. 1200, j. 1201, v. 1202, s. 1203, mar. 1204, j. 1205, v. 1206, s. 1207, mar. 1208, j. 1209, v. 1210, s. 1211, mar. 1212, j. 1213, v. 1214, s. 1215, mar. 1216, j. 1217, v. 1218, s. 1219, mar. 1220, j. 1221, v. 1222, s. 1223, mar. 1224, j. 1225, v. 1226, s. 1227, mar. 1228, j. 1229, v. 1230, s. 1231, mar. 1232, j. 1233, v. 1234, s. 1235, mar. 1236, j. 1237, v. 1238, s. 1239, mar. 1240, j. 1241, v. 1242, s. 1243, mar. 1244, j. 1245, v. 1246, s. 1247, mar. 1248, j. 1249, v. 1250, s. 1251, mar. 1252, j. 1253, v. 1254, s. 1255, mar. 1256, j. 1257, v. 1258, s. 1259, mar. 1260, j. 1261, v. 1262, s. 1263, mar. 1264, j. 1265, v. 1266, s. 1267, mar. 1268, j. 1269, v. 1270, s. 1271, mar. 1272, j. 1273, v. 1274, s. 1275, mar. 1276, j. 1277, v. 1278, s. 1279, mar. 1280, j. 1281, v. 1282, s. 1283, mar. 1284, j. 1285, v. 1286, s. 1287, mar. 1288, j. 1289, v. 1290, s. 1291, mar. 1292, j. 1293, v. 1294, s. 1295, mar. 1296, j. 1297, v. 1298, s. 1299, mar. 1300, j. 1301, v. 1302, s. 1303, mar. 1304, j. 1305, v. 1306, s. 1307, mar. 1308, j. 1309, v. 1310, s. 1311, mar. 1312, j. 1313, v. 1314, s. 1315, mar. 1316, j. 1317, v. 1318, s. 1319, mar. 1320, j. 1321, v. 1322, s. 1323, mar. 1324, j. 1325, v. 1326, s. 1327, mar. 1328, j. 1329, v. 1330, s. 1331, mar. 1332, j. 1333, v. 1334, s. 1335, mar. 1336, j. 1337, v. 1338, s. 1339, mar. 1340, j. 1341, v. 1342, s. 1343, mar. 1344, j. 1345, v. 1346, s. 1347, mar. 1348, j. 1349, v. 1350, s. 1351, mar. 1352, j. 1353, v. 1354, s. 1355, mar. 1356, j. 1357, v. 1358, s. 1359, mar. 1

CULTURE

VENEZUELA : urbanisme et pétro-bolivars

II. — DEUX CIVILISATIONS DANS LA VILLE

De notre envoyé spécial JACQUES MICHEL

Caracas est encadrée par les « ranchitos », c'est-à-dire les bidonvilles à la vénézuélienne, le même mot désignant la cabane et le quartier. Ce n'est pas seulement la pauvreté qui réunit leurs habitants en ghetto, mais aussi les structures culturelles et la chaleur sociale des rapports de voisinage. (Le Monde du 2 novembre.)

Caracas. — Le Venezuela vit depuis dix-sept ans en régime démocratique. Apparemment, c'est la paix sociale. Pas seulement pour les populations rurales qui affluent vers Caracas, seule grande ville du pays, en attendant que décollent les quelques villes moyennes dont la croissance est au programme. Dès l'origine des ranchitos, les différents régimes qui se sont succédés au Venezuela ont tenté d'empêcher l'installation des nouveaux venus qui imposaient leur urbanisation sauvage, avant d'entreprendre de résoudre le problème par l'intégration sur place des populations. A long terme, leur présence est un mal urbain. A court terme, un bien économique. Les ranchitos constituent, en effet, le réservoir de forces qui alimentent les villes en expansion au Venezuela comme partout dans le tiers-monde.

A Caracas, les populations paysannes qui viennent à la ville tendent à garder leur mode de vie traditionnel. Elles apportent avec elles leur « écologie rurale » et leurs relations humaines villageoises. La résistance au mode de vie urbain est d'autant plus développée que c'est par l'habitat moderne que la dictature de Pérez Jiménez avait choisi d'intégrer d'autorité cette population marginale, avec l'espoir que le cadre de vie finirait par façonner les esprits.

Intégrer les marginaux

Elle a construit des immeubles collectifs, contrainant les familles à exister dans le cadre du mode de la société contemporaine, au besoin sous surveillance. Mais l'expérience des « machines à habiter » n'a pas marché. Transférés de son ranchito, où il avait son arbre, son cochon ou sa volaille, le paysan déraciné se retrouvait sur 40 mètres carrés de béton, où le bon sens lui dictait de transformer placards et salles de bains en étables.

L'expérience révèle de surcroît que cette population pauvre avait, dans ses cellules d'architecture moderne, retrouvé les comportements du temps de l'occupation espagnole : elle pillait l'équipement de ses propres logements en tant que biens de l'Etat. Mais qui est l'Etat ? Beaucoup d'habitants des appartements pour aller construire ailleurs un autre ranchito, y vivre à leur manière. La société s'y réorganise, pour ainsi dire, sinon hors des lois du moins en retrait de la « civilisation » de l'Etat. Lorsqu'on quitte le ranchito pour aller à la ville, on passe d'un territoire à l'autre. Partout les mauvais garçons s'installent même un « droit de péage » pour les travailleurs qui partent le matin vers le chantier de construction situé juste en face du bolivar le passant.

En dépit de la pauvreté de ces quartiers, sans routes ni accès, tout semble harmonieux par beau temps. Mais le drame y apparaît périodiquement, au moment de ces pluies tropicales. Soudain la terre, gonflée par les eaux et saturée de mica, se met à glisser, entraînant avec les maisons, fermes, enfants et vieillards qui meurent en nombre et en silence, presque incognito sous les décombres de leurs cabanes. Et lorsque les maisons résistent, ce sont les fosses d'aisances inondées qui envahissent le maigre espace familial et font sortir en masse les rats de leurs tanières. Ce fut précisément un des moyens de pression des pouvoirs successifs que de ne rien faire pour installer le tout-à-l'égout dans ces quartiers « squattés », dont on maintenait toujours la précarité dans l'espoir d'en récupérer un jour le terrain.

Le gouvernement actuel amorce un processus nouveau. Il accepte la reconnaissance du fait accompli et le légalise par une loi, qui vient d'être votée, tendant à octroyer aux ranchitos la propriété collective des terrains qu'ils occupent. Il fera ainsi coup double :

d'une part, il légitime une « anomalie » socio-économique (ces barrios n'ont en effet aucune réalité légale) ; de l'autre, il tente plus intelligemment d'intégrer ces populations rurales dans le processus économique. Car les habitants des ranchitos ne paient ni électricité — elle est donnée gratuitement par le gouvernement — ni loyers, et nombreux sont ceux qui ne paient pas d'impôts. C'est au Banco Obrero (la Banque ouvrière) qu'incombent de mener à bien cette intégration, car le moyen est justement le crédit. Les ranchitos présentent aujourd'hui certains signes extérieurs de richesse : antennes de télévision, appareils ménagers, automobiles, achetées à crédit. Si leurs habitants peuvent payer ces équipements, ils pourront également payer leur habitat ! Lorsqu'ils auront reçu la propriété de la terre, le Banco Obrero, organisme constructeur, pourra leur vendre à crédit de petites maisons individuelles groupées, imitant l'architecture des ranchitos, mais équipées, elles, du tout-à-l'égout. On veut faire accéder les habitants des ranchitos au « standing ». Le circuit du crédit à long terme deviendrait un facteur de stabilité, destiné, un jour, à convertir ses bénéficiaires en bons contribuables.

Mais les constructions nouvelles du Banco Obrero sont réalisées sur les collines vierges, loin du casco (le centre ville). Ici, comme ailleurs, c'est toujours le même processus : en donner davantage et à meilleur compte, mais un peu plus loin, dans l'espoir de dégrader la ville. Et là encore, l'histoire veut que les « neo-ranchitos » du Banco Obrero, tout neufs, soient des échecs. On taille les collines au bulldozer pour y construire économiquement de petites maisons qui sont des zones architecturales au milieu d'une splendeur sauvage, spontanée et parvenue des ranchitos populaires s'y harmonise d'une manière inattendue. Une fondation privée a entrepris, pour sa part, d'aider la population des ranchitos à améliorer son habitat, fournissant matériaux et cadres. Une opération-pilote est actuellement en cours dans le ranch du 19 de marzo, fondé il y a trente ans par deux familles et qui compte aujourd'hui sept cents personnes.

Limiter la capitale

La question est en fait celle de la décongestion de Caracas, qu'on veut aujourd'hui bloquer. Deux décennies de développement sans limites ont presque tari un bien rare aujourd'hui dans la capitale vénézuélienne : le sol. La courbe de Caracas est couverte de constructions proliférantes. Il reste à faire des choix : densifier à outrance, ou bien décentraliser de l'autre côté des collines.

Politiquement, une plus grande densification représente un risque d'explosion sociale : on tente, par conséquent, de développer des villes moyennes tandis que Caracas s'oriente vers une croissance plus limitée. Et le fait est que Caracas est la ville qui connaît aujourd'hui le moindre développement démographique au Venezuela : + 4,4 % par an contre + 10 % à Valencia, autant à Ciudad-Guayana, et même un peu moins à Maracaibo. Devant la raréfaction du sol à Caracas, et sans que cela soit dit explicitement, les différentes classes sociales procèdent actuellement aux ultimes appropriations de leurs territoires. La vallée naturelle de la capitale bénéficie du climat le plus tempéré du pays. Pendant qu'à l'intérieur on enregistre des chaleurs tropicales de 40° à l'ombre, Caracas est pratiquement le seul endroit où Venezuela on puisse vivre et travailler agréablement. C'est peut-être l'une des raisons qui font que ce pays non encore industrialisé, mais riche, soit doté d'une capitale qui connaît tous les symptômes des villes industrielles hyperdéveloppées. Spémulation éhémère sur les terrains (dont les prix ont quadruplé ces deux dernières années), tandis que la hausse déjà considérable du prix des appartements ne fait en réalité que commencer.

Depuis que le Venezuela s'engage dans de grands travaux d'architecture, les réalisations publiques sont une manière de redistribuer l'argent du pétrole. Certains contribuent à moderniser la capitale, d'autres, plus directement, à asseoir le prestige du gouvernement. D'un côté, donc, les autorités, l'Université et le logement ;

de l'autre, l'énorme cercle militaire, le super-hôtel Humboldt d'allure mussolinienne, fiché en haut d'une colline, entièrement terminé et pratiquement abandonné après la chute de la dictature Jimenez. De même, cette curieuse structure héliocentrale de l'architecte Romero Gutierrez, centre commercial entourant une colline, qui fut considéré, au début des années 60, comme une solution d'architecture en béton, intégrée au site. Il fut également abandonné avant son achèvement, dès que la dictature Jimenez, qui l'avait lancé, était tombée. Aujourd'hui, on lui cherche une utilisation... culturelle. En attendant, ce squelette de béton vide domine les propriétés qui ont été indemnisées, sert de refuge aux sinistrés des ranchitos qui poussent à ses pieds.

Après le Centro Bolívar, le Parque Central reste l'une des réalisations les plus spectaculaires du nouveau Caracas architectural. Tous deux symbolisent le changement intervenu au Venezuela : le premier illustre le monumentalisme des dictatures fait pour impressionner les masses, tandis que le second, consacré aux logements et aux bureaux, figure la montée d'une classe moyenne qui fait cruellement défaut au Venezuela. Œuvre de deux talentueux architectes, MM. Siso et Shaw (qui font appel aux conseils de l'architecte français Ionel Schein), l'architecture du Parque Central succombe au péché d'un gigantisme classique dans les grandes opérations : l'homme d'art y voit toujours l'occasion de réaliser un grand œuvre. L'escalade triomphale, les tours de soixante étages de béton brut de décoffrage au pied du ranchito de la Chaux, met la Venezuela qui vit comme au dix-neuvième siècle à un jet de pierre de celui qui achève triomphalement le vingtième siècle.

En attendant qu'un jour prochain la population nantie aille visiter les barrios, qu'on repasse à présent, comme d'habitude, témoignages d'architecture populaire, ce sont les habitants des bidonvilles qui parcourent en visiteurs étonnés le dédale des rues couvertes, bordées de magasins et de jardins à ciel ouvert, où s'élevaient terrasses de cafés et

restaurants au milieu d'un espace architectural complexe. Le béton se mêle avec bonheur à une végétation tropicale qui n'a besoin, il est vrai, que de quelques centimètres de terre pour proliférer.

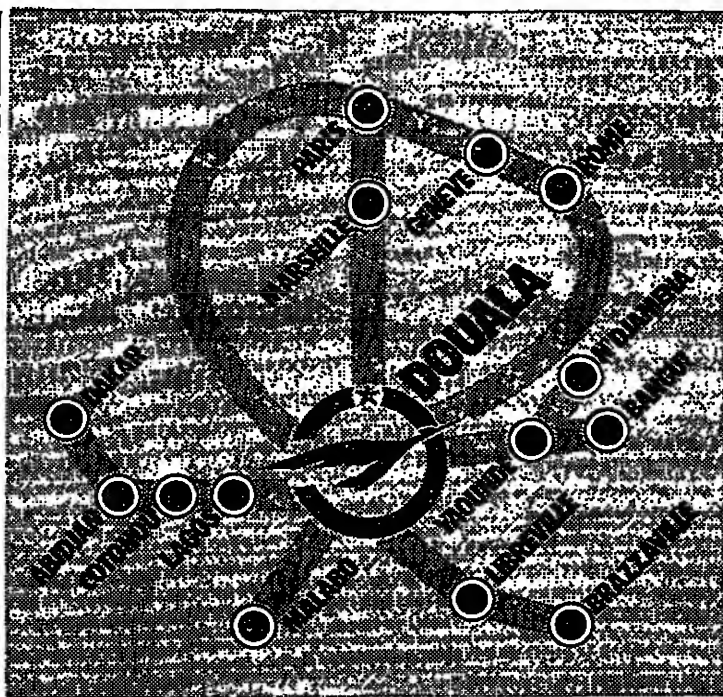
On trouve même, Parque Central, dont la partie à ciel ouvert du Centre commercial est une des plus réussies du genre, un musée d'art moderne. Et le musée de l'art moderne — entrée gratuite — construit par le promoteur en guise de « supplément d'âme » à un ensemble d'architecture contemporaine hors d'échelle qui a malgré tout traumatisé les Caracaséens. Le tir sera rectifié : la prochaine tranche épousera, en aussi, le goût gigantesque architectural. Une plus grande recherche d'espaces vivables pour le piéton, dans une ville qui a déjà commis l'erreur de se donner si inconsiderement au dieu mythique de l'automobile.

Vers l'architecture industrielle avancée

Caracas a pris l'habitude de ces « erreurs monumentales » résultant des changements politiques du passé et de l'inspiration conjuguée avec les facilités de la libre entreprise. Mais l'avenir de la cité va changer : Caracas, qui s'est livrée à une débâche de constructions en béton, va bientôt manquer de ce précieux matériau si commode dans les pays non encore industrialisés. Comme le Japon, le Venezuela va à son tour, découvrir l'architecture du fer, du verre et de la climatisation, style société industrielle avancée. Architecture plus penduleuse, mais qui pourra être réalisée plus rapidement. Les cotis financiers seront donc rééquilibrés et donneront l'occasion d'utiliser les produits de la nouvelle industrie du fer, de l'Orénouque en cours de développement. A l'avenir, le profil de Caracas risque de ressembler à celui de la Défense à Paris, lequel rappelle celui de Manhattan. Evolution architecturale dans la logique de l'industrialisation dans une société capitaliste.

Prochain article :

L'ART POUR TOUS



Pour l'Afrique, changez à Douala

Le Cameroun est exactement au milieu de l'Afrique. C'est un hasard géographique. C'est aussi un hasard très pratique.

A partir de Douala, vous pouvez aller à Dakar, Abidjan, Cotonou, Lagos, N'Djaména, Bangui, Lomé et Brazzaville.

Avec Cameroon Airlines. Et en Boeing 757.

Cameroon Airlines, nationalité oblige, relie également tous les centres régionaux du Cameroun. Là où vos rendez-vous peuvent vous conduire.

Et pour aller à Douala ? Vous partez de Paris, Marseille, Genève ou Rome sur un Boeing 707 Intercontinental Cameroon Airlines. Le lundi, mercredi et samedi.

Une dernière chose : les repas, la musique et les films sont bons. Et nos hôtes ont beaucoup de charme. Bon voyage.

VOYAGEZ EN BONNE COMPAGNIE.

CAMEROON AIRLINES

cinq atouts que vous ne trouverez nulle part ailleurs, pour installer vos bureaux.

- 1
17 000 m² de bureaux disponibles à vos mesures
- 2
des conditions financières privilégiées
- 3
une situation géographique stratégique
- 4
un personnel nombreux et qualifié sur place
- 5
des équipements urbains bien conçus

Ces bureaux existent en toute dimension, à partir de 13 m² aménagés ou bruts de décoffrage, "open space" ou cloisonnés. Selon vos besoins, trois formules vous sont proposées : location simple (ball de 3, 6 ou 9 ans), vente avec paiement comptant, vente avec crédit sur 15 ans.

Un exemple : à Sarcelles, avenue du 8 Mai 1945, des bureaux aménagés de 300 m² sont disponibles à 260 F le m² en location à 3.300 F le m² en vente

Le crédit sur 15 ans accordé sur 70 % du prix de vente hors taxes, est remboursable mensuellement à un taux particulièrement exceptionnel.

Sarcelles ville nouvelle

Pour recevoir des renseignements complémentaires, veuillez nous téléphoner ou nous retourner le coupon-réponse ci-dessous.

4, place de Navarre 95200 Sarcelles
Tél. : 990 71 01 Tél. : 990 75 94 Tél. : 990 67 19



La Pompadour
QUINZAINE
des
MANTEAUX
tweed, camel, cashmere
MANTEAUX DE FOURRURES
PELLISSES, PEUX LAINES
TOUTES TAILLES
du 40 au 62
Prix exceptionnels
32 bis, Bd HAUSMANN
M^e Champs-Élysées d'Antin

Opel City
PERROT-ASNIERES S.A.
35-37, rue Pierre-Brossolette
ASNIERES, Tél. 793.73.30.

Société : _____
Personne responsable : _____
Adresse : _____
Tél. : _____
Lieu : _____
Date : _____
Classe : _____

	La ligne	La ligne T.E.
OFFRES D'EMPLOI	40,00	46,70
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	42,00	49,04
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,33
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	81,73

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.E.
L'IMMOBILIER	28,00	32,80
"Placards encadrés"	34,00	39,70
Simple insertion	39,00	44,50
"Placards encadrés"	40,00	46,70
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,80

REPRODUCTION INTERDITE



emplois internationaux

emplois internationaux

emplois internationaux

SOCIÉTÉ ALGÉRIENNE DE FORAGE «ALFOR»

FILIALE SONATRACH

RECRUTE POUR ALGER

- UN (1) EXPERT COMPTABLE CONFIRMÉ
- Age minimum : 40 ans ;
- Plusieurs années d'expérience.

POUR ALGER ET HASSI-MESSAOUD

- TROIS (3) INGÉNIEURS INFORMATIQUES
- Diplôme de l'Enseignement Supérieur ;
- Cinq ans d'expérience en Analyse de Projets « Informatique » ;
- Solides connaissances du Matériel de 3^e Génération et du système d'exploitation.

POUR SON CENTRE DE FORMATION DE HASSI-MESSAOUD

- DES INSTRUCTEURS
- a) EN TECHNIQUE DE FORAGE :
 - Niveau : Secondaire mini. ;
 - Age : 40 ans ;
 - Expérience de 15 ans dans Filière dont quelques années comme Chef de Chantier.
- b) EN ÉLECTRICITÉ :
 - Niveau : Secondaire ;
 - Age : 35 ans ;
 - Expérience de 5 ans comme Electricien de Sonde et Diesel.
- c) EN MÉCANIQUE :
 - Niveau : Secondaire ;
 - Age : 35 ans ;
 - Expérience de 5 ans en Mécanique de Sonde de Forage.

CONDITIONS GÉNÉRALES

- Libres rapidement.
- Libres de tout engagement.

SALAIRE SELON

COMPÉTENCE ET EXPÉRIENCE :

ADRESSER CURRICULUM VITAE DÉTAILLÉ AVEC RÉFÉRENCES PROFESSIONNELLES ET PRÉFÉRENCES A : «ALFOR»

1, PLACE BIR-HAKEIM - EL-BIAR/ALGER.

EXPANSIAL

Recherche pour importante Société Nationale Algérienne de Sidérurgie

ingénieurs

- Mécaniciens :
 - Responsable des méthodes au niveau des ateliers centraux REF. 608
 - Spécialisés en servomécanismes hydrauliques REF. 609
 - Spécialisés en machines fluidiques et thermiques d'une usine sidérurgique REF. 610
- Soudeur chargé de l'élaboration des normes de soudage REF. 611
- Chaudronniers assurant la réalisation et la réparation des pièces sur ensembles chaudronnés REF. 612
- Spécialistes fluides REF. 621
- Electricien chargé des études de la distribution HT et MT REF. 622
- Génie Civil et bâtiment REF. 615
- Architectes urbanistes, chargés de l'élaboration et de la réalisation d'un projet d'extension d'une cité de plusieurs milliers de logements REF. 614
- Charpente métallique REF. 620
- V.R.D. REF. 623
- Calculateurs :
 - Génie Civil REF. 624
 - Charpente métallique REF. 625
 - Fluides REF. 626
 - Electricité REF. 627
- Topographes REF. 628

Pour l'ensemble de ces postes, il est exigé une solide formation de base et une expérience professionnelle de plus de 5 années.

- Il est offert :
- de bonnes conditions de séjour :
- logement meublé
- sécurité sociale et retraite cadre
- une rémunération élevée (nette d'impôts et transférable).

Les candidatures sont à adresser sous référence correspondante à EXPANSIAL 6, rue Halévy, 75009 Paris

GRUPE INTERNATIONAL D'INGÉNIEURS-CONSILS recherche pour Direction et Surveillance de travaux portuaires ou MOYEN - ORIENT.

INGÉNIEURS CONFIRMÉS EN GÉOTECHNIQUE

INGÉNIEURS CONFIRMÉS DE GÉNIE CIVIL

INGÉNIEURS JUNIOR DE GÉNIE CIVIL

INSPECTEURS ET SURVEILLANTS DE TRAVAUX MÉTÉEURS

LA CONNAISSANCE DE L'ANGLAIS EST OBLIGATOIRE

Envoyer lettre de candidature, curriculum vitae détaillé, tout particulièrement sur ouvrages maritimes et portuaires, et réf. en précisant bien un numéro de tél. où vous joindre rapidement, sous référence BK 17 A :

PROFILS CONSEILS EN RECRUTEMENT 5 bis, r. Kappler, - 75116 PARIS.

GRUPE INDUSTRIEL D'INGÉNIEURS-CONSILS Siège Paris, recherche pour études d'aménagements hydrauliques et de constructions portuaires

UN INGÉNIEUR DE GÉNIE CIVIL DE GRANDE EXPÉRIENCE

Les candidats doivent être diplômés d'une Grande Ecole et pouvoir effectuer des séjours de longue durée à l'étranger.

Une excellente connaissance de l'anglais est obligatoire.

Envoyer lettre de candidature, C.V. détaillé tout particulièrement en études de projets hydrauliques, d'ouvrages portuaires et maritimes et références ainsi qu'un numéro de téléphone où nous pourrions vous joindre rapidement à n° 7.945.

COFAP 40, rue de Chateaubriant 75010 Paris 10.

emploi internationaux

Le Monde présente cette rubrique dans ses pages d'annonces le lundi et le mardi.

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

2 directeurs de travaux

- L'un pour France et Pays Francophones
- L'autre pour autre secteur Etranger.

LEUR PROFIL : — Formation Grande Ecole (Ponts, TP, ECP, AM) — 10 ans minimum d'expérience chantiers TP.

LEUR MISSION : — Ils se verront confier la responsabilité d'un ensemble de chantiers qu'ils géreront sur les plans technique, administratif et financier.

— Ils seront basés en banlieue parisienne et dépendront de la Direction de l'exploitation.

Pour le 2^e poste, le candidat retenu devra parler anglais couramment (espagnol si possible) et prévoir de nombreux déplacements à l'Etranger.

Env. CV, photo et prétentions sous réf. 7932 à

Q7 organisation et publicité 2 rue MARCONI 75008 PARIS/CLUTAN/SIETRA

Sol P.S.R. rech. A.M. sécurité av. exp. pour mission étranger. Libre de suite. Avantages. Tél. 01. 79.00.17.

GRUPE EDITION/PRESSE DEVELOPPEMENT RAPIDE recherche

VENDEURS EXPÉRIMENTÉS

- (Afrique noire et Maroc)
- Capables assurer ventes au comptant livres et encyclopédies auprès clientèle administrations, entreprises, particuliers.
- Excellente rentabilité pour candidats ayant fait leurs preuves dans la vente.
- Seront prises en considération les candidatures manuscrites accompagnées d'une photo récente et de références professionnelles vérifiables.

Ecrire M. J. ALBERT, GROUPE J.A., 51, avenue des Ternes, 75017 PARIS.

IMPORTANT GROUPE ayant implantation en

AFRIQUE NOIRE recherche

CHEF COMPTABLE CONFIRMÉ

assurant, sous la responsabilité du secrétaire général, la comptabilité d'une importante affaire à Abidjan.

Niveau D.E.C.S.

Env. lettre manuscrite avec C.V. à n° 83.510.

CABINET LEONTE

4, rue Amiral-Courbet, Paris-14^e.

IMPORTANT SOCIÉTÉ FRANÇAISE recherche pour

AFRIQUE NOIRE

J. H. COMPTABLES

D.E.C.S. ou ÉQUIVALENT pour gestion administrative et comptable

et une importante assurance.

Avantages habituels d'expatriation.

Adresser C.V. et prétentions à n° 83.234, CONTEXTE PUBLI., 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, S.F.

SOCIÉTÉ D'INFORMATIQUE Secteur Tertiaire,

MADRID recherche SON

responsable informatique et organisation

Après avoir pris en charge le Service actuel (équipement moyen IBM/DOS), il sera appelé à développer un nouveau système de grande envergure.

Une expérience dans une fonction semblable, des qualités d'animation d'une équipe importante et la pratique courante de l'espagnol sont demandées.

Envoyer CV, photo et prétentions sous référence 11.367 M à HAVAS CONTACT, 150, Bd Haussmann - 75008 PARIS.

ALGÉRIE

Laboratoire pharmaceutique français en très forte expansion

recherche

3 DÉLÉGUÉS MÉDICAUX CONFIRMÉS

sur : l'Algérie, l'Oranais et le Constantinois

- de nationalité algérienne ;
- de niveau baccalauréat ou PREMIÈRES AN-
- N.B.S. de médecine ;
- libère le 1^{er} décembre ;
- possédant un véhicule.

Mieux de résidence : Alger, Oran et Constantine.

Envoyer votre C.V. dét. avec une photo récente, à

LABORATOIRES INNOTHERA

Direction du Département Etranger

10, av. P.-Vaillant-Couturier, 94110 Arcueil, France.

Précisez votre contact téléphonique pour fixer un entretien à Alger dans la 2^e semaine de novembre.

Nous répondrons à toute candidature.

emploi régionaux

BUREAU D'INGENIERIE

Spécialisé dans l'implantation de laboratoires pour la formation d'ingénieurs et de techniciens

cherche

FUTUR

DIRECTEUR ADMINISTRATIF

Ouvrir une capacité d'adaptation aux problèmes administratifs et de gestion par une équipe de spécialistes, la sélection s'orientera vers les candidats :

- 30 ans minimum.
- possédant la langue anglaise,
- et disposant d'une formation d'ingénieur.

La rémunération sera fixée en fonction du candidat choisi.

Adresser C.V., photo et prétentions à

HELIOS FRANCE S.A., 22, avenue du Vercors, 39240 MERVAN.

agro débutant

BSN-Gervais Danone recherche un ingénieur débutant pour le Centre de Recherche et de développement de la Société Anonyme des Eaux Minérales d'Evian.

Il sera chargé de la mise au point en milieu-pilote de méthodes nouvelles de traitement et de leurs procédés d'extraction.

Ce poste nécessite de très solides connaissances de botanique et de physiologie végétale acquises dans le cadre de la formation d'ingénieur I.N.A., E.N.S.A. (option agro) ou d'un Doctorat de biologie végétale.

Langue : Anglaise

Lieu du poste : Evian.

Adresser votre candidature avec C.V. détaillé, sous réf. J 15, à Jean Burckel

BSN-Gervais Danone 128-130, rue Jules-Guesde, 92302 Levallois-Perret

bsn.gervais danone

SOCIÉTÉ DU SUD-OUEST DE LA FRANCE

construisant des turbines à gaz recherche pour activité turbines industrielles

INGÉNIEUR DE PROJET

(20 ans minimum)

Expérience mécanique et électronique. Anglais nécessaire. Pour études et contacts avec clientèle.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions AGENCE HAVAS PAU, D. 11.289, sul transmettra.

Entreprise de Travaux Publics recherche

CHEF DE CENTRE Région Est de la France pour travaux d'électrification rurale ou industrielle. Envoyer C.V. et prétentions sous n° 82 773 B à BIEU, 17, rue Lebel, 93800 VINCENNES.

CENTRE DE FORMATION REIMS cherche

ENSEIGNANT (E)

Lang. maternelle anglaise, allemande, poste jusqu'à fin novembre 1976 à Jan 1977.

Ecr. Prout-Consell, 1, r. Berlioz, 51100 REIMS, TN. (03) 51-40-54.

USINE BELGE

cherche agent à Lyon ou environs pour distribution et installation machines agricoles, motes sud de la France. Succès mondial nous transmettra.

Haute technicité. Investissement réduit. Formation, support technique et commercial assuré par l'usine.

Ecrire : Clearing Systems International, 56, rue du Maréchal, 1050 BRUXELLES (Belgique)

مركز الامم المتحدة

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

MANPOWER
recherche pour MULHOUSE

**CHEF
DE CENTRE**

Pour nous, diriger une unité de travail temporaire, c'est :

- Participer à l'élaboration des programmes commerciaux et à leur réalisation.
- Animer une équipe de recrutement, détachement et gestion de personnel.

MAIS AUSSI :

- Savoir prendre des initiatives.
- Vouloir convaincre.
- Aimer les contacts à tous les niveaux.

PREFERENCE SERA DONNEE AU CANDIDAT ORIGINAL OU AYANT TRAVAILLE DANS LA REGION EST

Si vous voyez les choses comme nous, envoyez lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à :

J.-F. GUILTON - Direction du Personnel, 55, rue Lafayette - 75009 PARIS

POSTE A CREER

GRANDE VILLE DU CENTRE
120.000 F/an min.

Contrôleur de Gestion

UN PRATICIEN DE LA CONCEPTION ET DE L'APPLICATION DE SYSTEMES DE GESTION

Filiale française d'un groupe européen ayant d'excellentes performances, nous produisons des biens de consommation durables.

Notre effectif : 450 pers. Notre CA : 60 M.

Notre nouveau Directeur Général souhaite s'adjoindre la collaboration d'un spécialiste de la gestion avec lequel il travaillera en liaison étroite; celui-ci sera chargé de la conception, de la mise en place et de l'exploitation de systèmes plus performants, intégrés, et ce, à tous les niveaux, à commencer par la comptabilité de gestion. Il aura la responsabilité des plans d'activités annuelles, des prévisions mensuelles, d'analyses économiques-financières; il supervisera les services comptables.

Ces fonctions conviendront à un diplômé d'études supérieures, ayant eu pendant 5 ans au minimum, la responsabilité du fonctionnement de systèmes de gestion dans une société industrielle.

L'expérience du reporting auprès de sociétés anglo-américaines est très souhaitable; la pratique courante de l'anglais est indispensable.

Un homme assidu et imaginatif, capable de suivre l'évolution de notre entreprise et d'y adapter les systèmes mis en place, s'intégrera sans difficulté à notre groupe.

**SELE
CEGOS**

Adresser lettre man. + CV détaillé sous réf. 71395/M à SELE-CEGOS : 33, quai Gallieni - 92152 SURESNES.

**IMPORTANT SOCIÉTÉ
TEXTILE DE MANUTENTION,
TEINTURE ET IMPRESSION**
recherche :

**ADJOINT
de direction**

Ayant connaissance dans la branche

- Personnalité affirmée
- Sens de l'organisation
- Expérience du commandement et, capable de motiver une équipe de fabrication.

Ecrire s/réf 3401 à

EL Pierre Lichau 10, rue de Louvois 75003 Paris cédex 02 ou transcrire

Pierre Lichau s.a.

**SOCIÉTÉ INSTRUMENTS D'OPTIQUE
ET APPAREILS DE COMMANDE HYDRAULIQUE - TECHNIQUE AVANCÉE**
(1.500 personnes dont 120 ingénieurs)
leader en France dans sa branche,
présente sur marché mondial
recherche

**2 INGENIEURS
A.M. DEBUTANTS**

1) A L'USINE DE DIJON
début à la direction d'ateliers d'outillage et de prototypes.

2) A L'USINE DE CHATEAUDUN
début à la direction d'ateliers de montage d'instruments.

Adresser C.V. à Mr SEREY
102, rue Chaplat - 92306 Levallois-Perret.

Recherches pour ANNECY

**RESPONSABLE MARKETING
ET COMMERCIAL EXPORT**

FONCTION :

- Préparation lancement nouveaux produits (définition du produit, étude du marché, des prix, campagne publicitaire, édition...)

- Relations avec agents et clients européens (présenter nouveautés et argumentation, traduire les informations recueillies en vue conc. commerciale, contrôler activité agents/clients et prospection nouvelle).

Profil :

- 30 ans env., Sup. de Co. (souhaité), anglo-saxon, esprit math., familiarité avec chiffres, imaginatif, énergique, comportement aisé, habile, persuasif, ordonné.

Avantages :

- Poste évolutif à moyen terme.

C.V. manuscrit + photo et prêtent. s/réf. 92 à

J. VITE 15, bd Maréchal-Lacour, 38000 Grenoble. Discretion assurée.

**La Guilde Internationale
du Disque**

recherche pour son département INFORMATIQUE
situé à EVREUX + (IBM 370-145 sous DOS-V8)

**ANALYSTE-PROGRAMMEUR
CONFIRME**

Possédant une expérience d'au moins 5 ans en informatique avec une grande maîtrise du COBOL (ASSEMBLER apprécié).

Le candidat devra s'intégrer rapidement à l'équipe d'analyse-programmation responsable d'applications intéressantes sur de gros fichiers (gestion de la prospection, traitement des commandes et des stocks, prévisions budgétaires, etc.).

Statut Assimilé-Cadre, salaire X 13 mois, restaurant d'entreprise, facilités de logement.

Adresser C.V. éq. prêt. et date de disponibilité à :
Mme DEBOISE - G.I.D. - B.P. 1000 - 27000 EVREUX.

URGENT Région Haute-Normandie
GROUPE INDUSTRIEL DU VERRE, 370 personnes,
recherche pour son siège à AUMALE (Seine-Mar.)

ASSISTANT TECHNIQUE DE FABRICATION

Adjoint direct du Directeur des fabrications
25 ans environ, formation gestion commerciale
B.T.S., I.U.T. DEUG ou équivalent

Fonctions :

- organisation des plannings;
 - administration des ventes;
 - surveillance des stocks;
 - gestion des statistiques de fabrication.
- Qualités requises :
- goût de la responsabilité et de l'initiative;
 - sens de l'organisation;
 - sens de la relation.
- Expérience souhaitée :
- 1 ou 2 ans, dans fonction similaire;
 - possibilité d'évolution pour candidat dynamique;
 - rémunération selon capacités;
 - participation = à 1 mois de salaire environ;
 - possibilité de logement.

Envoyer C.V. détaillé et prétentions à
S.F.A.M. avenue Victor-Hugo, 76300 AUMALE.

AGENCE D'URBANISME

RÉGION NORMANDIE

recherche

ARCHITECTE-URBANISTE

ou ÉQUIVALENT

pour être avec une équipe

RESPONSABLE

d'études urbaines centre ville, plan de réér., plan d'occupation, suivi de P.O.S., rénovat. et réhabilitat., opération ponctuelle, assistance architecturale.

Envoyer C.V. prêtent et photo à
C. DU ROSSE - CEDEX 13
4, place Saint-Denis, PARIS 75141.

Nous sommes un très important groupe alimentaire.
Nous recherchons un

CHEF DE FABRICATION

qui dirigera notre nouvelle unité de fabrication. Celle-ci est organisée de manière décentralisée, c'est pourquoi nous attachons beaucoup d'importance aux compétences en relations humaines des candidats.

Nous recherchons un diplômé d'études supérieures - alimentaire ou chimie - possédant une expérience industrielle d'au moins deux ans.

Nous offrons un poste évolutif, une rémunération élevée dans un cadre de travail très agréable. La poste est proche de STRASBOURG.

Envoyez votre curr. vitae sous référence 623 à :

**JOB
CONSEIL**

21, av. des Vignes,
67000 STRASBOURG.
Tél. : (03) 33-34-61.

Important Laboratoire Pharmaceutique
Ville Universitaire SUD DE LA LOIRE
recherche

PHARMACIEN (NE)

Ayant au minimum 3 ans d'expérience dans l'industrie pharmaceutique pour un poste d'ADMINISTRATION COMMERCIALE comportant la gestion de stocks et du contrôle de formules.

Envier avec C.V., photo et prétentions à n° 82.577 à
CONTEXTE Publ., 24, av. Opéra, Paris (17), qui tr.

un nouveau
service concernant l'emploi
Le Monde
INFORMATION-PROFESSIONS

Dresse chaque semaine le tableau récapitulatif des offres d'emplois encadrées, parues dans "Le Monde" concernant chacune des principales fonctions ou professions.

C'est le moyen, pour ceux qui ont une responsabilité dans l'entreprise, comme pour ceux qui exercent ces fonctions, de suivre les fluctuations du marché de l'emploi.

bon de commande à découper

Le Monde INFORMATION-PROFESSIONS

Je désire m'abonner à la synthèse hebdomadaire de la ou les fonctions suivantes :

1) Mettre une croix dans les cases correspondant aux fonctions retenues :

- | | |
|---|--|
| <input type="checkbox"/> Direction générale, fonctions multipostes. | <input type="checkbox"/> Direction financière et administrative. |
| <input type="checkbox"/> Marketing relations publiques publicités. | <input type="checkbox"/> Comptabilité. |
| <input type="checkbox"/> Informations. | <input type="checkbox"/> Personnel formation relations humaines et sociales. |
| <input type="checkbox"/> Production entretien. | <input type="checkbox"/> Direction commerciale vente. |
| <input type="checkbox"/> Ingénieurs. | <input type="checkbox"/> Ingénieurs commerciaux et technico-commerciaux. |
| <input type="checkbox"/> Etudes organisation et recherche. | |

2) Entourer, dans le tableau ci-dessous, le nombre de semaines retenus :

TARIF DES ABONNEMENTS (en Francs)

Nombre de fonctions demandées	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
5 semaines	20	39	57	74	90	105	119	132	144	155	165
12 semaines	40	78	116	148	180	210	238	264	288	310	330
20 semaines	70	135	199	258	315	368	416	462	504	542	577
25 semaines	120	234	342	444	540	630	714	792	864	930	990

Le tarif de l'abonnement est la correspondance entre le nombre de fonctions et le nombre de semaines demandé.

INFORMATION-PROFESSIONS est adressé sous pli fermé soit au domicile soit au Siège de la Société de Labomé.

(Le premier envoi sera assuré dès la semaine suivant celle de la réception du bon de commande.)

Pour tous renseignements complémentaires, téléphoner au 874.23.05, ou écrire :

"LE MONDE" INFORMATION-PROFESSIONS - 5, rue des Italiens, 75009 PARIS

NOM : _____ ou SOCIÉTÉ : _____

ADRESSE : _____ TEL : _____

Joindre le règlement par ch. bancaire à l'ordre du éditeur ou ch. postal (CCP 4207-23 Paris)
ÉTRANGER : envoi sésés : + 1 franc par fonction et par semaine

EN LORRAINE

Filiale d'un très important
groupe multinational
FREINS GIRLING S.A.
57320 - BOUZONVILLE
1100 personnes - C.A. 270M

RECHERCHE

ACHETEUR

Responsable d'une ligne de produits très variés. Très nombreux contacts avec fournisseurs et services de l'usine. Ce poste peut intéresser une personne diplômée de l'enseignement supérieur avec 2 à 3 ans d'expérience. Allemand courant indispensable. Anglais apprécié.

Si vous désirez être informé sur ce poste, écrivez au Département du Personnel.

Nous sommes un groupe important dans le domaine des vins. Pour assurer le succès national du département export, nous recherchons notre

DIRECTEUR EXPORTATION

Ce poste, qui comprendra de nombreux voyages à l'étranger (50 % du temps), conviendrait à un candidat :

- Jeune et expérimenté.
- Si possible de formation supérieure. Mais surtout pouvant prouver sa réussite antérieure dans un domaine équivalent.
- Anglais courant (parlé et écrit), 3^e langue souh.

Position cadre. Rémunération par un fixe + intéressement + dans le cadre d'une direction par objectifs, résidence Maron (Saône-et-Loire).

Envier avec C.V., prétentions à B.O.V. Boite Postale 14 9341 LYON CEDEX 2.

**COLLABORATRICE
BILINGUE ANGLAIS**

Collaboratrice du Directeur Financier, elle assure :

- toute la correspondance.
- la tenue des dossiers et tableaux de bord.
- l'élaboration de statistiques.

Parfaitement bilingue, excellente sténodactylo tant en anglais qu'en français, elle est une véritable secrétaire de direction.

Résidence de RHAC (15) ou environs
Rémunération correspondant aux exigences.
Nécessairement expérimentée.

Ad. C.V. manuscrite et photo s/réf. 1667 à

O.C.S. 37, quai de la Gare, 93100 St-Denis.

COURVOISIER

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

responsable relations sociales

120.000F

Une Société française d'électro-mécanique (400 personnes) recherche pour son Siège paris de Versailles, le Responsable de tous les aspects de la Fonction Personnel.

Rattaché au Directeur Général, ce cadre de haut niveau, outre les tâches d'administration et de gestion, devra faire porter son effort sur l'information, les communications dans l'entreprise, et les relations entre les partenaires sociaux.

Il devra définir et mettre en place progressivement les éléments d'une politique sociale. Il aidera les responsables hiérarchiques à tenir leur rôle d'animateur et sera lui-même un bon négociateur.

Ce poste convient à un homme de 35 ans minimum, de formation supérieure, connaissant bien la législation sociale et ayant déjà fait la preuve de ses aptitudes aux relations humaines dans un poste complet.

Ecrire sous référence M 4801 à J.N. Cédix
Tour Maine-Montparnasse
75785 PARIS CEDEX 15
Discrétion absolue.

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE DE PRODUITS ALIMENTAIRES

recherche pour son Siège Social REGION PARISIENNE

RESPONSABLE

DEPARTEMENT COLLECTIVITÉ

DEPENDANT DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

IL DEVRA :

- d'une part proposer la meilleure organisation du département,
- d'autre part concevoir et mettre en application une politique de vente débouchant sur l'expansion de ce secteur.

CE POSTE CONVIENT A :

- un homme dynamique à l'esprit créateur,
- un bon négociateur possédant plusieurs années d'expérience du marché grande consommation.

Sa rémunération liée aux résultats, comportera une garantie importante dès le départ.

Adresser C.V., photo et lettre manuscrite à No 83201, CONTEXTE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ ÉLECTRONIQUE

recherche à Bagnux (52) pour sa division composants professionnels

UN INGÉNIEUR DE VENTE

spécialisé dans le domaine des relais

• 3 ans minimum d'expérience ;

• anglais indispensable ;

• libre immédiatement.

Envoyer C.V. et prétentions à : M. HEBILLON, 1, avenue Louis-Pasteur, 52220 BAGNUX ou téléphoner : 253-31-39

ORGANISME PROFESSIONNEL DESIRANT RENFORCER SES STRUCTURES D'INTERVENTION AUPRÈS DES ENTREPRISES ADHÉRENTES CRÉE DE NOUVEAUX POSTES de CONSULTANTS

A PARIS ET EN PROVINCE (Lyon - Limoges - Marseille - Nord)

Les candidats devront posséder :

- Une formation générale supérieure (Sciences Eco - I.A.E. - S.S.P.) ;

- le diplôme d'Expert Comptable (ou l'achèvement très prochainement) ;

- 5 ans d'expérience de cabinet.

Adresser curriculum vitae + prétentions à : KERGUEZ PRESSE - N° 094633 M, 81 bis, rue Beaumour, PARIS (20), qui transmettra.

SOCIÉTÉ DE TRANSPORTS INTERNATIONAUX en pleine expansion recherche son

RESPONSABLE DE SERVICE INFORMATIQUE (CREATION DE SERVICE)

Pour son siège situé dans la

banlieue ouest de Paris

LE POSTE :

- définir les applications à réaliser à court et à moyen terme,
- créer le service et définir ses moyens en hommes et en matériel,
- assurer le développement des applications (responsable de la conception et de la programmation),
- animer l'équipe et gérer le service (maintenance, exploitation).

LE CANDIDAT :

- âgé de 28 ans + minimum et possédant une expérience du poste,
- familiarisé aux méthodes de développement de systèmes (contrôle des plannings et des budgets) et à la supervision d'équipes de mise en place,
- connaissance souhaitable des matériels de moyenne puissance (type IBM/3 et/ou mini-ordinateurs),
- dynamique et ayant le goût de la performance.

La rémunération sera déterminée selon l'expérience du candidat et sera fondée sur sa capacité à atteindre les objectifs fixés.

Prière d'adresser curriculum vitae et photo sous le No 76714, CONTEXTE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.



une des premières sociétés de conseil et services en informatique

RECHERCHE DANS LE CADRE DU DEVELOPPEMENT DE L'ACTIVITE DE SES CENTRES DE TRAITEMENT :

4 INGENIEURS GRANDES ECOLES futurs CHEFS DE PROJET INFORMATIQUE

Ces postes sont à pourvoir :

- dans le domaine de grands projets de traitement et de télétraitement
- dans le domaine du Time Sharing APL.

Les candidats retenus devront posséder de réelles aptitudes à la conduite d'une équipe et aux relations à haut niveau avec le client. Qualités appréciées : autonomie, sens des responsabilités. Ils auront 1 à 2 ans d'expérience professionnelle.

Formation complémentaire assurée.

Lieu de travail : PUTEAUX.

Adresser lettre manuscrite et C.V. à H. PASCAUD, Directeur de la Division Traitement - SLIGOS - 91, rue Jean Jaurès - 92807 PUTEAUX.

JOUVENEL et CORDIER Société de biens d'équipements industriels, recherche

1 analyste et 1 analyste-programmeur

FORMATION : Maîtrise d'informatique IUT. Expériences souhaitées. Connaissances COBOL, ANS et OS exigées.

Ecrire avec CV et prétentions sous référence 624 au Service du Personnel - JOUVENEL et CORDIER 32, Avenue Albert 1er 92500 RUEIL-MALMAISON

UN CONSTRUCTEUR DE MATERIEL RADIOLOGIQUE en expansion rapide, filiale d'un important groupe international, propose le poste

D'INGENIEUR D'ETUDE

Formation grande école type A.M. ou équivalent

Outre de bonnes connaissances en électronique et mécanique, le candidat idéal, d'au moins 30 ans et ayant de bonnes connaissances d'anglais, justifiera d'une expérience professionnelle approfondie des études et problèmes de fabrication (celle-ci acquise dans le domaine de la radiologie présenterait un atout certain).

Avant tout un homme d'action, doué d'un sens pratique, il aura sous l'autorité directe de la Direction Générale, l'entière responsabilité du département études. Le poste, basé en très proche banlieue Est, prévoit de très bonnes perspectives pour un candidat motivé et ambitieux.

Si vous avez le profil de l'ingénieur que nous recherchons et si vous êtes libre avec rapidité, adressez votre C.V. (accompagné d'une photo) sous réf. 1653 à PIERRE LICHOU S.A., 10 rue de Lavoisier 75003 Paris cedex 02 qui transmettra.

STÉ ÉLECTRONIQUE INDUSTRIELLE

SPECIALISÉE SYSTÈMES DE SURVEILLANCE recherche urgent

INGÉNIEUR COMMERCIAL HAUT NIVEAU

AYANT EXPERIENCE marché, surveillance et

DEFINITION DU POSTE :

- Commercialisation systèmes complexes ;
- Organisation Réseau commercial ;
- Evolution possible vers direction commerciale.

COMPETENCES REQUISES :

- Connaissances électroniques, transmission et informatique ;
- Connaissances juridiques et financières ;
- Dynamisme et sens de l'organisation ;
- Goût des contacts à haut niveau.

LIBRE RAPIDEMENT

Rémunération, fixe + commission.

Envoyer C.V., prétentions, SECOR, 14, rue de Sully, 92100 BOULOGNE

GRUPE INDUSTRIEL de PREMIERE IMPORTANCE

recherche pour son SERVICE INFORMATION

jeune diplômé d'études supérieures

pour participer à la conception et à la rédaction de ses journaux et revues d'entreprise.

QUALITES REQUISES :

- Esprit concret.
- Excellent rédacteur.

POSITION CADRE.

Ecrire à J.J. LE MIGNOT 9 Bis, rue Lohé 75017 PARIS, qui transmettra.

SOCIÉTÉ TAILLE MOYENNE REGION PARISIENNE LEADER SUR SON MARCHÉ

(BRANCHE: METALLURGIE - PRODUITS INTERMÉDIAIRES et GRANDE CONSOMMATION) recherche

adjoint de la direction générale

CE CADRE DE HAUT NIVEAU AURA POUR MISSION :

sous contrôle du conseil d'administration :

- de participer à la redéfinition de la politique générale de l'entreprise,
- de restructurer dans ce cadre les activités de la Société.

CE POSTE CONVIENT A :

- candidat 35 ans minimum, formation supérieure
- ayant déjà exercé de hautes responsabilités de gestionnaires,
- possédant des capacités de négociation et un esprit d'initiative affirmé,
- ayant de préférence une expérience dans le secteur métallurgique.

Adresser lettre manuscrite, CV et photo sous référence 811 à :

CEFAGI 55 avenue Kleber 75784 Paris Cedex 15

JOURNALISTES

Téléstar hebdomadaire à grand tirage offre 4 postes

- Rédacteur en Chef adjoint
- Chef des Informations
- Rewriter
- Secrétaire de rédaction

Tél. pour R.V. 758.14.22

poste 820 ou écrire avec C.V. photo et prétentions à WEP

168, av. Charles de Gaulle 92200 NEUILLY

GRUPE EDITION DEVELOPPEMENT RAPIDE recherche

SON DIRECTEUR COMMERCIAL

Pour :

- Promouvoir de manière spectaculaire la vente d'ouvrages déjà introduits sur les marchés français et étrangers.
- Mettre en place les moyens commerciaux requis pour atteindre ces objectifs.
- Avoir minimum 30 ans.

Il est demandé :

- 5 ans d'expérience professionnelle dans vente produits d'édition.
- Bonne connaissance Anglais-Allemand, et possible Espagnol et Portugais.
- Disponible pour voyager minimum 50 % de son temps.

Fixe + rémunération en fonction des réalisations.

Adres. lettre manus. + C.V. + photo + prétentions à M. J. ALBERT

Editions Jeune Afrique 51, avenue des Ternes, 75017 PARIS

FINORGA

Chimie fine pharmaceutique recherche pour son siège région parisienne

INGÉNIEUR COMMERCIAL

qui sera responsable du développement de la clientèle des Régions de langue anglaise.

Il est indispensable :

- de posséder un diplôme d'Ingénieur Chimiste et une bonne maîtrise de l'anglais ;
- d'avoir le goût des contacts et des voyages ;
- de posséder quelques années d'expérience dans cette branche professionnelle.

Adresser candidature et curriculum vitae à : FINORGA - B.P. 44 - 92402 COURBEVOIE.

INSTRUMENTS S.A.

JOBIN YVON

recrute pour son SERVICE RECHERCHES

INGENIEURS haut niveau ou docteur ès-sciences

• ELECTRONIQUE DE TRAITEMENT DE SIGNAUX OPTIQUES RAPIDES POUR LASER ET ASSERVISSEMENTS OPTO-ELECTRONIQUES.

• INSTRUMENTATION MODERNE POUR CHIMIE ANALYTIQUE

Esprit d'initiative sans des réalités industrielles nécessaires.

NE PAS TELEPHONER

Ecrire avec C.V. détaillé, manuscrit, photo et prétentions à :

J.P. LAUDE

JOBIN-YVON

16-18, rue du Canal - 91160 LONGJUMEAU

Directeur de Magasin

Les boutiques CHARLES JOURDAN : un réseau prestigieux, en expansion, pour des collections raffinées : chaussures, sacs, foulards, montres... Un accueil de qualité, une relation privilégiée avec la clientèle, un style de vente sophistiqué : le résultat tangible de la direction efficace d'un commerce de luxe.

C'est ce métier difficile que nous vous proposons d'apprendre ; nous renforçons notre jeune équipe de directeurs de magasin et vous aiderons à vous former pour vous confier l'une de nos boutiques, en France (Paris ou Province) ou en Europe.

Si possible bilingue anglais ou allemand, vous avez déjà vendu et peut-être fait vendre - dans l'industrie ou le commerce - vous attachez du prix à une gestion rigoureuse ; vous avez du goût, de l'imagination, le talent de convaincre, de transmettre vos idées et de les réaliser.

C'est peut-être, pour vous, le début de votre carrière dans notre groupe.

Adresser lettre man. et CV détaillé à M.L. GUIOMAR Ref. 22.092/M - 9416 - CEGOS 33, quai Gallieni 92152 SURESNES, qui s'engage à répondre et garantir une totale discrétion.

HEC, ESSEC, ESCP OU GRANDES ECOLES

Le choix d'un premier emploi, même si vous avez déjà une première expérience, reste difficile.

OLIVETTI vous propose, après une période de développement individuel, une insertion progressive dans l'Entreprise, en occupant des postes de responsabilité croissante.

Selon vos goûts et vos compétences, vous serez intégrés dans l'une de nos Divisions commerciale, administrative, technique ou Direction du Personnel.

Nous vous recommandons d'adresser vos CV à Monsieur GIESE sous réf. K 17, en précisant la division souhaitée, OLIVETTI FRANCE, Direction du Personnel et des Relations Humaines, 91, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris.

olivetti

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

REPRODUCTION INTERDITE

responsable catalogue

VPC

75 000 F/AN +

Importante Société effectifs 800 personnes spécialisée dans la vente par correspondance recherche un responsable (H ou F) qui sera chargé de la mise en œuvre et de la planification du contrôle et de la coordination de l'action des maquettistes, rédacteurs et réalisateurs. Agé (e) d'au moins 30 ans, ce cadre aura une formation supérieure (Beaux-Arts, journalisme, publicité...) complétée si possible par une expérience de chef d'atelier/maquettiste ou chef de fabrication d'agence de publicité, ou de rédaction dans un organisme de V.P.C.

Envoyez C.V., photo récente, et rémunération actuelle soignée : 61020/M (à mentionner sur l'enveloppe). Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue DANTON 75263 PARIS CEDEX 06

L'un des plus importants Groupes d'Assurances recherche

ingénieur système

Diplômé Grande Ecole (Sup. Elec., Mines...) ou Universitaire, minimum 26 ans, ayant quelques années d'expérience dans la fonction, une bonne connaissance DOS/VS, DLI et CICS/VS pour l'intégrer à son équipe système et lui confier une fonction intéressante au sein d'un Département Informatique important (200 personnes) qui lui permettra de mettre en évidence ses qualités de dynamisme et de contact.

chef de poste

Pour son Département Informatique en appui du Chef d'atelier, minimum 28 ans, à qui sera confié l'encadrement d'une équipe de pupitreurs et d'opérateurs (travail en 3 x 8).

Goût du commandement et habitude de dialoguer avec de jeunes pupitreurs. Connaissance du matériel IBM 370, du DOS/VS, de CICS/VS et Power/VS indispensable.

Adresser lettre de candidature avec C.V. en précisant la rémunération souhaitée au service 11.372 - Havas Contact - 156, bd Haussmann 75008 Paris.

Société mondialement connue dans le domaine des biens d'équipement destinés aux travaux de creusement ou rocher recherche

le DIRECTEUR de sa Division «travaux souterrains»

Cet emploi est réservé à un JEUNE INGÉNIEUR DES MINES, E.P., E.N.S.M., E.N.S.T.M., qu'une expérience récente d'une durée de 2 à 5 ans en creusement de galeries au rocher, soit en exploitation minière soit en Génie Civil, aura familiarisé avec des problèmes techniques variés. Le caractère par ailleurs commercial de la fonction exige de réelles qualités de contact, du dynamisme, de l'implication, de la ténacité.

Les déplacements à prévoir, essentiellement en France, sont de courte durée.

Connaissance de l'anglais lu et parlé indispensable.

Base de travail en proche banlieue Nord de Paris.

Adr. C.V. manuscrit, photo et présent, n° 83.137 à CONTEXTE Publ., 30, av. Opéra, Paris (1^{re}), qui tr. Discretion assurée. Il sera répondu à toutes les candidatures.

psychologue (h ou f)

Vous avez 28 ans au moins, vous êtes

responsable, de préférence en entreprise, du recrutement de cadres depuis l'analyse des fonctions, la définition du profil, jusqu'à l'intégration. Les problèmes de climat d'entreprise, d'optimisation des structures, de formation ne vous sont pas étrangers. Vous êtes attiré par une carrière de PSYCHOLOGUE CONSEIL. Nous vous proposons de rejoindre une équipe jeune qui juge nécessaire une profonde implication en amont et en aval du recrutement, et souhaite aller plus loin dans le conseil en direction des hommes. Notre cabinet, en forte progression, est filiale d'un des premiers groupes de conseils de France. Michèle Buterlin vous en dira plus, et vous remercie de lui adresser votre dossier à :

bernard julhiet psycom
93, avenue Charles de Gaulle 92200 Neuilly

SOCIÉTÉ SAFETY
Fabrication de carbure de tungstène, recherche pour son siège social à Paris :

UN COMPTABLE

2^e ÉCHELON

Ce poste conviendra à tout homme ayant :
- une formation professionnelle de comptable ou diplôme équivalent ;
- 30 ans minimum ;
- une expérience confirmée en comptabilité et informatique ;
- des sens du contact humain.

Poste assésible Cadre. Rémunération déterminée en fonction des aptitudes des candidats.

Envoyer C.V. avec présentations et photo à : Mademoiselle HEUZE - SAFETY S.A. - 43 avenue Edouard Vaillant - 92107 Boulogne Billancourt.

PARIS

Chef de Produit

SPECIALISTE DES PRODUITS DE GRANDE CONSOMMATION

100.000 F/an

Vous êtes le second d'un Marketing Manager, vous serez chez nous le responsable de notre gamme de produits.

Nous sommes Filiale Française d'un groupe américain, 2^{ème} fabricant mondial d'un produit de haute technicité destiné à l'industrie et au grand public.

Notre taux de croissance depuis 3 ans : 45 %.

Rattaché au Directeur Général - homme de marketing - vous travaillerez en coopération avec nos deux Directeurs de Vente, vous nous apporterez votre expérience en matière de marketing, merchandising, distribution. Vous proposerez et réaliserez nos plans de marketing. Vous serez responsable de nos campagnes de publicité promotionnelle. Vous mènerez les études - quantitatives et qualitatives - nécessaires à l'orientation de notre politique de vente.

Ces responsabilités conviennent à un homme actif, imaginatif et réalisateur ayant une formation supérieure type HEC, Business School - Age minimum : 28 ans.

L'expérience du marketing « Grande Consommation », acquise dans un groupe international, est nécessaire. La pratique courante de l'anglais indispensable. Une expérience de la vente est appréciée.

séle
CEGOS

Si vous êtes intéressé, si vous avez l'expérience « Marketing » recherchée, adresser lettre manuscrite et C.V. détaillé sous réf. 71 354/M SELE-CEGOS - 33 quai Gallieni - 92152 SURESNES.

GIRAM

entreprise tous corps d'état, leader dans son activité (320 personnes - C.A. : 4 milliards)

CREER, DANS LE CADRE DE SON EXPANSION

DIRECTEUR du DÉPARTEMENT SAINTEAIRE, CHAUFFAGE, COUVERTURE, ÉLECTRICITÉ

En relation directe avec le Président du Directoire, il sera le maître-d'œuvre des interventions pour les clients, dont il aura la responsabilité. Il pourra devenir à terme membre du Directoire. Une bonne expérience (environ 10 ans) dans le bâtiment (entreprise ou industrie) et une formation d'ingénieur (A. et M. ou E.T.P. ou équivalent) sont indispensables.

Veuillez adresser, en précisant votre rémunération actuelle, à Richard Bénatouli, GROUPE SBC Conseil, 51, rue Vivienne, 75002 PARIS, s/réf. 76-020/R.

Discretion et réponse rapide assurées.

Une journée d'échanges et de sélection est prévue le 24 novembre.

bis

la plus importante Société de Travail Temporaire en Europe (700 millions de F de C.A. en 1976), avec une diversification rapide dans d'autres domaines du tertiaire.

recherche un cadre supérieur de comptabilité (30 ans minimum), déjà Chef du Service Comptabilité Générale d'une grande entreprise ou associé d'un Cabinet d'Expertise, pour lui confier la fonction de

directeur comptable

Il rend compte au directeur financier, dirige environ 30 personnes dont 10 cadres, a des liaisons fonctionnelles avec le contrôle de gestion, les Chefs Comptables régionaux, et Directeurs d'exploitations. Ce poste nécessite une compétence professionnelle élevée (gestion de trésorerie, bilans, bilans consolidés) et la pratique des systèmes comptables informatisés (la société travaille sur IBM 370/140. Les opérations de province sont en télétransmission). L'expansion de la Société ouvre au titulaire du poste de larges perspectives d'évolution.

Écrire sous réf. 71.368 M

plein emploi

10, rue du Mail Paris 2^e

PHILIPS

Data Systems

recherche urgent pour PARIS

TECHNICIEN DE MAINTENANCE EN INFORMATIQUE

Formation solide en électronique ANGLAIS SOUHAITÉ

Permis de conduire indispensable

Il lui sera confié des responsabilités de dépannage et d'entretien d'ordinateurs et de périphériques en clientèle

2 TECHNICIENS D'ATELIER

ayant une très bonne formation en électronique ou en logique

Ils devront assurer le dépannage de sous-ensembles électroniques et logiques complexes au niveau du composant.

Pour ces trois postes, il est nécessaire d'être déchargé des obligations militaires et d'être rapidement disponible.

Adr. lettre et C.V. détaillé avec présentations à : PHILIPS DATA SYSTEMS, Service du Personnel, 5-8, rue Firmin-Gillot - 75777 Paris Cedex 13.

administration et personnel

BSN-Gervais Danone recherche, pour l'une des Sociétés de sa Division "Produits Sacs", un Chef des Services "Administration et Personnel".

Ce cadre, possédant une solide expérience pratique de ces deux fonctions, se verra confier l'ensemble des tâches relevant de la fois de l'Administration générale (Assurances, Services Généraux, Paye etc.) et de la gestion du Personnel ou sein d'une Société de commercialisation d'environ 200 personnes.

Ce poste est à pourvoir à Levallois.

Adressez votre candidature avec C.V. détaillé, photo et présentations, sous référence F02, à Françoise Mansion, BSN-Gervais Danone, 126-130, rue Jules-Guesde, 92020 Levallois-Parret.

bsn.gervais danone

bsn.gervais danone

bsn.gervais danone

bsn.gervais danone

bsn.gervais danone

bsn.gervais danone

bsn.gervais danone

bsn.gervais danone

bsn.gervais danone

bsn.gervais danone

bsn.gervais danone

bsn.gervais danone

bsn.gervais danone

bsn.gervais danone

bsn.gervais danone

bsn.gervais danone

bsn.gervais danone

bsn.gervais danone

bsn.gervais danone

bsn.gervais danone

bsn.gervais danone

bsn.gervais danone

bsn.gervais danone

bsn.gervais danone

bsn.gervais danone

bsn.gervais danone

bsn.gervais danone

bsn.gervais danone

bsn.gervais danone

bsn.gervais danone

bsn.gervais danone

bsn.gervais danone

bsn.gervais danone

bsn.gervais danone

bsn.gervais danone

bsn.gervais danone

bsn.gervais danone

bsn.gervais danone

bsn.gervais danone

bsn.gervais danone

Pour Grande Direction Administrative PARIS

recherches

DIRECTEUR ADMINISTRATIF

Le candidat retenu pour ce

POSTE DE HAUTE RESPONSABILITÉ devra assurer ou superviser :

- LA DIRECTION DU PERSONNEL

- LA GESTION FINANCIÈRE

- LES PROBLÈMES JURIDIQUES ET IMMOBILIERS

- L'ORGANISATION DES SERVICES

Agé de 45 ans au moins, il pourra être INGÉNIEUR DIPLOMÉ GRANDE ÉCOLE ou DIPLOMÉ DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

avoir une grande expérience de ces problèmes et pouvoir justifier d'une réussite complète dans des fonctions similaires.

La rémunération annuelle, négociable, sera fonction de la valeur personnelle du candidat et des responsabilités offertes.

UNE DISCRETION ABSOLUE EST GARANTIE

Adresser lettre de candidature avec C.V. à M. ROUSSEAU, 5, rue du Fiel des Arcs 94230 - CACHAN, qui transmettra.

SOCIÉTÉ A LA DÉFENSE

recherche

ANALYSTE PROGRAMMEUR

bon niveau

Expérience analyse gestion nécessaire. Connaissance langage cobol exigée.

Adresser lettre manuscrite, curriculum vitae, présentations et photo, à G.F.F. Tom Franklin, Cédex 11 - 92081 PARIS-LA DÉFENSE.

Nous sommes une société d'ingénierie et de construction de grands ensembles industriels. Pour prendre la responsabilité d'une équipe de développement regroupant actuellement 10 ingénieurs et techniciens, le chef de notre département informatique recherche :

INGENIEUR INFORMATICIEN

Sa mission :

- développer les GRANDS SYSTEMES DE GESTION liés à l'activité de notre Société, tels que gestion de documents d'ingénierie, de matériels, planification des études et des réalisations.

Son profil :

- Ingénieur diplômé (CENTRALE, MINES...)

- expérience industrielle d'au moins sept années dont trois avec une responsabilité réelle d'encadrement, lui ayant permis de développer des grands systèmes.

- connaissance informatique très approfondie en particulier dans le domaine des bases de données.

Écrire à No 82478 CONTEXTE Publicité 20, Avenue Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

IMPORTANT GROUPE DE DISTRIBUTION

leader en France dans sa branche recherche

pour son siège social à PARIS

UN CHEF DE PROJET

chargé de :

- la RESPONSABILITÉ INFORMATIQUE du fonctionnement et de la maintenance d'un système de gestion de crédits à la consommation, la SYNTHÈSE DES BESOINS des différents interlocuteurs,

la CONCEPTION et la réalisation d'un nouveau système de gestion (Informatique et Organisation) destiné à remplacer à terme les chaînes actuelles.

Ces travaux en feront l'interlocuteur permanent d'un Etablissement Financier.

Le candidat devra justifier d'une expérience et de résultats dans l'un ou l'autre des domaines suivants :

- l'encadrement - cartes accreditives

- crédit à la consommation.

Une bonne aptitude au travail en équipe est nécessaire.

ANGLAIS indispensable - fréquents déplacements de courte durée en province.

Écrire C.V. manuscrit, photo et présentations à No 82.775 CONTEXTE Publicité 20, av. de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

IMPORTANT SOCIÉTÉ PARIS

recherche

POUR SON DÉPARTEMENT INFORMATIQUE

1) ADJOINT AU RESPONSABLE D'EXPLOITATION

Ce cadre, 30 ans minimum, aura une formation technique niveau BTS ou DUT, et une expérience pratique du pupitre et de la préparation (OS - Vél - JCL sur 370/140).

Il aura à diriger une équipe de préparateurs, pupitreurs, opérateurs, et sera chargé de mettre en place les procédures définies par l'ingénieur système. Ces responsabilités exigeront de sa part des qualités d'organisation, de méthode, de communication.

Rémunération élevée, à la mesure de la valeur du candidat et susceptible d'évolution.

2) ANALYSTE PROGRAMMEUR CONFIRMÉ

Ce cadre devra :

- Justifier d'une expérience réussie de conception et de réalisation de traitements informatiques appliqués à la gestion de l'entreprise (langage FORTRAN).

- Posséder des qualités humaines d'animation d'une équipe.

Rémunération intéressante et possibilité de développement de carrière.

Adr. C.V. et photo s/réf. 571 à SWEET'S, B.P. 282, 75424 PARIS CEDEX 09, qui transmettra.

SOCIÉTÉ D'ETUDES ET DE REALISATIONS DE GRANDS ENSEMBLES INDUSTRIELS

recherche

INGENIEUR MECANICIEN-METALLURGISTE

En tant qu'«Expert Qualité», il sera associé aux études, à la fabrication et à la mise au point de prototypes de manutention et d'examen non destructifs à distance.

Cette fonction s'adresse à un ingénieur de 30 ans minimum, diplômé (CENTRALE - MINES - ARTS et METIERS...) et ayant une expérience de l'ETUDE et de la REALISATION de PROTOTYPES mettant en œuvre des ensembles mécano-soudés.

Écrire à No 82.477, ConTEXTE Publicité - 20, Avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Les régions

BIARRITZ-PARME LAISSÉ A LA GESTION DES ÉLUS

La chambre de commerce ne volera plus au secours de l'aéroport

LES compagnies régionales se portent mal. Air Alpes, l'une des plus importantes, est dans une situation financière critique. En province, l'avion ne fait pas recette aussi facilement que certains l'imaginent. L'aide publique doit lui être acquise une fois pour toutes, au regard de la cause qu'il prétend défendre, celle d'un meilleur aménagement du territoire ?

Les compagnies régionales vivent d'aides publiques. « Il n'existe actuellement aucun signe annonciateur d'accroissement de ces entreprises à la maturité financière », avait conclu, l'an dernier, un groupe de travail sur la desserte aérienne régionale. De son côté, la commission des transports et communications du VII^e Plan avait mis le gouvernement en garde, l'hiver dernier, contre « le coût pour la

collectivité d'une prolifération excessive des initiatives dans ce domaine, tant en ce qui concerne les lignes que les infrastructures ».

Dans son rapport sur le budget de l'aviation civile pour 1977, M. Pierre Baudis, député et maître républicain indépendant de Toulouse, constate que dix compagnies régionales sur onze étaient en déficit en 1975. Le montant des subventions qu'elles ont alors reçu de l'État, des collectivités locales et des chambres de commerce, s'est élevé à 20,4 millions de francs, dont 7,4 millions pour Toulouse Air Transport et 6,2 millions pour Air Alpes.

« Le total de ces aides est loin d'être négligeable », indique M. Baudis, si on le rapporte à l'effectif des compagnies régionales (1.233 personnes), et à leur

trafic (1.013.822 voyageurs). « Ces subventions ont représenté, en 1975, 37 000 F par employé pour Air Languedoc et 34 000 F pour Europ Air ; elles ont atteint 440 F par passager sur la ligne Colmar-Nancy-Londres et 450 F sur Cognac-Lyon... ».

À son avis, « on ne peut se déprendre de l'idée que l'argent ainsi distribué par le contribuable ne va pas nécessairement aux plus démunis ».

Beaucoup de chambres de commerce n'ont pas hésité à « jeter de l'argent en l'air » sans grand discernement. Certaines commencent à se rendre compte qu'elles ne sont pas payées de retour. Celle de Bayonne, la première, va au bout de son raisonnement : elle vient de dénoncer la concession qui, depuis 1957, la liait à l'État pour exploiter l'aéroport de Biarritz-Parme.

L'avion ne fait pas le bonheur. De ses déceptions, la chambre de commerce de Bayonne a tiré la leçon que mieux valait pour elle renoncer à exploiter l'aéroport de Biarritz-Parme. Prenant acte de ce refus pour raisons financières graves, le conseil général des Pyrénées-Atlantiques vient de confier à un syndicat mixte, au sein duquel les collectivités locales sont majoritaires, la gestion de ce terrain à problèmes.

Une anomalie ? Partout ailleurs, les assemblées consulaires ont en charge l'exploitation des aéroports, disent les élus, rendus de fort méchante humeur par la défaillance de la chambre de commerce. « Elle ne fait pas son devoir », constate M. Guy Petit, sénateur et maire (modéré) de Biarritz.

Qu'importe cette admonestation ! Pour l'assemblée consulaire, il est des réalités financières qui méritent examen. L'aéroport de Biarritz lui coûte, chaque année, les yeux de la tête : 233 000 F en 1973, 850 000 en 1976. « Rien ne permet de penser que ce déficit puisse être jamais contenu dans des limites raisonnables », précise M. Jacques Saint-Martin, son président.

Pas loin de 100 000 passagers l'an dernier, contre tout juste 20 000 en 1968. Un très honnête résultat. Hélas ! le déficit progresse à même allure que le trafic. En période de pointe, au lieu de multiplier les fréquences,

Air Inter remplace sa Caravelle-III, de 99 sièges par un Mercure de 150 sièges et le tour est joué. « Or les taxes d'atterrissage que nous percevons sont loin d'être proportionnelles à la capacité des avions que nous accueillons. Si bien qu'un supplément de voyageurs ne nous procure aucun supplément de recettes, mais se traduit uniquement par un supplément de travail », explique M. Saint-Martin.

En temps ordinaire, une douzaine d'atterrissages et de décollages quotidiens. Néanmoins, l'aéroport de Biarritz reste ouvert de 6 heures du matin à minuit, même les dimanches et jours fériés. Pour les avions-charters, qui ne sont pas vraiment programmés, et pour les appareils dévotés, qui ne sont pas du tout attendus, il faut, par mesure de précaution, maintenir les employés et les installations en état de veille.

La chambre de commerce est donc obligée d'avoir deux équipes, l'une du matin, l'autre du soir. Au total, un effectif de 23 personnes que de justesse paye l'importance du trafic. « Dire que nous payons des hôtesses d'accueil pour accompagner les passagers au pied de la passerelle. Comme s'ils étaient incapables de se diriger eux-mêmes sur cinquante mètres ! se plaint M. Saint-Martin. Les employés de la S.N.C.F. conduisent-ils les voyageurs à leur compartiment ? »

fait donc pas les frais d'une prétendue politique de prestige.

Avant de lâcher prise, l'assemblée consulaire avait proposé un plan de sauvetage. Il y était question d'augmenter la taxe d'atterrissage sur le nombre des passagers plutôt que sur le tonnage des appareils, de tripler, voire de quadrupler le trafic. Pour ce faire, on prévoyait la création d'une troisième liaison quotidienne vers Paris et surtout le libre accès des compagnies espagnoles au terrain de Biarritz mieux équipé que celui de Fontarabie. De l'autre côté de la Bidassoa, les pouvoirs publics accueillirent ces suggestions avec beaucoup de scepticisme.

Faute de pouvoir tabler, comme à Pau, sur la présence des militaires pour équilibrer son bilan, la chambre de commerce en vint à préconiser des solutions marchandes : réduction notable des heures d'ouverture de l'aéroport, compression du personnel à seize employés, prise en charge par l'État du service d'incendie et par Air Inter du service d'escorte. La compagnie intérieure fit savoir que cet arrangement lui agréait : « Nous aurions travaillé à l'économie », indique M. René Laplanche, directeur général. « Nous aurions d'autres ambitions que de placer ce terrain sous le monopole de fait d'un unique transporteur », précise le préfet.

Restait au conseil général des Pyrénées-Atlantiques à se saisir du dossier. Il vient donc d'entériner la création, à compter du 1^{er} janvier prochain, d'un syndicat mixte pour l'exploitation de l'aérodrome de Biarritz-Parme qui réunira, autour de la chambre de commerce, le département et les villes de Biarritz, Bayonne, Anglet et Saint-Jean-de-Lux. Les Landes seront invitées à rejoindre ce groupement dans la mesure où leurs ressortissants fréquentent ce terrain faute d'en posséder un chez eux.

Dorénavant, la chambre de commerce de Bayonne couvrira le déficit d'exploitation à hauteur de 400 000 F. Au-delà, il appartiendra aux collectivités locales de combler le trou. A voir trop de crédits aller aux Basques, les Béarnais font la grimace. Rien d'autre qu'un peu de contrariété dans l'air. « Cette solution est absurde, estime pour sa part, M. Saint-Martin. Mais tant pis, on marchera quand même ! »

Passer pour un saboteur

Il n'y aurait pas eu de drame si, par dérogation exceptionnelle mais au nom de quoi ? — l'État avait tout simplement autorisé la chambre de commerce à lever une surtaxe d'aéroport de 10 francs par passager, sougnot-on du côté de Bayonne : « Les usagers doivent être les payeurs » (1). N'empêche que beaucoup reprochent à M. Saint-Martin son attitude pusillanime. « Il est contre les autoroutes, contre le tourisme, contre l'aménagement des quais du port de Bayonne », proteste M. Petit. « Il n'a fait rater l'aéroport de Hendaye, ajoute le préfet ; il est impossible de travailler proprement avec lui ».

Le président de l'assemblée consulaire n'est pas mécontent de jouer les empêcheurs de voler en rond. « L'aéroport de Biarritz ne nous a jamais rapporté un sou ; depuis que nous l'avons en concession, il nous coûte 4 millions de francs. J'ai beaucoup de mal à faire admettre aux commerçants que le quart, voire le tiers de leurs cotisations, servent à combler le déficit de cet aéroport. Pour eux, l'avion est un objet futile ».

Les collectivités locales qui ont participé à la construction et à l'allongement de la piste, qui, récemment encore, ont financé, sur leurs propres deniers, l'extension de l'aérogare, croient l'avion capable de faire des merveilles, de

donner un coup de fouet à l'économie basque. Le préfet, qui partage leur enthousiasme, parle de doubler le trafic charter, de développer l'activité des compagnies régionales, et d'augmenter les redécouvertes.

Nul ne conteste l'utilité d'une solide liaison aérienne avec Paris, et, pourquoi pas, demain, avec Madrid. « En revanche, être relié par la voie des airs à Toulouse, à Marseille et à Lyon, je n'en vois guère l'intérêt », indique M. Saint-Martin. Une ligne ne vaut d'être ouverte que si, dans un délai raisonnable, elle peut s'avérer rentable.

A l'en croire, « on a vite fait d'abandonner tout fétichisme aérien s'il s'agit de se plonger le nez dans les comptes des compagnies régionales ».

M. Saint-Martin veut garder les pieds sur terre. A son avis, les responsables locaux — élus et fonctionnaires — se laissent trop facilement abuser par des gens qui mêlent habilement voyance et compétence. De soi-disant experts n'ont-ils pas soutenu qu'en l'an 2000 l'aéroport de Biarritz-Parme accueillait 2 millions de passagers ? Pure flagornerie. Et le président de l'assemblée consulaire de conclure : « Dès que l'on met en doute des prophéties de trafic aussi folles que celle-ci, on passe pour un saboteur ».

JACQUES DE BARRIN.

(1) Actuellement, la taxe d'aéroport est incluse dans le prix du billet d'avion.

Pas d'autoroute urbaine pour Marseille

M. DEFFERRE : « Je ne voudrais pas que la ville ressemble à un paquet de nouilles »

PARCE qu'il ne veut pas que Marseille « soit dévotée par les autoroutes », M. Gaston Defferre, son maire, vient de demander au ministre de l'équipement de modifier le projet de l'autoroute B. 55, qui devait relier l'autoroute Marseille-Fos à l'autoroute-Est Marseille-Aubagne, en passant par la future autoroute nord-est.

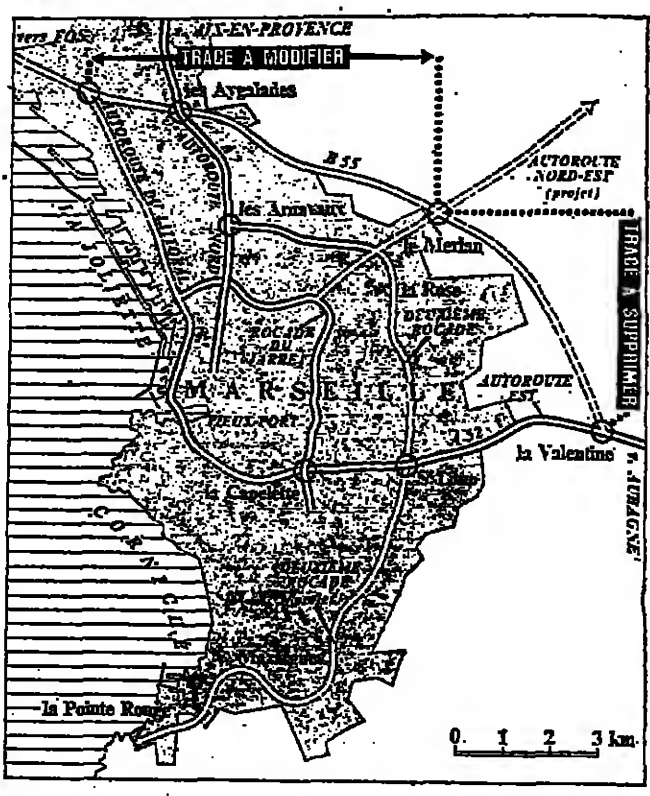
Marseille possède une première rocade, dite « du Jarry », qui relie les autoroutes nord et est. Une seconde rocade est en cours de réalisation ; son premier tronçon, qui va des Arnaux (anciennement route d'Ab) au Merlan, est achevé. Le tracé devrait lui permettre de relier les quartiers du littoral sud, après avoir tracé un arc de cercle à travers les quartiers périphériques de la ville.

Les rocade sont des voies à grande circulation, mais sans caractère spécifiquement auto-

rouler. Il n'y en a pas de moins de 85 %, que l'État financerait à 85 %, le département et la ville se partageant les 15 % restants. Il s'agit d'une autoroute urbaine sans carrefours, qui encercle la ville et la coupe de ses banlieues. « Je ne voudrais pas que la ville dont la seule le maire ressemble à un paquet de nouilles », a dit M. Defferre. L'exemple de Los Angeles, empierrée dans un lit d'autoroutes, devrait nous inciter à la prudence. Marseille, disposée en hélicyle au bord de la mer, serait littéralement en état de siège.

Le conseil municipal va donc demander la suppression de la portion du projet située entre Château-Gombert et la Valentine. La section Château-Gombert-Aygallades serait remplacée par une voie rapide de type classique.

JEAN CONTRUCCU.



Tout le monde a de bonnes raisons pour prendre Air Inter



LA CARTE "STAND-BY" 50 % DE RÉDUCTION

Jeune étudiant, avec une carte «stand-by» qui ne vous coûte que 100 F par an, vous pouvez vous embarquer avec une réduction de 50 % sur n'importe lequel de nos vols, pour toutes destinations France continentale, sans réservation et dans la limite des places disponibles.

Air Inter aide les étudiants à voyager.

Renseignements, réservation : AIR INTER PARIS Tel : 509.25.25 et toutes Agences de Voyages.

AIR INTER

Le petit bout de la lorgnette

L'exploitation de l'aéroport de Biarritz est-elle aussi coûteuse que le prétend la chambre de commerce ? « Elle pose le problème de l'équilibre financier », affirme M. Petit, 300 000 F de frais administratifs ? Ce n'est pas sérieux d'avancer une somme pareille. Mais non, M. Saint-Martin ne parle pas inconsiderément : « Il me serait facile de combler le déficit sous un feu d'écritures comme le font beaucoup d'assemblées consulaires pour sauver la face », note-t-il. Il n'y a pour lui aucun doute : la vérité des comptes oblige à reconnaître que l'entretien d'une piste n'est pas à la portée de n'importe quelle bourse.

Pour être juste, il faudrait apprécier — mais comment ? — la contribution de l'avion au décollage économique de la région. « L'assemblée consulaire voit les choses par le petit bout de la lorgnette », commente M. Jean-Pierre Desbrière, conseiller général socialiste de Biarritz. « Il est des chambres de commerce exemplaires comme celle de Rodes qui vont même jusqu'à financer des lignes aériennes », remarque avec envie M. Jean Montraux, préfet des Pyrénées-Atlantiques.

Comment donc expliquer cette mauvaise volonté manifeste de la chambre de commerce de Bayonne, si ce n'est par le souci d'économiser ses fonds déjà bien entamés par la construction toute récente d'un hôtel consulaire dont le coût s'élève à 15 millions de francs ? « Une dépense exagérée », juge M. Petit. Tout est là... Serais-ce une vue un peu simpliste des choses ? « Nous n'avons aucune difficulté à financer cet immeuble, notamment avec les bénéfices tirés du port de Bayonne », soutient M. Saint-Martin. L'aéroport de Biarritz ne

rustiques de style et de l'architecture au mont st-michel

hermie

SOUTENUE COMME AVEC LES MAINS

INSTITUT HERNIE

PARIS-10^e RUE DE LA VILLE, 101 75013 PARIS

PARIS-10^e RUE DE LA VILLE, 101 75013 PARIS

PARIS-10^e RUE DE LA VILLE, 101 75013 PARIS

PUBLICATION JUDICIAIRE

JUGEMENT DU TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE PARIS (1^{re} Chambre) EN DATE DU 22 MAI 1976 entre : M. Louis-Gilbert BEAUJOLIN et : Alain MOREAU, Editeur-Directeur (dit : CHAUFFOY)

LE TRIBUNAL : Attendu que par exploit, en date du 22 décembre 1975, Gilbert BEAUJOLIN a cité devant le Tribunal les nommés Alain MOREAU et Patrick GILBERT (dit : CHAUFFOY) pour les entendre déclarer coupables du délit de diffamation publique envers parafonctionnaire ; et en raison de certains passages jugés diffamatoires du livre : « B... comme BARBOULEUX... » ; Attendu que le premier texte considéré comme diffamatoire est ainsi libellé : « On retrouve dans cette affaire des éléments assez troubles d'un double jeu entre la Résistance et la collaboration... » ; Attendu que si ces écrits n'indiquent pas explicitement que M. Gilbert BEAUJOLIN a joué le rôle d'un agent double durant l'occupation, il accablait pourtant très largement le doute sur l'attitude patriotique de la Partis Civile durant cette période, et sur la collaboration, plus que plausible, avec l'ennemi ; Attendu que la Partie Civile reproche ensuite certains passages d'un témoignage recueilli en 1974 émanant d'un fondé de pouvoir d'un banquier de la place Vendôme, qui aurait tenu à conserver l'anonymat ; Attendu que si l'on se rappelle que ce passage... est celui qui donne à l'ensemble du texte poursuivi, sa portée diffamatoire, qui le colore ; qu'il y ait eu allusion directe au trafic de fausses monnaies et aux fraudes de tous genres pratiquées notamment par ces sociétés et qui permettent le rapatriement de sommes gigantesques ; Attendu qu'il est certain que si quelques phrases détachées de leur contexte ne constituent pas intrinsèquement l'imputation d'un acte déshonorant, elles n'ont pour autant été écrites que pour démolir Gilbert BEAUJOLIN, et pour accablant aux lecteurs la réalité de ce qui est avancé ; Attendu que l'auteur a procédé lui-même par touches successives, par un jeu subtil d'allusions, d'insinuations, de rapprochements ; qu'il convient de ce fait de relever l'ensemble du passage incriminé, nettement diffamatoire ; Attendu que le dernier paragraphe poursuivi, faisant toujours partie du témoignage anonyme, évoque le trafic d'armes au niveau gouvernemental et le contrôle d'un gigantesque trafic mondial de « End Users Certificates » de complaisance ; Que si le commerce légal des armes ne saurait en lui-même constituer une activité compromettante, le mot trafic usé ici, et rapproché de celui des « certificats de complaisance » vise à créer une équivoque et à dénoter de gigantesques malversations portant sur des certificats de complaisance porte atteinte à sa considération professionnelle ; Que l'insinuation des prévisions est exclusive de la bonne foi ; qu'il convient donc de leur appliquer la loi pénale.

PAR CES MOTIFS : Déclare le nommé Alain MOREAU coupable, en tant qu'auteur principal, et le nommé Dominique GILBERT coupable, en tant que complice, du délit de diffamation publique ; Condamne le nommé Alain MOREAU à la peine de 2 000 F d'amende, et le nommé Dominique GILBERT à la peine de 1 000 F d'amende, condamnations solidaires ; Condamne le nommé Alain MOREAU et Dominique GILBERT à payer à Gilbert BEAUJOLIN la somme de 6 000 F à titre de dommages-intérêts ;

Pour extrait : M^{rs} Joannès AMBER et Alain FRENCH, avocats.

Tout le monde a de bonnes raisons pour prendre Air Inter



L'ALLER-RETOUR DANS LA DEMI-JOURNÉE

Parmi les nombreux vols qui desservent régulièrement les 30 aéroports d'Air Inter, 18 relient tous les jours (en semaine) PARIS à BORDEAUX dans les deux sens, permettant l'aller-retour dans la demi-journée.

PARIS ↔ BORDEAUX 18 liaisons quotidiennes (départ Orly Ouest ou Roissy-Charles de Gaulle)

Air Inter favorise vos déplacements d'affaires

Renseignements, réservation : AIR INTER PARIS 509.25.25 et toutes Agences de Voyages.

AIR INTER

سكاي لاين

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

A PROPOS DE...

LES COLLECTIVITÉS LOCALES ET L'EMPLOI

De nouveaux outils pour l'industrie

C'est le 1^{er} novembre qu'a été mis en place à Paris un bureau d'accueil des petites et moyennes industries (P.M.I.). M. Michel d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la Recherche, qui en a annoncé la création il y a quelques jours à Saint-Etienne devant le congrès du Conseil national des économistes régionaux (C.N.E.R.P.), a précisé que le bureau serait opérationnel le 1^{er} décembre.

Le rôle de cet organisme : aider les P.M.I. et prendre en compte leurs difficultés. Une réponse sera adressée dans les huit jours à toute lettre reçue par ce bureau. La responsabilité en a été confiée à M. Jacques Oudin, délégué à la petite et moyenne industrie. Celui-ci a été chargé de coordonner la mise en œuvre des actions entreprises et d'en assurer le suivi.

La création de cet instrument, qui illustre l'intérêt que M. d'Ornano et ses collaborateurs attachent au rôle des petites entreprises dans le développement économique régional, coïncide avec la mise en place des dix-sept services interdépartementaux de l'industrie et des mines, dont les responsables prendront leurs fonctions dans quelques jours. Les entreprises auront donc, pour leurs problèmes techniques et économiques, un interlocuteur unique et aisément accessible au plan local. Ces services seront également les correspondants privilégiés de tous les organismes concourant au développement régional.

« Les maillages du tissu industriel doivent être resserrés », a dit M. d'Ornano. « Il ne s'agit naturellement pas de porter atteinte à la puissance et au dynamisme des assemblages industriels actuels, mais de favoriser la naissance et la croissance d'entreprises de dimensions plus modestes, adaptées à la spécificité des situations locales. »

Le développement de l'industrie, l'emploi et le rôle que peuvent jouer dans cette politique les communes, les départements et les régions, étaient d'autres part les thèmes majeurs du congrès du C.N.E.R.P. Les personnes — des responsables économiques — qui assistaient à ce congrès étaient encore « sous le

coup » d'une récente circulaire du ministre de l'Intérieur, aux termes très sévères, qui prescrivait aux préfets de ne pas laisser les collectivités locales intervenir librement dans l'industrialisation de leurs régions.

Les participants, toutefois, n'ont pas voulu se laisser impressionner par l'impression d'être désarmés ou inefficaces. « Le divorce n'est pas grave, et la confiance peut se restaurer entre les collectivités locales et les pouvoirs publics », a affirmé M. Marcel Lucotte, sénateur de Seine-et-Marne, maire d'Autry, président du C.N.E.R.P. Au cours des débats, il fut beaucoup question de « blocages », notamment dans la situation actuelle de crise de l'emploi.

Les élus réclament des moyens d'intervention dans un cadre plus large que celui de la commune. La région leur paraît être « le meilleur cadre possible d'intervention » et une notion nouvelle est apparue, celle de « bassin d'emploi ». Ce « périmètre » pourrait être une réponse à une double exigence des Français : leur immobilité naturelle et la nécessité de changer plusieurs fois de métier, d'employer et de localité, au cours de leur vie active.

Deux formules ont été suggérées au niveau régional : une cellule de détection, d'information, d'alerte, avec l'intervention possible des S.D.R. (Sociétés de développement régional) ; ou bien la création d'un Institut de développement industriel régional (IDIR), ayant pour mission la fois d'établir les diagnostics et de mettre au point les mesures d'intervention.

PAUL CHAPPEL

CIRCULATION

Les automobilistes seraient invités à entrer dans Paris et à en sortir par des portes différentes

Peut-on, et comment, améliorer la circulation dans la capitale ? La commission pour l'étude du « plan de circulation » à l'Hôtel de Ville, présidée par M. Yves Milhoud, conseiller de Paris (rep. ind.), présentera le résultat de ses travaux à l'assemblée municipale au cours de la prochaine session, qui s'ouvrira le lundi 15 novembre.

« Notre ville est inextricable », déclarait récemment à la tribune du conseil de Paris, un élu en parlant de la circulation dans la capitale. Le réseau de la voirie parisienne couvre 24 % des 8 500 hectares urbains de Paris. Il comporte 8 000 carrefours dont 1 000 sont contrôlés par des feux de signalisation ; 110 000 véhicules au maximum peuvent simultanément circuler sur les chaussées de la capitale ; 320 000 y stationnent.

Ces chiffres, rapprochés de ceux du parc automobile parisien (870 000 véhicules) et régional (2,5 millions), et du nombre des entrées et sorties quotidiennes de la capitale (plus d'un million), illustrent la difficulté devant laquelle se trouvent les responsables de la circulation... et du stationnement. Un exemple : à certaines heures de la journée, sur plus de 750 000 véhicules stationnant dans la capitale, 150 000, soit 20 %, sont en stationnement illégal.

Signe encourageant toutefois : le nombre des véhicules franchissant quotidiennement les portes de Paris s'est accru de 33 % entre 1965 et 1973, mais de 5 % seulement de 1973 à 1975.

Redéfinir le rôle de la voirie en prenant en compte l'ensemble de ses usages : automobiles, piétons, taxis, voitures individuelles et deux-roues, tel est l'objectif des pouvoirs publics et celui des élus parisiens. Priorité est donnée aux transports en commun : les déviations de circulation, qui devraient augmenter de 22 % d'ici à la fin du siècle ; ceux qui reviendraient à l'automobile individuelle de 8 % seulement.

Ces prévisions et les nouvelles orientations données par le président de la République à l'urbanisme parisien ont conduit les responsables de l'aménagement de la capitale à limiter à trois le nombre des grandes opérations de voirie à réaliser dans les prochaines années : la voie nouvelle Vanves-Montparnasse dans le XIV^e arrondissement ; l'aménagement des quais dans le XV^e arrondissement et le franchissement de la Seine par le doublement du pont d'Austerlitz.

Un plan de circulation va être établi pour Paris comme il l'est déjà dans deux cent cinquante villes en France. Il prévoit la réorganisation du réseau routier et la création d'un certain nombre de grands sens uniques. Les automobilistes seraient obligés de sortir et d'entrer dans Paris par des portes et des voies différentes. Par exemple, au nord-est, les véhicules entreraient par la porte de la Villette et la porte des Lilas ; ils sortiraient par la porte de la Chapelle, la porte de Pantin et la porte de Bagnolet. En outre, des feux tricolores synchronisés seraient installés sur certains itinéraires, et l'ensemble des carrefours des zones les plus fréquentées seraient gérés par ordinateur.

On continuera en outre de multiplier les couloirs réservés aux autobus et aux taxis, à installer de nouveaux parcmètres. La voirie publique serait invitée à acquiescer les garages privés menacés de destruction.

En décembre 1975, l'administration parisienne estimait que la mise en place d'un véritable plan de circulation dans la capitale coûterait 730 millions de francs. Si les élus, au cours de la prochaine session, acceptent ces propositions, ce sera au futur maire de Paris, élu en mars 1977, de les faire appliquer, non sans difficulté et non sans risque d'impopularité.

JEAN PERRIN

● ESPAGNE : VITESSE LIMITÉE. Les limitations de vitesse décidées il y a deux mois dernier par le gouvernement pour économiser l'énergie sont entrées en vigueur, lundi 1^{er} novembre, dans toute l'Espagne.

Sur les autoroutes principales et sur les autoroutes secondaires, la vitesse maximum (qui était jusqu'à 130 et 110 km/h respectivement) est limitée à 100 km/h. Sur les routes, la vitesse limite passe de 100 à 90 km/h. — (Reuter.)

TRANSPORTS

Le contrôle des conditions de travail à bord des navires sous pavillon de complaisance sera renforcé

De notre correspondante

Genève. — La conférence maritime organisée par le Bureau international du travail (BIT), qui vient de terminer ses travaux à Genève, a été marquée par l'adoption d'une convention qui représente un pas décisif dans la lutte contre les navires battant pavillon de complaisance. Le BIT, qui se préoccupe de cette question depuis 1923, a constaté que sur ces navires les accidents de travail étaient quatre fois plus nombreux que sur les autres bateaux.

Les pavillons de complaisance permettent aux armateurs d'employer une main-d'œuvre sous-payée, de négliger les règles élémentaires de sécurité. Ces pratiques leur assurent des bénéfices importants au détriment des conditions de vie ou de travail des équipages, qui ne bénéficient pas des avantages sociaux auxquels ont droit les autres marins. Le nombre des navires battant pavillon de complaisance a doublé au cours des six dernières années et représente le tiers du tonnage de la marine marchande mondiale. Ainsi 2 520 bâtiments sont immatriculés au Liberia, 3 418 au Panama, 735 à Chypre, 610 à Singapour, 273 en Somalie.

La nouvelle convention prévoit également un congé de maternité pour le personnel maritime. Dans le domaine de la formation et de l'orientation professionnelles, la protection des jeunes marins a également retenu l'attention de la conférence. Ainsi, un jeune matelot qui, au cours de son premier voyage, aura constaté que le métier ne lui convenait pas pourra être rapatrié aux frais de l'armateur et ainsi changer de profession.

ISABELLE VICHNIAC

● M. LIONEL GASTAMBEDE vient d'être nommé directeur international des ventes de la Compagnie Europcar, premier loueur français de véhicules sans chauffeur. M. Gastambède occupait précédemment le poste de directeur commercial chez Avis France.

Cette convention entrera en vigueur un an après la date à

AVIS PUBLIC D'APPEL DE CANDIDATURES

La ville de Rennes informe les concepteurs intéressés qu'elle projette de construire un

NOUVEL HOTEL DE VILLE

situé sur la zone dite de l'Arsenal, dans le centre de Rennes.

Il s'agit d'un immeuble de 22.000 m² environ qui abritera, outre des bureaux, la salle du Conseil Municipal, un restaurant de 300 places et certains équipements sociaux.

L'étude et la réalisation de cet immeuble seront effectuées selon les dispositions des décrets des 28 février et 29 juin 1973, réglementant les marchés publics d'ingénierie et d'architecture.

En conséquence, un nombre limité de concepteurs, choisis tant sur un plan régional que national, seront mis en compétition selon l'esprit de ces décrets.

Les candidats ayant participé à la compétition et non retenus recevront une indemnité forfaitaire, dans la mesure où leur dossier satisfait aux conditions précisées dans le règlement de consultation.

Les candidatures accompagnées de références et de photos de réalisations devront être adressées à Monsieur le Maire de Rennes au plus tard le 26 novembre 1976, le cachet de la poste faisant foi. (Mentionner sur l'enveloppe : Compétition Nouvel Hôtel de Ville).

Dans le cas de groupement de concepteurs, l'identité et les références de chaque co-contractant devront être précisées et le mandataire commun nommé désigné.

Toute information générale sur le projet peut être recueillie auprès de l'organisme chargé de la programmation. B.R.E.A., 53, r. Charles-Lafitte, Neuilly-sur-Seine. Tél. 637-26-90

QUALITÉ DE LA VIE

Le Mouvement écologique a préparé les prochaines élections municipales

Les responsables d'une quarantaine d'associations écologiques régionales se sont réunis pendant le week-end de la Toussaint, à Moulins, au cours des troisième assemblées nationales du Mouvement écologique. Thème de réunion : « La gestion communale écologique ».

Le catalogue de propositions élaboré par ces assemblées est fondé sur le principe : « La commune doit être rendue à ses habitants ».

URBANISME

LA TOUR D'ARGENTUEIL SERA DÉTRUITE

Avant la fin de l'année, la tour d'Argentueil, dont vingt habitants avaient été tués et quarante et un autres blessés par une explosion de gaz, sera détruite. Un incendie s'était déclaré dans le local du vide-oranges et avait provoqué l'explosion d'une conduite de gaz.

Le tribunal correctionnel de Pontaise (Val-d'Oise) avait condamné, le 15 mai 1975, le président-directeur général et l'inspecteur des travaux de la société propriétaire de la tour à des peines de prison avec sursis. Des crédits du ministère de l'Équipement seront utilisés pour démolir l'immeuble et reconstruire un nombre équivalent de logements.

ment ? En créant des comités de quartier ouverts en permanence, où la population donnerait son avis sur les propositions de l'administration communale. À l'exemple de ce qui se passe en Suisse, un système d'initiative et de « votation » serait mis en place pour faciliter la démocratie directe en cas de projets importants touchant la vie de la commune.

Pour les finances locales, les écologistes estiment qu'il faut redéfinir les priorités et les affectations. La taxe professionnelle devrait, selon eux, être rassemblée par région et redistribuée en fonction des besoins des communes. Les écologistes demandent encore que l'on renonce à la ségrégation entre quartiers de résidence et zones d'activité, qu'on développe les transports en commun et que les communes s'associent avec leurs voisines pour gérer les équipements collectifs.

Par son travail sur le terrain et par ses réunions régionales le Mouvement écologique a en effet trouvé en Alsace une audience non négligeable. Un premier candidat timidement présenté aux législatives de 1973 à Moulins avait obtenu 2,76 % des voix. Mais au cours des cantonales de 1975 ce sont dix candidats qui sont allés à la bataille. Certains d'entre eux ont même obtenu 15 % des voix, devant ainsi des partis traditionnels pourtant bien en place. Les élections municipales de 1977 seront un nouveau test de la crédibilité du Mouvement, qui entend faire pénétrer ses idées « par la base ».

PÊCHE

Le P.S. s'inquiète de la pénétration des firmes multinationales

De notre correspondant

Lorient. — Le parti socialiste a réuni, le samedi 30 octobre à Lorient, le premier congrès de pêche français pour la valeur du poisson débarqué, — sa première conférence nationale consacrée aux problèmes de la pêche.

Le P.S. a décidé de développer ses contacts et ses discussions avec les professionnels à tous les échelons et il entend approfondir « les échanges avec les syndicats de marins et les organisations patronales ». D'autres initiatives ont été prises : « seront autant de confirmations de notre présence sur tous les terrains de lutte ».

Les responsables socialistes ont souligné l'importance de la pénétration des firmes multinationales dans le secteur de la pêche française. Les réflexions actuelles du P.S. ne se traduiront pas, comme le suggèrent les courants de la gauche, par une proposition de loi-cadre, mais elles pourraient aboutir à une plate-forme commune aux partenaires du programme commun.

Interrogés au sujet de la décision de M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'Équipement, qui a fait porter de 25 à 50 millions de francs l'impôt au carburant pour les pêcheurs, les responsables socialistes ont fait état de leur « satisfaction partielle ». « En 1976, ont-ils fait remarquer, l'aide accordée avait été de 100 millions de francs. On peut se demander si l'augmentation observée dans le précédent budget ne va pas laisser place à la rigueur et si la pêche

ne va pas pâtir du contexte d'austérité actuelle. Nous espérons que ce sujet de préoccupation sera traité ».

JEAN-YVES MANACH

FAITS ET PROJETS

● UN NOUVEAU AÉROPORT POUR STOCKHOLM. — Le roi Charles XVI Gustaf de Suède et la reine Silvia ont inauguré, le samedi 30 octobre, le nouvel aéroport international de Stockholm-Arlanda. Cet aéroport, qui a coûté près de 450 millions de francs, est d'une architecture identique à celle de l'aéroport de Copenhague. Les bâtiments, en forme de « U », couvrent près de 10 000 mètres carrés. Arlanda accueillera 4,5 millions de passagers par an au cours de prochaines années et devrait en traiter 14 millions en 1990. — (A.F.P.)

● FRAUDES SUR LES TARIFS AÉRIENS. — Le ministère du Commerce britannique vient d'accuser trois compagnies aériennes étrangères : Aeroflot, Air India et Egyptian de pratiquer des rabais illicites sur le prix des billets d'avion. Ces réductions, qui variaient de 11 % à 60 %, intéressaient des voyages au départ de Londres vers l'Afrique et l'Extrême-Orient.

95 fois par semaine...

Les jets d'Air Afrique s'envolent.

Quand on voyage pour affaires, la fréquence, ça compte. Et pas seulement la fréquence vers l'Afrique, mais aussi à travers l'Afrique. Air Afrique, c'est 95 fréquences par semaine, vers 15 États d'Afrique Noire, depuis l'Europe, et d'une capitale d'Afrique vers une autre.

AIR AFRIQUE
La plus grande fréquence de vols vers et à travers l'Afrique.

Organisé par BUREAUX-PROVINCES et LES ÉCHOS
Sous la présidence de Monsieur Jean LECANUET, Ministre d'Etat
chargé du Plan et de l'Aménagement du territoire

Forum

L'Entreprise, l'Etat et la Décentralisation Tertiaire

La décentralisation des activités de bureau est vécue différemment par l'entreprise et par l'Etat. L'entreprise y voit souvent une contrainte mais aussi une manière d'accroître son potentiel économique et d'améliorer sa gestion. L'Etat, pour sa part, l'envisage comme un moyen d'équilibrer les activités sur l'ensemble du territoire.

Confronter les points de vue de chacun et examiner les solutions possibles, tel est le but de la journée organisée à l'intention des chefs d'entreprise le jeudi 18 Novembre de 9 h 00 à 18 h 00 au Palais des Congrès, à Paris.

En matinée, deux tables rondes : la décentralisation bancaire et financière, les télécommunications et la décentralisation tertiaire.

Un déjeuner-débat : la décentralisation tertiaire, choix imposé ou choix stratégique pour l'entreprise ? avec Messieurs Arrighi de Cosanova (CCI Paris), Chatenet (BUREAUX-PROVINCES), Essig (DATARI) et Hannart (CNPF).

L'après-midi, trois ateliers techniques : les procédures administratives et les aides de l'Etat, le marché national des bureaux, les rémunérations du personnel de bureau et le coût de la vie en province.

Pour recevoir le programme détaillé du Forum, prenez contact avec l'Association Bureaux-Provinces, 39, rue de la Blenfaissance - 75008 Paris - Tél. 522.86.20 (poste 299).

La participation aux frais est de 200 F.

**ASSOCIATION
BUREAUX-PROVINCES**

F&O PARIS ET COMMUNICATION

LA VIE ÉCONOMIQUE

FISCALITÉ

POINT DE VUE

Réponse aux adversaires de l'impôt sur le capital

par JACQUES
GROSCLAUDE (*)

De mars à octobre, la proportion des Français favorables à la création d'un impôt sur le capital est passée, selon les sondages de la SOFRES, de 54 % à 59 % (1), celle des adversaires revenant de 31 % à 23 %. M. Jacques Grosclaude, auteur d'un ouvrage remarqué sur l'imposition des fortunes, cherche ici à convaincre ces derniers.

AFIN de lever toute ambiguïté, l'impôt dont il s'agit ici est un impôt sur la détention du capital, c'est-à-dire un impôt général frappant l'ensemble des biens du contribuable, perçu annuellement et mesuré d'après le capital, c'est-à-dire d'un taux modique (1 %) afin qu'il puisse être payé grâce aux revenus du capital.

On ne reviendra pas par le menu sur ses mérites dans un système fiscal moderne. Qu'il soit toutefois précisé que son objectif premier n'est pas de fournir à la collectivité publique des ressources importantes, comparables à celles dégagées par l'impôt sur la dépense ou l'impôt sur le revenu. Ses finalités se situent ailleurs.

Son mérite le plus intéressant et le moins contesté est la capacité qu'il a de permettre le contrôle des autres

impôts : l'impôt sur le capital, par le recensement des fortunes qu'il implique, permet de découvrir les dissimulations de revenus. En deuxième lieu, il autorise une discrimination fiscale entre revenus du travail et revenus du capital, ces derniers étant, comme l'exige la justice fiscale, surimposés, c'est-à-dire appréhendés deux fois : une première fois par l'impôt sur le revenu et une deuxième fois par l'impôt sur le capital. Une telle discrimination existait d'ailleurs, grâce au système dédaigné qui frappait plus lourdement les revenus du capital que ceux du travail : elle a été abandonnée en 1959, au motif qu'« à revenu connu égal, l'impôt égal ». Enfin, au point de vue économique, l'intérêt principal de cet impôt est d'inciter le détenteur d'un capital à affecter ses ressources à des fins productives, de façon à être en mesure au moins d'assurer le paiement de l'impôt avec le revenu frappé.

Plus complet...

Pour l'heure, il est fait à l'impôt ainsi caractérisé une triple objection :

1) Les impôts locaux tels qu'ils existent en France, notamment les impôts fonciers et, à un moindre degré, la taxe professionnelle, ne sont pas très éloignés, quant à leurs modalités pratiques, des impôts sur la détention du capital, nous dit-on. C'est précisément sur ces modalités qu'il existe pour le moins deux différences fondamentales entre impôts fonciers et impôt sur le capital.

La première est que les taxes locales ne portent que sur une partie de la fortune du contribuable, grosso modo le capital foncier et immobilier. Elles n'appréhendent pas la fortune mobilière sous forme de capital boursier, de collections de tableaux, d'objets d'art, de meubles de valeur, etc. Or l'un des mérites de l'impôt sur le capital est de porter sur les biens de toute nature pour éviter d'avantager une forme de fortune par rapport à une autre afin qu'il n'y ait pas de discrimination entre propriétaires de capitaux immobiliers et de capitaux mobiliers.

La deuxième différence se situe au niveau de l'évaluation des biens. Dans la fiscalité locale, les propriétés, bâties ou non, sont prises en compte à leur valeur locative, c'est-à-dire au revenu que les propriétés en question sont susceptibles de produire. En ce qui concerne l'impôt sur le capital, les biens sont appréhendés, en principe, à leur valeur vénale, définie comme la valeur correspondant au prix auquel les biens peuvent être échangés sur un marché et à un moment donné en fonction de l'équilibre de l'offre et de la demande. De ce fait il peut exister une différence considérable quant au montant de l'impôt dû : un terrain incolte, mais susceptible de devenir terrain à bâtir, ne supportera qu'une taxe foncière minime, puisqu'il ne produira pas de revenu, alors qu'il représentera dans le capital du contribuable une valeur considérable.

...et plus juste

2) Le Parlement a ajouté une pièce nouvelle à la fiscalité frappant le capital par l'adoption de la loi sur la taxation des plus-values, ajoutée-on : on peut donc se demander, s'il est cohérent, d'un point de vue global, de cumuler une imposition généralisée des plus-values et une imposition sur la détention du capital.

A vrai dire on ne voit pas cette incohérence, car les plus-values, selon la définition adoptée par toutes les législations fiscales modernes, sont un enrichissement, un revenu défini selon la célèbre formule de J.-R. Hicks : comme étant ce que l'on peut dépenser sans s'appauvrir. Un contribuable réalisant une plus-value par l'achat et la vente d'un bien s'enrichit, peut effectuer des dépenses sans s'appauvrir. La matière imposable est dès lors très différente dans les deux cas : l'impôt sur le capital a le capital comme assiette, l'impôt sur les plus-values un revenu.

Bien au contraire, « l'impôt sur la fortune est susceptible de produire un effet correcteur de l'impôt sur les plus-values » (M. Paul Amselak). L'on sait que l'imposition des plus-values ne frappe que les plus-values réalisées et non les plus-values la-

* Directeur des études à l'Institut d'études politiques de Strasbourg, auteur de l'ouvrage *La fortune* (Berger-Levrault collection « L'Administration nouvelle », 1976).

tentes. Cette imposition peut devenir injuste car elle introduit une discrimination entre celui qui est suffisamment riche pour n'avoir pas à réaliser une partie de ses biens, et celui qui, par un revers de fortune, par exemple, devra céder une partie de ses biens. Le premier ne paiera pas la taxe sur les plus-values que paiera le second. L'impôt sur la fortune frappera ici les plus-values latentes qui autrement seraient complètement exonérées.

Par ailleurs, l'imposition du capital peut être considérée comme un adjuvant à l'imposition des plus-values. Ainsi que le fait remarquer M. Pierre Lalumière, par l'imposition des plus-values « on sera inévitablement conduit à mettre en place un *schéma des patrimonies* : en fait, la taxation des plus-values prépare à terme, pour des raisons de contrôle, l'institution d'un impôt sur le patrimoine frappant à taux très faible (0,5 % par exemple) le capital des particuliers dépassant un certain montant (par exemple 2 millions de francs) ». On ajoutera simplement qu'il est peut-être plus logique de commencer par l'institution de l'impôt sur le capital.

3) Enfin, les adversaires de l'impôt sur le capital ne manquent pas d'insister sur le recensement de tous les biens qu'implique cet impôt. A ce sujet, l'on remarquera d'abord que ce recensement existe depuis fort longtemps et qu'il a même été mis à jour, durant les années 1970-1974, en matière immobilière et foncière pour asséoir les taxes locales.

Pour ce qui est de la taxation de la fortune mobilière, elle exigerait selon certains « une véritable *inquisition fiscale* ». Cet argument de l'insécurité, on le rappelle, a été utilisé, des années durant, par les adversaires de l'impôt sur le revenu, qui trouvaient scandaleux que les contribuables puissent être obligés à déclarer leurs revenus à l'administration fiscale, alors qu'aujourd'hui le gouvernement envisagerait de publier ces mêmes revenus dans les mairies.

Panique boursière

Reste le problème le plus difficile, mais aussi le plus grave : tout projet d'imposition du capital entraîne en France panique boursière et fuite des capitaux à l'étranger. Celles d'octobre 1968, résultant d'une simple modification des droits de succession, projetée par le gouvernement de M. Couvreur de Murville, sont encore dans toutes les mémoires. On aimerait rapporter des circonstances semblables moins connues parce que plus discrètes.

Au cours du conseil interministériel du jeudi 10 mai 1973, le président Pompidou avait suggéré que l'imposition du capital fût l'objet d'études précises pour une introduction éventuelle dans la législation française. « La presse se fait alors l'écho des propos du président de la République... Le lundi 21 mai, les valeurs françaises sont en baisse à la Bourse de Paris. L'indice de l'INSEE enregistre une chute de 1,5 %... Il s'est tout simplement produit ce qui s'est tant de fois répété dans le passé, dès qu'on a parlé de frapper d'une manière ou d'une autre le capital en France. Tout le monde de la Bourse domine par quelques fortes personnalités... s'était mis en branle pour « fabriquer » une baisse. Tout cela dans le but, en particulier, d'amener le président de la République à renoncer à son projet (2) ».

Ce précédent autorisé à s'interroger sur les causes de la chute récente des cours à la Bourse de Paris et à se demander si les choses boursières restent ce qu'elles sont la France connaîtra jamais un impôt sur la fortune.

(1) Et même 60 %, selon le sondage du GSEP (Centre de recherche économique pour l'épargne), qui publie le *Nouvel Observateur* de cette semaine.

(2) Roger Priouret, *Les Français mystifiés*, p. 34 (Grosset, 1974).

● L'AMICALE DES RENTIERS-VIAGERS (39, boulevard Murat, 75781 Paris Cedex 16) précise que la majoration de 6,5 % proposée par le gouvernement, et que l'Assemblée nationale a rejetée, serait, « dans la situation actuelle, appliquée sur des rentes plus ou moins dévaluées, ce qui correspondrait, pour une rente ayant perdu 50 % de son pouvoir d'achat, à une revalorisation de 3,25 % seulement ». De même, elle rappelle que « les arrérages des rentiers-viagers correspondent, pour une partie, à un remboursement de capital. L'imposition sur le revenu qui les frappe, quand la rente dépasse le plafond de 20 000 francs, constitue, en réalité, un véritable prélèvement sur le capital ».

Toutes les huiles multigrades sont bonnes.

L'huile moteur multigrade chez Carrefour est une huile 20W50. Comme les autres 20W50, elle obéit rigoureusement aux normes internationales réglementant la qualité des huiles. Et comme les autres 20W50 elle satisfait les besoins techniques de toutes les voitures.

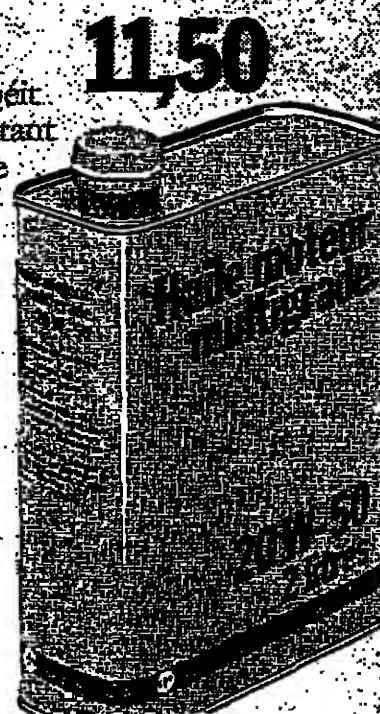
Produite par l'une des plus grandes raffineries de France, son pouvoir lubrifiant est constant à toutes les températures, en toutes saisons.

Comme à toutes les vitesses et dans toutes les conditions de circulation, ville et autoroute.

Elle se mélange sans problème avec toutes les huiles sauf les huiles graphitées.

Sa seule différence avec les autres 20W50, c'est son prix : 11,50 F le bidon de deux litres.

Chez Carrefour vous ne payez que la qualité.



Une 20W50 comme
les autres.
Chez Carrefour.

سكنى من الامم

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

BILLET

Boissons-pilotes et pilotes de ligne...

Lorsqu'il a appris la forte hausse de l'indice des prix de détail de septembre (+ 1,1 %), M. Durand, ministre délégué auprès de M. Barre, chargé de l'économie et des finances, a eu cette phrase : « C'est bien la preuve que le blocage des prix répondait à une nécessité. »

Il est exact — de nombreux relevés l'ont prouvé — que depuis le début de l'été de nombreux professionnels avaient augmenté leurs prix, sans autre raison que de se prémunir contre les rigueurs d'un plan d'austérité qui s'annonçait inévitable, ou plus simplement pour arrondir des marges bénéficiaires jugées insuffisantes. Au-delà des effets à court terme du blocage des prix, on peut se demander si le plan Barre durera assez longtemps pour agir en profondeur sur les comportements et les modifier. Une anecdote à ce sujet en dit plus qu'un long discours.

Il y a quelques mois, un voyageur s'apprêtait à prendre l'avion qui allait le ramener de Lyon-Satolas à Paris. Au bar où il a commandé une bière, notre consommateur est tout étonné de se voir réclamer 3 F, alors que le tarif « boissons-pilotes » affiche 1,50 F. Comme il en fait la réflexion au garçon,

celui-ci répond du tac au tac, avec une nuance de reproche : « Les boissons-pilotes, monsieur, sont réservées au personnel navigant. »

Surpris tout de même par tant d'épigramme, notre voyageur demande à voir le gérant. Celui-ci arrive et, après la relation des faits, se confond en excuses, accablant le garçon « qui n'a rien compris, dont la confusion d'esprit est totale », etc. Le voyageur qui, entre-temps, a décliné son identité — il est haut fonctionnaire Rue de Rivoli — se voit presque contraint de consommer une boisson-pilote non payante.

Le hasard faisant bien les choses, un autre haut fonctionnaire du même ministère s'entend, quelques semaines plus tard, faire la même réponse sur un autre aéroport français. Un jour nous a signalé un autre fait : à Orly-Ouest, lorsqu'on commande un café, sans autre précision de qualité, il vous est servi un café d'exception coûtant 2,40 F et non 1,10 F comme le veut le règlement des prix, sous prétexte qu'il s'agit d'un café moka.

Qui oserait encore se plaindre de payer plus du double son café quand on lui permet de consommer du moka... — A. V.

LES MODALITÉS D'APPLICATION DU « BLOCAGE » DES PRIX

Un communiqué publié au Bulletin officiel des services des prix, daté du 2 novembre précise que si le gel s'entend, « en règle générale, client par client, il est cependant admis que, dans la mesure où un prix a été effectivement pratiqué pour une partie importante de la clientèle, il pourra être appliqué à l'ensemble des clients. »

« Pour lever les hésitations qui se sont manifestées sur les critères d'application de cette tolérance, il est précisé que celle-ci ne pourra jouer que pour autant que les prix licitement pratiqués

le 15 septembre 1976, avaient été antérieurement facturés à une partie de la clientèle représentant la moitié ou moins du chiffre d'affaires réalisé par le vendeur au cours de l'exercice précédent. Le chiffre d'affaires à prendre en considération est soit le chiffre d'affaires global dans l'hypothèse où les prix de l'ensemble des produits ont été majorés dans la période immédiatement antérieure au 15 septembre 1976, soit le montant des ventes effectuées au cours du dernier exercice pour les seuls produits dont les prix ont été récemment augmentés. »

HONORAIRES MÉDICAUX

MAJORATION DU TARIF DES VISITES

Conformément à l'accord signé en juillet dernier entre les caisses d'assurance-maladie et la Fédération des médecins de France, accord qui avait prévu une majoration des honoraires en deux étapes (1^{er} juillet et 1^{er} novembre), le tarif des visites est majoré à compter du 1^{er} de ce mois ; le montant de la visite est désormais

le même pour toute la France alors que, jusqu'à présent, existaient des tarifs, l'un pour Paris et quelques grandes villes, l'autre pour la province : pour les généralistes, le coût de la visite est fixé à 44 F, au lieu de 43 F à Paris, et 40 F en province ; pour les spécialistes, il atteint 60 F au lieu de 57 et 55 F ; pour les neuro-psychiatres, 85 F au lieu de 84 F et 82 F.

La Confédération des syndicats médicaux français, qui a refusé de signer cet accord, maintient ses consignes en faveur d'un « tarif syndical » qui, désormais, ne diffère plus des tarifs conventionnels que par les indemnités kilométriques et les actes de radiologie (lettre Z), la Confédération ayant renoncé à un nouveau relèvement unilatéral des prix de la consultation et de la visite.

PHARMACIE

LE CONSEIL D'ÉTAT REND UN QUATRIÈME ARRÊT FAVORABLE AUX OFFICINES MUTUALISTES

Par un arrêt daté du 29 octobre, le Conseil d'État a confirmé l'annulation par le tribunal administratif de Rennes de l'arrêté ministériel refusant l'ouverture d'une pharmacie mutualiste à Brest. Il s'agit du quatrième jugement pris en ce sens par le Conseil d'État depuis le début de l'année. Dans une lettre qui est adressée à tous ses adhérents, la Fédération nationale de la mutualité française (F.N.M.F.) dénonce cette attitude aux yeux de la démocratie : « Sur dix-huit mille pharmacies, cinquante-sept seulement sont des pharmacies mutualistes. Au cours des seize dernières années, seules deux nouvelles ont pu être créées. Les demandes d'ouverture restent bloquées au ministère de la santé, qui, placé entre son devoir de faire appliquer la loi et la pression d'organisations professionnelles, préfère céder à ces dernières. » En conclusion, la F.N.M.F. demande à ses adhérents « d'examiner attentivement — lorsqu'ils devront voter — par qui (les) libertés pourront être le mieux défendues. »

● Le clavier de l'Europe. — Toutes les machines à écrire des services de la Communauté européenne seront désormais dotées d'un seul et même clavier, les claviers français AZERTY.

Actuellement, les textes, dans les six langues officielles de la Communauté, sont dactylographiés au moyen de six claviers et de six sphères différentes.

A L'ÉTRANGER

L'INDUSTRIE HORLOGÈRE SUISSE TOUJOURS AU CREUX DE LA VAGUE

Déjà très éprouvée en 1975, l'industrie horlogère suisse a bien du mal à remonter la pente. Au cours des neuf premiers mois de l'année, ses exportations de montres et de mouvements (plus de 80 % de sa production) ont encore diminué de 5,9 % en valeur (176,5 millions de francs suisses, contre 187,8) et de 8,1 % en volume (42,5 millions de pièces contre 45,3 millions). L'an passé ses exportations avaient déjà diminué de 22,1 % en volume et de 15,2 % en valeur.

Les ventes aux pays d'Asie et d'Amérique du Nord, en chute libre l'an passé à pareille époque (— 40 % en moyenne), ont un peu augmenté en quantité cette année, mais baissé en valeur. Les ventes aux pays européens, au contraire, et celles

aux pays d'Amérique latine ont accusé un sérieux fléchissement. Le renchérissement du franc suisse, constituant toujours un très sérieux handicap.

Une stabilisation paraît néanmoins s'être produite en septembre. Mais la chambre patronale helvétique se refuse à tirer la moindre conclusion de ce phénomène, trop limité dans le temps pour être significatif.

● RECTIFICATIF. — Le nom du ministre suisse des finances a été mal orthographié à la page une du Monde daté 2 novembre. Il fallait lire : M. G.-A. Chevallaz — comme il était écrit dans notre supplément « Europa » — et non M. G.-A. Chavallaz.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

● LE GROUPE LAFARGE vient de prendre, en association avec le groupe Martin-Wendel, une importante participation dans le capital de la société allemande Portland Zementwerk Wesinghen, qui possède une cimenterie près de Karlsruhe.

● PLUS DE 400 MILLIONS DE DOLLARS ont été escomptés à l'État argentin par une dizaine d'entreprises internationales dans le pays, selon la police fédérale argentine. Onze responsables de ces entreprises ont été arrêtés et mis à la disposition du gouvernement. Il est notamment reproché aux entreprises compromises de ne pas avoir versé à l'État les devises étrangères qu'elles percevaient et d'avoir établi de fausses factures en monnaie argentine. — (A.F.P.)

● LA COTE-D'IVOIRE VA SE DOTER DE LA PREMIÈRE USINE DE BITUME en Afrique de l'Ouest. La société française TECHNIP vient de se voir confier l'ingénierie de cette unité, qui aura une production annuelle de 120 000 t.

Emploi

● M. ANDRÉ BERGERON, président du conseil d'administration de l'UNEDIC, nous signale que, contrairement à ce qui nous avait été indiqué (le Monde du 23 octobre), les enquêtes assermentées — corps mis en place par l'Agence nationale de l'emploi (A.N.P.E.) pour détecter les « faux chômeurs » — ne seront pas placées aussi sous l'autorité des ASSEDIC, mais sous la seule responsabilité des chefs des centres régionaux de l'A.N.P.E.

Énergie

● L'HEURE D'ÉTÉ A PERMIS D'ÉCONOMISER PLUS DE 300 000 TONNES DE PÉTROLE, c'est ce qu'annonce M. d'Ornano dans une réponse à M. Jean-Pierre Blanc, sénateur de la Savoie (U.C.D.P.), publiée le 29 octobre au Journal officiel. « Les économies d'énergie pouvant être obtenues grâce au décalage horaire avaient été estimées par l'Agence pour les économies d'énergie à 1 % de la consommation d'électri-

cié, soit, pour la collectivité, une économie de 300 000 tonnes de pétrole, précise le ministre de l'Industrie et de la Recherche. D'après les résultats actuellement disponibles, et notamment les courbes journalières de consommation d'électricité, cette prévision s'est non seulement réalisée mais a même vraisemblablement été dépassée. »

Entreprises

● UN BUREAU D'ACCUEIL POUR LES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES sera mis en place à compter du 1^{er} décembre auprès du ministère de l'Industrie et de la Recherche. Le rôle de ce bureau sera de faciliter les relations entre les P.M.E. et l'administration.

Étranger

● EN ALLEMAGNE FÉDÉRALE, le coût de la vie n'a augmenté que 0,1 % en octobre. En un an, par rapport à octobre 1975, la hausse a été limitée à 3,3 %. D'après ces résultats encore provisoires, ce taux est le plus faible enregistré en R.F.A. depuis six ans. — (A.F.P.)

12% D'ESCOMPTE*

JUSQU'AU 30 NOVEMBRE.



AVEC CETTE CARTE GRATUITE.

Demandez cette carte aux caisses. Elle vous sera délivrée dès l'acceptation de votre dossier. Vous serez alors titulaire d'un compte Printemps permanent et vous pourrez aussi bénéficier d'un escompte de 12% sur tous vos achats de novembre si le total de ceux-ci dépasse 500 F.

Exemple : 1 gilet afghan 300 F + 1 sac agneau 160 F + pull homme Woolmark 65 F = 525 F — 12% d'escompte 63 F. Net à payer 462 F. Et vous paierez en janvier.

*Sauf aux rayons gros électroménager, télévision, prestations de services, alimentation, essence.

Printemps Haussmann / Nation / Parly 2 / Vélizy 2 / Créteil / Italie-Galaxie. Entrepôt de l'Île-St-Denis.

PARIS FREETOWN

UN 2^e VOL CHAQUE SEMAINE A PARTIR DU 20 NOVEMBRE.

UTA
Le spécialiste longues distances

UTA. 36 VOLS PAR SEMAINE SUR L'AFRIQUE.

en association avec AIR AFRIQUE

Dem les restaurants automatiques sans histoires.

Les restaurants d'entreprises sont difficiles à organiser et à gérer. Dem vous libère de toutes contraintes. Dem fabrique des appareils automatiques depuis plus de 20 ans. Dans le domaine de la restauration automatique ou assistée nous utilisons des techniques de pointe (Dem permet de respecter les nouveaux décrets avec les liaisons froides). Nos appareils sont dévoués : toujours là quand on a besoin d'eux, 24 heures sur 24 - 7 jours sur 7.

Avec les plats, ils ont le sérieux et la rigueur d'un chef : ils conservent frais, les plats, à déguster frais. Ils chauffent les plats qui se mangent chaud. Les restaurants automatiques ou assistés Dem s'adaptent à toutes les entreprises, à tous les lieux. Dem c'est également une organisation de concessionnaires agréés dans toute la France qui peuvent aussi vous fournir une gamme complète d'appareils pour tout distributeur (boissons, nourriture d'appoint, cigarettes). Pour tous renseignements, retenez : ce bon à Dem - 4, rue Robert Schuman - R.P. 50 - ZI - 77330 Ozor-la-Ferrière - Tél. : 028.98.12.

Dem. Le premier spécialiste de la distribution automatique.

Bon à retourner à Dem - 4, rue Robert Schuman - R.P. 50 - Zone Industrielle - 77330 Ozor-la-Ferrière, pour recevoir :

- ☐ une documentation sur les distributeurs automatiques ;
- ☐ une brochure sur la restauration ;
- ☐ la visite d'un délégué ;
- ☐ la liste de nos concessionnaires.

Nom :
Société :
Adresse :
Tél. :

PARIS COLOMBO EN DC 10

DEPART TOUS LES SAMEDIS.

UTA
Le spécialiste longues distances

UTA. LES LIGNES LES PLUS DIRECTES VERS LE SUD EST ASIATIQUE.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SAINT-GOBAIN - PONT-A-MOUSSON

COMPTES CONSOLIDÉS DU 1^{er} SEMESTRE 1976

Le montant définitif des ventes du groupe au cours du premier semestre 1976 est de 11 638 millions de francs, contre 10 662 millions de francs pour le premier semestre 1975, soit une progression de 9 %. A structure comparable, compte tenu notamment de la saison des activités liées à la Compagnie générale des conduites d'eau en Belgique, la progression est de 10,5 %. En monnaies nationales, elle ressort à près de 13 %.

Le résultat brut d'exploitation du semestre, avant amortissements et provisions, progresse de 28 %. Il est de 1 473 millions de francs, soit 12,7 % des ventes, contre 1 168 millions de francs au premier semestre 1975, soit 11,5 % des ventes.

Le résultat d'exploitation est de 429 millions de francs, soit 3,7 % des ventes, contre 325 millions de francs, soit 3,0 % des ventes. Il s'entend après déduction des amortissements et provisions de 555 millions de francs contre 518 millions de francs, après imputation des frais financiers (282 millions de francs contre 440 millions de francs) et après comptabilisation de 97 millions de francs de pertes dues à la conversion en francs des états financiers de filiales étrangères.

Le résultat net ressort à 282 millions de francs contre 48 millions de francs pour le semestre correspondant de 1975 et 120 millions de francs pour l'ensemble de l'exercice. Compte tenu d'une légère augmentation du nombre moyen d'actions

en circulation (+ 60 053), le résultat net par action ressort à 10,03 F, contre 1,70 F pour le premier semestre de 1975 et 4,28 F pour l'ensemble de l'exercice 1975.

L'autofinancement (« cash flow ») a été, pour ce semestre, de 746 millions de francs, contre 528 millions de francs pour le premier semestre correspondant et 1 117 millions de francs pour l'ensemble de 1975.

Les investissements industriels, comptabilisés au cours du premier semestre, ont été de 544 millions de francs, contre 633 millions de francs pour le premier semestre 1975. Les investissements en titres ont été de 115 millions de francs contre 303 millions de francs.

En ce qui concerne l'ensemble de l'exercice 1976, il convient de se souvenir que le groupe a acquis, au cours du second semestre, le contrôle de Certain Tool aux U.S.A. Cette société, qui figure jusqu'à présent dans les comptes consolidés par mise en équivalence, sera, au 31 décembre 1976, consolidée par intégration.

De ce fait, la structure du bilan, le montant des ventes et des résultats d'exploitation ne seront pas directement comparables à ceux de la situation au 30 juin et, bien entendu, des exercices précédents. Cette opération, toutefois, n'aura pas d'influence significative sur le résultat net de cet exercice, compte tenu de la date à laquelle elle est intervenue (octobre 1976).

CREDIT LYONNAIS EUROPARTENAIRES :

SITUATION AU 30 SEPTEMBRE 1976

La situation au 30 septembre 1976 s'établit à 158 231 millions contre 156 728 millions au 31 août 1976.

Au passif, le poste Institut d'Émission, Banques et Banquiers non bancaires adhérents au marché monétaire se chiffre à 48 239 millions. Les Comptes d'Épargne et Divers totalisent 22 296 millions et les Comptes de Particuliers 45 803 millions. Les Bons de Caisse atteignent 19 900 millions.

A l'actif, les Crédits à la Clientèle s'établissent à 50 253 millions et les Comptes débiteurs à 23 802 millions. Les Crédits mobilisés par le Crédit Lyonnais s'inscrivent pour 16 594 millions.

FROMAGERIES PAUL-RENAUD

La situation provisoire au 30 septembre 1976 fait ressortir un bénéfice net après impôts de 903 254 F, contre 653 224 F au 30 juin 1976, après en charge d'une provision pour amortissements de 3 350 000 F, contre 2 150 000 F, et d'une provision pour impôts de 1 037 000 F, contre 748 000 F. Le chiffre d'affaires a augmenté en progression de 18 %.

Au cours d'une journée d'information organisée à l'occasion du cinquantième anniversaire de la société, M. Xavier Paul-Renaud, président général, a indiqué que, en 1976, les Fromageries Paul-Renaud réalisent un chiffre d'affaires de 1 500 millions de francs contre 1 200 millions de francs en 1975. Le chiffre d'affaires hors taxes, de 1 300 millions de francs contre 1 100 millions de francs en 1975.

La société a vu ses résultats progresser régulièrement depuis plusieurs années. En 1976, ils seront du même ordre que ceux de 1975.

Le directeur général a rappelé que la division avait progressé au sein de l'industrie laitière, en raison de la mise en œuvre de nouvelles chaînes annuelles, cette politique poursuivie, « afin de renouveler constamment les activités et en assurant l'autofinancement ».

SOCIÉTÉS TIFFEN

Les assemblées générales des sociétés John Arthur & Tiffen, Tiffen Promotion et Foncière Tiffen, réunies le 28 octobre 1976, ont décidé de placer ces sociétés sous le régime des articles 118 à 120 de la loi du 24 juillet 1966 (sociétés à directoire).

Les conseils de surveillance ont désigné : M. Benaimon, président du directoire de John Arthur & Tiffen ; M. Benaimon, président du directoire de Tiffen Promotion ; M. Jay, président du directoire de Foncière Tiffen.

M. Benaimon et M. Jay sont membres du groupe Manera S.A.

COMPAGNIE NAVALE WORMS

L'assemblée générale ordinaire s'est tenue le 28 octobre 1976, sous la présidence de M. Jean Barnaud.

Le rapport présenté à cette assemblée a souligné l'ensemble des réalisations défavorables dans lesquelles l'industrie des transports maritimes a continué d'évoluer au cours du dernier exercice. Cette conjoncture a influé directement sur les résultats des filiales, qui sont en rapport par rapport à ceux des précédents exercices.

Le rapport a précisé également l'ampleur des efforts accomplis dans le sens de la modernisation, du développement et de la diversification du matériel naval, autorisant à l'avenir une pause générale des investissements, dans l'attente de perspectives plus claires permettant le retour à une certaine prévision.

Il a été rendu compte enfin de la poursuite des actions de consolidation des activités de la compagnie par l'adaptation permanente des structures des filiales aux nouvelles données économiques et politiques.

La flotte des sociétés constituées par la compagnie s'élevait, au 26 octobre, à 2 563 000 tonnes de port en lourd pour soixante-seize navires, le moyen âge de la tonne étant inférieure à quatre ans et demi. Les commandes en cours représentent 602 000 tonnes pour les navires.

Le total du bilan consolidé au 31 décembre 1975 s'établit à 1 004 millions 348 000 francs. L'assemblée a approuvé les comptes de l'exercice clos le 30 juin 1976, qui font apparaître un bénéfice net comptable de 2 889 241 francs, lieu de 7 751 843 francs pour l'exercice précédent. Elle a voté la répartition, chacune des sections de 100 francs composant le capital social d'un dividende net de 8 francs, qui assurera, compte tenu de l'imputé par pays au Trésor, un revenu global de 9 francs par titre.

Ce dividende sera mis en paiement contre remise du coupon n° 35, le 8 novembre 1976.

L'assemblée a ratifié la nomination de M. Henri de Wendel en remplacement de M. Jean François Poncet et renouvelé pour trois ans le mandat de M. Jean Barnaud, François Deschoët et Raymond Moyniol.

GIMIXTE

GROUPEMENT POUR LE FINANCEMENT DES SOCIÉTÉS D'ÉCONOMIE MIXTE

Le « GIMIXTE » a contribué, depuis son origine, à financer 42 Sociétés d'Économie Mixte, réalisant des programmes d'intérêt général dans le domaine de l'aménagement urbain, de la construction, de la rénovation.

427.600.000 francs
d'emprunts lancés depuis 1975
ASSORTIS DE LA GARANTIE
DES COLLECTIVITÉS LOCALES

GIMIXTE

12, rue de Castiglione, 75001 PARIS - Tél. 260-38-54

UN GROUPEMENT SPÉCIALISÉ DANS LE FINANCEMENT A LONG TERME A LA DISPOSITION DES COLLECTIVITÉS LOCALES POUR LEURS SOCIÉTÉS D'ÉCONOMIE MIXTE

FINANCIAL ENGLISH

Accounting concepts
Financial concepts
Planning and Control
Financial appraisal

Séminaires de 4 Mercredis
de 16 h 45 à 19 h 45
TOTAL FORMATION
Tél. : 637-36-40
8, r. de l'Hôtel-de-Ville, NEUILLY

Offrez
investissez
diamants
Francis Javitt

- 1 103, av. du Général-Lederc
75014 Paris. Tél. 540.71.05
- 2 Centre Commercial
Malesherbes
86, bd du Montparnasse
75015 Paris. Tél. 508.66.52
- 3 11, av. de Fontainebleau
94270 Le Kremlin-Bicêtre
538.57.87

12 stations à Paris,
200 en France,
1000 en Europe, louez

europcar
645.21.25



Certains
Français
et Françaises
lisent
un second
quotidien
chaque
jour.

SAS à Charles de Gaulle

1^{er} novembre : Les DC 9 de la SAS font leur nid à Roissy-Charles de Gaulle. Désormais, 4 fois par jour, SAS, la compagnie aérienne scandinave, s'enlève vers Copenhague, Oslo et Stockholm avec correspondance directe vers 62 villes du Danemark, de Norvège et de Suède.

Pour tous renseignements consultez votre Agence de voyages ou

réservation : **SAS 742.06.14**

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

MARCHÉS FINANCIERS

SYNDICATS

Le conseil national de la C.F.D.T. met l'accent sur la lutte contre les courants gauchistes

Le Conseil national de la C.F.D.T., qui s'est réuni du 28 au 30 octobre, a examiné trois rapports sur les leçons à tirer du trentième congrès de la C.F.D.T. à Annecy, l'action revendicative et la sécurité sociale. En réponse au projet de la C.G.T. d'organiser une nouvelle journée d'action liant les problèmes de la Sécurité

riété sociale et de la fiscalité, la C.F.D.T. s'est prononcée pour des actions séparées et spécifiques. Dans un texte intitulé « les véritables problèmes internes de la C.F.D.T. », M. Edmond Maire a estimé que « la C.F.D.T. doit aujourd'hui lutter contre le cléricisme marxiste », contre

« la montée d'un certain infantilisme qui provient d'une redécouverte d'un marxisme mythique » et « contre l'entrée d'un petit nombre de militants trotskistes et maoïstes qui tentent d'imposer leur vision dogmatique de l'ensemble en considérant les autres courants comme révisionnistes ou socio-démocrates ».

Une organisation trop ouverte ?

« Notre problème, c'est celui de toute organisation trop ouverte qui applique à son sein les règles de la démocratie et ne cache pas ses querelles internes au risque d'apparaître à l'extérieur très fragile et divisée. » Ce commentaire d'un responsable fédéral illustre bien les dangers qui risquent de miner de l'intérieur la centrale qu'anime M. Edmond Maire et les difficultés d'une confédération ouverte qui, selon son leader, ne veut être ni un ghetto ni une auberge espagnole, mais à la fois à l'abri des deux écueils.

Le cumul des oppositions qui, en mai dernier à Annecy, a révélé la fragilité de la C.F.D.T. n'a pas été un simple accident de parcours. A l'époque, on s'en souvient, les voix de délégués appartenant à divers groupuscules gauchistes sont venues renforcer, lors de certains votes, les voix des délégués qui constituaient la « gauche syndicale » de cette confédération. La sévère mise en garde du secrétaire général, qui, en juin dernier, lors de la première réunion du bureau national, a vivement condamné l'entrisme des gauchistes et tancé les « irresponsables » qui ne craignent pas d'ajouter leur voix à l'ultra-gauche, allait-elle porter ses fruits ? Les réunions suivantes du bureau national au cours desquelles l'unité s'est réaffirmée à plusieurs reprises semblaient apporter une réponse positive, sinon définitive. Mais deux faits récents viennent de démontrer que rien n'est jamais définitif à la C.F.D.T.

Premier fait significatif : la publication, dans le dernier numéro de l'hebdomadaire fédéral, *Syndicalisme*, du 26 octobre, d'un vigoureux article contre « les militants qui adhèrent à la C.F.D.T. avec un objectif bien précis : utiliser une organisation de masse à des fins qui n'ont rien à voir avec le syndicalisme ». Selon l'hebdomadaire, qui publie des extraits de tracts publiés à la suite de la dissolution d'une section, des groupuscules s'infiltrèrent dans certains syndicats, y prenant les leviers de commande pour jouer ensuite le rôle du « ver dans un fruit ». « Nous n'acceptons pas, peut-on lire dans ces tracts, les misérables marchan-

dages dans lesquels se complaisent les syndicats. » Pourquoi s'élèvent-ils alors engagés à la C.F.D.T. ? « Pas par amour de cette boutiquette, mais pour détourner et utiliser contre les exploitateurs les possibilités offertes par la bourgeoisie aux syndicats. » Suivent une série de critiques de type anarcho-syndicalistes où l'on dénonce la « collaboration » de syndicalistes « qui ont plus fonction de donner un os à ronger aux travailleurs que de s'opposer aux exploitateurs ». L'insistance avec laquelle la C.F.D.T. monte en épingle cette affaire semble montrer que le nombre des syndiqués de l'ultra-gauche, sans dépasser, selon les estimations, 5 à 10 %, voire 15 %, des adhérents, est suffisamment important pour modifier, du moins lors de certains congrès, le fonctionnement de l'organisation. Minoritaires, les gauchistes, qui se recrutent parmi les jeunes, surtout dans les activités tertiaires, disposeraient de suffisamment de temps pour grimper les échelons de la hiérarchie syndicale, prendre des responsabilités et jouer ainsi un rôle non négligeable au sein de certaines instances dans les entreprises, les unions locales, voire dans les fédérations.

Une crise de cohésion

Fait plus grave, leur habileté oratoire, leur dialectique, les aiderait à catalyser facilement les oppositions les plus hétérogènes, menaçant ainsi la cohésion de certains syndicats C.F.D.T.

Le deuxième fait significatif cité aussi par l'hebdomadaire fédéral, montre que le cumul des oppositions — si évident à Annecy — s'est à nouveau réalisé durant une partie du récent congrès des cheminots. Un vent de panique à même soufflé, fait exceptionnel dans la vie d'une association, le « délégué des critiques » s'est concrétisé, lors de premiers scrutins, par le refus de voter le quinquies du bureau fédéral sortant et par l'élimination, lors de l'élection de la nouvelle équipe dirigeante, de trois responsables importants, dont le secrétaire général sortant. S'il est vrai qu'un ultime

sursaut permit d'atténuer les dégâts et, au prix de démissions, de faire réintégrer les trois battus, ce congrès des cheminots a démontré une nouvelle fois que la « réunion de plusieurs oppositions » a menacé un moment la « cohésion » de cette confédération.

« Crise de cohésion », telle est en tout cas le terme qui revient souvent dans la bouche de certains fédéralistes. « Quatre types d'opposition » ont été relevés au cours de ce congrès de cheminots : ceux qui critiquent « certaines méthodes de travail » des dirigeants de la confédération ; « une catégorie mal définie » d'insatisfaits ; « une minorité de gauchistes » et des syndiqués « en désaccord politique avec la direction confédérale ».

Retrouve-t-on pour autant les courants qui, au congrès d'Annecy, avaient critiqué cette direction confédérale : les gauchistes et la « gauche » dite « syndicale » ? Il existe certes des divergences d'appréciation qui, à première vue, délimitent assez bien la « gauche syndicale » de l'équipe dirigeante d'Edmond Maire. La « gauche syndicale » se rapproche à l'état-major parisien d'être trop intellectuelle et de transformer l'organisation « en mouvement de pensée ». Insisteraient volontiers sur la nécessité de maintenir à tout prix l'unité d'action avec la C.G.T. d'organiser les grandes journées d'action « tous ensemble pour concrétiser l'existence des travailleurs en tant que classe face au gouvernement et au patronat », de soutenir plus nettement le programme commun... Mais, en fait, selon les témoins des deux courants — où l'on discerne des oppositions comparables à celles qui existent au P.S. entre le courant CERES et la majorité mitterrandiste — ces divergences seraient loin d'être aussi nettes et d'être aussi clairement exprimées. Des tensions ? En aucun cas, affirme-t-on : plutôt des sensibilités différentes.

Face au terrorisme verbal

Gauchistes, face aussi à une C.G.T. qui veut partout et toujours s'afficher à la tête des luttes, la C.F.D.T. s'est elle pour autant résolue à « crise de cohésion » ?

« Nous entrons dans une période qui sera marquée par des affrontements exceptionnels entre la classe ouvrière et le patronat et par les échéances électorales », nous confiait récemment un délégué fédéraliste de la métallurgie. « Sans vouloir dramatiser, il y a bien une crise à la C.F.D.T. », mais elle ne porte que « sur la stratégie à définir d'ici à 1978, et non pas sur les orientations de la confédération ». Si la C.F.D.T. retrouve facilement une homogénéité pour défendre son originalité et sa puissance de propositions, dès qu'il s'agit, sur le terrain, de discuter avec la C.G.T. ou de se prononcer sur des problèmes concrets tels que la conduite des luttes, l'évolution des salaires, le comportement à l'égard d'un P.S. qui pourrait un jour gérer un capitalisme en crise, les tendances, ou plutôt les sensibilités, réapparaissent. En déclarant la guerre aux gauchistes, la C.F.D.T. a-t-elle trouvé un bouc émissaire qui évitera le retour aux querelles intestines entre « vrais » fédéralistes ? En décidant de serrer les cordes, la majorité et la gauche syndicale, apparemment réunies, ont en tout cas décidé aussi de « serrer les écrous », non pas, affirme-t-on, « pour faire obstacle à la démocratie, mais pour éviter de nouveaux dérapages ».

JEAN-PIERRE DUMONT.

ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES

RENAULT-SANDOUVILLE : progression de la C.F.D.T.

(De notre correspondant.) Le Havre. Les résultats des élections des délégués du personnel de Renault-Sandouville font apparaître une progression de la C.F.D.T. qui bénéficie dans le premier collège d'une augmentation moyenne de 4 % des voix (3,81 %), soit un gain d'un siège pour les titulaires et 4,12 %, soit deux sièges de mieux pour les suppléants, au détriment de la C.G.T. et de F.O. Sur les 60 sièges à pourvoir, la C.G.T. en obtient néanmoins 45, la C.F.D.T. 9 et F.O. 6.

Par rapport au vote de 1975, qui comptait 8 522 inscrits, contre 10 449 cette année, on remarque qu'en ce qui concerne l'élection des titulaires, la C.F.D.T. est passée de 11,56 % des suffrages exprimés à 15,37 % ; la C.G.T. a baissé de 1,86 % et F.O. de 1,93 %.

Dans le deuxième collège, la C.G.T. et la C.G.C. obtiennent chacune trois sièges.

MONNAIES ET CHANGES

REDRESSEMENT DE LA LIVRE ET DU DOLLAR

La livre sterling s'est quelque peu redressée mardi 2 novembre sur les marchés des changes, après une tentative infructueuse la veille : en fin de matinée, elle valait 1,5925 dollar contre 1,5860 dollar vendredi. L'annonce d'un rapprochement entre l'île britannique et les modérés au sein du parti travailliste a contribué à ce redressement, freiné néanmoins par l'éclatement d'une grève dans le principal complexe pétrochimique de Grande-Bretagne. Le dollar s'est également raffermi contre les monnaies fortes, passant de 2,4060 DM à 2,4130 DM sur la place de Francfort. La place de Paris a chuté à l'occasion du Jour des morts.

● LE SECRÉTAIRE AMÉRICAIN AU TRÉSOR, M. William Simon, a déclaré, dans une interview publiée le 1^{er} novembre dans le *Wall Street Journal*, que des négociations soient en cours en vue de l'octroi d'un prêt des États-Unis à la Grande-Bretagne, en complément de celui que Londres négocie avec le Fonds monétaire international. « Avant toute discussion de prêts supplémentaires, il faut que le F.M.I. et les Britanniques définissent les dimensions du problème », estime M. Simon.

LONDRES

Mieux disposé

Le redressement du marché se poursuit, en liaison avec le redressement de la livre. Hausse des industries, irrégularité des pétroles et des mines d'or.

OR (ouverture) (dollars) : 122 20 contre 122 60

VALEURS	CLOTURE 1/11	COURS 2/11
War Loan 3 1/2 %	22 7/16	22 8/8
Beecham	252 1/2	258 1/2
British Petroleum	68 3/4	69 1/2
Shell	388	396 1/2
Vickers	111	116
Imperial Chemical	275	278
Courtauld	72	79
De Beers	204	204 1/2
Western Holdings	14	13 3/4
Rio Tinto Zinc Corp.	135	146
West Orient	17 5/8	17 5/8

(*) En livres.

NEW-YORK

Irrégulier

La Bourse de New-York s'est montrée irrégulière lundi matin. L'indice Dow Jones gagnait 1,16 point à 966,09. A la veille de l'élection présidentielle et du chômage boursier qui l'accompagne, les investisseurs ont été quelque peu nerveux : les derniers soulèvements font prévoir un scrutin très serré. Les sentiments de Wall Street sont nettement en faveur du président Ford, dont la cote a sensiblement remonté ces derniers jours, mais ils ne sont pas totalement défavorables à Jimmy Carter. Dans ces conditions, personne n'est pressé de prendre des initiatives.

VALEURS	CLOSING 2/11	COURS 1/11
Alcoa	85	85
A.T.T.	61 3/8	61 1/2
Bausch	41	42 5/8
Chase Manhattan Bank	28 3/4	28 3/4
Eastman Kodak	129 1/4	128
Exxon	54 5/8	53
Ford	58 3/4	57 1/2
General Electric	23 1/2	23 1/4
General Foods	30 5/8	30 1/2
General Motors	73 7/8	74 1/8
Goodyear	21 3/4	21 3/8
I.B.M.	271 3/4	271 1/4
J.T.T.	39 1/4	39 3/4
Kennecott	26 5/8	27 1/4
McCall Oil	68 1/2	68 1/4
Pfizer	29 3/4	29 3/4
Schlumberger	95 3/8	95 3/8
Texaco	27 1/4	27 5/8
U.A.I. Inc.	24 1/2	24 1/4
Union Carbide	61 1/8	60 3/4
U.S. Steel	47 1/2	47 1/2
Westinghouse	18 1/2	18 3/8
Xerox	68 7/8	61 1/4

Clos mardi 2 novembre 1976.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

LIQUID AIR CORP. OF NORTH AMERICA. — Cette filiale américaine du groupe L'Air Liquide a dégagé pour les neuf premiers mois un bénéfice net de 12,61 millions de dollars, supérieur de 24 % à celui obtenu en 1975 à pareille époque, pour un chiffre d'affaires de 196,62 millions de dollars, accru de 10 %.

GRUPE MATSUSHITA. — Bénéfice net du troisième trimestre : 18 900 millions de yens (+ 142 %), soit 10,07 yens par action contre 7,05 yens. Le chiffre d'affaires atteint 422 757 millions de yens (+ 30 %).

Comment voulez-vous travailler dans des conditions pareilles ?



Roneo: l'aménagement intelligent de l'espace de travail.

Pendant des années, une conception unique a dominé le monde du travail : le bureau cloisonné. Puis son inadéquation aux nécessités du travail en équipe donna naissance à une solution totalement opposée, l'espace ouvert, qui noyait l'homme dans une foule anonyme.

Roneo remet en cause le cadre de travail pour définir les critères essentiels de l'aménagement de l'espace à visée humaine : la recherche de l'équilibre psychologique de l'homme au travail et son confort physiologique. Sans négliger pour autant pour l'aspect fonctionnel et économique.

Une des meilleures illustrations en est le système Roneospace. Il cumule les avantages du bureau traditionnel et ceux du bureau paysage.

Roneospace pour communiquer. Le système Roneospace recrée, par un jeu de panneaux, le volume de travail sous forme d'un aménagement semi-ouvert. Une face d'accès au moins est toujours libre pour optimiser la qualité des communications, cette exigence du management moderne.

Ces panneaux insonorisés et articulés sur des poteaux peuvent recevoir, grâce à des crémaillères, tous les éléments nécessaires aux activités de bureau : surfaces de travail, équipements techniques, (câblages intégrés), éléments de rangement et de classement, etc.

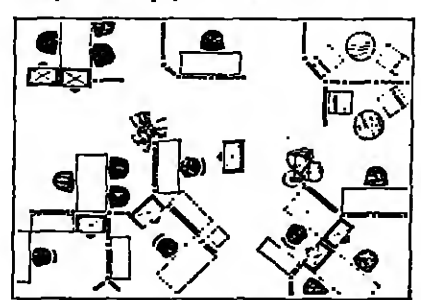
Roneospace pour s'isoler. Ces éléments modulaires offrent toute liberté pour concevoir les volumes de travail les plus variés. Chacun peut recréer son propre univers en jouant avec la palette des revêtements et coloris et en incorporant aux panneaux des éléments décoratifs : vitres teintées ou décorées, bacs à plantes, etc.

Le système Roneospace permet une utilisation évolutive de l'espace.

Ses volumes peuvent être modifiés et déplacés pour s'adapter à l'évolution des structures de l'entreprise.

Pour l'humanisation du cadre de travail. C'est en couvrant l'ensemble des activités de bureau, (reprographie, mobilier, classement, aménagement d'espace) que Roneo peut mieux

comprendre les problèmes que pose l'environnement de l'homme au travail. Et c'est en résolvant mieux ces problèmes que Roneo est devenu le premier groupe européen de l'équipement de bureau.



Exemple d'aménagement, semi-ouvert, de Roneospace R72.

Si vous désirez recevoir une documentation ou la visite d'un Spécialiste-Conseil Roneo, laissez une croix dans la case correspondante et envoyez ce bon après l'avoir complété, à Roneo - 74, bd du Général-Leclerc 93260 Les Lilas, ou téléphonez au 843.61.01 poste 409.

Nom _____
 Fonction _____
 Société _____
 Adresse _____
 Tél. _____ LMA 2/11

Roneo. N°1 européen de l'équipement de bureau.
 SICOB - Stands 1244 et 1245
 Zone B niveau 1.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. DIPLOMATIE
2. ASIE
2. AFRIQUE
- RHODÉSIE : l'armée de Solibury a effectué de nouveaux « raids de poursuite » en territoire mozambicain.
3. PROCHE-ORIENT
- 3 à 5. L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE AUX ÉTATS-UNIS
- LIBRES OPINIONS : « Le vent du Sud », par François Londe.
- 6-7. EUROPE
- PORTUGAL : le congrès du parti socialiste.
8. HISTOIRE
- 10 à 12. POLITIQUE
- POIN DE VUE : « La responsabilité nationale des classes moyennes », par Jean-Pierre Froustou.
- LIBRES OPINIONS : « Un parti social-démocrate en France, est-ce une utopie ? », par Étienne Hirsch.
13. BONNES FEUILLES
- Naissance de la France moderne, d'Adrien Doussette.
14. PRESSE
- L'événement du grand hebdomadaire britannique The Observer, est de nouveau remis en question.
15. UNESCO
- La conférence de Nairobi.
16. SOCIÉTÉ
- Les classes générales du MLAC.
16. ÉDUCATION
16. JEUNESSE
17. SPORTS
18. JUSTICE
- La cambriolage de la Société générale à Nice.
18. POLICE

LE MONDE DE LA MÉDECINE

Pages 19 et 20
— L'hôpital et la rue : Étiologie et traitement.

21. ACTUALITÉ SCIENTIFIQUE

23 à 25. ARTS ET SPECTACLES
— MUSIQUE : l'Orchestre de Paris aux États-Unis ; Lillomand, vingt ans après ; Thé Adom à Nanterre.

27. CULTURE

— Venezuela : urbanisme et pétro-bolivars (II), par Jacques Michel.

34. LES RÉGIONS

35. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

36 à 38. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

— FISCALITÉ : « Réponse aux adversaires de l'impôt sur le capital », par Jacques Grosclaude.

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (23)
— Annonces classées (28 à 33)
— Aujourd'hui (36) ; Carnet (38)
— Météorologie (39) ; Météo croisée (29).

Le numéro du « Monde » daté 2 novembre 1976 a été tiré à 443 542 exemplaires.

LES NOUVEAUX TISSUS EN VOGUE

COUTURE

Etamines imprimées
Lainages écossais
Draps réversibles
Velours imprimés
Jerseys Jacquard
Colons d'hiver
Grèges de soie

DÉCORATION

Velours contemporains
Toiles et chintz imprimés
Tissus Jacquard « Design »
Tweeds et carreaux
Lampas et tapisserie de style
(Tous nos articles sont en stock)

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

A B C D E F G

Coup d'État militaire au Burundi

Le président Micombero a été renversé

Bujumbura (Reuter, A.F.P.). — L'armée a pris le pouvoir, lundi 1^{er} novembre, au Burundi. Elle a renversé le président Michel Micombero, à la tête du pays depuis novembre 1966. Un communiqué diffusé par Radio-Bujumbura précise que le lieutenant-général Micombero a été privé de tous ses pouvoirs, civils et militaires. Le gouvernement et le chef d'état-major des forces armées ont été également destitués. Tous les organes du parti sont dissous, précise le communiqué, et les affaires courantes sont confiées aux directeurs des ministères.

Le texte n'indique pas le nom de l'auteur du coup d'État.

Un autre communiqué diffusé par l'état-major des forces armées a annoncé la fermeture de l'aéroport international de Bujumbura et des frontières du Burundi jusqu'à nouvel ordre. Un couvre-feu a été instauré sur toute l'étendue du territoire de 18 h à 3 h du matin. De même, le calme le plus absolu règne dans tout le pays, et les changements intervenus n'ont entraîné aucune perturbation des vies humaines. Les gens se sont rendus à leur travail comme d'habitude mardi matin.

Le communiqué dénonce la situation économique et politique

du Burundi, qui a abouti à la dérive », a-t-il dit dans tous les sens par de multiples plans de politiques égoïstes, capées de pouvoir personnel et de biens matériels. Les militaires s'insurgent aussi contre l'insufflation d'éléments « étrangers », aussi bien burundais qu'étrangers, à la tête du pays, « pour l'exploiter impunément ».

Le général de l'UPRONA, le président général de l'UPRONA, le président Micombero avait, en 1974, échappé à une tentative d'assassinat.

Un attentat a été commis mardi 2 novembre, peu avant 5 heures du matin, dans l'immeuble où demeure M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, 3, villa Poiret, à Paris (15^e).

L'explosion d'un engin de forte puissance — au moins 3 kilos de dynamite, selon les policiers, — vraisemblablement déposé durant la nuit du 1^{er} au 2^e novembre, a provoqué l'effondrement de l'escalier et ouvert, sur deux étages, une brèche dans la façade intérieure de l'immeuble, qui, selon les experts, ne pourra pas être restauré.

Quatre personnes ont été blessées, dont un bébé qui s'est cassé un bras en tombant du cinquième étage sur un tas d'objets. Le président du Front national, qui se trouvait chez lui, au quatrième étage, au moment de l'explosion, est indemne. Une trentaine de personnes devront être reléguées.

Un attentat avait déjà eu lieu dans cet immeuble en 1961. Plus récemment, le siège de la maison de disques qui dirige M. Le Pen — la S.E.S. 6, rue de Beaune, 13^e — avait été endommagé par une explosion dans la nuit du 21 au 22 février 1973.

M. Le Pen a déclaré à l'AFP : « Je ne crois pas, a ajouté l'ancien candidat à la présidence de la République, que les auteurs de l'attentat soient des gens qui m'en veulent personnellement. » Rappelant que l'un des principaux thèmes du congrès du Front national, au cours du week-end (voir page 10), était « l'insécurité des Français et la lutte contre le crime », M. Le Pen a conclu : « L'attentat semble bien constituer une réponse du berger à la bergerie. »

Dans le XV^e arrondissement

ATTENTAT CONTRE LE DOMICILE DE M. LE PEN Quatre blessés

Un attentat a été commis mardi 2 novembre, peu avant 5 heures du matin, dans l'immeuble où demeure M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, 3, villa Poiret, à Paris (15^e).

L'explosion d'un engin de forte puissance — au moins 3 kilos de dynamite, selon les policiers, — vraisemblablement déposé durant la nuit du 1^{er} au 2^e novembre, a provoqué l'effondrement de l'escalier et ouvert, sur deux étages, une brèche dans la façade intérieure de l'immeuble, qui, selon les experts, ne pourra pas être restauré.

Quatre personnes ont été blessées, dont un bébé qui s'est cassé un bras en tombant du cinquième étage sur un tas d'objets. Le président du Front national, qui se trouvait chez lui, au quatrième étage, au moment de l'explosion, est indemne. Une trentaine de personnes devront être reléguées.

Un attentat avait déjà eu lieu dans cet immeuble en 1961. Plus récemment, le siège de la maison de disques qui dirige M. Le Pen — la S.E.S. 6, rue de Beaune, 13^e — avait été endommagé par une explosion dans la nuit du 21 au 22 février 1973.

M. Le Pen a déclaré à l'AFP : « Je ne crois pas, a ajouté l'ancien candidat à la présidence de la République, que les auteurs de l'attentat soient des gens qui m'en veulent personnellement. » Rappelant que l'un des principaux thèmes du congrès du Front national, au cours du week-end (voir page 10), était « l'insécurité des Français et la lutte contre le crime », M. Le Pen a conclu : « L'attentat semble bien constituer une réponse du berger à la bergerie. »

Un attentat a été commis mardi 2 novembre, peu avant 5 heures du matin, dans l'immeuble où demeure M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, 3, villa Poiret, à Paris (15^e).

L'explosion d'un engin de forte puissance — au moins 3 kilos de dynamite, selon les policiers, — vraisemblablement déposé durant la nuit du 1^{er} au 2^e novembre, a provoqué l'effondrement de l'escalier et ouvert, sur deux étages, une brèche dans la façade intérieure de l'immeuble, qui, selon les experts, ne pourra pas être restauré.

Quatre personnes ont été blessées, dont un bébé qui s'est cassé un bras en tombant du cinquième étage sur un tas d'objets. Le président du Front national, qui se trouvait chez lui, au quatrième étage, au moment de l'explosion, est indemne. Une trentaine de personnes devront être reléguées.

Un attentat avait déjà eu lieu dans cet immeuble en 1961. Plus récemment, le siège de la maison de disques qui dirige M. Le Pen — la S.E.S. 6, rue de Beaune, 13^e — avait été endommagé par une explosion dans la nuit du 21 au 22 février 1973.

M. Le Pen a déclaré à l'AFP : « Je ne crois pas, a ajouté l'ancien candidat à la présidence de la République, que les auteurs de l'attentat soient des gens qui m'en veulent personnellement. » Rappelant que l'un des principaux thèmes du congrès du Front national, au cours du week-end (voir page 10), était « l'insécurité des Français et la lutte contre le crime », M. Le Pen a conclu : « L'attentat semble bien constituer une réponse du berger à la bergerie. »

Un attentat a été commis mardi 2 novembre, peu avant 5 heures du matin, dans l'immeuble où demeure M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, 3, villa Poiret, à Paris (15^e).

L'explosion d'un engin de forte puissance — au moins 3 kilos de dynamite, selon les policiers, — vraisemblablement déposé durant la nuit du 1^{er} au 2^e novembre, a provoqué l'effondrement de l'escalier et ouvert, sur deux étages, une brèche dans la façade intérieure de l'immeuble, qui, selon les experts, ne pourra pas être restauré.

Quatre personnes ont été blessées, dont un bébé qui s'est cassé un bras en tombant du cinquième étage sur un tas d'objets. Le président du Front national, qui se trouvait chez lui, au quatrième étage, au moment de l'explosion, est indemne. Une trentaine de personnes devront être reléguées.

Un attentat avait déjà eu lieu dans cet immeuble en 1961. Plus récemment, le siège de la maison de disques qui dirige M. Le Pen — la S.E.S. 6, rue de Beaune, 13^e — avait été endommagé par une explosion dans la nuit du 21 au 22 février 1973.

M. Le Pen a déclaré à l'AFP : « Je ne crois pas, a ajouté l'ancien candidat à la présidence de la République, que les auteurs de l'attentat soient des gens qui m'en veulent personnellement. » Rappelant que l'un des principaux thèmes du congrès du Front national, au cours du week-end (voir page 10), était « l'insécurité des Français et la lutte contre le crime », M. Le Pen a conclu : « L'attentat semble bien constituer une réponse du berger à la bergerie. »

Un attentat a été commis mardi 2 novembre, peu avant 5 heures du matin, dans l'immeuble où demeure M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, 3, villa Poiret, à Paris (15^e).

L'explosion d'un engin de forte puissance — au moins 3 kilos de dynamite, selon les policiers, — vraisemblablement déposé durant la nuit du 1^{er} au 2^e novembre, a provoqué l'effondrement de l'escalier et ouvert, sur deux étages, une brèche dans la façade intérieure de l'immeuble, qui, selon les experts, ne pourra pas être restauré.

Quatre personnes ont été blessées, dont un bébé qui s'est cassé un bras en tombant du cinquième étage sur un tas d'objets. Le président du Front national, qui se trouvait chez lui, au quatrième étage, au moment de l'explosion, est indemne. Une trentaine de personnes devront être reléguées.

Un attentat avait déjà eu lieu dans cet immeuble en 1961. Plus récemment, le siège de la maison de disques qui dirige M. Le Pen — la S.E.S. 6, rue de Beaune, 13^e — avait été endommagé par une explosion dans la nuit du 21 au 22 février 1973.

M. Le Pen a déclaré à l'AFP : « Je ne crois pas, a ajouté l'ancien candidat à la présidence de la République, que les auteurs de l'attentat soient des gens qui m'en veulent personnellement. » Rappelant que l'un des principaux thèmes du congrès du Front national, au cours du week-end (voir page 10), était « l'insécurité des Français et la lutte contre le crime », M. Le Pen a conclu : « L'attentat semble bien constituer une réponse du berger à la bergerie. »

Un attentat a été commis mardi 2 novembre, peu avant 5 heures du matin, dans l'immeuble où demeure M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, 3, villa Poiret, à Paris (15^e).

L'explosion d'un engin de forte puissance — au moins 3 kilos de dynamite, selon les policiers, — vraisemblablement déposé durant la nuit du 1^{er} au 2^e novembre, a provoqué l'effondrement de l'escalier et ouvert, sur deux étages, une brèche dans la façade intérieure de l'immeuble, qui, selon les experts, ne pourra pas être restauré.

Quatre personnes ont été blessées, dont un bébé qui s'est cassé un bras en tombant du cinquième étage sur un tas d'objets. Le président du Front national, qui se trouvait chez lui, au quatrième étage, au moment de l'explosion, est indemne. Une trentaine de personnes devront être reléguées.

Un attentat avait déjà eu lieu dans cet immeuble en 1961. Plus récemment, le siège de la maison de disques qui dirige M. Le Pen — la S.E.S. 6, rue de Beaune, 13^e — avait été endommagé par une explosion dans la nuit du 21 au 22 février 1973.

M. Le Pen a déclaré à l'AFP : « Je ne crois pas, a ajouté l'ancien candidat à la présidence de la République, que les auteurs de l'attentat soient des gens qui m'en veulent personnellement. » Rappelant que l'un des principaux thèmes du congrès du Front national, au cours du week-end (voir page 10), était « l'insécurité des Français et la lutte contre le crime », M. Le Pen a conclu : « L'attentat semble bien constituer une réponse du berger à la bergerie. »

Un attentat a été commis mardi 2 novembre, peu avant 5 heures du matin, dans l'immeuble où demeure M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, 3, villa Poiret, à Paris (15^e).

L'explosion d'un engin de forte puissance — au moins 3 kilos de dynamite, selon les policiers, — vraisemblablement déposé durant la nuit du 1^{er} au 2^e novembre, a provoqué l'effondrement de l'escalier et ouvert, sur deux étages, une brèche dans la façade intérieure de l'immeuble, qui, selon les experts, ne pourra pas être restauré.

Quatre personnes ont été blessées, dont un bébé qui s'est cassé un bras en tombant du cinquième étage sur un tas d'objets. Le président du Front national, qui se trouvait chez lui, au quatrième étage, au moment de l'explosion, est indemne. Une trentaine de personnes devront être reléguées.

Un attentat avait déjà eu lieu dans cet immeuble en 1961. Plus récemment, le siège de la maison de disques qui dirige M. Le Pen — la S.E.S. 6, rue de Beaune, 13^e — avait été endommagé par une explosion dans la nuit du 21 au 22 février 1973.

M. Le Pen a déclaré à l'AFP : « Je ne crois pas, a ajouté l'ancien candidat à la présidence de la République, que les auteurs de l'attentat soient des gens qui m'en veulent personnellement. » Rappelant que l'un des principaux thèmes du congrès du Front national, au cours du week-end (voir page 10), était « l'insécurité des Français et la lutte contre le crime », M. Le Pen a conclu : « L'attentat semble bien constituer une réponse du berger à la bergerie. »

AU VII^e CONGRÈS DU PARTI ALBANAIS

M. Hodja affirme que la construction du socialisme « est un processus de lutte de classes acharnée »

De notre correspondant en Europe centrale

Vienne. — « Notre situation intérieure est saine et inébranlable dans tous les domaines et sur tous les fronts. » Dès le début du long rapport qu'il a présenté lundi 1^{er} novembre devant le septième congrès du Parti du travail albanais (P.T.A.), M. Enver Hodja, premier secrétaire, a donné à la politique de son pays un satisfecit où le doute n'avait pas de place.

Trente-deux délégations de formations ou partis marxistes-léninistes assistent à ce congrès qui se déroule à Tirana, dans le Palais de la culture. Trois partis qui entretiennent des relations aussi bien avec les partis communistes soviétiques que chinois sont présents : ceux de la Corée du Nord, du Vietnam et du Laos. Aucune délégation cambodgienne n'a été signalée. Les marxistes-léninistes français sont représentés par M. Durieux. Les journalistes étrangers n'ont pas été autorisés à se rendre en Albanie.

Conformément à son usage, Pékin n'a pas envoyé de délégation. Toutefois, dans un message transmis au congrès, M. Hua Guo-feng, président du P.C. chinois, a salué l'Albanie « citadelle de la révolution en Europe » et l'a assurée que la Chine avait toujours été l'alliée des communistes albanais et voulait le demeurer. « Nous marchons épaule contre épaule », affirme M. Hua Guo-feng, dans la grande lutte contre l'ennemi commun et pour la noble cause de la révolution et de la construction du socialisme. L'ennemi commun, explicitement dénoncé par M. Hua Guo-feng dans son message est « le révisionnisme moderne sous la direction de la clique des renégats soviétiques ».

Une grande ligne directrice traverse le discours de M. Hodja : la construction du socialisme est un processus de lutte de classes acharnée, entre deux voies, la voie socialiste et la voie capitaliste, une lutte qui se déroule sur tous les fronts, aussi bien politique et économique qu'idéologique et militaire. Cette lutte des classes, sur le plan intérieur, se double sur le plan extérieur d'un combat irréductible contre le « révisionnisme moderne » et toutes les théories réactionnaires et bourgeoises, contre les conceptions « anarchistes et anarcho-sindicalistes », telles que celles sur l'autogestion ou la « conduite directe » de la classe ouvrière.

Selon Radio-Tirana, captée à Vienne, M. Hodja a d'ailleurs dénoncé pour la première fois la « conjuration » des huit membres de la direction du parti écartés depuis deux ans, et dont divers indices donnent à penser qu'ils socialisent, du moins en partie, d'entre eux, plus ou moins ouvertement que l'Albanie sorte de son isolement idéologique, politique et militaire, et se rapproche de l'un ou l'autre des camps qu'elle considère aujourd'hui comme ses plus farouches adversaires, tels la Yougoslavie ou l'U.R.S.S.

En réaffirmant avec force la nécessité, pendant toute la période de la phase de transition du capitalisme au communisme, de maintenir la dictature du prolétariat et de la lutte des classes, M. Hodja a guère laissé de doute sur sa volonté de poursuivre la voie choisie depuis quinze ans par Tirana. Tout abandon de ces principes ne saurait conduire, selon M. Enver Hodja, comme cela a été le cas « en U.R.S.S. et

en Chine », à la restauration de l'ordre socialiste, à la restauration de l'escapisme capitaliste, au social-fascisme. (...) Aujourd'hui, il est devenu à la mode, pour tous les renégats révisionnistes et les laquais de la bourgeoisie, d'attaquer furieusement la dictature du prolétariat et de recourir à une démagogie effrénée, afin de restaurer la prétendue « démocratie perdue ».

Si donc, sur le plan idéologique, le Parti du travail albanais lutte constamment, a dit M. Hodja, contre « les deux grands dangers qui menacent le régime ouvrier », à savoir le libéralisme et le bureaucratisme et leurs révolutions, le technocratie et l'intellectualisme, sur le plan économique le parti doit s'appuyer sur ses propres forces.

Si elle témoigne de la fierté des Albanais, la voie ainsi définie par M. Enver Hodja ne manque pas toutefois, comme il l'a lui-même laissé entrevoir, de causer certaines difficultés et de freiner le développement économique.

M. L.

ACHETEZ VOTRE CHAÎNE HI-FI chez un crack en électronique

Les trente années d'expérience du magasin CIBOT — véritable temple parisien de la Hi-Fi — et sa grande compétence en électronique (son et vidéo) vous garantissent non seulement de bons conseils par des vendeurs qualifiés, un choix sûr parmi pratiquement toutes les marques françaises et étrangères, mais aussi un service après-vente exceptionnel. CIBOT dispose pour cela, de techniciens, d'ingénieurs, et d'un stock de pièces détachées unique en France.

CHAÎNE HI-FI LUXMAN : 4.980 F AMPLI 2x32 W

PLATINE THORENS TD 145, ent.p. courtois. Arrière électronique cellule Shure MS1E7

ENCEINTES HBC Manhattan 40 W 3 voies - assurées

En option : TUNER AM/FM T33 sens. 1/4 W. - PRIX : 1.650 F

Universal Radios

CIBOT

136, bd Diderot, Paris 12^e
12, rue de Reuilly, Paris 12^e
Tél. 346.63.75

Ouvert tous les jours de 9 h à 12 h 30 et de 14 h à 19 h. Nouveaux : mercredi et vendredi jusqu'à 22 h. Menu : Reuilly-Diderot

TRADUCTIONS

ABC 44 R.N.D. DES VICTOIRES
PARIS 21^e Tél. 236.13.03
PLUS RAPIDE - MEILLEUR MARCHÉ

DIPLOMES DE LANGUES

pour la vie professionnelle

Tous ceux qui ont étudié une langue (anglais, allemand, italien, espagnol), quel que soit leur âge ou leur niveau d'études, ont intérêt à compléter leur qualification par une formation en langues, décisive dans la vie professionnelle. Cette formation peut être confirmée par un des diplômes suivants :

— Chambres de Commerce étrangères, compléments indispensables pour tous les emplois du commerce et des affaires.

— E.T.S. Traducteur Commercial, attestent une formation de spécialiste de la traduction et de l'interprétation d'entreprise.

— Université de Cambridge (anglais) : carrières de l'information, édition, tourisme, hôtellerie, etc.

Examen chaque année dans les principales villes de France.

Étudiants, cadres commerciaux et administratifs, ingénieurs, techniciens, secrétaires, représentants, comptables, etc., profiteront de cette opportunité pour améliorer leur compétence et leurs chances.

Documentation gratuite n° 1533 sur la préparation et les débouchés de ces diplômes sur demande à :

Langues et Affaires, 15, rue Collandrea, 92030 Paris-Levallois. Tél. : 278-81-88 (enseignement privé à distance).

une nouvelle façon de s'habiller à 30 ans

LATREILLE

nouvelle boutique



53, rue saint-andré-des-arts
75006 paris tél. 033 50.12

مکان العمل